Avec ce numéro, un cahier Emploi




DERNIÈRE ÉDITION


# Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 14042 — 4,50 F — MERCREDI 21 MARS 1990 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY — DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE


## Pressions sur la Lituanie

ON comprend que M. Gorbatchev ne voit pas d'un bon œil la sécession des Républiques baltes et qu'il cherche à gagner du temps en multipliant les conditions imposées au « divorce ». Egalement compréhensibles sont les mesures conservatoires qu'il vient de faire adopter afin de préserver les intérêts économiques de la fédération et des autres Républiques soviétiques en Lituanie. Tout cela vise sans doute, on veut bien le croire avec M. Landsbergis, le nouveau président lituanien, à préparer une négociation.

Le malaise, car malaise il y a, tient à d'autres facteurs. D'abord aux acrobaties verbales par lesquelles on accepte un « dialogue » tout en excluant des « négociations », ou encore l'on exige une réponse « dans les trois jours » tout en se refusant à parler d'ultimatum. Mais plus encore au recours à certains procédés qui rappellent bien davantage les pesanteurs militaro-policières du totalitarisme d'antan que les mœurs civilisées de l'« Etat de droit » promis.

D'OPPORTUNES « manœuvres » et autres gesticulations militaires mises au service des « pieds-noirs » russes de Lituanie et des adversaires de l'indépendance, les avions de l'armée rouge utilisés pour le lâcher de tracts, des « difficultés » survenant dans les liaisons téléphoniques entre Vilnius et l'étranger, voire dans les transmissions de la radio lituanienne vers l'extérieur : tout cela rappelle non seulement aux Lituaniens, mais aux autres libéraux de l'empire que le système qu'ils entendent démanteler n'a pas perdu de son muscle. Et si l'on en reste à la promesse, faite par M. Gorbatchev à M. Bush à Malte, que la force ne sera pas plus employée dans l'empire « intérieur » qu'elle ne l'a été dans l'empire « extérieur » d'Europe de l'Est, ces pressions ne sont pas le meilleur moyen de la rendre crédible.

En face, la modération affichée par M. Landsbergis et ses amis témoigne d'une solide réserve de bonne volonté : personne, dans les Républiques baltes, ne songe d'ailleurs sérieusement à couper tous les ponts avec l'ensemble soviétique, qui fournit par exemple à la Lituanie 80 % de son énergie et de ses matières premières. Quant aux intérêts de sécurité de l'URSS, ils peuvent d'autant moins être ignorés que l'enclave de Kaliningrad – l'ex-Koenigsberg allemande rattachée après la guerre à la fédération de Russie – promet déjà un délicat problème de « corridor ».

MAIS la revendication d'indépendance ne peut être ignorée non plus. Y compris en Lettonie et en Estonie, où, malgré une présence russe beaucoup plus forte qu'en Lituanie, les élections de dimanche ont donné une majorité aux nationalistes dans les parlements locaux.

A moyen terme, le Kremlin devra donc concéder aux Baltes, annexés de manière parfaitement cynique à la suite des accords Hitler-Staline aujourd'hui dénoncés, les mêmes droits qu'aux Européens de l'Est. Et il est temps pour les Occidentaux de faire savoir à M. Gorbatchev que cela aussi fait partie de la « maison européenne commune » souhaitée par tout le monde.

*Lire nos informations pages 3 et 4*

Face aux perspectives d'unification rapide de l'Allemagne

# Paris voudrait accélérer l'intégration européenne

*Les dirigeants de l'Alliance pour l'Allemagne, grands vainqueurs des élections de dimanche en RDA, sont attendus mercredi 21 mars à Bonn pour préparer l'union économique et monétaire. En dépit de sa victoire, l'Alliance, même soutenue par les libéraux, ne dispose pas au nouveau Parlement de la majorité qualifiée pour amender la Constitution en vue de la réunification. A Paris, M. Mitterrand a souhaité, lundi soir, « bonne chance à l'Allemagne ». Cependant, face aux perspectives de réunification rapide de l'Allemagne, la France voudrait accélérer l'intégration européenne. C'est ainsi que M. Dumas a souhaité une nouvelle fois, mardi matin, que la conférence qui doit en principe étudier à partir de décembre le projet d'union économique et monétaire des Douze commence ses travaux plus tôt.*

## En terminer avec la brouille franco-allemande

Cela ressemble à une crise conjugale, à une de ces mésententes sourdes qui s'installent, se nourrissent d'elles-mêmes et qui, si aucun des deux n'a le sursaut d'y mettre un terme, finissent par détruire la relation plus sûrement qu'un conflit ouvert. Parce que l'un, un moment, s'est détourné de l'autre, parce que l'autre a paru en prendre trop vite son parti, chacun s'est estimé trahi, s'est replié sur son quant-à-soi ; on est entré dans l'ère du reproche non dit et de la mauvaise humeur.

On n'en est certes pas à la rupture, mais on ne cherche pas à dissimuler la brouille. Qu'il semble loin le temps où M. Mitterrand prenait par la main M. Kohl à Verdun et comme l'Elysée s'entend bien à faire comprendre qu'il ne s'agissait après tout que d'un mariage de raison. *« Notre politique n'est pas de sauver le climat des relation franco-allemandes quoi qu'il arrive »*, y disait-on en privé à la veille, il est vrai, du spectaculaire succès remporté par les alliés est-allemands du chancelier lors des élections de dimanche.

Au sommet donc, on s'aime moins, même si le discours officiel reste lisse. A proximité du sommet, les conseillers des princes, MM. Jacques Attali et Horst Teltschik, font un couple infernal qui n'arrange pas les choses. D'autres incarnent, il est vrai de façon plus sereine, la relation franco-allemande : M. Jean-Louis Bianco, le seul germanophone de l'Elysée, M. Joachim Bitterlich, le francophone, francophile, l'européen patenté de la chancellerie ; ou bien encore aux ministères des affaires étrangères MM. Roland Dumas et Hans-Dietrich Genscher, vieux compères qui se dépensent beaucoup, éteignent les foyers d'incendie, recollent les morceaux, mais – pour des raisons différentes – ne peuvent pas tout faire.

CLAIRE TRÉAN

*Lire la suite page 5 et nos informations pages 4 et 5*

# La Namibie enfin indépendante...

*Après soixante-quinze ans d'occupation sud-africaine et vingt-trois ans de guérilla l'ancienne colonie allemande accède, le 21 mars, à la souveraineté internationale*

WINDHOEK

*de notre envoyé spécial*

Bâtie en plein bush il y a un siècle par des colons allemands, Windhoek, la très modeste capitale (100 000 habitants) de la non moins modeste Namibie (1,3 million d'habitants) se prépare sans fièvre excessive à célébrer, mercredi 21 mars, le jour J de l'indépendance de ce territoire qui, légalement d'abord et illégalement ensuite, a vécu soixante-quinze ans sous pavillon sud-africain.

Plusieurs dizaines de dignitaires étrangers, dont le secrétaire général de l'ONU, le chef de l'Etat égyptien et le premier ministre indien, doivent assister à ces festivités dont le régime de Pretoria a offert de prendre à sa charge la moitié du coût, comme s'il cherchait à se faire pardonner d'avoir tardé à quitter ce territoire qu'il fut tenté, un moment d'annexer.

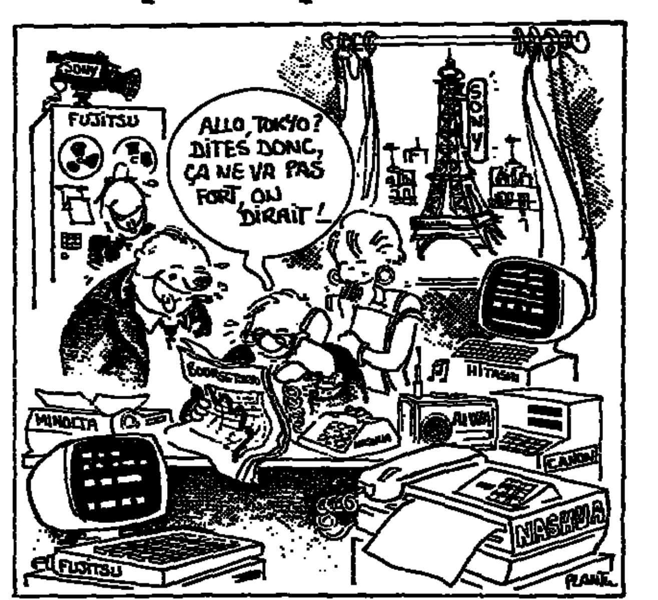
Le mandat que la Société des nations avait confié à l'Afrique du Sud en 1920, au lendemain de la défaite allemande, lui fut retiré par les Nations-unies en 1966, ce qui ne l'empêcha pas de continuer à administrer la Namibie comme si de rien n'était. Il fallut attendre dix ans pour que le régime de Pretoria accepte d'appliquer la résolution 435 votée en septembre 1978 par le Conseil de sécurité de l'ONU, qui fixait les étapes devant conduire à l'indépendance de la Namibie.

Une fois écartée l'idée de faire de la Namibie la cinquième province de l'Afrique du Sud, les dirigeants de Pretoria tentèrent des expériences d'autonomie interne. Sans succès. Ils souhaitaient en effet contrôler de très près la situation de ce territoire qui leur servait de zone tampon avec l'Angola tombée, en 1975, lors de son indépendance, dans le camp communiste.

JACQUES DE BARRIN

*Lire la suite page 6*

## La Banque du Japon relève ses taux




*Pour tenter d'enrayer la baisse persistante du yen et la chute* de la Bourse, la Banque du Japon a augmenté de 1 point son taux d'escompte. Sans grands résultats.





POINT DE VUE

# Pour un consensus sur l'immigration

par Alain Juppé

La question de l'immigration est l'une des plus graves de toutes celles auxquelles la *société française sera confrontée* au cours de la prochaine décennie. Qu'il s'agisse de l'emploi, du logement, de l'école, etc., ce que le président de la République lui-même a appelé *« le seuil de tolérance »* est franchi. Il n'y a aucune chance que les choses s'arrangent d'elles-mêmes, puisqu'on évalue à plus de cent mille le nombre d'étrangers supplémentaires qui s'installent en France chaque année. Il est donc impératif que les pouvoirs publics interviennent, vite et fort.

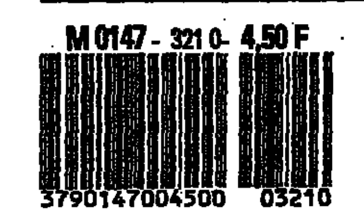
Leur premier objectif doit être d'arrêter l'arrivée de nouveaux immigrants. On connaît les mesures à prendre : contrôles effectifs aux frontières, comme ceux qu'avait instaurés le gouvernement de Jacques Chirac de 1986 à 1988 ; contrôles d'identité à l'intérieur du territoire pour détecter les étrangers en situation irrégulière ; abrogation des lois Joxe qui, de fait, paralysent la procédure d'expulsion, lorsque celle-ci est nécessaire ; réforme de l'Office des réfugiés et apatrides, qui doit être doté des moyens d'instruire les demandes d'asile politique en quelques semaines et non en plusieurs années comme c'est le cas actuellement. Aucun ministre de l'intérieur, s'il est de bonne foi, ne peut contester l'urgence d'un tel plan d'action ; les actes doivent maintenant suivre les déclarations d'intention.

Mais il ne faut pas se bercer d'illusions. Il n'existe pas de frontière absolument étanche. Les Américains du Nord en ont fait l'expérience. Si nous voulons vraiment arrêter l'immigration, il faut la rendre moins attractive qu'elle ne l'est aujourd'hui. La répression du travail clandestin et la punition des employeurs qui font venir de la main-d'œuvre étrangère en fraude pour l'exploiter durement doivent être rendues beaucoup plus sévères. Nous devons aussi nous interroger sur les conséquences d'une politique qui combine le laxisme aux frontières et des systèmes de regroupement familial et de prestations sociales particulièrement souples. Est-ce vraiment respecter la dignité de la personne humaine que d'attirer chez nous des familles dont nous savons qu'elles seront condamnées à vivre d'allocations publiques, sans véritable perspective d'emploi stable, de logement adapté ni de réelle intégration ? J'ai conscience de poser là un problème difficile. Mais avons-nous le droit de l'éluder ? Je n'apporte pas, sur ce point, de réponse définitive ; je souhaite seulement susciter une vraie réflexion.

*Lire la suite page 11*

▶ Alain Juppé est secrétaire *général du RPR.*

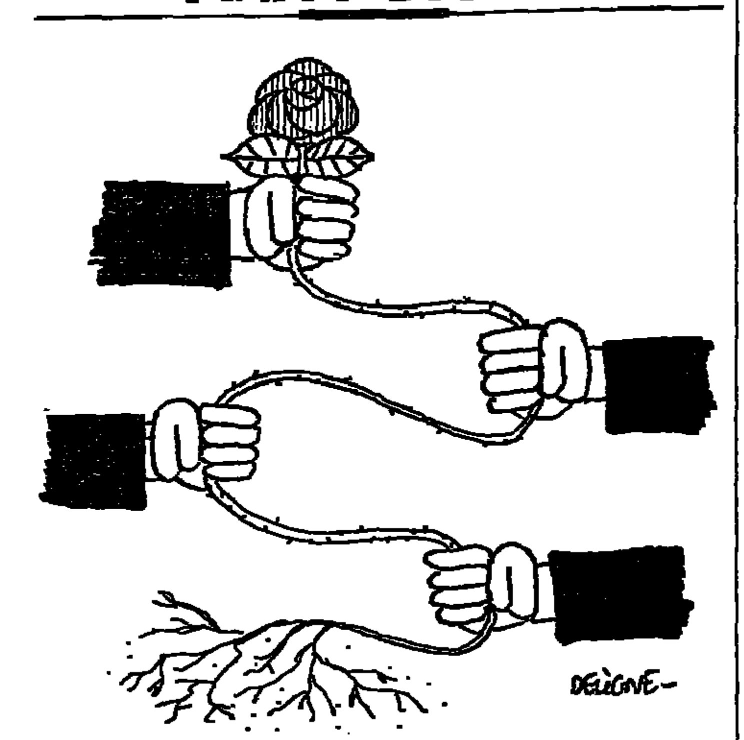

M 0147 - 321 0 - 4,50 F


3790147004500 03210

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,85 $ ; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,40 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $ ; USA (others), 2 $.

# DÉBATS

## TRAIT LIBRE



## AU COURRIER DU Monde

### Le patrimoine de Nîmes

Il se trouve à Nîmes la demeure de *J.-F. Séguier, secrétaire et* accompagnateur dans ses grands voyages européens du savant véronais Scipione Maffei. Quand ce dernier mourut, J.-F. Séguier se retira à Nîmes, sa ville natale, y fit bâtir un hôtel, où il rassembla des collections d'épigraphie et d'antiquités d'une part, de sciences naturelles d'autre part. En relation avec *des correspondants dispersés* de l'Angleterre à l'Italie, de l'Espagne à la Russie, il accueillit des centaines de visiteurs dans son hôtel-musée.

Or un projet de « restructuration urbaine », essentiellement spéculatif, menace ce bâtiment, présentement propriété diocésaine. Une procédure d'inscription à l'inventaire supplémentaire des bâtiments historiques a été engagée et a reçu l'assentiment de la commission régionale compétente puis la signature du préfet de région.

Mais une décision arbitraire n'est pas à exclure : elle livrerait à la démolition un lieu hautement symbolyque de la communauté des savants et des érudits dans l'Europe du dix-huitième siècle. N'importe-t-il pas de prévenir l'irréparable ?

DANIEL ROCHE
*professeur d'histoire moderne.*
MICHEL CHIRSTOL
*professeur d'histoire romaine.*

### L'Union européenne de M. Balladur

Dans son article « Pour l'union *européenne* », M. Balladur *justifie* mal son hostilité à la fédération européenne. Alors que la fédération des Etats-Unis et celle de l'Allemagne fédérale témoignent d'une réussite plutôt spectaculaire, M. Balladur se limite à une frileuse union européenne, qui existe déjà en partie et dont nous connaissons les inconvénients majeurs, comme par exemple les multiples monnaies où les peuples ne perdent pas seulement leur latin mais aussi leur argent à chaque change.

Je ne crois pas qu'il soit difficile de persuader les Européens de la nécessité d'une monnaie unique, et l'empressement des Allemands de l'Est à demander une seule monnaie pour une Allemagne réunifiée ne peut être qu'un encouragement pour les autres Européens à en faire autant dans un cadre plus vaste.

Ce qui est vrai pour la monnaie l'est encore beaucoup plus dans le domaine militaire, où une armée unique permettrait de faire des économies par milliards, argent dont on aura besoin pour aider les pays de l'Est et le tiers-monde (...).

Reste évidemment le « contenu politique ». Il me semble que M. Balladur n'est pas assez conscient de l'évolution et des changements de mentalité au sein de l'Europe actuelle, dont les transformations s'emballent. Tout d'abord, la notion de souveraineté nationale n'a pas pour le peuple un sens aussi aigu que pour le politicien. De plus en plus tous les peuples d'Europe de l'Ouest (et même ceux de l'Est) placent leur propre bien-être et leur sécurité bien avant l'Etat. Et il est pour les Européens plus facile de se convaincre qu'une Europe fédérale est plus à même de garantir à tous ces biens précieux qu'une union européenne plus ou moins lâche, où chacun tire à hue et à dia et où le libéralisme est trop souvent, pour les peuples, synonyme d'exploitation.

Enfin, toute fédération est une ouverture qui permet à tout moment des élargissements vers d'autres pays, et c'est le meilleur moyen de construire à *l'avenir* la route de l'Europe jusqu'à l'Oural, et pourquoi pas au-delà ? (...).

ADOLPHE THIL
*Saint-Avold*

### Indépendance de l'Université

Ce n'est pas un des moindres paradoxes du moment que l'émergence d'un large consensus sur les thérapeutiques à prodiguer à l'Université malade dont les récents propos de Lionel Jospin à la télévision et de Jean Prieur dans *le Monde* du 2 mars offrent un saisissant exemple. A cet imposant unanimisme, on se ferait un devoir impérieux d'adhérer si, dans son louable souci de mettre bon ordre dans les affaires de la valétudinaire, il faisait plus de cas de ce qui, depuis son origine médiévale, constituait le propre de cette institution : *l'indépendance.*

Indépendance à l'égard des intérêts politiques, religieux, communautaires mais aussi économiques, dont l'Etat – qui n'est pas un lobby – se portait garant et qui, du moins jusqu'ici, ne présentait rien qui en fasse un vain mot ou l'identifiât à l'inconsistance d'un « concept très formel ». Or, aussi bien en promouvant une politique de professionnalisation des premiers cycles qu'en formant le vœu d'une « participation plus active des cadres d'entreprise aux conseils d'université » (J. Prieur), on enjoint à Alma Mater, au nom d'un « bon sens » qui honore davantage l'esprit du temps que l'intérêt général, de s'aligner, sans plus tarder, sur les exigences des établissements financiers, de renoncer à sa séminale vocation d'autonomie pour être livrée aux volontés versatiles de l'Entreprise. Comment ne pas voir qu'à terme, un tel ajustement mènerait à la disparition pure et simple dans l'enseignement universitaire des disciplines littéraires et de toutes celles qui, au vu de l'horizon radieux de l'an 2000, ne satisferont pas aux impératifs triomphants de l'efficacité immédiate ?

FABRICE LASCAR
*élève de l'Ecole normale supérieure de Fontenay/Saint-Cloud.*

Les bouleversements dans les pays de l'Est

## Europe et défense

par André Giraud

AU milieu des nouvelles qui déferlent dans l'actualité, apparaissent, dans des contours imprécis, des événements d'une importance majeure pour l'avenir de notre pays : la réunification de l'Allemagne, le trouble sur la construction de la CEE, l'incertitude sur les problèmes de frontière à l'Est, et la nouvelle donne sur les problèmes de sécurité en Europe. Aussi n'est-il pas inutile de clarifier nos idées sur quelques questions de base.

**Faut-il appuyer la réunion des deux Allemagnes ?**

Ne pas le faire signifierait renoncer, dès maintenant, à construire l'Europe, du fait du ressentiment qu'en concevraient les Allemands. D'ailleurs, s'il existe un esprit européen, comment ne pas partager le sentiment profond de nos amis Allemands ? Il s'agit, pour eux, *d'une sorte* d'Alsace-Lorraine... Mais cette réunion coûtera cher à la RFA, et à l'Europe aussi (on aurait intérêt à examiner en commun comment cela pourrait coûter moins cher). Elle soulève des problèmes politiques. La solidarité que nous devons démontrer nous autorise pleinement à demander aux Allemands leur solidarité, en retour, sur les autres questions posées.

**Faut-il construire l'Europe politique ?**

Si on ne le fait pas maintenant, on ne le fera sans doute jamais. La réunification de l'Allemagne conduira à la reconstitution d'une Allemagne pangermaniste, deuxième puissance économique du monde, qui ne manquera pas de souffrir qu'il y ait encore des Allemands au-delà de ses frontières (source d'instabilité), qui se sentira humiliée de ne pas avoir les attributs de souveraineté des grandes puissances et même de puissances moins grandes (Royaume-Uni, France) et qui prendra à son compte une politique spécifique à l'Est. Le résultat immédiat est prévisible : pas, ou, en tout cas, moins de solidarité avec les Européens de l'Ouest ; compétition avec eux à l'Est et au Moyen-Orient. Nul ne peut prévoir jusqu'où peut aller ce divorce.

Il est évidemment préférable d'essayer d'inclure l'Allemagne dans une Europe politique qui pourrait traiter les mêmes problèmes sans les mêmes risques. Mais, avant de faire les pas décisifs, il est naturel de savoir vers quoi on s'engage. On ne saurait laisser avaler l'économique et le monétaire dans un engrenage *inconnu.*

**Comment construire l'Europe politique ?**

La solidarité des pays de l'Ouest ne peut être scellée que par la mise en commun de responsabilités nationales importantes au sein d'une entité européenne (appelons-la « l'autorité fédérale » pour ne pas employer le terme « gouvernemental ») qui, pour être représentative, doit être désignée démocratiquement. Cette désignation est en soi un grand problème que je ne traite pas ici. Mais aucun abandon important de souveraineté ne sera consenti à une « autorité fédérale » qui n'aurait pas, de façon croissante, la responsabilité essentielle de défendre les intérêts qu'elle prend en charge. On ne peut commencer à construire l'Europe *politique si on ne sait pas* quelle sera « l'autorité » à sa tête, et si elle sera en mesure d'assurer ses responsabilités.

Il faut donc trouver un itinéraire pour conférer progressivement à cette « autorité fédérale » une capacité d'agir dans le domaine de la défense, capacité qui augmente à mesure qu'augmente l'importance des autres attributions qui lui sont déléguées.

**Quels problèmes de défense devrons-nous traiter ?**

L'issue vraisemblable des conversations sur le désarmement est prévisible.

Il subsistera une Russie dotée d'un énorme arsenal nucléaire ; ses forces conventionnelles diminueront sans doute en nombre, mais lentement, et jusqu'à un niveau encore relativement important, compte tenu des problèmes posés *par la frontière sud de la Russie* et de l'instabilité sur la frontière est. Il subsistera une certaine forme du pacte de Varsovie, parce que les Polonais et d'autres resteront inquiets sur leurs frontières.

### Prendre en compte les instabilités

De part et d'autre de la ligne Oder-Neisse, le dispositif se desserrera. Les forces en présence s'éloigneront, prenant une posture dévensive, très différente de la posture d'attaque surprise massive qui était, *jusqu'ici, celle des forces* de l'Est. Les Super-Grands diminueront leurs forces présentes en Europe centrale – ce qui signifie un recul de quelques centaines de kilomètres terrestres pour les Russes, de plusieurs milliers de milles nautiques pour les Etats-Unis. La manœuvre initiale à prendre en compte sera donc une pénétration par mouvement et non une attaque de rupture frontale. Il en résulte de notables différences *quant au choix de l'armement utilisé* : grande importance de la surveillance éloignée des mouvements adverses, de la défense aérienne étalée en profondeur, disponibilité de forces particulièrement mobiles, etc.

Au théâtre européen s'ajoute la prise en compte des instabilités qui peuvent affecter la Méditerranée et le Moyen-Orient. La première connaîtra sur sa rive sud une démographie explosive dans une situation économique préoccupante. N'oublions pas, par exemple, que les avions libyens peuvent techniquement *survoler l'ensemble* du territoire français. Au Moyen-Orient, dont certaines régions sont *déjà des théâtres d'opérations*, les quatre principaux ensembles industrialisés du monde, Etats-Unis, Europe, Russie, Japon, seront en concurrence pour obtenir le pétrole nécessaire à leur vie économique.

Enfin, certains pays européens ont des ressortissants, des amis ou des intérêts matériels ou moraux à défendre dans le monde. C'est le cas pour le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la France, l'Espagne, le Portugal, le Danemark.

Ce rapide tour du monde montre que ce serait une grave erreur d'imaginer que les sourires de M. Gorbatchev, en supposant qu'ils soient suivis des actes correspondants, *règlent tous les problèmes.*

**Comment construire une défense européenne ?**

Une remarque importante s'impose tout d'abord : il n'y a pas de *défense conventionnelle possible*, face à une puissance nucléaire. Aussi, pour assurer la dissuasion en Europe et protéger l'Allemagne d'une attaque conventionnelle, il faut faire stationner en Allemagne des armes nucléaires qui, par leur mobilité et leur portée, assurent sa sanctuarisation dans des conditions satisfaisantes.

Certes, ces armes nucléaires ne peuvent être allemandes. Elles peuvent être américaines et/ou européennes. Mais il serait normal que les Allemands disposent d'un droit de veto sur leur emploi, dont la menace ne doit être mise en œuvre que si leurs intérêts vitaux sont menacés.

C'est dans la solution de ce problème que se trouve la clé déterminante de la construction de la défense européenne. Si, comme *certains de ses hommes politiques* le souhaitent, l'Allemagne doit être dénucléarisée, cela veut dire qu'elle n'est pas prête à prendre les risques inhérents à sa défense, et personne ne peut la défendre à sa place. Il n'y aura donc pas d'Europe dans ce cas. Mais nous allons, dans la suite, continuer à raisonner comme si cette difficulté, qui n'est pas mince, je le sais, était surmontée.

Nous considérons aussi comme acquis que l'Alliance atlantique susbsite pour raison d'intérêt mutuel. Les Etats-Unis assumant ainsi une certaine présence permanente en Europe, une capacité de renforcement transatlantique et l'équilibre nucléaire avec l'Est.

Cela étant observé, la naissance d'une défense européenne signifie la création d'un commandement européen, rattaché à « l'autorité politique européenne » dont il reçoit les instructions. Ce commandement ne s'exercera que sur les troupes mises à sa disposition par les gouvernements alliés et cet ensemble peut, à son tour, être placé, soit dès le temps de paix, soit à un certain stade d'un conflit européen, sous commandement allié de l'OTAN. Une telle mise à disposition ne s'imposerait pas, ou pourrait même être désastreuse, s'il s'agissait de conflits sans implication avec la Russie (en Méditerranée, *par exemple*).

La constitution de ce commandement européen pourrait se faire progressivement, en partant de ce qui est le plus évident et sans pour autant mettre en cause ce que les *forces nationales des pays* européens souhaitent faire par elles-mêmes. L'Europe, par exemple, *doit* être en mesure, sans dépendre des Etats-Unis (ce qui ne veut pas dire sans collaborer avec les Etats-Unis) de surveiller le déploiement et les mouvements de troupes sur son continent. Elle doit avoir ses propres satellites espions, son propre réseau d'observation et de commandement interopérable avec l'OTAN et ses propres forces de surveillance aérienne et de protection contre les intrus.

Elle doit pouvoir conduire seule – ce qui ne veut pas dire sans liaison avec les Etats-Unis – les opérations aéronavales nécessaires à la protection de ses intérêts en Méditerranée, au Moyen-Orient, ou sur le pourtour de l'Afrique. Elle doit pouvoir protéger son champ de tir spatial en Guyane, sa présence en Antarctique ou au Groenland.

Certaines de ces missions pourraient être attribuées à des sous-ensembles européens. Ainsi, en 1987, avons-nous étudié comment assurer certaines opérations en Méditerranée par une coopération franco-hispano-italienne.

Observons que, dans les manœuvres *de mouvement terrestres ou* aéronavales auxquelles on devrait être préparé, une bonne partie des *forces devra pouvoir être projetée* de loin grâce à une grande mobilité (hélicoptères, blindés rapides, aérotransport, porte-avions). Ceci pourrait en particulier rendre plus accessible la recherche de solutions, pour le glacis est.

L'existence de l'armée de l'Allemagne de l'Est est un paramètre difficile à prendre en compte. Il faudra bien qu'elle sorte du pacte de Varsovie. Mais sera-t-elle alors le premier élément de l'armée nationale allemande hors commandement de l'OTAN – ce qui serait une transformation politique majeure ? Viendra-t-elle se fondre dans la Wermacht, sous commandement américain, cependant que *le territoire* d'où sont issus ses soldats serait neutralisé ? Sera-t-elle transformée en force européenne par mélange avec d'autres nationalités, sur le modèle par exemple de la brigade franco-allemande ?

Je n'irai pas plus loin dans l'analyse des forces qui pourraient être placées sous commandement européen, car *de nombreuses variantes* peuvent être imaginées pour accroître progressivement la solidarité. Il ne peut être question de retourner aux illusions qui avaient conduit au concept de la CED. Mais la constitution d'unités d'une certaine dimension à partir de sous-unités nationales n'est pas irréaliste, si on le veut. De même, une grande flexibilité peut exister dans la façon dont les autorités nationales, sans déroger à leurs responsabilités, peuvent accepter de placer des forces sous commandement européen ou allié, dans des dispositifs si possible préparés à l'avance. L'expérience en a été faite en temps de guerre par Charles de Gaulle avec la 1re armée du général de Lattre, le bataillon du général Koenig ou la 2e DB du général Leclerc.

Aussi bien l'itinéraire à suivre n'implique à aucun moment d'affaiblir notre défense nationale par une hypothétique défense européenne. Il n'y a pas lieu de faire un choix. Mais de tenter d'avancer vers l'Europe. Pour aboutir, il faut être plusieurs ; il faut en tout cas que l'Allemagne s'y prête et il est nécessaire de lever cette incertitude dans les mois qui viennent, car il est clair que nous ne pouvons pas appuyer la réunion des deux Allemagnes si elle doit se faire en dehors de l'Europe occidentale.

▶ **André Giraud est ancien ministre de la défense.**

La CED (suite)

## Réponse à Jean-Paul Pigasse

par Maurice Delarue

Si M. Pigasse entend, comme il l'assure, édifier *« un système de défense proprement européen »* (*le Monde* du 3 mars), la dernière des choses à faire est de sortir le cadavre de la Communauté européenne de défense du placard où l'ont enfermé Mendès France et de Gaulle, *entre autres.*

S'il avait lu le traité qui l'instituait, M. Pigasse saurait que l'*« armée dite européenne »* ne l'était *« absolument pas »*, puisque ce traité *« la remet pour l'emploi, organiquement, automatiquement, uniquement au commandant en chef atlantique, c'est-à-dire pour peu qu'on veuille bien ne pas jouer sur les mots, au commandant en chef américain en Europe, ce qui en fait l'un des instruments de la stratégie américaine »* (...) et qu'il lui attribue, *« en ce qui concerne le destin de la France, des droits quasi discrétionnaires, tels (...) qu'à aucune époque, dans aucun pays, aucun gouvernement n'en a jamais concédé à aucun de ses généraux »* (de Gaulle, 2 février 1953). Sait-il que le traité de la CED se réfère trente-quatre fois à l'Organisation atlantique, et les deux chapitres traitant de l'organisation et de l'emploi des *« forces européennes »* vingt-quatre fois ?

Sait-il que loin de rejeter *« toute action, voire toute réflexion, sur le devenir de la défense de l'Europe »*, de les propositions françaises d'union des Etats de 1961 et 1962 (plans Fouchet) lui fixent comme but *« «l'adoption d'une politique commune de défense »* (première version), ou *« de rapprocher, de coordonner et d'unifier »* la politique des Etats membres en matière de défense notamment (seconde version) ? Sait-il, que ces propositions ayant *été rejetées* par nos partenaires belges et néerlandais, le traité franco-allemand de 1963, qui en est l'extrême réduction, fixe en détail les objectifs et les modalités de la coopération franco-allemande dans les domaines de la sécurité et de la défense ?

### Caricatures

Ignore-t-il que ce qui empêcha la mise en œuvre des dispositions militaires du traité de l'Elysée, ce ne fut nullement ce qu'il appelle *« le dogme gaulliste de l'indépendance militaire »*, mais le *« préambule »* au traité de l'Elysée que firent voter par le Bundestag les nostalgiques de *la CED* ?

Si M. Pigasse se référait à ce que de Gaulle a dit et répété au lieu d'en répandre des caricatures, il saurait que pour lui, afin et à seule fin de bâtir l'*« Europe européenne »* – une Europe qui *« existe par elle-même et pour elle-même, (...) qui ait sa propre politique »*, – tout était *« européisable »* et en premier lieu la défense. Il tenait *« pour indispensable »*, disait-il à Strasbourg, le 22 novembre 1964, que *« au plus tôt »* les Etats de la Communauté *« réalisent et pratiquent entre eux dans le domaine politique, qui est d'abord celui de la défense, une organisation, alliée certes au Nouveau Monde, mais qui soit proprement la leur, avec ses objectifs, ses moyens et ses obligations »*. En somme, le *« véritable pilier de défense européen »* que réclame aujourd'hui M. Chevènement.

**Maurice Delarue est journaliste.**

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : **André Fontaine, directeur de la publication**

Anciens directeurs : **Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)**

Administrateur général : **Bernard Wouts**

Directeur de la rédaction : **Daniel Vernet**

Rédacteurs en chef : **Bruno Frappat, Claude Sales**

*RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :*
**7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09**
**Tél. : (1) 42-47-97-27**
Télécopieur : **(1) 45-23-06-81 ; Telex 650572 F MONDPAR**

*ADMINISTRATION :*
**1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX**
**Tél. : (1) 49-60-30-00**
Télécopieur : **(1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR**





## URSS

# • M. Gorbatchev réaffirme l'autorité de Moscou en Lituanie
# • Forte poussée nationaliste dans d'autres Républiques

**Par l'intermédiaire du premier ministre, M. Ryjkov, M. Gorbatchev a *informé* les autorités indépendantistes lituaniennes d'une série de mesures destinées à maintenir l'autorité de Moscou à l'intérieur de cette République balte. Ces mesures *ne rendent* pas toutefois caduque l'offre de « dialogue » avancée par le numéro un soviétique. Des élections locales organisées dans d'autres Républiques d'URSS ont par ailleurs fait apparaître une forte poussée des courants réformateurs et nationalistes, y compris en Ukraine.**

MOSCOU

*de notre correspondant*

Solennel et signé *« Nicolaï Ryjkov, président du conseil des ministres de l'URSS »*, ce long communiqué soudain tendu au présentateur, en plein journal télévisé, et immédiatement lu en direct, cela faisait très spectaculaire.

L'effet de scène portait immanquablement à conclure que M. Gorbatchev montrait ses muscles à la Lituanie sécessionniste. C'était, devait-on penser, l'épreuve de force qui commençait en cette soirée du 19 mars, mais, parfaitement serein, l'artisan de cette sécession, M. Landsbergis, a aussitôt rectifié. Pas du tout, a-t-il déclaré depuis Vilnius, c'est au contraire *« la phase d'introduction à des négociations »*.

Reste à voir, bien sûr, quand et après quelles autres gesticulations et autres cris de guerre s'ouvriront effectivement ces pourparlers que M. Gorbatchev appelle, lui, *« dialogue »*. Sur le fond, le président de la toute neuve « République de Lituanie » avait pourtant raison – et sans doute, aussi, toutes les raisons d'avoir raison puisque les intermédiaires ne manquent pas entre sa capitale et Moscou.

A lire, la tête froide, le communiqué de M. Ryjkov, on y trouve rien de plus, en effet, que ces choses qui vont sans dire et mieux encore en les disant. Des menaces ? Pas l'ombre d'une. Un chantage à l'interruption de l'approvisionnement en matières premières ? Pas le quart d'une allusion à cela alors même que des plans sont prêts (*le Monde* du 14 mars) pour le cas où Moscou voudrait exercer un blocus économique de la République.

Quoi donc, alors ? Essentiellement, la réaffirmation par le gouvernement soviétique que toutes les installations industrielles de Lituanie relevant de son autorité demeurent *« propriété de l'Union des Républiques socialistes soviétiques »* et qu'aucune instance gouvernementale ne peut ouvrir de négociations sur le transfert de cette propriété. Le statut de ces installations, leur production et leurs conditions d'activité *« ne peuvent être changés par décision unilatérale des autorités républicaines »*, poursuit le communiqué, avant d'indiquer que leur gestion sera désormais *« directement conduite par les ministères de l'URSS »*.

### « Autonomie » et « gestion directe »

Y a-t-il un changement dans ce dernier point ? En théorie, oui, puisque les premières réformes économiques de la perestroïka ont accordé l'autonomie aux entreprises et que la Lituanie devait – avant l'indépendance... – s'orienter vers l'*« autonomie économique républicaine »*. Dans la pratique, l'emprise de ministères ne s'est encore, nulle part en URSS, beaucoup desserrée, et cette « gestion directe » relève ainsi plus de la norme que de l'exception.

Deuxième grande « mesure prioritaire » annoncée par ce communiqué de lundi : le gouvernement a donné pour instructions à ses instances de *« radicalement élever »* le niveau de protection des centrales nucléaires et *« autres installations vitales »*. Recours à l'armée ? C'est une possibilité laissée ouverte par l'ambiguïté du texte, mais ce n'est, pour l'heure, pas une certitude.

Troisième mesure : il revient aux ministères concernés de veiller à la *« continuité du travail des transports et moyens de communication fédéraux »* (chemins de fer, aviation civile et flotte de pêche). Quatrième mesure : les douanes, les KGB et le ministère de l'intérieur doivent faire respecter la réglementation douanière soviétique, c'est-à-dire s'opposer à ce qu'il en soit instituée une nouvelle. Et un « avertissement ». Enfin, sera considérée comme contrevenant à la législation soviétique en vigueur *« l'adoption de décisions susceptibles de rompre l'unité du commerce extérieur et du système national de finance et de crédit »*.

Dans la forme et du simple fait de sa publication, le message signifie ainsi que les autorités soviétiques ne se sentent nullement impuissantes devant la proclamation d'indépendance lituanienne et ne veulent pas s'accommoder de ce qu'elles dénoncent comme une tentative de fait accompli.

### « Matière à négociation »

En quatre mots, cela veut dire : *« Nous sommes toujours là »*, et ces quatre mots marquent aussi sur le fond que des décisions du Parlement lituanien ne peuvent, en elles-mêmes, transformer l'état de fait, et que toute tentative de les rendre opérationnelles se heurtera à la résistance de Moscou.

On en est en ce sens à une étape de mise en garde avant un possible passage à des mesures d'intimidation économique, mais cela n'implique ni qu'on ira à coup sûr jusque-là, ni moins encore que Moscou oppose une fin de non-recevoir à la volonté d'indépendance lituanienne.

Car non seulement l'offre de « dialogue » de M. Gorbatchev est toujours sur la table, mais on considère aussi dans son entourage que les choses ne semblent pas s'enclencher trop mal, puisque M. Landsbergis ne cesse de dire qu'il veut négocier – *« c'est-à-dire qu'il y a matière à négociation »*. Avant d'en arriver là (et plus certainement en coulisse que publiquement), il faut que s'établisse, de chaque côté, le rapport de force.

M. Gorbatchev a pour atout la totale dépendance économique de la Lituanie et la brutale chute de niveau de vie qu'il pourrait faire subir aux Lituaniens, et l'extrême prudence des capitales occidentales qui se sont toutes déclarées prêtes à reconnaître la République... dès qu'elle se serait entendue avec Moscou.

Quant aux Lituaniens, leurs cartes sont leur formidable unité dans l'aspiration à la liberté, la cohésion de leurs forces politiques et la montée, surtout, dans toute l'URSS des sentiments nationalistes.

En Ukraine – le grenier de l'URSS, la République dont la Russie ne pourrait pas se séparer sans formidables dommages, le deuxième tour des élections parlementaires républicaines a ainsi donné dimanche dernier, dans les deux principales villes, Lvov et Kiev, la majorité des sièges au bloc des nationalistes et réformateurs.

Ce n'est pas – pas encore en tout cas – la poussée indépendantiste, mais en Estonie et en Lettonie, les deux autres Républiques baltes, c'est dès le premier tour que les indépendantistes se sont assuré une majorité parlementaire. Le Front populaire letton a ainsi remporté cent vingt et un des deux cent un sièges – un succès d'autant plus notable que les Lettons ne représentent plus que la moitié de la population de leur République. Sauf à proposer, très vite, des modalités légales de sortie de l'URSS et des statuts différenciés d'appartenance à la fédération, M. Gorbatchev serait donc confronté à d'autres défis du type lituanien. Il le sait. Des projets de loi ont été présentés au Soviet suprême. Lundi, le président soviétique s'est entretenu à Moscou avec des représentants du Parti communiste estonien, dont plusieurs dirigeants sont indépendantistes et liés aux trois Fronts populaires baltes.

Une course contre la montre est engagée, mais l'essentiel de l'action ne se passe pas sur le stade.

BERNARD GUETTA

## *Des mesures de radicalisation de l'économie vont être bientôt annoncées*

**Le principal conseiller économique de M. Gorbatchev, M. Nikolaï Petrakov, vient de confirmer la décision du président soviétique de *« radicaliser »* la réforme de l'économie soviétique (*le Monde* du 15 et du 16 mars).**

MOSCOU

*de notre correspondant*

Dans un entretien publié de week-end par Interfax, la nouvelle agence d'informations de Radio-Moscou, M. Petrakov indique en effet que M. Gorbatchev devrait annoncer *« dans les prochaines semaines »* des mesures de *« revitalisation du système monétaire »*. Outre la réduction des dépenses de l'État, en faveur de laquelle M. Gorbatchev s'était déjà prononcé la semaine dernière, ces mesures devraient notamment porter sur la création de *« formes d'investissement attrayantes »* destinées à la fois à éponger la masse monétaire et à *« démonopoliser »* le système de production.

M. Petrakov cite à cet effet non seulement le développement réel des possibilités d'achat d'appartements, de maisons de campagne et de terrains, mais aussi d'actions d'entreprises, que devraient pouvoir acquérir les salariés, les cadres, d'autres entreprises et des banques – y compris étrangères.

Ces mesures feraient partie, selon des informations de source parlementaire, d'un ensemble de réformes beaucoup plus vastes, qui entreraient en vigueur dès le 1er juillet prochain et porteraient en particulier sur la convertibilité du rouble et la formation des prix.

Cet ensemble de réformes aurait été préparé par M. Abalkine, le vice-premier ministre chargé de la réforme économique, dont les conceptions sont à l'exact opposé de celles que défend le premier ministre, M. Ryjkov. L'*« inconsistance »* de ce dernier est d'ailleurs brutalement critiquée par M. Petrakov dans ses déclarations à Interfax.

Plusieurs des plus radicales de ces réformes pourraient être prises par décrets présidentiels afin d'éviter toute tentative de blocage par les conservateurs. L'appareil devrait, en effet, trouver là l'occasion d'affirmer le rôle qu'il tente de jouer depuis septembre – celui de la défense des plus émus démunis contre le *« retour du capitalisme »*.

Largement inspirées du modèle polonais, ces réformes devraient également prévoir une suspension des aides économiques à l'étranger *« accordées pour raisons politiques »*. De plus en plus fréquemment critiquée par la presse soviétique, Cuba serait alors la première victime de cette « radicalisation ».

B.G.

## Moscou et Leningrad auront des maires « radicaux »

MOSCOU

*de notre correspondant*

Moscou et Leningrad auront un maire « radical », c'est-à-dire appartenant aux courants les plus réformateurs qui reprochent à M. Gorbatchev ses excès de timidité.

Dans les deux villes, l'opposition radicale a en effet remporté un véritable triomphe électoral avec, à Leningrad, 60% des sièges au conseil municipal et 70 % de ceux du Parlement et à Moscou 60 % aussi des sièges municipaux et 85 % de la représentation parlementaire.

La mairie de Moscou devrait ainsi revenir soit à M. Gavril Popov, économiste et déjà député au Parlement fédéral dont il est l'un des ténors, soit à M. Stankevitch, politologue, spécialiste du système parlementaire américain et jeune étoile montante du congrès. Tous sont membres du parti, mais sur des positions oppositionnelles suffisamment affirmées pour que le futur maire de la capitale devienne demain l'incarnation du nouveau pluripartisme soviétique.

Déroute de l'extrême droite dite *« nationale-patriotique »*, ces élections envoient parallèlement siéger au parlement russe plusieurs intellectuels de renom, comme MM. Ambartsoumov et Chejnis. Ils y retrouveront plusieurs animateurs de l'Association social-démocrate, comme MM. Volkov et Roumiantsev et de nombreux journalistes libéraux.

Un vent d'air frais souffle et des radicaux vont, pour la première fois, pouvoir être jugés aux actes. Premier objectif, disent-ils, la propreté des rues de Moscou et la construction de logements.

B. G.

# EUROPE

Moscou et la Lituanie

## Les Etats-Unis manifestent discrètement leur préoccupation

**Le souci de ne pas compliquer la tâche de M. Gorbatchev continue à dicter la conduite des Etats-Unis à l'égard de la Lituanie : la Maison Blanche a explicitement indiqué, lundi 20 janvier, qu'il n'était pas question pour elle de reconnaître à ce stade l'indépendance du nouvel « Etat », malgré l'appel lancé par les autorités de Vilnius. Mais en même temps, les « bruits de bottes » orchestrés depuis Moscou *commencent* à susciter une certaine préoccupation au sein de l'administration.**

WASHINGTON

*de notre correspondant*

*« Nous ne voulons rien dire qui aurait pour effet d'exacerber les problèmes ou les attitudes d'un côté ou de l'autre. »*, a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, pour justifier l'attitude d'attente de l'administration. *« Nous devons être une force d'encouragement pour un processus pacifique de développement de la démocratie »*, a ajouté M. Marlin Fitzwater, utilisant peut-être à dessein le mot de *« démocratie »* là où celui d'indépendance aurait paru en accord avec les circonstances.

Le porte-parole a certes réitéré la position des Etats-Unis, telle qu'elle avait été exprimée une semaine plus tôt, immédiatement après la proclamation de l'indépendance par les autorités de Lituanie. Washington *souhaite que la situation* soit réglée *« pacifiquement »*, et *« continue d'appeler le gouvernement soviétique à respecter la volonté des citoyens de Lituanie »*.

### *Mouvements de troupes*

Mais à charge pour ces mêmes Lituaniens de *« négocier leur avenir avec l'URSS »*. Et cela, sans le soutien moral que représenterait pour eux une reconnaissance de la part des Etats-Unis (qui n'ont *jamais reconnu non plus* la « République socialiste soviétique de Lituanie », dont Moscou souhaite perpétuer l'existence). La Maison Blanche va attendre que les Lituaniens *« aient le contrôle de leur territoire et de leur destinée »* pour se poser la question d'une reconnaissance légale du nouvel Etat.

En même temps, M. Fitzwater a *admis que l'administration* avait reçu des informations *« sporadiques »* sur *« différents types de mouvements de troupes »* soviétiques, et qu'elle ne savait pas bien quelles étaient les intentions de Moscou. De manière un peu plus précise, un fonctionnaire du département d'Etat a déclaré : *« Nous sommes préoccupés. Nous suivons les choses très soigneusement. Les Soviétiques ont entrepris une sorte d'opération d'intimidation à l'égard des Lituaniens. Mais nous ne savons pas jusqu'où ils iront »*. Au Pentagone, on considère de la même manière que les Soviétiques *« élèvent le niveau sonore »* – c'est à dire font entendre des bruits de bottes.

L'attitude américaine à l'égard des velléités d'indépendance des Pays baltes paraissait jusqu'à présent fondée sur la conviction que Moscou ne recourrait pas à la force pour s'y opposer et même que le Kremlin s'en accommoderait à *brève échéance. Au cours de ses* entretiens avec M. Baker, à l'occasion de leur déplacement commun dans le Wyoming en septembre dernier, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, avait clairement fait comprendre aux Américains que l'*URSS n'entendait pas faire* usage de la force dans les républiques périphériques sinon, pour empêcher une effusion de sang (c'est ainsi que fut présentée l'intervention de l'armée à Bakou, et Washington ne broncha pas).

Mais à l'époque les perspectives d'indépendance pour les Pays baltes semblaient beaucoup plus lointaines, et les Etats-Unis souhaitent que ces assurances leur soient réitérées. Le secrétaire d'Etat, *James Baker, en route pour la* Namibie où il doit notamment rencontrer M. Chevardnadze, a déclaré qu'il aimerait entendre un tel engagement de la bouche même du ministre soviétique des affaires étrangères.

JAN KRAUZE

## La réaction des Occidentaux reste mesurée

La France n'a pas l'intention de formaliser sa reconnaissance de la Lituanie tant que les discussions sur l'indépendance entre les dirigeants lituaniens et M. Mikhaïl Gorbatchev n'ont pas eu lieu, a laissé entendre le ministre français des affaires étrangères, Roland Dumas.

Interrogé lundi 19 mars par Radio France Internationale, M. Dumas a rappelé que la France n'avait jamais admis l'annexion des pays Baltes par Staline. Aujourd'hui *« la Lituanie recouvre unilatéralement sa pleine souveraineté, c'est le droit »*, a-t-il ajouté. *« M. Gorbatchev paraît disposé à engager des discussions. Il faut attendre que ces discussions s'ouvrent, que le résultat en soit connu et à ce moment-là nous mettrons les choses en ordre »*, a conclu M. Dumas.

Par ailleurs, l'URSS a mis en garde les pays scandinaves en leur signifiant que la reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie provoquerait de lourdes tensions dans les relations bilatérales, a affirmé lundi 19 mars à Copenhague un diplomate qui a requis l'anonymat.

Selon ce diplomate, les ambassades soviétiques en Scandinavie ont clairement indiqué que toute reconnaissance de la déclaration d'indépendance du 11 mars serait considérée comme une ingérence dans les affaires intérieures soviétiques.

A Ottawa, le ministère canadien des affaires extérieures a convoqué dimanche l'ambassadeur soviétique, M. Alexei Radionov, pour lui faire part des préoccupations du Canada face aux manoeuvres militaires soviétiques en Lituanie. Le chef de la diplomatie, M. Joe Clark, a également annoncé, lundi, que l'URSS avait été exhortée *« à reconnaître la nette majorité d'opinion exprimée par le peuple lituanien, et à procéder de manière à trouver une solution négociée acceptable »*.

Enfin, la Tchécoslovaquie *« suit avec pleine compréhension les efforts de la Lituanie visant à l'indépendance nationale »*, selon une déclaration du ministère des affaires étrangères publiée lundi. Prague *« respecte et soutient le droit de tous les peuples à l'autodétermination, la liberté, la démocratie, et une propre formation d'Etat indépendant »*, précise ce texte. – *(AFP, UPI.)*



La victoire des chrétiens-démocrates en RDA

## M. Lothar de Maizière en quête d'une large majorité pour faciliter la réunification

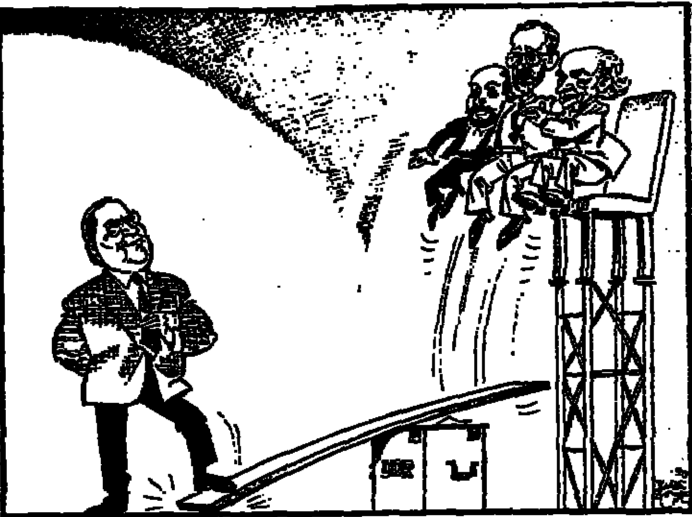
**Les premières tractations pour la formation d'un gouvernement en RDA ont commencé dès lundi 19 mars à *Berlin-Est, où les trois* partis de l'Alliance pour l'Allemagne *vainqueurs de l'élection* de dimanche, se sont officiellement *prononcés pour une grande* coalition, aussi large que possible.**

BERLIN-EST

*de notre envoyé spécial*

Invités à prendre part aux négociations, les sociaux-démocrates se sont retranchés pour le moment derrière leur refus d'entrer dans un gouvernement auquel participerait l'aile droite de l'Alliance, l'Union sociale allemande *(DSU). Cette* première passe d'armes augure des difficultés auxquelles le président de la CDU est-allemande, M. Lothar de Maizière, qui devrait *être chargé de diriger le futur gou*vernement, et son partenaire bonnois, le chancelier Kohl, vont se trouver confrontés dans la tâche délicate qui les attend pour construire l'unité allemande.

La constitution d'une majorité gouvernementale qui existe sur le papier entre les trois partis conservateurs de l'Alliance et l'Union *libérale, ne pose pas de problème* en soi. Mais cette coalition ne disposerait pas, loin s'en faut, de la majorité des deux tiers dont elle aura besoin au Parlement pour toutes les décisions importantes qui exigent au préalable une modification de la Constitution communiste de 1976. C'est vrai en particulier pour une unification sur la base de l'article 23 de la Loi fonda*mentale de la RFA qui nécessite* au départ la reconstitution d'une structure fédérale en Allemagne de l'Est, avec le rétablissement des anciens Lander.



*Dessin paru dans* Die Welt *du 20 mars*

*Chaque pas va être chèrement* monnayé par le Parti social-démocrate qui, malgré sa défaite de dimanche, conserve ainsi un rôle essentiel de pivot dans la nouvelle Chambre du peuple. Pas plus qu'avant le scrutin, on ne peut dissocier l'appréciation de la situation en RDA de la préparation des élections législatives de décembre en RFA. La tentation est grande pour les sociaux-démocrates, de l'Est comme de l'Ouest, de laisser les *chrétiens-démocrates assumer tout* seuls les promesses qu'ils ont faites pendant la campagne sur la manière de procéder à l'unification. Ils ne peuvent pas non plus se permettre d'être trop négatifs, de crainte d'apparaître comme un obstacle à cette unification.

### *Garanties à la Pologne*

Les dirigeants de l'Alliance *étaient attendus* mercredi *21* mars à Bonn pour examiner la situation et les premières mesures à prendre pour préparer l'union économique et monétaire, qui aura la priorité dans les semaines à *venir. Leur* souhait est de régler, si possible avant l'été, la question de l'introduction du deutschemark en RDA, attendue avec impatience par tout le monde, ne serait-ce que pour partir en vacances.

*Le remplacement du mark-est* par le mark-ouest avant le 1er juillet, a été notamment défendu lundi par le président de l'association des petites et moyennes entreprises de la CDU ouest-allemande, M. Elmar Pieroth, pressenti par le président de la CDU-Est, M. de *Maizière, pour devenir...* ministre de l'économie dans le futur gouvernement de la RDA. Ancien sénateur chargé des questions économiques à Berlin-Ouest, M. Pieroth a souligné dans une interview au quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* qu'avant d'en arriver là, il faudra créer le cadre législatif indispensable pour assurer le redécollage de l'économie est-allemande. A Bonn, les responsables gouvernementaux ont fait savoir en *revanche qu'ils jugeaient pré*maturé de s'avancer pour le moment sur toute date précise

En dehors des questions économiques, M. de Maizière, qui a exposé lundi les objectifs de sa politique au cours d'une conférence de presse, a indiqué qu'il souhaitait notamment parvenir à une démolition aussi rapide que possible du mur de Berlin. Parmi les grands principes de son action, il a cité la nécessité d'intégrer le processus d'unification allemande dans un cadre européen et le respect des traités signés par les gouvernements précédents de RDA.

Il a notamment réaffirmé à propos de la frontière Oder-Neisse sa conviction que la future Allemagne unifiée comprendrait le territoire des deux Etats allemands actuels, *« et pas un pouce de plus »*. Il s'est prononcé en faveur d'une déclaration solennelle des nouveaux Parlement et gouvernement est-allemands sur cette question dès que possible. En matière de sécurité, il a indiqué qu'il était hostile à la présence de troupes de l'OTAN en RDA et favorable à une approche de ces problèmes dans le sens d'une dissolution des alliances militaires. Enfin, à propos des rapports de la RDA avec la Communauté européenne, il a estimé préférable d'attendre l'unification des deux Allemagnes afin que la question se règle d'elle-même plutôt que d'avoir à déposer une demande d'entrée dans la CEE.

HENRI DE BRESSON

### *Un sondage confirme l'impatience des Allemands de l'Est de réaliser l'unification*

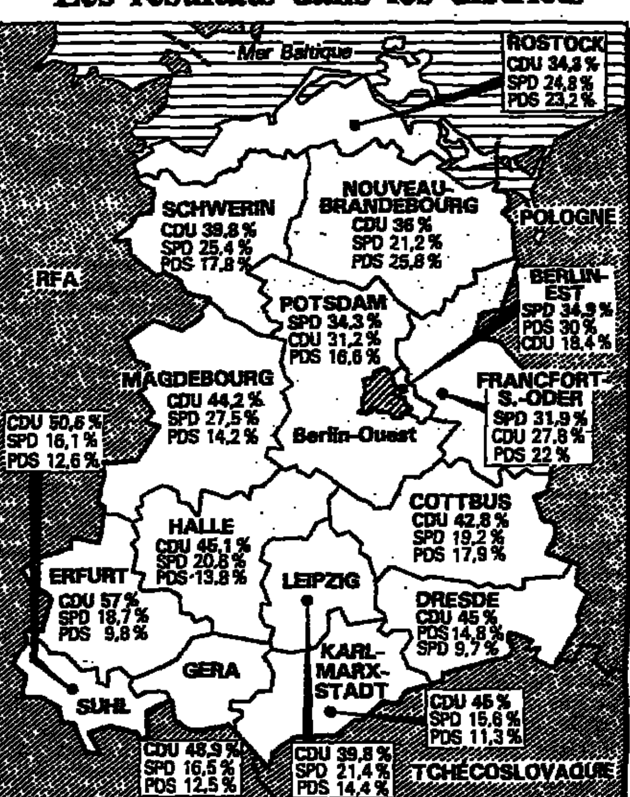
Le flux des réfugiés est-allemands en Allemagne de l'Ouest n'est pas près de se tarir, si l'on en croit un sondage *Libération*-BVA-*Paris-Match* paru mardi 20 mars. *A la question : «Avez-vous l'intention de quitter la RDA au cours de cette année ? »*, 1 % des personnes interrogées répondent *« oui, certainement »*, et 3 % *« oui, probablement »*, ce qui en projection représente au total 650 000 personnes ayant l'intention de s'installer en RFA.

L'Allemagne unifiée doit être *« neutre et démilitarisée »* pour 42 % des personnes interrogées, *« neutre vis-à-vis des blocs »* pour 25 % d'entre elles, et *« membre de l'OTAN et du pacte de Varsovie »* pour 8 %.

Ce sondage confirme également l'impatience des Allemands de l'Est : l'unification des deux Etats doit intervenir *« le plus tôt possible »* (40 % des personnes interrogées), *« d'ici deux ans »* (26 % ), ou *« d'ici cinq ans »* (14 % ).

**[Sondage réalisé par BVA et l'institut allemand INFAS, du 1er au 10 mars, auprès de 2 529 Allemands de l'Est de dix-huit ans et plus.]**

## Les résultats dans les districts




*Pourcentages de voix obtenus par les trois principaux partis politiques – CDU (chrétien-démocrate), SPD (social-démocrate) et PDS (ex-communiste) dans les différents districts de RDA aux élections générales du dimanche 18 mars.*

*Le SPD est arrivé en tête dans les districts de Potsdam, de Francfort-sur-Oder ainsi, qu'à Berlin-Est. La CDU est nettement majoritaire dans le sud du pays.*

TCHÉCOSLOVAQUIE

## Lettre ouverte à M. Alexandre Dubcek

**Le *25 aout 1968*, sept dissidents soviétiques eurent le courage de manifester sur la place Rouge contre l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie. Le 3 février dernier, le leader du printemps de *Prague, Alexandre* Dubcek, aujourd'hui président *de l'Assemblée fédérale* tchécoslovaque, les a remerciés dans une lettre publiée à Moscou par les *Izvestia*. L'un de ces sept dissidents, *Viktor Fainberg*, nous a adressé une copie de sa réponse à M. Dubcek, dont nous publions des extraits.**

« Cher Alexandre Dubcek,

(...) Nous nous réjouissons de votre *victoire comme si elle était* la nôtre. Le printemps de Prague a été le premier amour de notre mouvement des droits de l'homme. Son écrasement sous les chars soviétiques a été une tragédie purificatrice, un signe que le régime des *« vainqueurs » était* condamné. Elle a fait comprendre que le compromis avec lui était moralement un marchandage inacceptable avec la conscience et, socialement, un arrêt de mort.

(...) Nous avons perdu le plus jeune des manifestants du 25 août, le poète Vadim Delaunay. Anatoli Martchenko est mort en grève de la faim ; il avait été parmi les *premiers à prendre parti pour le prin*temps de Prague. Le coeur d'Andrei Dmitrievitch Sakharov a cessé de battre. Il est dur d'admettre qu'ils n'aient pas partagé avec nous la joie de la victoire.

La réaction en chaîne de la liberté en Europe orientale a de nouveau placé votre pays en position de leader et lui a fait choisir comme président un militant des droits de l'homme, et comme président du Parlement l'inspirateur du printemps de Prague. Je pense que, vieux amis de la Tchécoslovaquie, nous pourrions prendre l'initiative d'une Association des amis de la Tchécoslovaquie démocratique. Ce serait notre modeste participation aux *« efforts unis dans la lutte pour la renaissance de la société »* dont vous parlez. Je ne doute pas que nos nombreux amis à l'étranger, dont des savants célèbres et des artistes, répondront à un tel appel. »

ROUMANIE

## De nouveaux incidents ont opposé la minorité hongroise aux Roumains

Le numéro un roumain, M. Ion Iliescu, a lancé un appel au calme en direct à la télévision lundi soir *19* mars à la suite de violents incidents qui ont opposé dans le centre du pays Roumains de souche et membres de la minorité hongroise.

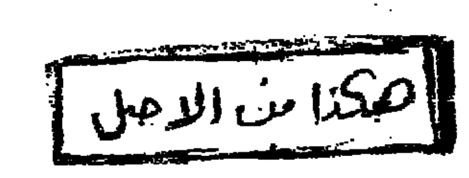
A Tirgu-Mures, un millier de manifestants ont assiégé et saccagé le siège de l'Union démocratique magyare de Roumanie, *faisant* quinze blessés dont trois ont été hospitalisés, selon des responsables locaux interrogés par téléphone de Bucarest.

*« Je fais appel à la raison de chacun et vous demande de faire preuve de tolérance, tout spécialement en cette période pré-électorale »*, a déclaré M. Iliescu. Le président du conseil provisoire d'union nationale a *« regretté ces excès et ces actes extrémistes qui ne font qu'accroître un état d'inquiétude et de suspicion qui ne sert à personne, qu'il soit roumain ou magyar »*.

Selon le commandant de la police de Tirgu-Mures, les violences ont été provoquées par un millier de manifestants *« anti-séparatistes »* amenés en camions dans la *localité*, qui ont *investi* et saccagé le siège de l'Union démocratique magyare. Débordée, la police a fait appel à l'armée qui a *aidé à* évacuer quelque soixante-dix personnes. Les manifestants ont également arraché les plaques de rues et les enseignes commerciales bilingues.

Par ailleurs, le procès en appel des quatre collaborateurs de Ceausescu, anciens responsables de la Sécuritate, condamnés à la prison à perpétuité en février, a *été* reporté au 23 avril, à la demande de la défense qui a fait valoir que l'accusation de *« génocide »* n'était pas fondée au regard du droit. – *(AFP, Reuter.)*





# EUROPE

## l'unification allemande et la construction européenne

## M. Dumas suggère d'avancer la date de la conférence sur l'union économique et monétaire

Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a suggéré, mardi 20 mars, d'*« avancer la date de la conférence intergouvernementale »* qui doit consacrer l'avancée vers l'union économique et monétaire (UEM) de la Communauté européenne, dans une interview à Europe 1. Confrontée à l'accélération de l'unification allemande, la Communauté doit prévenir la *« crise de l'enlisement qui la menace »*, a dit le ministre, commentant les élections de dimanche en RDA.

Il faut *« bousculer les événements »*, *« accélérer »* le processus d'*« union monétaire et économique »* et avancer vers *« l'union politique »*, a-t-il ajouté, en évoquant des *« consultations »* qu'il a commencées avec les autres pays-membres de la CEE.

M. Dumas a jugé que l'unification des deux Allemagnes se ferait *« plus simplement » si les « Lander »* (régions) de RDA s'intégraient *« petit à petit à l'Allemagne de l'Ouest »*, plutôt que *d'envisager une « intégration d'un treizième Etat »* dans la CEE, qui serait un processus *« lourd et difficile »*.

La conférence intergouvernementale sur l'UEM est prévue pour décembre. Le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl a, à plusieurs reprises, exprimé ses réticences envers une accélération de l'unification monétaire de la CEE.

Le ministre français des affaires étrangères avait estimé, lundi, sur les ondes de Radio-France internationale, que le résultat des élections en RDA constituait un *« succès personnel »* pour le chancelier Helmut Kohl qui a mené une campagne *« sur le thème de l'unification dans des conditions de rapidité que les autres partis n'admettaient pas »*.

### *« Plus loin et plus vite »*

Interviewé sur la Cinq, le chef de la diplomatie française avait déclaré que la *« vraie question »* était à présent *d'« aller plus loin, plus vite et plus profondément dans la construction européenne »*. Il avait affirmé qu'il n'y avait pas de *« refroidissement »* dans les relations franco-allemandes et que les événements de RDA étaient *« inscrits dans les faits »*. A ses yeux, l'Allemagne de l'Est devrait *« être absorbée »* par l'Allemagne de l'Ouest par des procédures diverses. Cette *« procédure évitera une négociation compliquée d'absorption d'un treizième Etat »* dans la Communauté européenne. Il avait *enfin rappelé* que les Allemands *« ont toujours dit que l'unification devrait se placer sous le chapiteau de la Communauté et aller de pair avec son renforcement »*. Le premier ministre belge, M. Wilfried Martens, a lui aussi lancé un appel dans ce sens. A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, a indiqué lundi que l'issue des élections en RDA prouvait une nouvelle fois que la marche vers la réunification paraissait maintenant *« inexorable »*. *« Nous sommes satisfaits*, a-t-il ajouté, *de noter que l'Allemagne de l'Est a rejoint la liste grandissante des pays qui ont tenu des élections libres et honnêtes. (...) Il s'agit d'une victoire pour tous ceux qui soutiennent les valeurs démocratiques. »*

*« C'est un grand jour pour l'Allemagne de l'Est et pour l'Europe »*, a déclaré pour sa part Mme Margaret Thatcher à Londres. Le premier ministre britannique a également adressé ses félicitations au chancelier Kohl. *« C'est une victoire formidable pour le centre-droit*, écrit-elle dans son message, *je sais combien vous avez œuvré personnellement en faveur de ces résultats et c'est là le plus grand mérite qui puisse vous revenir. »* Mme Thatcher doit rencontrer prochainement M. Kohl à Cambridge.

Quant au gouvernement polonais, il espère que les nouvelles autorités de la RDA adopteront une *« attitude constructive et active »* sur la question de la frontière Oder-Neisse et *« dans toutes les affaires concernant les intérêts vitaux de la Pologne »*.

## M. Helmut Schmidt pense que la mise en place du marché unique sera retardée

Le vote des Allemands de l'Est en faveur des chrétiens-démocrates, et donc en faveur d'une unification rapide, risque, selon M. Helmut Schmidt, de retarder la mise en place du marché unique. *« Le gouvernement ouest-allemand se concentre trop sur le problème de l'unification entre les deux Allemagnes »* a déclaré dimanche 18 mars l'ancien chancelier ouest-allemand à la chaîne de télévision américaine NBC.

Selon M. Schmidt, la création d'une monnaie unique allemande pourrait ajouter aux difficultés auxquelles se heurte déjà la Communauté dans son projet de banque centrale et de monnaie européennes. *« Ça ne doit pas arriver ; il n'est pas nécessaire que cela arrive. Mais il se peut que l'échéancier de l'unification européenne soit un peu ajourné »*, a affirmé l'ancien chancelier social-démocrate. *« Il faut que les Allemands s'engagent à consulter la Communauté européenne dans le processus* (de réunification), a déclaré pour sa part M. Jacques Delors lundi sur France Inter, *c'est-à-dire que pendant que les deux gouvernements discuteront, les représentants de mes services seront à côté et convoqués à un moment pour pouvoir discuter et dire « ça c'est possible, ça ce n'est pas possible »*. Le président de la Commission européenne a également affirmé qu'il attendait un geste politique du chancelier Helmut Kohl qui démontre ou confirme *« le plein engagement de la RFA dans la construction européenne et notamment vers l'union politique de l'Europe »*. Enfin, selon M. Jacques Delors, il faut que les onze autres pays de la Communauté *« disent s'ils sont prêts à participer avec l'Allemagne fédérale à l'adaptation de l'économie est-allemande à la donne de l'économie européenne »*.

De son côté, M. Jacques Calvet estime qu'il faut donner un coup d'arrêt au marché unique de 1993. *« Je dis une chose que je n'ai encore jamais dite à un journal*, a déclaré le président de PSA dans un entretien publié samedi par *La Repubblica*, *dans cette situation, dans un monde qui a complètement changé et dans lequel le futur est tout à fait incertain, ce serait de la folie furieuse de continuer à écrire tranquillement des documents et à faire des directives. Des directives pour quoi faire ? Quel est le futur commun ? Je n'en vois aucun. »*

*« Personnellement*, a ajouté M. Calvet, *je n'ai jamais cru en 93, et ma conviction est renforcée par la lenteur avec laquelle on est allés dans cette direction. Mais y croire maintenant serait criminel. Ce n'est plus un problème de possibilité : une pause est nécessaire, puisqu'on ne sait plus quelle Europe se construira. »*

## Moscou : l'Allemagne unifiée par étapes ne doit pas faire partie de l'OTAN

**Pris de court par la victoire électorale des amis est-allemands de M. Kohl, les dirigeants soviétiques affirment ne pas se résigner pour autant à l'appartenance d'une Allemagne à l'OTAN.**

MOSCOU

*de notre correspondant*

Enregistrant, lundi 19 mars, le résultat des élections en RDA comme *« l'expression de la libre volonté des citoyens de la République démocratique allemande »*, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guerassimov, a ainsi aussitôt réaffirmé l'ensemble des positions définies ces dernières semaines par M. Gorbatchev.

Non seulement l'Etat issu de l'unification des deux Allemagnes ne devrait pas entrer dans l'OTAN (« entrer » puisqu'il s'agirait d'un nouveau pays) mais le *« processus de rapprochement et d'unification »* doit demeurer, a souligné M. Guerassimov, *« inséparable de l'ensemble du processus européen »* et fondé sur une approche *« étape par étape »*.

Officieusement, les responsables du dossier allemand ne cachent cependant pas que l'URSS vient de subir là un sérieux revers, car elle avait tablé sur une victoire des sociaux-démocrates – d'abord à l'Est puis éventuellement à l'Ouest – pour faire prévaloir le temps.

L'union monétaire des deux Allemagnes ayant maintenant été plébiscitée, leur union est virtuellement acquise et cette réalité intérieure va naturellement peser sur les aspects extérieurs de l'unification. Cela rend la partie plus difficile encore pour l'union soviétique, admet-on, en affirmant toutefois que les jeux ne sont pas faits et que rien ne l'obligera à accepter *« l'aumône »* de la solution Genscher.

### *La modification de l'équilibre européen*

La proposition du ministre ouest-allemand des affaires étrangères n'est en effet pas considérée ici comme digne d'attention, dans la mesure, explique-t-on, où un engagement de ne pas faire stationner de troupes de l'alliance atlantique sur le territoire de l'ancienne RDA n'empêcherait pas la modification unilatérale de l'équilibre européen.

Ce que l'URSS souhaite, poursuit-on, n'est pas une neutralité de l'Allemagne impliquant son désengagement de l'ensemble occidental, mais la garantie qu'elle ne constituerait plus un élément d'un dispositif militaire menaçant. Ce changement pourrait passer par une modification des doctrines militaires occidentales et un retrait parallèle des missiles nucléaires tactiques américains et soviétiques. Pour ce qui est, en revanche, des missiles français Hadès, l'URSS serait prête à accepter leur maintien dans un geste évident de bonne volonté vis-à-vis d'une capitale dont on a évidemment plus que jamais besoin.

Si la position n'a pas changée, quels peuvent être, désormais, les moyens de la faire avancer ? On ne se garde d'admettre, dans les milieux responsables soviétiques, que Moscou ne dispose pas de beaucoup de cartes pour faire prévaloir son point de vue mais on ne fait pas non plus d'efforts démesurés pour le cacher.

Privée du soutien automatique de l'Europe centrale, l'URSS ne pourra pas, à elle seule, imposer son point de vue mais il reste, au-delà de cette évidence, souligne-t-on, que M. Kohl a maintenant mangé son pain blanc, que ce sont les difficultés et *« l'inéluctable »* déception des électeurs des deux Allemagne qui l'attendent et qu'il n'est surtout pas seul.

Assurances ou foi, on considère en effet à Moscou qu'il y aurait aujourd'hui suffisamment d'hommes et de forces politiques en Allemagne pour ne pas vouloir d'un processus d'unité qui se ferait à la fois contre l'URSS et contre le reste de l'Europe occidentale. Bien que la logique de son succès l'y pousse, M. Kohl, lui-même ne voudra pas, considère-t-on, aller seul jusque-là et la bataille sur la place de l'Allemagne serait, en ce sens, loin d'être finie.

Elle sera, dit-on, longue, politique, avant tout intérieure à l'Allemagne elle-même et l'URSS disposerait, en l'affaire, d'au moins deux atouts de taille. Le premier serait sa possibilité, effective, de subordonner toute évolution du statut allemand à la signature d'un traité de paix – procédure longue, complexe et désagréable pour l'Allemagne qui préférerait, affirme-t-on, pouvoir s'en dispenser au profit d'un simple accord, dépendant forcément de l'URSS, dans le cadre du processus d'Helsinki.

*Deuxième atout* : les troupes soviétiques stationnées en RDA, dont M. Gorbatchev serait d'autant plus disposé à faire miroiter le retrait contre un retrait américain de même ampleur que l'entretien d'une pareille force en devises convertibles va maintenant constituer une redoutable charge financière. L'URSS a toutes les raisons de vouloir se retirer d'Allemagne et cela va donner, à l'heure où elle se retire de toute l'Europe centrale, une crédibilité certaine aux offres qu'elle fera en cette direction.

B. G.

## En terminer avec la brouille franco-allemande

*Suite de la première page*

Dans les rouages administratifs normaux de la coopération franco-allemande, ça grince : *« On ne se parle plus, c'est une vraie catastrophe ! »* s'exclame un fonctionnaire du Quai d'Orsay. Il *exagère* : les conseillers se voient ; mais de ces rencontres ne se dégage toujours pas l'énergique relance des relations franco-allemandes qui mettrait un terme au bougonnement.

Le temps presse car un processus de détérioration est en cours dans des opinions publiques que quarante-cinq années de patients efforts avaient pourtant réconciliées. La remarquable placidité des Français commence à être sérieusement ébranlée. Certains hommes politiques perdent toute contenance (voir les déclarations de M. Poniatowski sur le chancelier et le « Quatrième Reich ») ; les couleurs allemandes flottent sur la couverture des magazines comme sur autant de Kommandantur ; les caricatures du gros M. Kohl envahissent les pages des journaux, les *comiques troupiers* s'en donnent à cœur joie : le « boche » est de retour dans l'imaginaire français.

### *Ambiguïtés françaises*

La faute à qui ? Au chancelier, *bien sûr, qui ne s'est jamais illustré* par une sensibilité très aigue à l'Histoire et qui a notoirement aggravé son cas à propos de la frontière germano-polonaise. Mais ce dernier épisode de la mésentente est aussi révélateur de l'ambiguïté de la France à propos de l'Allemagne que des ambiguïtés de M. Kohl.

Il fallait exiger de lui la clarté. Ce fut fait, par la France et tous les pays concernés, et le chancelier finit par mesurer ce qu'un calcul électoral à courte vue lui faisait perdre en termes de crédibilité internationale. Etait-il indispensable d'aller au-delà ? M. Roland Dumas ayant très fermement exprimé le point de vue de la France dans son discours de Berlin, fallait-il faire comme si on pensait que les craintes de Varsovie concernant la frontière Oder-Neisse étaient fondées, alors qu'on pense et qu'on dit qu'elles ne le sont pas ? Fallait-il se montrer insinuant à l'égard des députés ouest-allemands qui venaient d'adopter à 99 % une résolution sur l'intangibilité des frontières ? Fallait-il faire comme si c'était la République fédérale qui interdisait la participation de la Pologne aux *discussions internationales sur* l'unification allemande, alors que M. Dumas, comme MM. Hurd, Baker, Chevardnadze, Genscher, avait exclu à Ottawa l'élargissement de la conférence à six à tout pays tiers, que tous assoupliront ensuite leur position et que M. Mitterrand n'avait pas le 9 mars de formule précise à proposer ? Tout cela était de trop aux yeux de bien des Allemands et pas seulement du chancelier.

Qu'a-t-on obtenu de plus sinon, sur le plan intérieur français, un répit pour le président à qui depuis des semaines les commentateurs reprochaient son apparente paralysie, et, sur le plan franco-allemand, *la retombée dans un malaise dont* on essayait de s'extirper depuis quelque temps ? M. Helmut Kohl a *répondu* par un silence boudeur et la nébuleuse élyséenne s'est remise, *à son propos, à souffler le chaud et le froid*, en attendant de souhaiter *« bonne chance à l'Allemagne »* au lendemain de la victoire remportée par M. Kohl dans les élections est-allemandes.

De cette brouille, on ne sortira pas en comptabilisant les torts de l'un et de l'autre. Pour les résumer, d'un côté le chancelier Kohl qui, tout à la frénésie de l'avanture réunificatrice, tout à son combat électoral aussi, rudoie les Allemands de l'Est, *oublie parfois* avec une grossière désinvolture que le destin de l'Allemagne concerne ses voisins et que la concertation avec Paris était jusque-là la première règle de sa politique. De l'autre, un président français qui joue un jour la confiance et l'amitié et fait mine, le lendemain, de jouer un autre jeu, avec M. Gorbatchev, M. Mazowiecki ou même (faut-il *qu'il ait du dépit* !) avec Mme Thatcher. Même si l'infidélité n'est en fait pas consommée, on ne croit plus en Allemagne que la réunification *« ne fait pas peur »* à M. Mitterrand, comme il le proclamait le 3 novembre à Bonn.

### *Les inconnues de l'unification*

La peur est après tout normale. L'unification fait peur à bien d'autres - *« les Britanniques, les Néerlandais sont consternés »*, souligne-t-on complaisamment à l'Elysée - tout simplement parce que personne ne sait ce qui sortira de la reconquête, par les Allemands, de leur sentiment patriotique et de leur souveraineté.

Certains Allemands eux-mêmes sont anxieux : des sociaux-démocrates – *qui ont vu l'un des leurs*, Willy Brandt, exalter l'émotion *patriotique, certes avec panache* mais sans grand succès et sans qu'on puisse le soupçonner d'avoir la mémoire courte, parce qu' *« il ne fallait pas laisser tout ce terrain-là à la droite »* – en sont néanmoins déconcertés. L'unification inquiète certains jeunes Allemands de l'Ouest qui sentent que « la République fédérale, c'est fini », que ce n'est déjà plus tout à fait le même pays, tourné vers l'Europe et l'Amérique, tout sauf nationaliste, *dans lequel ils ont grandi. Elle* inquiète certains intellectuels qui *se demandent quelle chimie identitaire* nouvelle résultera de la fusion précipitée de ces deux composantes germaniques, occidentale et orientale.

Inquiets ou pas, ils estiment tous cependant *que le temps de la* tutelle est fini. C'est pourquoi ils sont si susceptibles actuellement dans les rapports internationaux, prêtent parfois le flanc au reproche d'arrogance, ne supportent pas qu'on leur renvoie à la figure les droits des puissances « garantes » du statut de l'Allemagne ou le calcul des réparations, le jour même où, de leur point de vue, on en termine enfin avec l'après-guerre.

L'angélisme que M. Genscher pratique ces temps-ci très activement (de même que M. Kohl dans ses discours à usage externe) ne suffit pas à rassurer sur l'emploi *que feront les Allemands de leur* souveraineté reconquise. Seront-ils tentés par une indépendance politique, voire militaire, à la mesure de leur puissance économique ? S'affirmer comme Allemands, est-ce que cela voudra dire pour eux marquer leur différence ou au contraire –aspiration tout aussi réelle – passer enfin pour « des gens comme les autres », en l'occurrence *des Européens*?

### *La tentation nationale*

On ne peut pas, en tout cas, *parier sur les deux options* à la fois, comme le président français en donne actuellement le sentiment aux Allemands. *« Mitterrand se demande comment il va pouvoir continuer d'exprimer la grandeur de la France »*, dit l'un à Bonn. *« Mitterrand*, dit un autre, *avait réussi à faire adhérer les Français à l'Europe parce que Paris en était le cœur, la source d'inspiration politique et culturelle. Mais il voit son jardin européen à la française envahi par des végétations exubérantes... J'ai peur de la tentation du retour à la nation, à une politique de balance et d'entente comme au siècle dernier »*.

Cette tentation, l'idée d'un rapprochement entre grandes nations historiques du continent, a-t-elle effleuré le président ? On l'écarte en tout cas résolument dans son entourage : *« L'idée de l'alliance de revers est vide de contenu ; celle de nouveaux axes européens aussi. Que peut-on faire avec Mme Thatcher sinon de l'anti-germanisme ? L'Europe méditerranéenne n'est pas un substitut. Il n'y a pas d'alternative au franco-allemand »*.

Dès lors, si l'on n'a pas d'autre *choix que le partenariat*, il faut rétablir la confiance d'urgence, de façon visible et concrète. Les Allemands sont demandeurs d'une initiative franco-allemande. Elle servirait évidemment au chancelier ; elle ne serait pas (plus) forcément populaire en France, mais sont-ce là des raisons pour y renoncer ?

Une telle initiative ne peut pas porter sur les questions de sécurité, le moment est le moins propice qui soit. Les Allemands semblent en revanche disponibles dans les deux autres domaines de la construction européenne : le monétaire et le politique. On ne peut pas continuer à mettre sur le même plan, à Paris, la hâte du chancelier à vouloir réaliser l'union monétaire interallemande, et son rejet de la proposition Mitterrand d'avancer la date de la conférence intergouvernementale *qui doit élaborer* l'union monétaire à Douze.

Paris serait plus crédible si, comme certains le souhaitent – *mais pas tous – on décidait de préparer* à deux les travaux de cette conférence, voire si on fixait une date pour leur achèvement, ce que Bonn avait déjà proposé sans succès avant le sommet européen de Strasbourg en décembre dernier. Quant aux avancées vers l'union politique, c'est la France pour l'instant, pas l'Allemagne, qui leur oppose des objections. A moins que les propos tenus lundi et mardi par M. Dumas n'annoncent une évolution de la position française.

Le comportement de M. Helmut Kohl a été tel pendant quelques semaines que les silences du président français s'en trouvaient justifiés. Mais le ton a changé à Bonn. *Ne pas le reconnaître et ne pas saisir* l'occasion pour sortir de la brouille serait là, *pour le coup, « une vraie catastrophe »*.

CLAIRE TRÉAN

# AFRIQUE

## La Namibie enfin indépendante...

*Suite de la première page*

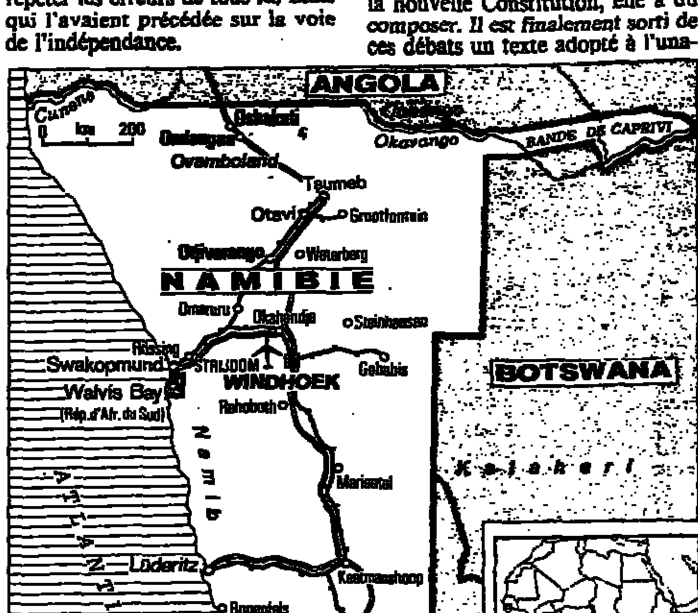
Les dirigeants de Pretoria résistèrent d'autant plus vivement aux pressions internationales qu'à leurs yeux le « péril rouge » menaçait au nord du fleuve Orange dans la mesure où l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), candidate au pouvoir à Windhoek, s'affichait marxiste.

L'Afrique du Sud choisit alors de lier l'indépendance de la Namibie au retrait d'Angola du corps expéditionnaire cubain. Après de longues tractations diplomatiques, elle finit par obtenir gain de cause moins par sa propre force de conviction que par l'attitude raisonnable des Etats-Unis et de l'Union soviétique, soucieux de régler à l'amiable les conflits régionaux. Le régime de Pretoria n'était par ailleurs pas mécontent de sortir honorablement de ce guêpier, car il n'avait plus les moyens financiers de jouer les gendarmes en Afrique australe.

### *Vingt-trois années de guérilla*

Paradoxalement, la SWAPO est aujourd'hui au pouvoir à Windhoek sans avoir réussi à prendre pied sur le territoire qu'elle voulait libérer au terme de vingt-trois ans de guérilla contre l'occupant sud-africain. Ce mouvement de libération qui avait installé ses bases en Angola n'a jamais réussi à « infiltrer » de manière significative ses maquisards en Namibie. Son ultime tentative, le 1er avril 1989, le jour même où s'ouvrait la période de transition vers l'indépendance, se solda par un désastre – 300 morts – et une condamnation quasi unanime de la *communauté internationale*...

Ce revers donna à réfléchir à la SWAPO, qui apprit ainsi à ses dépens jusqu'où ne pas aller trop loin. Les exemples navrants des pays voisins, comme l'Angola et la Zambie qui avaient choisi la voie du socialisme, tempérèrent ses ardeurs révolutionnaires. Du côté *de Moscou, en proie à des convulsions* idéologiques, on lui prêcha la modération. La dernière colonie d'Afrique se devait donc de ne pas répéter les erreurs de tous les Etats qui l'avaient *précédée* sur la voie de l'indépendance.




*« La mue politique de la SWAPO est extraordinaire »*, convient un diplomate. Ce mouvement de libération qui, au départ, avait des vues *totalitaires sur le pouvoir*, a su se convertir en une organisation politique et a accepté de se mesurer à d'autres. Belle leçon à méditer pour le Congrès national africain (ANC) qui cherche sa voie en Afrique du Sud...

La campagne pour l'élection d'une *Assemblée constituante* se déroula sans incidents graves. Le résultat de ce scrutin auquel dix partis présentèrent des candidats fut jugé *« libre et équitable »* par tous, notamment par le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, M. Martti Ahtisaari, qui, avec les forces mises à sa disposition (6 500 hommes civils et *militaires*), a joué un rôle non négligeable pour calmer le jeu entre les formations en présence.

La SWAPO n'ayant pas obtenu la majorité des deux tiers – 41 sièges seulement sur 72 – qui lui aurait permis de rédiger à sa guise la nouvelle Constitution, elle a dû *composer. Il est finalement* sorti de ces débats un texte adopté à l'unanimité qui, selon les spécialistes, fait, en théorie du moins, honneur à la démocratie dans la mesure notamment où le respect des droits de l'homme y est minutieusement pris en compte. Ainsi, la garde à vue ne peut excéder quarante-huit heures et la peine de mort est supprimée...

La SWAPO recrute ses troupes essentiellement au sein de l'ethnie ovambo qui compose plus de la moitié de la population. Aussi doit-elle veiller à ne pas donner prise aux critiques de ses adversaires politiques qui lui reprochent d'être une organisation tribale. Le gouvernement, fantôme jusqu'à la *proclamation* de l'indépendance, n'est cependant pas monocolore : deux ministres blancs occupent les *postes-clés de l'agriculture et des* finances. M. Sam Nujoma, le futur chef de l'Etat, est d'autant plus porté aujourd'hui au *compromis* que des élections locales auront lieu dans les mois à venir et que l'Alliance démocratique de la Turnhalle (DTA), coalition multiraciale et principal parti d'opposition, ne manquera pas d'exploiter le moindre de ses faux pas.

*Ce pragmatisme de bon aloi, la* SWAPO l'applique aussi en matière économique. Plus question donc de réformes *éclairs, limitées* à la seule reprise des propriétés laissées à l'abandon. Plus de nationalisation des mines, sauf à obtenir une présence de représentants de l'Etat au sein des conseils d'administration. Pas question de rompre les ponts avec l'Afrique du Sud dont la Namibie est tributaire pour les trois quarts de ses importations. Jusqu'à nouvel ordre le rand servira de monnaie locale.

La nouvelle Namibie reçoit en héritage un bon réseau de communications et de télécommunications. Ses richesses minières – essentiellement uranium et diamants – dont elle tire plus de 70 % de ses recettes d'exportations, ne sont pas illimitées d'autant que les multinationales ont surexploité ces gisements et que les *marchés* internationaux sont moins « porteurs ». Quant aux réserves en poissons des côtes namibiennes, elles ont été pillées par des flottes étrangères, espagnoles aussi bien que soviétiques.

### *Le « bushman » et le fermier blanc*

*Dans* ce pays où le système de l'apartheid a été aboli en 1978, la discrimination raciale ayant été maintenue dans les écoles et les hôpitaux, la disparité des niveaux de vie est énorme. Selon un rapport de l'ONU, 5 % de la population bénéficie d'un revenu annuel de 14 500 dollars alors que 55 % de Namibiens n'en ont à leur disposition que 65. Qu'y a-t-il de commun en effet entre un « bushman » qui vit encore un peu à l'âge de pierre et un grand fermier blanc qui survole ses terres dans son avion privé ?

Plus de 60 % des terres cultivables sont aux mains des Blancs, qui représentent 6 % de la population (environ 80 000 personnes). Selon *une étude de l'UNICEF*, 70 % des Noirs sont analphabètes et 50 % des enfants noirs souffrent de mal*nutrition*. *Plus de la moitié* des Namibiens vivent dans l'Ovamboland, près de la frontière angolaise. Or, *dans cette région surpeuplée*, la seule du pays à avoir vraiment souffert de la « guerre », il reste presque tout à faire, l'administration sud-africaine l'ayant à dessein négligée.

Le nouveau gouvernement namibien va donc se trouver confronté à *toutes sortes d'exigences*, qu'il s'agisse d'améliorer les conditions de vie des Noirs en matière d'habi*tat, de logement et de santé, de for*mer en tous domaines des cadres locaux, de créer une armée, de remodeler une *police*, voire d'offrir des emplois à tous ceux qui ont activement « combattu » dans les rangs de la SWAPO, alors que l'administration ne compte pas moins de 50 000 fonctionnaires...

Déjà, le premier budget de la nouvelle Namibie affiche un déficit de 500 millions de rands (environ 1,1 milliard de francs). M. Nujoma et les siens comptent *sur l'aide étrangère pour mettre* le pays à flot. Passée l'euphorie des premiers temps de l'indépendance *qui va provoquer une vague* de générosité, il est à craindre qu'une fois remplie la corbeille de la mariée, les lendemains ne soient plus incertains. En tout cas, ce n'est pas l'Afrique du Sud, fort occupée à remettre de l'ordre dans ses affaires, qui trouvera les moyens de voler au secours de son ancienne colonie.

Qui, dans les années à venir, *saura se souvenir de la petite* Namibie dont le sort a fait l'objet, dans le cercle des « grands » de *tant de discussions et de résolu*tions ? Tous leurs représentants se retrouvent aujourd'hui à Windhoek pour fêter *l'heureux* aboutissement de ces efforts et... parler d'autre chose car le monde n'en finit pas de bouger...

**JACQUES DE BARRIN**

## *Plus d'un siècle de domination étrangère*

La proclamation officielle, mercredi 21 mars, de l'indépendance de la Namibie, mettra fin à plus d'un siècle de domination étrangère.

– 1884 : La conférence de Berlin, qui décide du partage *colonial de l'Afrique*, déclare le « Sud-Ouest africain » territoire allemand.

– 1915 : La fin de la première guerre mondiale met un terme à *l'occupation allemande*. L'Afrique du Sud occupe le territoire.

– 1920 : La Société des Nations (SDN) confie à Pretoria un mandat pour administrer le Sud-Ouest africain.

– 1946 : Début du conflit entre l'ONU et les autorités sud-africaines, qui refusent de placer le territoire sous le régime international de tutelle.

– 1966 : le 26 août, la SWAPO (Organisation du peu*ple du Sud-Ouest africain*) déclenche la lutte armée contre l'occupant. Le 27 octobre, l'ONU met officiellement fin au mandat de l'Afrique du Sud et décide de placer le territoire sous sa responsabilité directe. Pretoria refuse de s'incliner.

– *1971 : La Cour* internationale de justice de La Haye déclare illégale la présence sud-africaine en Namibie.

– A partir de 1978, Pretoria lance des raids d'envergure dans le sud angolais, officiellement pour détruire les bases *des nationalistes de la SWAPO*. Le 4 mai, le camp de Cassinga est attaqué, faisant près d'un millier de victimes.

– 29 septembre 1978 : L'ONU adopte la résolution 435 qui fixe les modalités de l'accession à l'indépendance après une période de transition de un an.

– 1982 : Pretoria fait du retrait des troupes cubaines d'Angola un préalable à la mise en œuvre de la résolution 435.

– *Juin 1985 : Mise en place* à Windhoek par l'Afrique du Sud d'un gouvernement intérimaire multiracial auquel la SWAPO refuse de participer.

– Mai 1988 : début à Londres des négociations entre Cuba, *l'Angola et l'Afrique du Sud* pour tenter de régler la question namibienne.

– 8 août 1988 : Un accord entre Pretoria, Luanda, La *Havane, sous l'égide des Etats*-Unis, prévoit notamment un cessez-le-feu immédiat en Angola et en Namibie.

– 22 décembre 1988 : Signature, à *New-York*, d'un *traité* sur l'Afrique australe ouvrant la voie à l'indépendance de la Namibie parallèlement au retrait des 50 000 Cubains d'Angola *d'ici au 1er juillet 1991*.

– 7-11 novembre 1989 : Election d'une assemblée constituante de 72 membres, chargée de rédiger et d'adopter *une constitution*. *La* SWAPO l'emporte avec 57 % des suffrages.

– 23 novembre 1989 : retrait définitif des troupes de Pretoria.

– 21 mars 1990 : proclamation de l'indépendance.

## EN BREF

□ **AFRIQUE DU SUD : mandat d'arrêt contre Winnie Mandela.** – Un mandat d'arrêt a été lancé, *lundi 19 mars*, contre Winnie Mandela, épouse du vice-président du Congrès national africain (ANC) en raison de sa non-comparution devant la justice pour *répondre d'accusations* de non-paiement de cotisations sociales, selon l'agence sud-africaine SAPA. Mme Mandela est accusée d'avoir, durant la période du 1er janvier au *7 décembre 1989, omis de payer* des cotisations d'assurance-chômage *concernant un magasin* de Johannesburg dans lequel elle a des intérêts. – *(AFP.)*

□ **MAURITANIE : arrestation d'un ancien ministre.** – M. Hamdi Ould Mouknass, ancien ministre des affaires étrangères, à l'époque où le président Mokhtar Ould Daddah était au pouvoir, a été arrêté la semaine dernière, pour des raisons inconnues, a-t-on appris lundi 19 mars à Nouakchott. – *(Reuter.)*

# PROCHE-ORIENT

**LIBYE : selon le satellite Spot**

## L'usine chimique de Rabta a subi très peu de dégâts

Le mystère autour de l'usine chimique libyenne de Rabta, fortement soupçonnée de servir à la fabrication de gaz de combat, s'est encore épaissi, lundi 19 mars, avec l'annonce par M. Christian Bernard, responsable du développement international de Spot Image, que *« les unités principales de l'usine ne semblent apparemment pas touchées, et il n'y pas de traces au sol qui laissent entrevoir l'existence d'un incendie »*. Or tant selon *les Libyens* que selon les Américains ou d'autres sources occidentales, cette usine, située à une soixantaine de kilomètres au sud-ouest de Tripoli, aurait été ravagée, mercredi dernier, par un incendie de grande ampleur.

Selon l'aspect général du site, photographié dimanche par le satellite Spot 1, seules quelques traces noirâtres figurent sur des petits bâtiments annexes qui pourraient servir de zone de stockage, *a-t-on pu remarquer sur l'image* retransmise sur terre et analysée lundi après-midi. *« Si l'on s'en tient à l'aspect général, il ne s'est rien passé à Rabta »*, a noté M. Bernard. *« En revanche, au sud du bâtiment principal, une zone de 200 m sur 200 m entourée de merlons, pourrait avoir subi un petit incendie »*, a-t-il estimé en ajoutant que *« cette zone, située à 800 mètres environ de l'usine, devait servir au stockage de produits finis »*.

Alors que le colonel Kadhafi avait formulé des soupçons contre la RFA (des firmes ouest-allemandes ont construit l'usine et fourni le matériel ainsi que des produits chimiques), l'agence officielle libyenne Jana a implicitement accusé dimanche les Etats-Unis d'être *les auteurs de* cette *« opération terroriste de sabotage »*. Bonn et Washington ont nié toute implication dans l'incendie.

De son côté, l'ambassadeur de Libye à Rome, M. Abdurrahman Chalgam, a affirmé lundi que des *« suspects »* – dont il n'a pas spécifié la nationalité – avaient été arrêtés, les premiers éléments de l'enquête tendant à confirmer la thèse d'un sabotage réalisé par *« un membre du personnel technique de l'usine »*. Il a évalué le nombre d'étrangers travaillant à Rabta à *« une centaine »*. – *(AFP.)*

**MAROC**

## *La guerre psychologique des ralliés du Polisario*

**EL AYOUN**

*de notre envoyé spécial*

Sur la table basse, à côté du lait de chamelle, il y a des vaporisateurs de parfum français dont on nous a copieusement *gratifiés à notre arrivée*. Une version moderne de l'« hospitalité du désert », où, paraît-il, il convenait autrefois que des produits odorants *soient passés sur* le visage de l'invité. En fait, celui qui nous reçoit nuitamment dans une maison du quartier « résidentiel » d'El Ayoun, la principale ville du Sahara occidental sous contrôle marocain, n'est pas chez lui : M. Omar Hadrami, ancien responsable des relations internationales du Polisario, ancien chef de la « sécurité militaire », rallié au Maroc en août 1989, vit aujourd'hui à Rabat, où il touche *un* traitement de haut fonctionnaire au ministère de l'intérieur, mais exerce surtout ses talents comme agent dans la guerre *psychologique* contre ses anciens compagnons.

Parmi les dizaines de ralliés arrivés au Maroc ces dernières semaines – grâce, notamment, aux bons soins d'une personnalité chérifienne nommée consul à Nouadhibou (*Mauritanie*) avec mise à sa disposition de moyens importants, – on trouve pêle-mêle un ancien « chef du protocole » à la « présidence » de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), la belle-mère du « premier ministre » sahraoui, un ancien « ambassadeur » en Libye et *en* Syrie et quelques autres gros calibres peu avares de confidences et « révélations ».

Tous sont des recrues *intéressantes pour les services* marocains, passés de la victorieuse stratégie des « murs » sur le plan militaire à des formes d'action plus sophistiquées. *Mais aucun, à l'usage de l'interlocuteur européen*, ne peut rivaliser d'efficacité avec M. Hadrami, une belle mécanique intellectuelle, capable, en une heure, de faire *du complexe* dossier saharien un « résumé » à sa façon de nature à lever tous les doutes.

Avec quelques autres, il se présente comme l'un des fondateurs du Polisario. Né au Sahara occidental en 1949, fils d'un fonctionnaire de l'administration marocaine, devenu bachelier à Agadir puis étudiant en droit à Rabat (*« Un gauchiste, brillant mais peu appliqué »*, nous dira un de ses camarades d'alors, devenu député), il fait partie du petit groupe qui, au début des *années 70, presse les hommes* politiques et certains hauts fonctionnaires marocains de brûler les étapes dans la décolonisation du Sahara espagnol, avant de se jeter – *déçus par* les tergiversations de Rabat – dans les bras des Algériens et de Libyens.

A l'en croire, il existe une dif*férence fondamentale* entre la plupart des militants originaires du Sahara occidental ou du Sud marocain et les autres composantes du Polisario. *« En juin 1988, nous avons fait un recensement dans les camps de Tindouf. Il y avait quarante sept mille personnes en tout. J'estime qu'il reste aujourd'hui, en comptant femmes et enfants, vingt mille Marocains, douze mille Mauritaniens et quelques milliers d'Algériens et Maliens. »*

### *Familles divisées*

Longtemps M. *Hadrami* travaille à la reconnaissance internationale de la RASD (*« Il suffisait de dire aux Latino-Américains que les Sahraouis sont des Arabes qui parlent espagnol ! »*) puis, de 1982 à 1986, il contrôle les activités à l'intérieur des camps. Petit à petit, le doute s'installe dans son esprit *et dans celui de bien d'autres*. Des affrontements sanglants ont lieu en octobre 1988, après son arrestation et celle de plusieurs responsables soupçonnés *de virer leur* cuti. En avril 1989, après sept mois de détention dans le désert, il est libéré, dans un souci probable d'apaisement des esprits, et envoyé à *Washington*.

C'est là qu'il décide de rompre totalement avec la direction actuelle du Polisario. *« La mise en valeur du Sahara dans un Maroc décentralisé m'a fait réfléchir. Deux cent mille soldats marocains et autant de soldats algériens ont appris à se regarder comme des ennemis. C'est dérisoire quand on songe aux problèmes économiques, à la montée de l'intégrisme, aux bouleversements en Europe. »* M. Hadrami reste discret sur les circonstances précises de son ralliement. Selon lui, la division des familles (*« Les hommes à l'armée, avec des recrues de plus en plus jeunes, les femmes dans les camps, les enfants en formation à l'étranger »*) empêche la fuite générale des *« séquestrés de Tindouf »*. Mais des filières existeraient, *via* les tribus des confins mauritaniens.

*« La plupart des Marocains du Polisario cherchent un moyen de rentrer. Les durs sont les Mauritaniens, des nomades marginalisés qui n'arrivent pas à se faire à la vie à l'intérieur de frontières. Il faudrait aider le régime de Nouakchott à les intégrer. Quant aux éléments d'origine algérienne, ils feront ce que le tuteur du Polisario leur dira de faire. En ce moment, ceux qui veulent s'installer à Tindouf* (en territoire algérien, hors des camps sahraouis) *y sont autorisés. »*

Pour M. Hadrami, la solution définitive du problème dépend de l'Algérie. *L'Union du* Maghreb arabe (UMA), créée entre ce pays, le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie, est peut-être la pierre angulaire d'un *règlement dans le cadre* régional. Son avenir est essentiellement tributaire des relations entre le roi Hassan II et le président Chadli. Les populations ne *s'y sont pas trompées*, qui appellent l'UMA l'*« Union Maroc-Algérie »*...

**JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE**

## Le gouvernement dénonce « l'attitude provocatrice » d'Amnesty International

Répondant par une mise au point officielle au communiqué d'Amnesty International annonçant l'expulsion de deux de ses représentants (*le Monde* daté 18-19 mars), le gouvernement marocain a dénoncé samedi 17 mars *« l'attitude délibérément provocatrice »* de l'organisation de Londres. Selon Rabat, alors que le roi Hassan II lui avait proposé un travail dans la concertation, celle-ci a envoyé *« inopinément »* une mission la semaine dernière, sans attendre la *date* du 25 mars pour laquelle *« elle avait sollicité l'accord du gouvernement »*.

Le communiqué indique que le Maroc *« reste cependant ouvert au dialogue qu'il a suscité et espère qu'Amnesty International saura s'en tenir à l'avenir à une démarche constructive et rationnelle »*.

Cette mise au point intervient après que Rabat a déjà protesté, au début du mois, contre la publication d'un rapport d'Amnesty International qui ne mentionnait pas les observations et les promesses *faites* par le roi Hassan II à trois délégués de l'organisation en février.

En toile de fond à cette affaire, il y a le désir du royaume d'améliorer son image en vue d'une série de manifestations organisées en France à partir d'octobre et appelées « Le temps du Maroc », sous le patronage de plusieurs personnalités françaises.

# ASIE

TAIWAN : assuré d'être élu président

## M. Lee Teng-hui fait face à la grogne des conservateurs

**Les sept cent cinquante-deux députés de l'Assemblée nationale de Taïwan se réunissent mercredi 21 mars pour élire le président de la République dont le mandat est de six ans. Seul candidat, le chef de l'Etat sortant de la « République de Chine », M. Lee Teng-hui, qui a choisi comme vice-président M. Li Yuan-tzu, est assuré de l'emporter. L'attention se porte surtout sur le nombre de députés qui voteront pour un homme qui, depuis son arrivée au pouvoir en janvier 1988 jusqu'à la mort de Chiang Ching-kuo, s'efforça de réduire le pouvoir des éléments les plus conservateurs du régime et d'accroître le rôle des Taïwanais dans la vie politique.**

Ce scrutin a été précédé d'importantes manifestations d'opposants à Taïpeh. Environ vingt mille personnes se sont réunies, dimanche 18 mars, pour réclamer la dissolution de l'Assemblée nationale et une élection présidentielle au suffrage universel. Des inscriptions injurieuses ont été apposées sur le mémorial de Tchiang Kaï-chek, le fondateur du régime, mort en 1975, tandis que des étudiants, imitant leurs camarades de Pékin, érigeaient un « Mur de la démocratie ». Ces manifestations se sont poursuivies lundi.

Depuis les élections locales de décembre, au cours desquelles le parti d'opposition DPP (Parti démocratique progressiste) avait recueilli 30 % des voix, les protestations se poursuivent contre les aspects les plus anachroniques du régime, en particulier la composition de l'Assemblée nationale. Elue en 1947 alors que le Kuomintang (KMT ou Parti nationaliste) gouvernait encore la Chine, avant d'être chassé du continent deux ans plus tard par Mao Zedong, elle n'a jamais été renouvelée depuis.

Le nombre de ses membres décroît au fur et à mesure qu'ils meurent, mais les nouveaux élus ne représentent toujours qu'une petite fraction du total (onze pour le DPP). Les vétérans qui, à l'instar de certains de leurs collègues de Pékin, se déplacent avec peine, sont encore six cent soixante-huit et continuent de s'accrocher à leur siège et à leurs privilèges en dépit des efforts du président Lee pour les convaincre, argent à l'appui, de prendre leur retraite.

Technocrate formé aux Etats-Unis, M. Lee est d'origine taïwanaise alors que la plupart de ces gérontes, nés sur le continent, s'opposent à la démocratisation au nom d'une fidélité à des institutions autoritaristes et d'une reconquête du continent devenue illusoire. Le président, poursuivant la politique de son prédécesseur, a graduellement ouvert des échanges non officiels avec le continent. Les hommes d'affaires taïwanais sont autorisés, depuis la semaine dernière, à se rendre en « Chine rouge » ; ils n'avaient pas attendu cette permission pour y investir des millions de dollars.

### La fronde des vieillards

La fronde de vieillards, qui se sentent chaque jour un peu plus marginalisés, avait réussi, en février, à susciter un candidat contre M. Lee. Le président du Yuan judiciaire, la plus haute institution judiciaire de l'île, M. Lin Yang-kang, avait fait acte de candidature avec, à ses côtés, le dernier fils vivant de Tchiang Kaï-chek, le vieux général Chiang Wego. Ils avaient le soutien des caciques du KMT comme le premier ministre ou le ministre de la défense, inquiets des audaces d'un président qui tient de moins en moins compte de leur opinion. Après de dures tractations, les deux hommes se sont retirés.

Reste à savoir quel prix M. Lee aura à payer pour ce retrait. Si ce prix est trop élevé, il risquerait de se retrouver prisonnier de ceux qui l'auront élu, et qui s'efforceront de bloquer ses réformes alors que ce sont elles qui assurent sa popularité. L'opposition, faible et divisée, pourrait alors tenter d'en profiter.

Relativement peu connu lorsque Chiang Ching-kuo l'avait choisi comme vice-président, M. Lee Teng-hui ne s'est pas contenté d'être un homme de transition. Allant plus loin dans les réformes impulsées par Chiang Ching-kuo, il a, en deux ans, imposé son autorité sur un régime – sa bureaucratie, son armée et son parti longtemps unique – qui n'avait auparavant connu comme chef que la famille Chiang. Sa position s'est renforcée avec des succès économiques (une croissance économique de près de 7 % l'an dernier et des réserves en devises de 75 milliards de dollars, les secondes au monde après le Japon) et diplomatiques (il a réussi à renverser une tendance favorable à Pékin depuis près de vingt ans en obtenant la reconnaissance de trois Etats (1) en 1989).

Sa réussite est d'autant plus notable que, de l'autre côté du détroit de Formose, la vieille génération, presque contemporaine de Tchiang Kaï-chek, continue de s'accrocher au pouvoir. Hier, la Chine de M. Deng Xiaoping était montrée en exemple de réussite économique. Aujourd'hui, en dépit du durcissement politique, elle est contrainte de faire appel aux capitaux et technologies des « réactionnaires » d'en face.

PATRICE DE BEER

(1) Belize, Grenade et Libéria.

CHINE

## M. Li Peng annonce la poursuite de la reprise en main idéologique

Le premier ministre chinois a annoncé mardi 20 mars un assouplissement de la politique d'austérité pratiquée depuis 1988 (*le Monde* du 20 mars ). Il s'est également déclaré déterminé à poursuivre la reprise en main idéologique, entamée après le « printemps » de Pékin l'an dernier, et à poursuivre la répression contre le *« libéralisme bourgeois »* .

Dans son discours-fleuve d'ouverture à la session de printemps de l'Assemblée nationale populaire, M. Li Peng a lancé un vibrant hommage aux forces de l'ordre et a vigoureusement dénoncé les erreurs de la précédente direction réformiste du PCC. Selon lui, la lutte des classes existe plus que jamais en Chine et il n'est pas question de baisser la garde face à *« une poignée de personnes »* attachées aux idées bourgeoises.

*« Seul le socialisme peut sauver la Chine »*, a ajouté M. Li Peng, qui a lancé un appel à la mobilisation des intellectuels contre les influences décadentes de l'Occident : *« en philosophie, en politique, à propos de la presse, dans les arts et la littérature... »*. Les récents événements en Europe orientale et en URSS semblent avoir renforcé la détermination du régime, si l'on en croit le premier ministre, qui a répété que, *« en tant que pays socialiste, la Chine s'inquiète naturellement des changements radicaux qui y sont intervenus »*. – (*Reuter, AFP.*)

CAMBODGE

## *Un appel du professeur Alexandre Minkowski*

Le professeur Alexandre Minkowski, qui s'est rendu récemment au Cambodge, nous a adressé l'appel suivant :

*« Tous les jours, par dizaines, des enfants sautent sur des petites mines chinoises à peine détectables et ne peuvent qu'être amputés. Il y en a des centaines, comme des adultes, à l'hôpital militaire. Dans la région qu'ils occupent, les Khmers rouges raflent des enfants à partir de l'âge de dix ans pour en faire des soldats et les vieux des porteurs. A 50 kilomètres de Phnom-Penh, une femme enceinte a été égorgée, son fœtus extirpé par découpement de l'abdomen et ensuite étouffé... Les Khmers rouges n'ont pas changé. Le Cambodge vit en vase clos, démuni de tout, de médicaments.. On ne peut oublier ce pays héroïque et digne, francophone et francophile. On nous attend ! On a soif de notre présence, nous les Français. Avec Médecins du monde, nous allons essayer de pallier partiellement cette carence. Je compte moi-même m'occuper de la protection maternelle et infantile dans les zones rurales isolées et privées de soins ou presque.*

*»Tous ceux qui se sentent solidaires de notre effort peuvent écrire à notre Comité Cambodge, 36, rue René-Boulanger, Paris 11e.»*

# DIPLOMATIE

Soixante-sept ans après le président Masaryk

## M. Vaclav Havel à l'Elysée

En arrivant à Paris lundi 19 mars en visite d'Etat, M. Vaclav Havel a comblé un vide de soixante-sept ans : le dernier chef de l'Etat tchécoslovaque à avoir rendu visite à la France fut le président Masaryk, en 1923. Une chose de plus que ces deux personnages, démocrates convaincus, grands défenseurs de la moralité humaine et héros nationaux, auront en commun.

Dans la soirée à l'Elysée, au cours d'un grand banquet, le président Havel a rappelé les *« milliers de liens »* qui ont uni la France à son pays à travers les siècles et s'est aussi souvenu que *« la Tchécoslovaquie est née ici, en France »*. M. Mitterrand, lui, a rappelé les événements de 1938 et dit *« la responsabilité qui fut celle de mon pays dans l'abandon du vôtre en un moment tragique »*. Une phrase sans doute bien comprise par un président tchécoslovaque qui n'a de cesse, depuis son arrivée au pouvoir, de chercher à convaincre ses compatriotes de la responsabilité collective qui fut la leur dans l'expulsion des Allemands des Sudètes après la guerre, puis pendant la normalisation des années 70.

### Une heure d'oxygène à la revue « Svedectvi »

MM. Havel et Mitterrand, qui avaient fait connaissance en novembre 1988 à Prague, bien que dans des circonstances assez différentes, puisque le président français avait alors reçu le dissident tchèque à l'ambassade de France, sont encore tombés d'accord sur l'idée d'une confédération européenne qui leur tient à cœur à tous deux. Puis M. Mitterrand a rendu hommage à M. Vaclav Havel pour avoir *« prouvé qu'on ne pouvait emprisonner l'esprit, l'esprit qui résiste, l'esprit de liberté. Voilà pourquoi, lorsque ceux que vous avez appelés les « sans pouvoir » ont enfin reconquis ce qui leur avait été confisqué, ils vous l'ont aussitôt confié, sachant qu'entre vos mains, la politique serait mise au service d'une vérité, la vérité de la morale, de la justice »*.

Une visite bien grave, pensera-t-on, pour l'homme de lettres plein d'humour qu'est le nouveau chef de l'Etat tchécoslovaque. Mais M. Vaclav Havel avait réussi à se ménager, en fin d'après-midi, une petite heure d'oxygène avec ses amis tchécoslovaques de l'émigration, qu'il n'avait pas vus pour la plupart depuis vingt ans. C'était au siège de *Svedectvi (Témoignages)*, rue Croix-des-Petits-Champs, la revue de Pavel Tigrid, qui publia – entre autres – de multiples écrits de Havel. Là, détendu parmi les siens, le président s'est assis sur un coin de table après un rapide tour des trois pièces exiguës où les gorilles se faufilaient avec peine, et est redevenu pendant trois quarts d'heure Havel l'écrivain, Havel l'ami.

*« A votre santé, Monsieur le président ! »*, a déclamé en français Milan Knasko, l'acteur slovaque qui dirige à Bratislava l'organisation soeur du Forum civique, le Public contre la violence, en tendant une coupe de champagne à Vaclav Havel hilare. M. Havel a apprécié le *« paradoxe »* d'avoir dû attendre de devenir chef de l'Etat pour pouvoir rencontrer ceux qui, pendant vingt ans, avaient publié ses oeuvres interdites. Il a échaffaudé, avec le peintre Jiri Kolar, des projets parisiens pour *« quand il ne sera plus président »*. Il s'est penché par la fenêtre, pour voir un peu du vrai Paris et a remarqué tous les policiers postés dans la rue. *« On dirait un film policier, quand les flics ont repéré la cache des gangsters et s'apprêtent à donner l'assaut »*, s'est-il amusé. Lorsqu'on lui a fait remarquer que le bâtiment d'en face était la Banque de France, il a jugé l'aubaine excellente pour organiser un hold-up, *« puisque tous les policiers regardent par ici »* ...

M. Vaclav Havel, qui a orné le livre d'or de l'Elysée d'un petit coeur qui accompagne traditionnellement sa signature – et qui semble avoir un peu surpris le président Mitterrand, – arborait la rosette de la grand-croix de la Légion d'honneur qui venait de lui être remise à l'Elysée. *« Nous-mêmes nous avons*, a-t-il dit au chef de l'Etat français, *trente et une décorations. Mais trente vont disparaître. »*.

S. K.

□ **Rencontre Bush-Mitterrand le 19 avril en Floride.** – Les entretiens que les présidents Bush et Mitterrand doivent avoir le 19 avril prochain à propos de l'avenir de l'Europe auront lieu en Floride à Key-Largo, à 80 kilomètres au sud de Miami, a-t-on précisé lundi 19 mars à Washington. La précédente rencontre entre les deux hommes avait eu lieu le 16 décembre dernier dans l'île de Saint-Martin, aux Antilles. – *(AFP.)*

# AMÉRIQUES

BRESIL

## *Les leçons du « commandant » Castro*

**Invité à l'occasion de l'investiture du président Fernando Collor, la semaine dernière, le numéro un cubain a ensuite passé trois jours à Rio-de-Janeiro et à Sao-Paulo. Le « commandant » Fidel Castro ne s'était pas rendu au Brésil depuis plus de trente ans ; il y a reçu un accueil souvent enthousiaste.**

RIO-DE-JANEIRO

*de notre correspondant*

*« Commandant, nous sommes désorientés. La droite profite de ce qui se passe en Europe de l'Est pour accentuer son offensive idéologique. Elle dit que le socialisme, c'est fini. Commandant, qu'est-ce que vous en pensez? »* Le président du Parti des travailleurs, M. Luis Gushiken, qui pose cette question, a l'air vraiment désemparé. Pourtant, il dirige une formation dont le candidat, « Lula », a été à deux doigts de gagner l'élection présidentielle, en décembre. Une formation qui se réclame du socialisme. Mais celui-ci a-t-il un avenir?

Le « commandant » qui occupe le micro, depuis une heure déjà, répondra. Dans le parc des Expositions de Sao-Paulo, il s'est fait applaudir par des PDG, a enthousiasmé des militants chrétiens en qualifiant les Etats-Unis de *« nouvelle Babylone »* et, tout à l'heure, il s'adressera aux journalistes puis discutera avec des intellectuels. Infatigable, il multiplie causeries, débats, interviews, l'œil charmeur ou faussement surpris, comme lorsqu'on lui demande, par exemple, pourquoi il n'y a pas d'élections dans son pays. La dernière fois qu'il était venu au Brésil, en 1959, il était au pouvoir depuis trois mois : *« Nous étions des nouveau-nés, et nous croyions tout savoir »*. Ce n'est pas tous les jours que s'offre au talent de cet homme de spectacle un parterre aussi vaste que le public brésilien. Il en profite. Ailleurs, il passe pour démodé. Pas ici. La droite se dispute ses autographes, la gauche sollicite ses prophéties.

Le socialisme, il le reconnaît, est *« en crise »* alors que le capitalisme vit en pleine *« euphorie »*. Il sent la crise *« de très près »*, à cause du *« triomphalisme »*, de l'*« arrogance »* des Etats-Unis. *« Les Yankees pensent que nos problèmes vont devenir insolubles, que nous allons disparaître. Ils se font des idées. »*

### L'avenir du socialisme

Et d'expliquer que tous les scénarios, à Cuba, ont été imaginés. Y compris celui d'une coupure totale de l'aide soviétique. Plus de pétrole du grand frère ? *« Chacun a été préparé à vivre avec moins de combustible, moins d'électricité. »* Pourtant il affirme que l'URSS continue *« de bien se comporter »* à l'égard de Cuba et qu' *« elle tient ses engagements »* .

Une agression militaire ? *« Le peuple est organisé, armé, dit-il. Les Américains savent qu'ils perdraient 250 000 hommes s'ils nous attaquaient. »* Castro feint de croire que la menace, pour son régime, est seulement externe. Il ne parle jamais des révoltes populaires qui ont enterré le communisme dans les pays d'Europe de l'Est. Il dit que ceux-ci sont passés dans *« le camp impérialiste »*. Certains ont voté contre Cuba à la commission des droits de l'homme de l'ONU.

Est-ce si surprenant ? Déjà, au temps du socialisme dans ces pays, l'échange, avec eux, était inégal. *« Nous leur livrions de bonnes matières premières et ils nous envoyaient des vieux clous. »* Et de citer certaines machines agricoles bulgares, certaines boîtes de vitesses tchécoslovaques : *« Des engins que nous étions seuls au monde à savoir faire marcher »*. Le matériel des Soviétiques est meilleur, quoique *« rustique »* ; ils ont aussi des camions qui sont *« des ruines sur quatre roues »*. Leurs avions Ilyouchine sont bons, mais ils *« consomment deux fois trop de carburant »* .

Le socialisme a-t-il un avenir ? *« Je pourrais retourner la question, et demander : l'Amérique latine a-t-elle un avenir ? Viendra-t-elle à bout dans les cent ans qui viennent des problèmes qu'elle n'a pas résolus depuis deux cents ans ? »* La veille, en visitant le Mémorial de l'Amérique latine, à Sao-Paulo, bel ensemble de l'architecte Niemeyer, inauguré il y a un an, Castro a fait une longue analyse des défaillances de la région : *« Nous ne sommes même pas capables de nous réunir. Les Africains se réunissent deux fois par an, les Européens tous les mois. Nous, jamais. Nous pourrions discuter ensemble de la dette extérieure, d'un nouvel ordre international. Tandis que nous négocions un par un avec les pays industrialisés, eux se mettent d'accord au sein du FMI, de la Banque mondiale, du Club de Paris. Il n'y a pas d'avenir dans un continent balkanisé. »*

Entre deux cours sur la médecine et l'agriculture cubaines, le « commandant » donne son avis sur le Nicaragua. *« Les sandinistes ne peuvent pas abandonner les armes : ce serait suicidaire. Ils doivent les garder non pour faire un coup d'Etat mais pour défendre les conquêtes de la révolution, voire leur propre vie, et travailler à reconquérir la majorité. Le capitalisme fait la même chose quand il est minoritaire. Il ne s'est pas gêné au Chili, sous Allende. »*

La leçon est-elle terminée ? Elle ne l'est jamais. Pendant son séjour au Brésil, Fidel Castro a dû répondre *« dix fois aux mêmes questions »*. Il a expliqué inlassablement que Cuba était le pays le plus démocratique de la Terre. *« Je peux vous le prouver, vous serez forcé de le reconnaître. »* A condition de n'être pas trop cartésien.

CHARLES VANHECKE

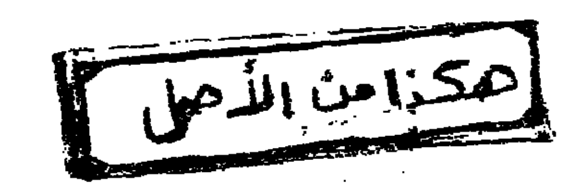
## EN BREF

□ **CHILI : des prisonniers politiques en grève de la faim.** – Pour obtenir la libération de tous les détenus politiques, treize prisonniers, à Temuco, au sud du pays, se sont joints, lundi 19 mars, aux dix-huit qui dans une prison de Santiago avaient lancé le mouvement jeudi dernier. Quatres cent « politiques » sont actuellement incarcérés au Chili. Le nouveau chef de l'Etat, M. Patricio Aylwin, se propose de libérer tous ceux qu'il appelle *« prisonniers de conscience »* et de réviser les procès de ceux qui sont accusés de *« crimes de sang »*, une distinction que refusent d'accepter les grévistes de la faim. – *(AFP.)*

□ **HAÏTI : Mme Trouillot nomme un nouveau gouvernement.** – Mme Ertha Pascal Trouillot, présidente d'Haïti, à titre provisoire, a annoncé lundi 19 mars la composition du nouveau gouvernement qu'elle a nommé par arrêté. Plusieurs des treize ministres sont des personnalités connues du grand public, tel M. Joseph Maxi (intérieur), qui était président de la Ligue haïtienne des droits de l'homme, ou M. Pierre Labissière (justice), bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince. Le ministre des affaires étrangères, M. Kesner Clermont, a représenté Haïti à l'UNESCO, alors que le ministre de la défense, M. Jean Thomas, est un colonel, connu comme modéré, qui a récemment servi comme attaché militaire en République dominicaine. – *(AFP.)*

□ **PÉROU : 500 000 faux visas américains.** – Au moins 500 000 Péruviens ont quitté le Pérou en six mois avec des visas falsifiés pour tenter d'entrer aux Etats-Unis *via* le Chili et la Colombie, ont annoncé, samedi 17 mars, des responsables à la direction des services de la police chargés de l'étranger. Le chef présumé de la bande de faussaires, qui demandaient entre 2 000 et 3 000 dollars par visa falsifié, a été arrêté. A son domicile ont été saisis des tampons de l'ambassade des Etats-Unis *« incroyablement identiques »* à ceux de la mission diplomatique américaine, a précisé le colonel Ernesto Arenas, chef de la police technique. On ignore combien de personnes ont pu entrer aux Etats-Unis grâce à ce trafic. – *(AFP.)*

هكذا من الاصل



IFANTS

UROPE

OLAIRE





## OCÉANIE

Inquiète de l'instabilité régionale

# L'Australie renforce son rôle militaire dans le Pacifique sud

**Le premier ministre australien, M. Bob Hawke, a récemment annoncé que les Etats-Unis avaient accepté d'engager des négociations avec l'Australie pour la rétrocession de la base de communications de North West Cape. Celle-ci s'inscrit dans un contexte d'allègement des forces américaines dans la région Asie-Pacifique et confirme la volonté de Canberra de se ménager une plus grande liberté de manœuvre sur le plan militaire.**

CANBERRA

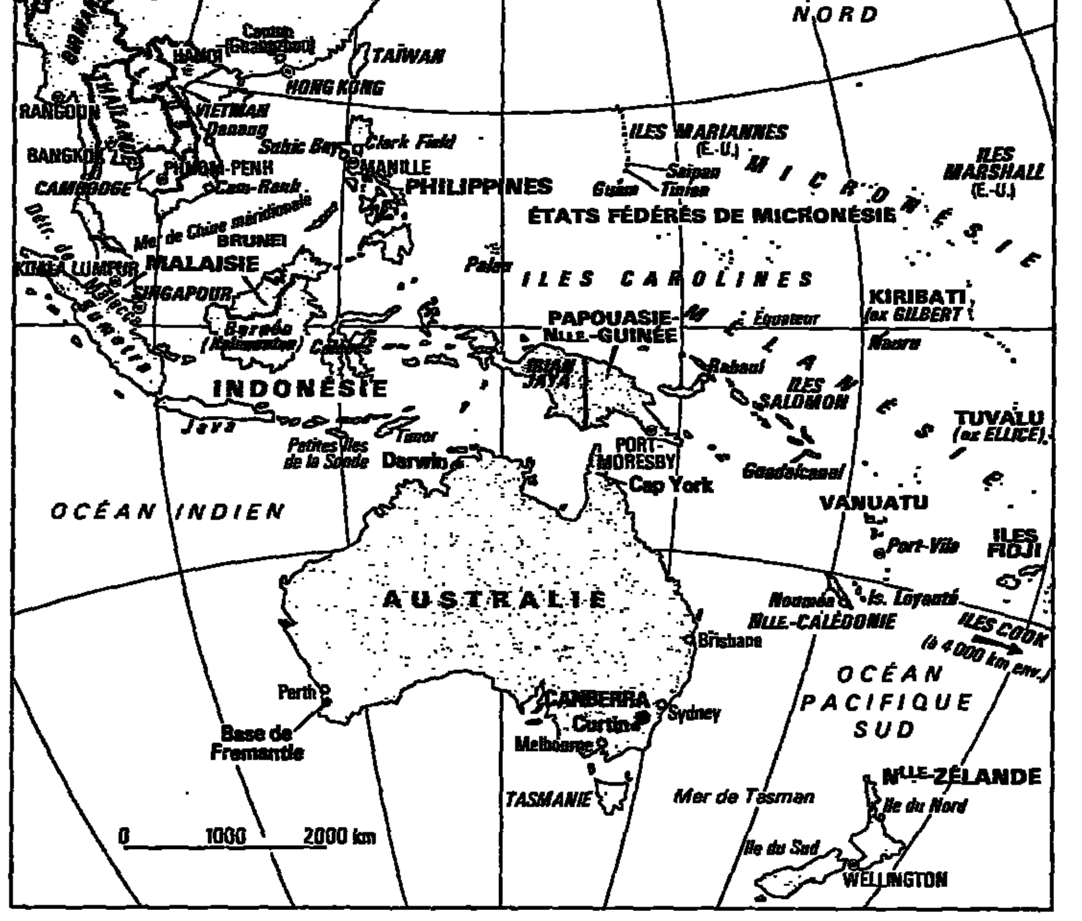
*de notre correspondant dans le Pacifique sud*

On savait l'ANZUS (traité de défense liant les Etats-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) moribond depuis la décision prise en 1985 par les Néo-Zélandais d'interdire toute escale chez eux de navire à *propulsion nucléaire ou* porteur d'arme atomique. Washington avait vivement réagi, suspendant tout contact ministériel et toute coopération militaire avec les travaillistes alors au pouvoir à Wellington. Mais la dérive isolationniste de la Nouvelle-Zélande était encore loin d'être irréversible, *du moins si l'on se fiait aux promesses* de l'opposition conservatrice – le Parti *national* – *de se* réconcilier avec les Américains au cas où ils reviendraient aux affaires.

Ironie de l'Histoire : ce sont ces mêmes conservateurs qui auront finalement porté le coup de grâce au pacte défaillant. En *s'engageant*, la semaine dernière, à ne pas remettre en cause la *législation* visant les escales de navires nucléaires, le Parti national n'a fait que s'incliner devant une réalité incontournable : l'existence dans le pays d'un courant antinucléaire qui ne faiblit pas. L'approche des élections d'octobre, pour lesquelles les sondages annoncent une défaite des travaillistes au pouvoir, l'a convaincu de ne pas prendre de *risque. La décision unilatérale* de Washington, le 1er mars, de renouer les contacts ministériels avec Wellington a fait le reste. Pourquoi s'attaquer à une législation populaire et dont le coût diplomatique a perdu aujourd'hui sa valeur dissuasive

L'agonie de l'ANZUS va confirmer un *peu plus* l'Australie *dans* son rôle de puissance militaire régionale. Au *point que certains* conservateurs néo-zélandais, en désaccord *avec les nouvelles positions* de leur parti, redoutent un processus de *« satellisation »*. Déjà dotée d'une diplomatie particulièrement active – *ouverture sur* l'Asie, initiatives dans l'affaire cambodgienne *et sur le désarmement*, – l'Australie est en train de *peaufiner une nouvelle politique* de défense visant à lui ménager une *plus grande autonomie*.

Depuis que le Livre blanc sur la défense de 1987 a *identifié* l'Indonésie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée comme le principal verrou stratégique (*le Monde* du 12 janvier 1989), les forces australiennes font mouvement vers le nord du pays, jusque-là abandonné au soleil et à la rocaille. Deux bases aériennes viennent d'être ouvertes à Curtin et à Tindal, tandis qu'une troisième est programmée sur la péninsule du Cap-York et qu'un régiment de cavalerie va s'installer à Darwin. Le rééquilibrage de la marine s'effectue plutôt vers l'ouest, c'est-à-dire vers l'océan Indien : la base de Fremantle, à Perth, a été renforcée. Ce nouveau dispositif a été testé l'an dernier lors des manœuvres « Kangourou », auxquelles ont participé 23 000 Australiens et 2 000 Américains. Il s'agissait du plus grand *déploiement de forces dans* le pays depuis la seconde guerre mondiale.




### *L'URSS n'est plus l'ennemi*

Ce nouvel intérêt pour les ques*tions de défense n'est évidemment* pas du goût de tout le monde en *Australie. Les milieux pacifistes* s'alarment de ce *« néo-militarisme »* et *affirment que* les manœuvres de ce genre risquent de *froisser l'Indonésie, adversaire* potentiel jamais ouvertement désigné. *Le ministre de la défense*, M. Kim Beazley, est chahuté dans les universités et se fait férocement caricaturer en Nouvelle-Zélande en « Rambo » bardé de mitraillettes. *« Faux procès »*, rétorque en substance Canberra, qui précise que ses projets sont purement défensifs et qu'au reste la part des dépenses militaires dans le PIB est aujourd'hui au plus bas (2,3 %).

Le *débat a même débordé sur* l'attitude de l'Australie envers les *micro-Etats du Pacifique sud.* Canberra ne cache plus en effet son *inquiétude devant la montée de* l'instabilité dans sa zone d'in*fluence, illustrée par les récentes* crises aux îles Fidji, à Vanuatu et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. A chaque fois, ses troupes ont été mises en alerte, prêtes à intervenir pour assurer, si besoin était, l'évacuation des ressortissants australiens.

Mais l'épisode papou a montré à quel point Canberra préférait rester prudent. Au plus fort des troubles de Bougainville, où les autorités de Port-Moresby ont été de bout en bout *dépassées par* les évènements, le gouvernement de *M. Bob Hawke s'est contenté de* renforcer sa coopération militaire *et d'appeler les Australiens à quitter* au plus vite l'île insurgée. *« Une intervention extérieure n'est concevable que dans des circonstances exceptionnelles. Nous n'avons pas l'intention d'appliquer une doctrine Brejnev des antipodes »*, a averti le ministre des affaires étrangères, le sénateur Gareth Evans. Il n'empêche. L'Australie observe avec un brin d'anxiété l'émergence dans le Pacifique sud, et surtout en *Mélanésie*, d'une nouvelle génération politique plus ombrageuse à l'égard du « grand frère » australien, moins attachée que ses aînés à l'héritage constitutionnel de Westminster et parfois gagnée par la fièvre nationaliste, voire régionaliste.

Dans ce contexte, les fauteurs de troubles ne sont plus vraiment *ceux que l'on pointait naguère du* doigt. Soupçonnée il y a encore peu de noirs desseins, l'Union soviétique est aujourd'hui prati*quement considérée comme* un partenaire naturel dans la région, comme en témoignent l'accord de pêche récemment signé à Canberra et l'ouverture en début d'année, *passée totalement inaperçue*, d'une ambassade en Papouasie-Nouvelle-Guinée. La France bénéficie elle aussi de cette nouvelle indulgence. On savait le rapprochement avec Paris significatif depuis l'arrivée à Matignon de M. Michel Rocard. *La lune de miel semble durer.* Dressant il y a quelque temps l'inventaire des germes d'instabilité dans la région, M. Evans n'a mentionné ni la Nouvelle-Calédonie ni les essais nucléaires de Mururoa. *« C'est nouveau*, commente un spécialiste des questions de défense à l'université de Canberra. *Il y a encore deux ou trois ans, il était inévitable et rituel qu'un ministre des affaires étrangères dénonce les risques d'instabilité causés par la présence française dans la région ».* A l'heure du rapprochement Est-Ouest, le Pacifique sud, lui aussi, est le lieu d'une nouvelle donne.

FRÉDÉRIC BOBIN

# POLITIQUE

Après l'échec du congrès du Parti socialiste

## M. Mauroy réaffirme sa volonté de parvenir à une « synthèse générale »

**Les protagonistes de ce que M. Mauroy appelle « les journées » – et non le congrès – de Rennes continuaient à rechercher, mardi 20 mars, un accord *pour diriger le Parti socialiste*. Le premier secrétaire sortant a réaffirmé son attachement à une synthèse générale, qui implique qu'aucun courant n'en soit exclu. La décision incombe au comité directeur, qui devait se réunir mercredi et au sein duquel les amis de M. Mauroy et ceux de M. Mermaz devaient retrouver, numériquement, un poids qu'ils n'avaient pas devant les délégués de leur courant à Rennes.**

Les tractations ont continué, lundi 19 mars, entre les principaux dirigeants socialistes pour la recherche d'un accord, auquel le congrès de Rennes n'avait pu parvenir, afin de diriger le PS. Les chefs des courants devaient se retrouver ensemble mardi en fin d'après-midi, afin de tenter de s'entendre sur la répartition des responsabilités à la direction du parti, sur celle des fédérations et sur un texte d'orientation que le comité directeur, réuni le lendemain, puisse adopter. M. Pierre Mauroy tient à aboutir à une synthèse générale, qui, mardi matin, apparaissait difficile.

*« A la suite des journées de Rennes, la recherche d'une synthèse générale reste une priorité politique pour les socialistes »*, a déclaré, lundi, le premier secrétaire. M. Mauroy évite de parler du « congrès » de Rennes, qui, pour lui, a été plutôt un non-congrès, au cours duquel on a vu se défaire une majorité, alors que les assises d'un parti sont faites pour en constituer une. Le premier secrétaire sortant estime qu'il a été empêché de jouer le rôle qui, à cet égard, lui revenait. Son entourage met en cause M. Lionel Jospin, qu'il rend responsable de l'échec de la synthèse.

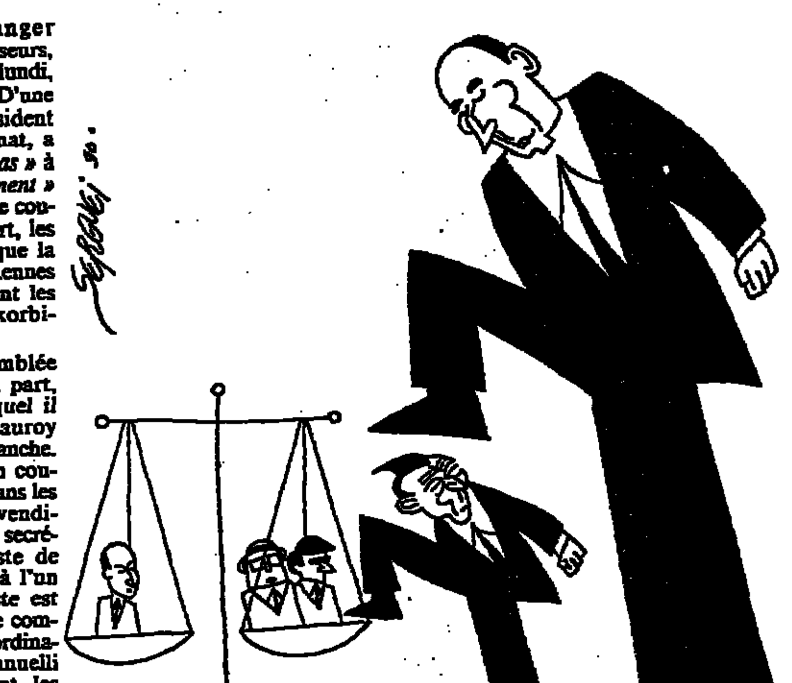
Pour M. Mauroy, la situation est particulièrement difficile. Il était arrivé au poste de premier secrétaire, en mai 1988, avec l'idée de préserver et de renforcer l'unité du parti, dans ce qu'il estime être la constante de son action politique depuis vingt ans. Il s'aperçoit aujourd'hui que ses principaux alliés ne la souhaitent pas vraiment. M. Henri Emmanuelli, numéro deux sortant, proche de M. Jospin, a réaffirmé, mardi matin, sur RTL, que la *« synthèse générale »* est souhaitable, mais qu'elle *« devra être suivie, dans les mois qui viennent, d'une recomposition interne du PS »*. *« Il faut reconstituer un axe majoritaire »*, a déclaré M. Emmanuelli, en précisant que la recherche de cet axe *« n'exclut personne »*, mais qu' *« on ne peut pas être dans une majorité pour, ensuite, passer son temps à essayer de la faire exploser »*.

Le député des Landes, s'il paraît admettre, pour aujourd'hui, la logique de M. Mauroy – et s'il dément, au passage, l'hypothèse selon laquelle il pourrait devenir lui-même premier secrétaire –, n'en maintient pas moins le point de vue de base des jospinistes, qui est que la majorité « mitterrandiste », réunissant MM. Fabius et Jospin, n'est plus viable. L'antagonisme entre les deux courants est tel que prétendre qu'ils puissent n'en former qu'un seul est, aux yeux des partisans du ministre de l'éducation nationale, tout simplement absurde.

M. Fabius, compte tenu de l'attitude des jospinistes, se présente, au contraire, comme ardemment désireux de parvenir à une synthèse, qui, dit-il, était hier *« nécessaire »* et qui est devenue, après Rennes, *« indispensable »*. Le président de l'Assemblée nationale affirme que, dimanche matin 18 mars, à Rennes, il croyait la synthèse faite. M. Mauroy, selon ses proches, le croyait aussi. C'est donc que la synthèse a été défaite, lors de la réunion des délégués de la motion une (Mauroy-Mermaz-Jospin), par le ministre de l'éducation nationale et par ses amis.

Conscients du danger d'apparaître comme des diviseurs, les jospinistes ont pris soin, lundi, de corriger cette impression. D'une part, M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, a souligné qu'il ne *« renonce pas »* à parvenir à un *« rassemblement »* lors de la réunion des chefs de courant, mardi soir. D'autre part, les jospinistes ont fait valoir que la responsabilité de l'échec de Rennes incombait à M. Fabius, dont les demandes auraient été exorbitantes.

Le président de l'Assemblée nationale en reste, pour sa part, aux termes de l'accord auquel il était parvenu avec M. Mauroy dans la nuit de samedi à dimanche. Insistant sur le fait que son courant, bien qu'arrivé en tête dans les votes des fédérations, ne revendique pas le poste de premier secrétaire, il estime que le poste de numéro deux doit revenir à l'un des siens, même si ce poste est amputé de la trésorerie et ne comporte donc plus que la « coordination » (alors que M. Emmanuelli cumulait, jusqu'à maintenant, les deux responsabilités). Les fabiusiens demandent, en outre, la parité entre les deux courants de tête en nombre de postes au secrétariat. Ils souhaitent toujours la présidence de la fédération des élus, la FNESR. Ils estiment, enfin, que la fusion de leur motion avec celles de M. Julien Dray et Mme Marie-Noëlle Lienemann, doit leur apporter un siège de plus (quarante au lieu de trente-neuf) au comité directeur (ce qui avait été repoussé par la commission des résolutions à Rennes). Pour ce qui est des fédérations, les fabiusiens demandent que ne soit pris en compte que le score de chaque motion.



M. Michel Rocard a reçu, lundi, successivement, MM. Mauroy, Poperen et Jospin. M. Poperen a rencontré, aussi, M. Fabius, tandis que M. Mauroy s'est entretenu, par téléphone, avec le président de l'Assemblée nationale. Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a souligné, lundi, sur la Cinq, que les socialistes doivent se rassembler. Tel est le souhait du président de la République. Sa réalisation passe par un effort de conciliation de la part des jospinistes et des rocardiens.

Les déclarations de M. Emmanuelli, mardi matin, indiquent peut-être que le ministre de l'éducation nationale et ses amis y sont disposés.

PATRICK JARREAU

## Les majorités au sein du PS depuis le congrès d'Epinay

Depuis sa naissance en 1981, le parti socialiste a tout vu et tout connu. Les congrès glorieux, les débats violents, la synthèse et la non synthèse, et même, comme à Metz en 1979, l'abscence d'une majorité.

**■ ÉPINAY-SUR-SEINE, 1971 :**
**la naissance**

Le congrès *« de l'unité des socialistes »*, constitutif du parti socialiste que l'on connaît aujourd'hui, s'était terminé par la victoire de François Mitterrand sur Alain Savary, premier secrétaire sortant du PS qu'il avait créé en 1969, par 43 926 mandats contre 41 527. François Mitterrand et ses amis de la Convention des institutions républicaines, qui s'étaient alors tenus aux marges de la famille socialiste, avaient passé alliance avec le CERES de Jean-Pierre Chevènement (issu de la SFIO) et une « aile droite » composée des puissantes fédérations du Nord (Pierre Mauroy) et des Bouches-du-Rhône (Gaston Defferre) pour l'emporter sur Alain Savary allié à Guy Mollet, ancien secrétaire général de la SFIO et à Jean Poperen.

Les débats, âpres et animés par des soucis essentiellement tactiques, avaient porté, d'une part, sur les statuts du parti et le mode d'élection des instances dirigeantes, d'autre part, sur les relations avec le Parti communiste. L'union de la gauche n'avait guère fait apparaître de lignes de clivage déterminantes. En fait, l'OPA tentée par François Mitterrand sur le *nouveau parti n'a réussi qu'en ras*semblant une majorité contre « le père », Guy Mollet, et le « mollettisme », c'est-à- dire un discours de gauche compensé par une pratique plus marquée à droite. Trois jours après la fin de ce congrès qui s'était réuni du 11 au 13 juin, François Mitterrand fut élu premier secrétairepar 43 voix et 36 votes blancs. Il était seul candidat.

Pierre Mauroy, secrétaire national à la coordination, obtint ce poste qui lui conférait le titre de numéro 2 par 42 voix contre 35 à Jean Poperen.

**■ GRENOBLE, 1973 :**
**programme commun**

Le 27 juin 1972, le Parti communiste et le Parti socialiste signent le programme commun de gouvernement de la gauche dont Georges Marchais dit aussitôt qu'il est un *« évènement politique d'une portée considérable qui fera date dans l'histoire du mouvement ouvrier et démocratique »*. Au lendemain de cet *« évènement historique »*, François Mitterrand expliquera, à ses camarades du congrès de l'Internationale socialiste réunis à Vienne : *« Notre objectif fondamental, c'est de refaire un grand parti socialiste sur le terrain occupé par le PC lui même afin de faire la démonstration que, sur les cinq millions d'électeurs communistes, trois millions peuvent voter socialiste. C'est la raison de l'accord. »* Aux élections législatives des 4 et 11 mars, la gauche progresse globalement (plus 2,9 points pour le PS, moins 0,9 point pour le PCF) par rapport aux élections de 1967 (celles de 1968, que l'on a appelé *« les élections de la peur »* ne peuvent servir de point de comparaison tant elles sont exceptionnelles).

C'est dans ce contexte serein que le congrès de Grenoble se réunit du 22 au 24 juin 1973. Le texte Mitterrand-Defferre-Savary avait obtenu plus de 65 % des mandats, celui du CERES de Jean-Pierre Chevènement 21 %, le courant Guy Mollet 8 % et Jean Poperen 5 %. La synthèse fut générale au congrès, après que François Mitterrand, agacé par la percée du CERES, eut brocardé les amis de Jean- Pierre Chevènement soupçonnés de vouloir *« faire un faux parti communiste avec de vrais petits-bourgeois »*. François Mitterrand fut réélu premier secrétaire, le 27 juin, à l'unanimité moins sept abstentions.

**■ PAU, 1975 :**
**le vent en poupe**

Au second tour de l'élection présidentielle du 19 mai 1974, Valéry Giscard d'Estaing l'emporte sur François Mitterrand avec 50,80 % des suffrages exprimés. L'écart est faible (424 599 voix) et la défaite du candidat de la gauche unie (le PCF n'a pas présenté de candidat au premier tour) n'en est que plus rude. Elle est pourtant porteuse d'espoir.

Michel Rocard, Jacques Delors, Edmond Maire rejoignent le PS lors des assises du socialisme les 12 et 13 octobre 1974, avec leurs amis autogestionnaires, chrétiens, syndicalistes. Les socialistes ont le vent en poupe. Le PCF s'en inquiète. L'union de la gauche commence déjà à craquer.

Dans la phase préparatoire du congrès de Pau qui se réunira du 31 janvier au 2 février, le clivage s'accentue, sur les ralations avec le PCF, entre François Mitterrand et le CERES. Jean – Pierre Chevènement propose d'offrir au PCF des actions communes à la base, une telle unité étant, selon lui, de nature à faire pression sur le sommet. François Mitterrand, plus pessimiste, est d'avis de rendre au PS une certaine autonomie dans l'union. La motion Mitterrand-Mauroy obtient 68 % des mandats et celle du CERES 25,4 %. Il n'y aura pas synthèse. Jean-Pierre Chevènement sera dans la minorité. Le PCF estime que ce congrès a donné *« un caractère officiel à ce qu'il faut bien appeler le glissement à droite du parti socialiste »*. Georges Marchais dit de François Mitterrand qu'il est *« de plus en plus sûr de lui et dominateur »*.

**■ NANTES, 1977 :**
**les deux cultures**

Aux élections municipales de mars 1977, la gauche triomphe. C'est un raz de marée (trente-cinq villes de plus de trente mille habitants gagnées par les socialistes, vingt-deux par les communistes). Le PCF continue de faire pression sur le PS . On commence à parler *« d'actualisation du programme commun »*.

Dans les fédérations, François Mitterrand a recueilli 75,78 % des mandats et Jean-Pierre Chevènement, qui s'inquiète d'une dérive social démocrate de la direction, 24,21 %. Jean-Pierre Chevènement est accusé de *« fractionnisme »*. Il n'y aura pas synthèse.

Devant le congrès réuni du 17 au 19 juin à Nantes, Michel Rocard parle des *« deux cultures »* de la gauche française. L'une est *« jacobine, centralisatrice, étatique, nationaliste et protectionniste »*. L'autre, qu'il préfère, *«décentralisatrice, régionaliste, refuse les dominations arbitraires, celles des patrons comme de l'Etat (...), se méfie du règlement et de l'administration (...), préfère l'autonomie des collectivités de base et l'expérimentation »*. Michel Rocard affirme que *« toutes les expériences à vocation socialiste qui ont fait disparaître le risque et la sanction économiques ont été conduites à construire des modèles de développement bureaucratique (...). Si nous tuons cette vocation du marché, c'en est fait de l'expérience socialiste en France. Ne pas accepter de le reconnaître, c'est aller à la faillite »*. Jean-Pierre Chevènement répond : *« Il n'est pas possible de parler du programme commun si le marché doit rester un régulateur global »* .

François Mitterrand est reconduit à l'unanimité dans ses fonctions de premier secrétaire. Georges Marchais dit, à propos de François Mitterrand : *« Le pouvoir personnel, les hommes providentiels, vraiment en France ça suffit ! »*.

**■ METZ, 1979 :**
**la défaite de M. Rocard**

La renégociation du programme commun tourne mal. Le 22 septembre 1977, c'est la rupture. Les socialistes qui espéraient gangner les élections législatives de 1978 devront attendre encore un peu. Le 19 mars 1978, la droite conserve la majorité, et Raymond Barre ses fonctions de premier ministre.

Le soir même de l'échec aux législatives, Michel Rocard avait pris date pour l'élection présidentielle de 1981. Il était donc prévisible que le congrès de Metz se réduise à un affrontement entre François Mitterrand et son concurrent. Dans la phase préparatoire, la motion Mitterrand obtient 40,1 % des mandats, celle de Michel Rocard 21,25 %, celle de Pierre Mauroy, son allié, 16,80 % et celle du CERES 14,98 % .

En déclarant maladroitement lors de l'émission « Cartes sur table » que Pierre Mauroy était candidat au poste de premier secrétaire, Michel Rocard avait dramatisé le congrès et suscité un réflexe de fidélité autour de François Mitterrand. Les débats du congrès, réuni du 6 au 8 avril à Metz, tourne autour du « complot » organisé contre François Mitterrand, de la « dérive droitière » reprochée à Michel Rocard en matière économique et d'alliance politique. Le plus violent sera Laurent Fabius qui lance de la tribune : *« entre le plan et le marché, il y a le socialisme »* .

Au terme des travaux, chacun dit sa tristesse de n'être pas parvenu à une synthèse. Le congrès s'achève sans que François Mitterrand réunisse sur son texte une majorité absolue. Il ne l'obtiendra qu'ensuite par une alliance avec Jean-Pierre Chevènement.

Michel Rocard a perdu, pendant ce congrès, toute chance d'être candidat à l'élection présidentielle de 1981. Il avait pris l'engagement, à la tribune, de ne pas postuler contre le premier secrétaire de son parti.

**■ VALENCE, 1981 :**
**les coupeurs de têtes**

C'est le congrès de la victoire, celle de François Mitterrand le 10 mai à l'élection présidentielle (51,75 % des suffrages exprimés), celle des socialistes qui obtiennent à eux seuls la majorité absolue aux élections législatives de juin.

Les rocardiens qui ne présentent pas de motion et se rallient à celle des trois autres courants (mitterrandiste, Mauroy et Chevènement) sont contraints d'accepter une baisse arbitraire de leur influence (15 %) au sein du parti.

*Le congrès s'ouvre, le 23 octobre* 1981, la tension est à son paroxisme à l'Assemblée nationale où l'on débat du projet de loi de nationalisations. Jean Poperen, numéro 2 du PS, premier intervenant, affirme : *« Nous ne cherchons pas la guerre. Nous souhaitons l'accommodement, le compromis »*. Ce *propos conciliant sera vite balayé* par un flot de discours à tonalité guerrière qui exigent une radicalisation du pouvoir. Paul Quilès ne veut pas que le gouvernement se contente d'annoncer que *« des têtes vont tomber »* dans l'administration et les entreprises nationalisables, mais qu'il dise *« lesquelles et rapidement »*. Ce congrès restera dans les mémoires comme celui des *« coupeurs de têtes »* .

Lionel Jospin, que François Mitterrand a installé dans son fauteuil de premier secrétaire en janvier 1981, est reconduit à l'unanimité dans ses fonctions.

**■ BOURG-EN-BRESSE, 1983 :**
**le choc de la rigueur**

Deux plans de rigueur, voire d'austérité pour le second ont été mis en oeuvre par le gouvernement de Pierre Mauroy, en 1982 et 1983. Entre-temps, les municipales de mars 1983, catastrophiques au premier tour pour la gauche, très mauvaises au second pour les socialistes, ont annoncé de tristes lendemains électoraux.

La motion Jospin-Mauroy-Rocard a obtenu près de 78 % des mandats dans les votes fédéraux, celle du CERES qui propose *« une autre politique économique »* un peiu moins de 18 % et des dissidents rocardiens un peu moins de 5 %. La direction du PS parvient difficilement à concilier deux logiques, celle d'un parti démocratique qui doit exprimer ses doutes et ses déceptions, celle de la Vème République qui réduit au silence les partis dont les représentants sont au pouvoir.

Lionel Jospin veut que ce congrès soit celui de la *« reconquête de l'opinion »*. Jean Poperen, en ouvrant les travaux le 28 octobre 1983, juge nécessaire de passer *« du changement voté au changement vécu »*. Il y aura synthèse avec Jean-Pierre Chevènement, malgré son opposition radicale à la politique économique du gouvernement, au terme d'une nuit de commission des résolutions (terminée à 9 heures du matin, après onze heures de discussions) au cours de laquelle Lionel Jospin menacera de remettre sa démission. Il sera ensuite reconduit à l'unanimité dans ses fonctions. Le PS s'adapte au réformisme et à la gestion.

**■ TOULOUSE, 1985 :**
**le tournant social – démocrate**

Menacé par une levée en masse des défenseurs de l'école « libre », dévalorisé par l'usure du premier ministre, le gouvernement Mauroy a cédé la place. Laurent Fabius a été nommé premier ministre en juillet. Les ministres communistes (Charles Fiterman, Anicet Le Pors, Marcel Rigout, Jack Ralite) ont quitté le gouvernement.

Dans la phase préparatoire au *congrès les rocardiens (Michel* Rocard a quitté le gouvernement, avec éclat) obtiennent 28,5 % des mandats face à la motion Jospin-Mauroy-Chevènement. Au cours du congrès réuni du 11 au 13 octobre à Toulouse, Lionel Jospin parle du *« déclin irrémédiable »* du PCF et affirme que *« le pays a besoin d'une grande force progressiste de caractère socialiste »*. Il plaide pour le socialisme de gestion, certes, mais aussi de transformation. Il y aura synthèse. Le PS est devenu social-démocrate. Lionel Jospin est réélu, au comité directeur, par acclamation.

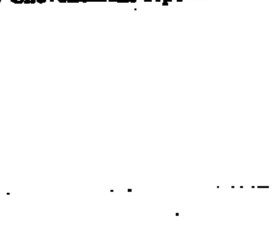
**■ LILLE, 1987 :**
**la rénovation manquée**

Jacques Chirac s'est installé à Matignon après la victoire de l'opposition aux élections législatives du 1986. Son triomphe est vite oublié. Les lycéens et les étudiants, descendus dans la rue au mois de décembre 1986, lui ont rappelé la fragilité du pouvoir.

La synthèse est réalisée avant le congrès. Les courants Mitterrand et Mauroy ont fusionné. Mais, depuis l'échec électoral de 1986, les clubs, associations, bureaux indépendants se sont multipliés. Les « éléphants » se sont organisés en marge de leur parti. Lionel Jospin reproche à son numéro 2, Jean Poperen, de lui faire concurence plutôt que de l'assister dans sa tâche. A l'approche de l'élection présidentielle de 1988, il a en charge de « gérer » le cas de Michel Rocard afin de le retenir parmi les socialistes et d'éviter tout débordement de sa part dans l'hypothèse ou François Mitterrand serait à nouveau candidat.

Lionel Jospin, à la faveur de ce congrès réuni à Lille du 3 au 5 avril 1987, voulait rénover la direction de son parti. Il n'y parviendra pas. Jean Poperen disparaît du secrétariat national, Michel Rocard refuse d'y entrer, mais le PS sera dirigé par deux anciens premiers ministres (Pierre Mauroy et Laurent Fabius) et sept anciens ministres . La rénovation est manquée. Lionel Jospin est réélu à son poste. Il le quittera au lendemain de la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1988 pour céder la place à Pierre Mauroy.





# POLITIQUE

à Rennes

## La victoire morale des amis de M. Chevènement

*Les amis de M. Jean-Pierre Chevènement* sont arrivés affaiblis au congrès de Rennes. Mais ils y ont *remporté une double victoire* morale : ce courant, qui, depuis des années, multiplie les mises en *garde sur la dérive du PS* (étiolement du débat politique, transformation en écuries présidentielles... ), a vu à Rennes ses analyses confirmées, au-delà même de ce qu'il redoutait ; cohérents, les membres de Socialisme et République ont ensuite refusé de cautionner l'accomplissemnt d'un processus qui a vu le débat politique disparaître totalement au seul profit des stricts enjeux de pouvoir.

Certes, ce courant en perte de vitesse, est, lui aussi, pris dans ce jeu des écuries présidentielles. Mais au moins M. Chevènement a-t-il refusé de continuer à jouer quand l'affaire a dégénéré. M. Chevènement était visiblement choqué que, rédigé un jour, le texte qui concrétisait un accord politique avec la motion 1 (Mauroy-Jospin) soit jeté par ses partenaires aux poubelles de l'histoire dès le lendemain. La manière dont s'est déroulée la nuit de la commission des résolutions, de samedi à dimanche, ne pouvait que conforter le ministre de la défense dans sa volonté de rester dans l'opposition.

Evidemment, il ne faut se garder de prendre les membres de Socialisme et République pour des angelots. *Le courant était divisé sur* l'opportunité d'amorcer un processus de fusion avec M. Jospin. Or, les enjeux de pouvoir, notamment à Paris, *n'étaient pas étrangers aux* motivations de quelques-uns de ceux qui s'opposaient à cet accord, *ceux-là même qui ont pu* mettre en avant des motifs politiques pour pousser M. Chevènement à rompre avec ses *partenaires d'un jour.*

### Y a-t-il un présidentiable dans le courant?

Il est aussi clair que l'accord avec le ministre de l'éducation (qui reste dans l'air du temps) reposait sur des bases fragiles : les divergences de fond sont grandes, surtout si cet accord est le prélude d'un autre avec M. Rocard. Mais il représente un moyen de sauver le courant Socialisme et République, qui n'a pas obtenu de mandats dans une vingtaine de fédérations. Néammoins, la logique de ce rapprochement est bien une logique politique. En privé, l'un des partisans de cette alliance explique : *« nous sommes conscients de ces divergences, Rocard, c'est une autre politique, mais Fabius c'est plus de politique du tout »* .

Depuis un certain temps, Socialisme et République, qui a connu la montée en puissance d'une nouvelle génération de dirigeants, mais s'est aussi « notabilisé », vit une mutation et s'interroge, sur son *devenir et celui de son chef* . Candidat à la candidature en 1988, au cas où M. François Mitterrand ne *se représenterait pas, M. Chevène*ment n'a pas réussi une opération qui devait le faire entrer dans le peloton des présidentiables pour *l'élection suivante.* Dès lors, ce courant ne sait plus trop si M. Chevènement fera un jour vraiment partie de ce peloton, ou s'il doit chercher un autre présidentiable. Avant le congrès de Rennes, certains éprouvaient même, semble-t-il, sans l'avouer, la tentation de choisir M. Fabius. En outre, M. Chevènement, aux yeux même de certains de ses partisans, paraît parfois encombré par son propre courant.

*Calé* sur des positions européennes distantes de la réalité de la politique gouvernementale, victime, dans la préparation du congrès, du vote utile, de la concurrence de M. Poperen, le courant est, plus généralement, victime de la «dépolitisation » de la vie *interne du parti* et de son évolution., Devant ses amis, M. Chevènement se plaint souvent de voir que ce sont des *militants* proches de ses positions qui quittent le parti, alors que les nouveaux adhérents ne partagent pas ses options. C'est pourquoi le courant le plus idéologique du PS éprouve l'urgent besoin de s'ouvrir un nouvel espace politique à l'intérieur du parti, *mais aussi à l'extérieur.* Trop intellectuel, le club « République moderne » n'a pas vraiment rempli cet office. Les amis de M. Chevènement pourraient donc mettre sur pied un nouveau club, sans doute plus « grand public ».

**JEAN-LOUIS ANDRÉANI**

## « Glasnost » statutaire

S'il n'est pas parvenu à un accord politique ni à la mise en place d'une direction correspondant à cet accord, le congrès de Rennes a, cependant, permis quelques avancées dans la clarification des procédures internes du Parti socialiste.

La demande de modification des statuts la plus symbolique de la « rénovation » souhaitée par les fabiusiens était l'adoption du principe « Un homme égale une voix ». Sous cette dénomination, il s'agissait, en fait, de mettre en cause la méthode du vote par mandats, selon laquelle les présents à une *assemblée de section sont* censés se prononcer au nom de l'ensemble des membres de cette section. Un quorum existait déjà, qui réduisait de moitié *le poids des sections dans les* congrès fédéraux si leur assemblée réunissait moins du quart de leurs membres, et qui le ramenait à celui des seuls présents s'ils *représentaient* moins de 10 % des inscrits.

La commission des résolutions du congrès de Rennes a adopté à l'unanimité la règle « Une voix, un homme, un mandat », qui signifie que le décompte des mandats se fera, *à l'avenir, sur la base du nombre* des militants effectivement présents aux réunions de section lors des votes. Avancée par M. Laurent Fabius et ses amis, *cette formule était proposée,* aussi, par M. Jean Poperen et, sous une forme ou sous une autre, par l'ensemble des courants, à l'exception de celui du *premier secrétaire sortant.*

Si ces courants peuvent se prévaloir d'avoir fait progresser la transparence au sein du PS, MM. Pierre Mauroy et Lionel Jospin peuvent *observer qu'ils y* ont, eux aussi, contribué, en obtenant un vote unanime sur leur demande de généralisation du vote à bulletin secret. Prati*qué dans certaines fédérations,* le vote secret n'était pas la règle générale au PS, où les militants se prononçaient le plus souvent à main levée. M. Fabius a souli*gné, lors de la réunion* de la commission des résolutions du congrès, que le vote secret, inattaquable dans son principe, est d'application difficile dans un parti régi par la représentation proportionnelle des courants. M. Michel Sapin, au nom des *rocardiens, a convenu que* se pose, en effet, un problème d'application. La composition des organes de direction fédéraux et nationaux à la proportionnelle des courants implique, en effet, que le vote des candidats à telle ou telle responsabilité soit public. Il a été *décidé* que le comité directeur se sai*sira,* dans les mois qui viennent, des modalités de mise en œuvre de la nouvelle règle.

La commission des résolutions a *décidé,* d'autre part, que *la carte d'adhérent au PS sera,* désormais, munie d'un seul timbre annuel (au lieu de douze timbres mensuels) et qu'il faudra la posséder depuis six mois au *moins* pour être admis à voter dans les assemblées de section. Elle a convenu, aussi, de la nécessité de plafonner le montant des cotisations dans toutes les fédérations (MM. Fabius et Poperen estimaient nécessaire d'abaisser fortement le coût de *l'adhésion).*

**P. J.**



□ **Précision.** – M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, nous prie de préciser, à la suite de notre récit de « La longue nuit des naufrageurs et des naufragés » (*le Monde* du 20 mars), qu'il n'a *« assuré aucune* « navette » *entre Pierre Mauroy et Laurent Fabius dans la nuit du samedi au dimanche* ». *« Les interventions que j'ai faites pour obtenir une synthèse générale sur des bases objectives l'ont toujours été en public,* dit-il, *au vu et au su de tous. »* M. Mermaz ajoute qu'il n'a *« pas quitté un seul instant l'hôtel de ville de Rennes, où se déroulaient les travaux de la commission des résolutions »*, ce dont nous lui donnons acte.



Le débat sur l'immigration

## Les élus beurs soufflent leur première bougie

**Les élections municipales de mars 1989 avaient marqué un tournant pour les jeunes Français d'origine maghrébine : pour la première fois, un nombre important d'entre eux (plus de six cents, semble-t-il) s'étaient présentés sur des listes électorales. La plupart ont été élus, dans de petites communes, des communes de taille moyenne et même quelques grandes villes, comme Bordeaux ou Marseille. Un an après, ces élus dressent un premier bilan de leur mandat.**

*« Pour être élu maire d'Orléans, Jean-Pierre Sueur n'avait pas besoin de moi. Je me demande même si ma présence sur sa liste ne lui a pas coûté quelques voix... ».* Samy Driss, conseiller municipal, le dit sans détour et sans complexe. Pour ce professeur de technologie de trente-deux ans, « bien dans ses baskets », les élections de mars 1989 étaient une chance à saisir. Il l'a saisie, en compagnie d'un demi-millier d'autres Français, issus de l'immigration maghrébine, qui célèbrent ces jours-ci leur *première année de mandat.*

Une Fédération des élus de France-Plus vient de voir le jour à cette occasion. L'objectif de ses membres est d'échanger des expériences et de bénéficier d'une certaine formation. Cela ne les empêchera pas de prendre position collectivement dans certaines circonstances et de constituer ainsi *« une force morale, par-delà les clivages politiques ».* Dix-sept commissions ont été constituées autour des thèmes qui font la vie quotidienne d'un élu local : budget, logement, urbanisme, environnement, action sociale, personnes âgées...

La présence de ces beurs sur les *listes électorales avait été généralement* négociée, cas par cas, par l'association France-Plus. *« Je suis jeune, femme et issue de l'immigration. Autant dire que j'ai bénéficié de trois quotas »,* reconnaît avec réalisme Nadia Hammadi-Denis, vingt-cinq ans, élue à Dijon. *Benjamine du conseil municipal,* elle a le privilège d'être assise à la droite du maire RPR lors des votes, et non au fond de la salle avec ses amis de l'opposition. Loin d'être persécutée, cette militante socialiste a le sentiment de bénéficier parfois d'un traitement de faveur. *« A droite, on me soigne un peu plus que les camarades. Ça finit même par me gêner. Je veux être simplement une conseillère à part entière, une conseillère comme les autres. »*

A la *première réunion* du conseil municipal de Dijon, l'an dernier, les hasards de l'alphabet l'avaient pla*cée à côté d'une élue du Front* national. Ce fut glacial. Mais, depuis lors, les deux conseillères *ont eu plus d'une fois l'occasion* de se parler et de s'opposer.

Les choses se sont moins bien passées pour Noria Ameziane, greffière en chef au tribunal d'Alès. Mise en cause par deux élus du Front national, elle vient de renoncer à son mandat en reprochant au maire (un socialiste dissident) de ne l'avoir pas défendue comme elle le méritait...

### « Nous sommes condamnés à réussir »

*« Lorsque le nouveau conseil s'est réuni pour la première fois l'an dernier, certains de mes collègues cherchaient « le beur » dans la salle,* raconte Samy Driss (Orléans). *Ils semblaient être déçus que je sois conforme au schéma, que je n'aie pas l'air de sortir directement du bureau de chômage ou d'une prison. »*

Les élus beurs se sont faits un point d'honneur d'être des élus comme les autres, *« des élus tout court ».* Dans les municipalités où ils sont représentés, on s'est d'ailleurs bien gardé de leur confier le dossier de l'immigration. *« Alain Carignon ne tenait nullement à me donner une délégation-ghetto,* explique Aziz Sahiri, adjoint au maire de Grenoble. *Je m'occupe de la ville neuve, qui compte quinze mille habitants. »* Dans le même esprit, Rabah Tounsi s'occupe à Evry de la jeunesse et, à Bourges, Khaled Boudali est en *charge des sports.*

*« Nous ne sommes pas les élus des beurs, nous sommes les élus de tout le monde »,* insiste Zaïr Kedadouche (Aubervilliers). Mais comment empêcher des électeurs franco-maghrébins, à la recherche d'un logement, de s'adresser *directement à eux ?*

Les élus beurs savent que l'échec ne leur est pas permis. *« Nous sommes condamnés à réussir »,* affirme Aziz Sahiri (Grenoble). Et Saïd Merabti, élu à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), enchaîne : *« On a une image à défendre. Si on gère mal un dossier, si on s'exprime mal, si on s'habille mal, ils vont dire : « C'est un Arabe. »*

Adjoint au maire de Roubaix, le docteur Salem Kacet est intimement persuadé de ce devoir d'excellence. Il a voulu prendre en charge un dossier qu'il connait bien : la santé. *« C'est par une action concrète, réussie, que je ferai avancer l'idée qu'un beur travaille dans l'intérêt général. »* Ce gynécologue s'était distingué au cours du *récent* débat télévisé entre Jean-Marie Le Pen et Bernard Tapie. Sa prestation lui a valu un courrier *considérable. Les lettres* de protestation ou d'insultes l'ont surtout intéressé par le cachet de la poste : quasiment aucune, affirme-t-il, ne provenait de Roubaix.

Dans l'ensemble, à quelques exceptions près, les élus beurs sont très *satisfaits de cette année* de rodage. Et, déjà, certains voient plus loin. *« La politique, j'ai un pied dedans. J'aimerais bien y mettre les deux »,* remarque Saïd Merabti (Vitrolles). Il n'est pas le seul.

A Bordeaux, Hamid Chekroun, chef d'entreprise de trente ans, avait été élu en mars 1989 sur la liste de Jacques Chaban-Delmas. Il vient de franchir un pas de plus en se faisant élire conseiller à la communauté urbaine. *« Demain, je serai président »,* affirmait l'affiche de France-Plus, qui incitait les beurs à s'inscrire sur les listes *électorales...*

**ROBERT SOLÉ**

## Pour un consensus

*Suite de la première page*

Ce qui est sûr, en revanche, c'est que le contrôle de l'immigration sera d'autant plus efficace que l'émigration sera ressentie comme moins nécessaire dans les pays qui perdent, de son fait, leurs forces vives. Tant que le fossé s'élargira entre la richesse des nations européennes et la misère des pays africains, nous serons soumis à une légitime et irrésistible pression.

Nous devons, par sens moral et par intérêt bien compris, faire à nouveau de considérables efforts pour aider au développement des peuples pauvres. Ne cherchons pas d'alibi à nos égoïsmes dans la mauvaise utilisation de l'aide. C'est vrai qu'il y a eu des abus et des gaspillages. C'est vrai que les gouvernements des pays bénéficiaires en sont parfois responsables. Mais nous avons, nous aussi, notre part de responsabilité. On sait comment rectifier le tir. Décidons-nous à aider mieux, sans que cela nous dispense d'aider plus.

### Des propos d'« olibrius »

Si nous parvenions, par cette poli*tique globale, à maîtriser les flux* migratoires, nous serions en bien meilleure posture pour trouver des solutions aux problèmes que rencontrent les étrangers déjà présents sur notre sol, dès lors qu'ils sont en situation régulière.

Laisser entendre que nous ne garderons en France que les ressortissants des pays de la Communauté européenne et que nous renverrons tous les autres chez eux est un acte de démagogie scandaleux. D'abord parce que c'est un mensonge. Ensuite, parce que c'est la meilleure manière d'exacerber des passions que nous devons tout faire pour apaiser. Les Français devraient, une fois pour toutes, fermer leurs oreilles et leurs cœurs aux propos des olibrius qui les abusent ainsi.

Nous avons évidemment, envers les hommes et les femmes vivant chez nous, dans le respect de nos lois, un même devoir de solidarité. Il sera d'autant mieux compris et accepté que nous traiterons sans discrimination les Français et les immigrés lorsqu'ils sont en butte aux mêmes difficultés : chômage, pénurie de logements, échec scolaire, tentation de la drogue, risques de délinquance... Aucun de ces fléaux de la vie urbaine n'est le monopole des communautés étrangères ; ce serait une erreur psychologique et politique *de donner l'impression que nous* réservons notre sollicitude aux uns et que nous laissons les autres se débrouiller.

L'Etat ne peut en la matière se défausser sur les collectivités locales sous prétexte qu'il s'agit de mieux gérer le quotidien. Nos communes, notamment, ne doivent pas être laissées seules, en première ligne, face à la redoutable question scolaire. Je veux parler de ces écoles où l'on compte jusqu'à 75 %, parfois plus, de petits enfants d'origine étrangère, souvent non francophones. Je ne crois guère, pour ma part, au remède que certains cherchent dans la redistribution géographique des communautés. Les habitudes et les affinités sont trop fortes, et la méthode autoritaire n'est pas dans notre philosophie. Ce qu'il faut, ce sont des moyens en personnels et en matériels ; il incombe à l'Etat de les fournir, bien au-delà de ce qu'il apporte aujourd'hui dans les zones d'éducation prioritaire.

Reste le mot mythique d'intégration. Je ne dis pas mythique par scepticisme. *Encore que tous les précédents* nous montrent à quel point l'assimilation d'une communauté dans une autre est *une entreprise* longue et délicate. Je dis mythique parce que la force de ce mot est telle que ceux qui *le* prononcent volontiers n'en mesurent pas toujours les implications. La véritable intégration des étrangers qui veulent rester chez nous passe par l'acquisition de la nationalité française.

### Trois exigences

En reprenant les remarquables conclusions de la commission dont Jacques Chirac avait confié la présidence à Marceau Long, nous avons élaboré sous l'impulsion de Pierre Mazeaud une proposition de loi portant réforme du code de la nationalité. Ce texte repose sur l'idée que la naturalisation doit être l'expression d'une volonté et non la conséquence automatique d'événements liés au lieu de naissance ou à la durée du séjour. Il confère aux Français naturalisés tous les droits des Français de souche, et notamment le droit de vote qui, aux termes de notre Constitution, est indissociable de la citoyenneté. Nous souhaitons ardemment qu'il soit inscrit à l'ordre du jour de la prochaine session du Parlement.

Mais l'intégration, pour être réussie, a ses propres exigences. J'en citerai trois.

*D'abord l'accomplissement du service* national en France, et exclusivement en France. Les conventions *internationales qui nous lient avec* l'Algérie devraient être modifiées sur ce point. Ce ne devrait pas être impossible puisqu'on nous dit que, d'ores et déjà, l'énorme majorité des jeunes d'origine algérienne qui deviennent français font leur service en France. Mettons le droit en concordance avec les faits.

Deuxième exigence de l'intégration : l'acceptation de l'école non point comme lieu de multiculturalisme, mais comme facteur d'assimilation. Derrière l'affaire du voile islamique qui a secoué l'opinion publique à la fin de l'année dernière, c'est en réalité cette question capitale qui était posée : quelle conception nous faisons-nous de l'école ? Eh bien, pour nous, la réponse est claire : l'école de la République, qu'elle soit publique ou privée, transmet une morale collective, des valeurs de référence, ce qu'Alain Finkielkraut appelait *« la culture comme monde commun »*, et c'est ainsi qu'elle apporte sa contribution décisive à la construction de la nation.

Troisième exigence, enfin, de l'in*tégration : vouloir s'intégrer,* c'est respecter les usages fondamentaux de la vie de la collectivité à laquelle on s'intègre, *je pense principalement à* ses règles familiales. Libre à chacun, bien entendu, de rester fidèle à sa *religion, à sa tradition,* à sa culture spécifique, qui peut enrichir le fond commun. C'est le pluralisme inhérent *à la démocratie. Mais de là à* accepter que, faute de contrôles, certains organismes publics distribuent *des allocations à des chefs de famille* polygames... Il y a un pas à ne point franchir. Ce n'est plus de l'intégra*tion. C'est un risque de dissolution* du contrat social qui nous lie.

Je ne suis pas un maniaque du consensus. Il y a des sujets où rien ne vaut une bonne controverse pour faire avancer la solution. Ce n'est pas à mon sens le cas de l'immigration. Je suis sûr que, si chacun veut bien se débarrasser de toute arrière-pensée politicienne, nous pouvons tous nous mettre d'accord sur une politique sage et résolue de l'immigration. Cet article est un appel à le faire vite.

**ALAIN JUPPÉ**

LES GRANDES IDÉES MÉRITENT QU'ON EN FASSE LE TOUR.

JEANTOT A FAIT LE TOUR DE LA SIENNE EN 114 JOURS.

V E N D É E   G L O B E   C H A L L E N G E   9 0

Le Vendée Globe Challenge c'est l'idée de Philippe Jeantot.
Cette belle aventure humaine
c'est avant tout la sienne. Ensemble, nous avons affronté
les vents heureux comme les vents contraires;
ensemble, nous venons d'accomplir notre troisième
tour du monde, et cette fois sans escales.
Ensemble, nous avons vécu ce challenge... tout simplement.
Et c'est tout simplement que nous disons
bravo Philippe et encore merci.




Le bon sens en action

HDM

هكذا من الأصل





# Universités : les urgences d'une « poudrière »

*Constructions, budget, décentralisation, aide sociale, premier cycle... La préparation du congrès de Rennes avait bloqué de nombreuses décisions. Il faut maintenant les prendre*

Le ministre de l'éducation nationale et le gouvernement vont enfin pouvoir replonger dans le dossier explosif des universités. Sans doute les joutes politiques ont-elles leur charme ou leur utilité ! Mais celle qui a opposé les ténors socialistes – au premier rang desquels M. Jospin – a pris une telle ampleur, et mobilisé tant d'énergie depuis des semaines, que les dossiers les plus urgents ont été gelés, les arbitrages suspendus, les décisions différées. Le schéma de développement national esquissé en janvier ? Reporté après le congrès. La redistribution éventuelle, entre Etat et collectivités locales, des pouvoirs en matière d'enseignement supérieur ? Le dossier de l'aide sociale aux étudiants ? Le casse-tête universitaire de la région parisienne ?... Après le congrès !

Et pourtant le temps presse. Selon le mot d'un recteur : *« On est assis sur une poudrière. »* Pour s'en convaincre, il suffit d'analyser les chiffres de la dernière rentrée universitaire établis par le ministère depuis un mois et qui n'ont pas encore été rendus publics : à la rentrée 1989, le nombre des étudiants a augmenté de plus de 80 000, soit une croissance de 7,8 % contre 5 % l'année précédente. Si l'on y ajoute les élèves des classes préparatoires et ceux des sections de techniciens supérieurs, la crue des étudiants dépasse, en réalité, 90 000.

Cette éruption qui porte les effectifs universitaires à 1 111 000 étudiants a déjoué toutes les prévisions initiales du ministère et explique, pour une part, les tensions de l'automne dernier. A l'exception de la médecine, elle touche toutes les disciplines : + 14 000 étudiants en droit, + 9 000 en sciences économiques, + 9 000 en administration économique et sociale, + 36 000 en lettres, + 17 000 en sciences.

### Des projets insuffisants

La croissance pèse très lourdement sur les premiers cycles (+ 8,6 % entre la rentrée 1988 et la rentrée 1989), mais ils ne sont plus seuls sous pression : en licence et maîtrise, la poussée des effectifs est spectaculaire cette année (+ 10,4 %), ce qui confirme le mouvement général de poursuite et d'allongement des études. Même les troisièmes cycles ne sont plus à l'abri (+ 4,6 %). Enfin, toutes les régions sont peu ou prou touchées : à Nancy II et Paris VIII (Saint-Denis), les effectifs des seuls premiers cycles ont augmenté de près de 20 %, à Brest et Angers de 17 %, à Aix-Marseille-III de 15 %, à Dijon, Lille-III et Lyon-II, de plus de 13 % à Nantes et à Poitiers de 12 %.

Ces coups de boutoir sont sans équivalent depuis les années 60. Ils viennent ébranler des universités déjà surchargées. Et leur onde de choc se propagera pendant plusieurs années. Si on tient compte de l'effet cumulé des 50 000 étudiants supplémentaires de la rentrée 1988, des 80 000 de la rentrée 1989 et de l'augmentation cette année des élèves de classes terminales qui frapperont dans quelques mois à la porte des universités, on peut – sans grand risque de se tromper – estimer que le flot augmentera encore, à la prochaine rentrée, de quelque 100 000 étudiants. Une telle accélération permet de mesurer l'ampleur des besoins et l'urgence des solutions à trouver.

Le ministre de l'éducation avait clairement perçu et posé le problème dans le projet de « schéma d'aménagement des enseignements supérieurs » soumis au premier ministre en décembre dernier (*le Monde* du 5 janvier). Il proposait de construire en cinq ans 1 million de mètres carrés de locaux supplémentaires. Et il enclenchait rapidement le processus, au début de l'année (*le Monde* du 10 janvier), en obtenant une rallonge budgétaire permettant, en principe, d'aménager 200 000 mètres carrés nouveaux, dès la prochaine rentrée. Or il ne fait plus de doute que ces projets sont insuffisants : si l'on veut maintenir les normes actuelles, déjà très faibles (5 mètres carrés en moyenne par étudiant) ce sont donc quelque 500 000 mètres carrés supplémentaires qu'il faudrait construire d'ici à l'automne prochain pour accueillir environ 100 000 étudiants de plus...

Il faudrait donc forcer considérablement les feux. La préparation du congrès socialiste – ajoutée à la complexité des problèmes et à l'ampleur des efforts budgétaires – a eu l'effet inverse. En effet, à la veille d'un congrès incertain, personne – ni du côté de Matignon et encore moins du côté du budget – ne semblait disposé à apporter sur un plateau au ministre de l'éducation nationale l'enveloppe de 14 milliards de francs sur cinq ans qu'il réclame pour remettre à flot l'université. Du coup les arbitrages ont été différés et le calendrier fixé initialement par M. Jospin est retardé de plusieurs mois. Il prévoyait l'adoption de son schéma national en avril ; l'échéance est aujourd'hui reportée à novembre.

Auparavant, il entend, en effet, procéder à une double concertation. Dans un document établi il y a quelques jours et intitulé « Universités 2000 », il envisage tout d'abord de préparer des schémas régionaux de développement des enseignements supérieurs qui seraient présentés et discutés avec l'ensemble des partenaires concernés, dans chaque académie, à l'occasion d'« assises régionales » organisées au mois de mai. Puis se réuniraient au mois de juin, pendant quatre jours à la Sorbonne, des Assises nationales chargées de faire la synthèse de l'ensemble des projets régionaux. Le président de la République et le premier ministre ont déjà donné leur accord de principe pour présider effectivement cette grande messe universitaire.

### Partager le fardeau

On notera au passage que cette avalanche de colloques destinés à mobiliser tous les acteurs du monde universitaire et des régions, risque de court-circuiter toute la politique des contrats Etat-universités engagée depuis des mois. A quoi bon réfléchir sérieusement à notre avenir, risquent d'objecter bien des universités, si les jeux sont faits d'ici trois mois ?

Reste un problème-clef : le financement de ces investissements, puis du fonctionnement des universités. A l'exception du budget, beaucoup jugent l'enveloppe de 14 milliards de francs demandés par M. Jospin notoirement insuffisante pour répondre véritablement aux besoins. D'autre part, l'Etat pourra-t-il et voudra-t-il assumer seul ces investissements ? La tentation est grande de partager le fardeau avec les collectivités territoriales. Or celles-ci ne sont pas prêtes à mettre la main à la poche sans contreparties sérieuses, comme la participation réelle au choix des filières et des implantations nouvelles. La première mouture du projet de loi de décentralisation préparé – pour la session parlementaire de printemps – par le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, prévoit un très large transfert de charges et de compétences universitaires à des *« fédérations de régions »*. Lionel Jospin a, jusqu'à présent, réussi à s'y opposer. Mais pourra-t-il longtemps bloquer un processus qui, à Matignon, voire à l'Elysée, paraît inéluctable ?

Enfin les problèmes de locaux, si urgents soient-ils, ne pourront éternellement occulter une question décisive à long terme : des bacheliers pour quoi faire ? La poussée spectaculaire des nouveaux étudiants oblige, plus que jamais, à redéfinir le rôle et la place des premiers cycles universitaires. A la demande du ministre de l'éducation, chaque acteur va organiser dans les prochaines semaines un colloque académique sur l'avenir des premiers cycles. Mais depuis quelques années, toutes les solutions ont été imaginées, proposées et testées ici ou là. Le temps est-il encore aux colloques... ou aux décisions ?

**GÉRARD COURTOIS**

Etabli par Mme Ségolène Royal

# Un rapport parlementaire préconise la suppression de l'heure d'été

**Mme Ségolène Royal, député socialiste des Deux-Sèvres, a rendu public, mardi 20 mars, un rapport sur l'heure d'été qui lui avait été demandé en octobre 1989 par M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire. Dans ce document de dix pages, accompagné de plusieurs annexes, elle se prononce pour le retour à la formule antérieure à 1976, c'est-à-dire une heure unique, toute l'année, à GMT + 1. C'est au cours du week-end prochain que la France passera à l'heure d'été, en avançant ses pendules d'une heure. Lundi, les Français devront se lever une heure plus tôt.**

Le ministre de l'industrie était parti de deux constats : d'une part, les protestations contre l'heure d'été sont de plus en plus nombreuses ; d'autre part, les économies d'énergie escomptées par cette mesure sont de moins en moins évidentes. C'est en faisant des remarques similaires que la Commission européenne avait demandé, en décembre 1983, aux Etats membres de réétudier la question.

Jusqu'en 1916, la France ne comptait qu'une seule heure toute l'année : l'heure solaire (GMT). Pour accompagner l'effort de guerre et réaliser des économies d'énergie, l'heure d'été fut instituée (GMT + 1). En 1940, l'occupant imposa l'heure allemande (l'actuelle heure d'été, GMT + 2) qu'on s'empressa de supprimer en 1945. La France connut de nouveau une heure unique, mais cette fois GMT + 1, c'est-à-dire un compromis entre l'heure de Greenwich et l'heure allemande. Le dernier changement intervint en 1976, pour répondre au « choc pétrolier » et réaliser des économies d'énergie.

AU LIT LE MARCHAND D'ÉQUIVALENT-PÉTROLE VA PASSER !

PESSIN

### « C'est l'enfer »

*« La France comptait économiser l'équivalent de 300 000 tonnes de pétrole par an,* souligne Mme Ségolène Royal. *Or, EDF estime aujourd'hui qu'on ne gagne pas un centime en devises. Ceux qui calculent autrement ne tiennent compte que de l'économie réalisée par les particuliers, oubliant l'industrie, les transports et le coût provoqué par le passage de l'heure d'été. »*

Outre cette non-économie d'énergie, le député des Deux-Sèvres fait plusieurs reproches à l'heure d'été. D'abord, les perturbations du rythme de vie, avec leur incidence sur la santé (encadré ci-contre). Puis, les préjudices subis par le monde rural, avec le décalage de la journée de travail : le matin, l'herbe est mouillée ; le soir, on travaille encore alors que le reste de la famille est déjà réuni devant la télévision. *« L'agriculteur devient un marginal par rapport au reste de la société. Sans parler du rythme de vie des animaux, avec par exemple un décalage sur la traite des vaches qui met un mois à se résorber... »* L'auteur du rapport souligne enfin les contraintes que l'heure d'été impose à certains travailleurs en ville : ceux qui se lèvent très tôt le matin ou ceux qui font « les trois huit ». Pour ces derniers, la vie est déjà difficile. *« Quand on y ajoute le décalage horaire, c'est l'enfer. »*

Il existe actuellement trois solutions, souligne Mme Royal. La première est de maintenir le système actuel, *« mais il n'y a aucune raison »*. La deuxième est de s'aligner sur l'heure anglaise (GMT en hiver, GMT + 1 en été) déjà adoptée par l'Irlande et le Portugal. La troisième solution est de supprimer tout simplement l'heure d'été et de rester à GMT + 1 toute l'année, formule qui lui paraît être la plus sage.

### Solution européenne

*« Il faudrait bien sûr consulter d'abord nos partenaires européens,* dit le député des Deux-Sèvres. *Mais l'obstacle diplomatique n'est pas insurmontable. Il faudrait surtout vaincre les réticences de l'administration. »* Ayant été en pointe en 1976, ayant réussi à rallier la plupart des Etats de la CEE à sa formule, la France a en effet du mal à revenir en arrière. Auteur d'un ouvrage récent intitulé *les Bébés zappeurs*, Mme Royal remarque : *« Si on veut vraiment que les Français se couchent tôt, il n'y a qu'à avancer les programmes télévisés. Dans la plupart des pays d'Europe, on n'attend pas vingt heures pour donner les informations du soir. »*

Supprimer l'heure d'été ? On n'a pas fini d'en débattre. Le sujet est de ceux qui divisent volontiers la France en deux camps. Depuis qu'elle prépare son rapport – discrètement, pourtant – le député des Deux-Sèvres a reçu mille deux cents lettres...

**R. S.**

## Les fatigues de l'horloge

Les médecins perçoivent-ils les conséquences sur l'organisme humain de ce décalage horaire imposé à la collectivité qu'est le passage à l'heure d'été ? Si l'on en croit les résultats du sondage SOFRES réalisé par minitel, en janvier dernier, pour le ministère de l'industrie auprès de deux cent cinquante-huit médecins généralistes, près d'un praticien français sur deux (46 %) pense que l'heure d'été a un impact négatif sur la santé de ses patients. Il s'agit avant tout de médecins exerçant dans le sud et l'ouest de la France. Dix-neuf pour cent des médecins interrogés pensent, d'autre part, que le changement d'heure entraîne une augmentation du volume de leurs prescriptions de médicaments.

La contestation de l'heure d'été (1) n'est pas sans fondements biologiques et médicaux (*le Monde* daté 8 et 9 avril 1984). C'est ainsi que dès 1976, le professeur Boris Sandler, pédiatre et spécialiste de néonatalogie (CHR de Bordeaux) s'était inquiété du nombre d'enfants amenés à cette période de l'année en consultation par leur mère pour des troubles du sommeil. *« Il s'agissait le plus souvent de jeunes qui, le soir, ne parvenaient pas à s'endormir et qui, le matin, ne pouvaient se réveiller. »*

*« Au départ, j'ai fait comme tout le monde,* explique le professeur Sandler, *j'ai prescrit des médicaments, puis j'ai établi le rapport qu'il y avait entre ces troubles et la modification de l'heure. J'ai alors conseillé aux mères de coucher leurs enfants plus tôt. Facile à dire, mais bien difficile à faire. »*

Pour ce spécialiste, c'est parce qu'elle vient bouleverser la réalité des rythmes biologiques que l'heure d'été entraîne très fréquemment l'apparition, vers la mi-mai, d'une fatigue réelle, d'autant plus insidieuse qu'on oublie de la rattacher à la modification imposée de l'heure. Tout se passe comme si on instaurait un décalage entre les rythmes biologiques circadiens de notre espèce (réglés par le soleil) et le temps social, inscrit sur les montres et les pendules, en avance de deux heures sur le premier.

Les effets négatifs de ce bouleversement sont particulièrement nets chez tous ceux qui sont appelés à exercer leur métier à l'extérieur, les agriculteurs, les travailleurs du bâtiment, des travaux publics ou les forestiers. En fait les conséquences sont très diffuses. Ainsi, par exemple dans les hôpitaux et les maisons de retraite où le repas du soir est servi toute l'année vers 19 heures, on passe avec l'heure d'été à des repas qui sont servis, en fait à 17 heures au soleil, c'est-à-dire en plein après-midi, à un moment où la température est élevée, les malades ayant ensuite des soirées interminables, puis des troubles de l'endormissement.

Tout ainsi est réuni pour créer une *« chronofatigue »* d'origine totalement artificielle et qui pourrait, sans difficulté aucune, être prévenue.

**JEAN-YVES NAU**

(1) *Association contre l'heure d'été*, 14, avenue de Saint-Germain, 78160 Marly-le-Roi. Tél. : 39-58-00-91.

# SOCIÉTÉ

## JUSTICE

### Dans les Hauts-de-Seine

## Un inspecteur de police condamné à deux ans de prison

*Le tribunal correctionnel de Versailles a condamné, lundi 19 mars, à quatre ans d'emprisonnement dont deux avec sursis et au versement de 1,5 million de francs de dommages et intérêts, M. Christian Champmartin, quarante-trois ans, un inspecteur de police de Courbevoir (Hauts-de-Seine), prévenu de vols, de falsifications et usages de chèques et d'abus de confiance dans l'exercice de ses fonctions. Son épouse, accusée de complicité, a été condamnée à douze mois de prison avec sursis.*

Le policier était chargé, principalement entre 1986 et 1989, des enquêtes lors des décès de personnes âgées vivant le plus souvent seules et ne laissant pas d'héritiers. En fait, il en profitait pour compulser les papiers personnels des personnes décédées, prendre connaissance de leurs livres de comptes et s'approprier leurs biens soit directement, espèces et chéquiers, soit indirectement, en gagnant la confiance d'héritiers âgés.

Une vingtaine de délits lui ont été reprochés, principalement à Courbevoie et à Viroflay (Yvelines), pour un préjudice avoisinant 3 millions de francs. Le couple a en outre été condamné à trois ans de mise à l'épreuve avec obligation de rembourser les victimes.

□ **Un policier suspendu de ses fonctions.** — André Pommarède, cinquante-quatre ans, le policier de la Brigade de répression du proxénétisme (BRP), interpellé puis inculpé dans le cours d'une enquête rue Saint-Denis, à Paris, a été suspendu de ses fonctions par le préfet de police de Paris. Chef inspecteur divisionnaire à la BRP, le policier avait ensuite été inculpé de *« complicité de mise à disposition de studios en vue de la prostitution »* par le juge parisien, M. Roger Ribault, et placé sous contrôle judiciaire (*le Monde* du 20 mars). Douze autres personnes, dont un ancien policier retraité, avaient été également inculpées.

### Un arrêt de la Cour de cassation

## Les écoutes téléphoniques non autorisées par un juge sont illégales

**Selon une décision récente de la Cour de cassation, les services de police ne peuvent, au cours d'une enquête préliminaire, procéder à l'écoute et à l'enregistrement d'une conversation téléphonique sans y avoir été autorisés préalablement par un juge. Passé inaperçu, cet arrêt, rendu le 24 novembre 1989, sanctionne une pratique policière courante : la mise en place d'écoutes téléphoniques administratives, sans assises légales, dans le cours d'investigations préliminaires, régularisées *a posteriori* par le parquet ou par un juge d'instruction. Plus généralement, la pratique française des écoutes téléphoniques continue d'être critiquée par la Commission européenne des droits de l'homme.**

En 1982, le rapport de la commission d'études sur les écoutes téléphoniques présidée par M. Roger Schmelck, premier président de la Cour de cassation, s'était déjà inquiété *« des écoutes pratiquées à l'occasion de l'enquête préliminaire de police »*. Réclamant pour les écoutes judiciaires *« la mise sur pied d'un ensemble de normes nouvelles »*, ce rapport, dont le gouvernement de l'époque refusa la publication, condamnait la mise en place d'écoutes téléphoniques administratives permettant à la police d'étayer des soupçons avant que ne soit ouverte une information judiciaire en bonne et due forme. *« Si la nécessité d'une écoute téléphonique apparaît dans le cadre de l'enquête préliminaire,* écrivait la commission, *cela implique que l'on se trouve en présence d'une infraction grave. Dans ce cas, il appartiendrait au parquet d'ouvrir une information et le juge d'instruction serait alors compétent pour prescrire une mesure de surveillance d'une ligne téléphonique. »*

Ce rapport et ses recommandations sont restés lettre morte. Mais la Cour de cassation lui reste fidèle, ainsi que le prouve l'arrêt rendu en assemblée plénière le 24 novembre 1989. A l'origine, un pourvoi formé par Hervé Derrien, inculpé dans une affaire d'infraction à la législation sur les stupéfiants. Il demandait l'annulation d'une pièce du dossier : un procès-verbal d'écoute et d'enregistrement d'une conversation téléphonique entre son co-inculpé, Christian Baribeau, et l'un de ses « clients », André Salmeron. Avisé de ce que Baribeau se livrerait au trafic de stupéfiants, les policiers, de leur *propre initiative, sans en référer au* parquet, ont incité Salmeron à lui téléphoner en vue de prendre rendez-vous pour une livraison de drogue. L'entretien fut enregistré. A l'heure convenue du rendez-vous, les policiers ont pu ainsi pénétrer dans le domicile du revendeur, interpeller ses occupants et procéder à une perquisition.

La Cour de cassation, qui n'est pas suspecte de sympathie pour les trafiquants de drogue, estime que, ce faisant, les policiers ont violé l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que les articles 81 et 151 du code de procédure pénale. Se plaçant sur le terrain des libertés individuelles, la Cour de cassation rappelle qu'*« il ne peut y avoir ingérence des autorités publiques dans les conversations téléphoniques que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi »*. Elle ajoute que les dispositions du code de procédure pénale *« ne permettent qu'au juge d'instruction d'ordonner, dans certaines conditions, des écoutes et des enregistrements d'entretiens téléphoniques »*.

Cette décision est importante, dans la mesure où elle souligne le caractère illégal de la pratique française des écoutes téléphoniques : la méthode réprouvée par la Cour de cassation est, en effet, *fréquemment utilisée par les policiers* afin de pouvoir « amorcer » une affaire sur laquelle ils n'ont à l'origine que peu d'éléments. Il arrive ainsi que des services de police judiciaire aient recours aux écoutes dites « administratives », laissées à la discrétion du gouvernement et dépourvues, elles, de tout cadre légal, qui ensuite cèdent la place à des écoutes judiciaires, ordonnées par un juge.

### Respect de la vie privée

Affirmant que *« toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance »*, l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme n'admet une ingérence de l'autorité publique dans l'exercice de ce droit que si elle est *« prévue par la loi »* et nécessaire à la *« sécurité nationale »* et à la *« sûreté publique »*. Or la France, sans états d'âme apparents, ne respecte aucunement ces garanties fondamentales. C'est du moins l'avis de la Commission européenne des droits de l'homme dans un rapport rendu le 14 décembre 1988 (1).

Selon la commission de Strasbourg, les articles 81 et 151 du code de procédure pénale, qui permettent au juge d'instruction de procéder *« à tous les actes d'information qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité », « n'offrent pas en matière d'écoutes téléphoniques une garantie suffisante contre l'arbitraire »*. Non seulement les écoutes téléphoniques ne sont pas expressément mentionnées dans le code de procédure mais, de plus, *« aucune référence n'est faite aux droits des personnes dont les lignes téléphoniques ont été placées sur écoute (...) ainsi qu'aux limites individuelles de ce droit »*. La Commission souligne les *« lacunes importantes »* de la législation française : *« L'absence de délimitation précise et expresse des situations permettant l'interception des communications téléphoniques d'un individu ainsi que l'absence de toute référence à la gravité des faits instruits. »*

Rapportant sur une requête d'un couple de citoyens français ayant pourtant été inculpés de fraude fiscale et de faux en écritures de commerce à la suite d'une écoute téléphonique judiciaire, la Commission n'en conclut pas moins qu'en l'état actuel de la législation française de telles pratiques ne sont pas *« prévues par la loi »*.

**EDWY PLENEL**

(1) *Epoux Huvig contre France,* requête nº 11105/84.

### Une décision de la cour d'appel de Versailles

## Prison ferme pour propagande « révisionniste »

La cour d'appel de Versailles a *condamné*, le mercredi 14 mars, Alain Guionnet, âgé de trente-six ans, à un mois d'emprisonnement ferme et au versement de 2 500 francs de dommages et intérêts à la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), pour *« provocation à la haine raciale »*.

Alain Guionnet avait été interpellé, le 19 novembre 1988, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) en possession de plusieurs autocollants de propagande révisionniste, proclamant *« l'inexistence des chambres à gaz »*. Condamné à 5 000 francs d'amende le 8 juin 1989 par le tribunal correctionnel de Nanterre, Alain Guionnet avait fait appel de ce premier jugement.

Alain Guionnet dirige la revue *Révision*, diffusée par les NMPP, connue pour ses propagandes racistes et antisémites. Dans un éditorial du numéro de mai 1989, signé de son pseudonyme Attila Lemage et intitulé *« aux membres du lobby juif »*, il revendique cette formule : *« L'antisémitisme est une création juive »*. Le même numéro publie le *Protocole des sages de Sion*, célèbre faux antisémite, où Alain Guionnet voit néanmoins *« une illustration de l'antique volonté des juifs de devenir maîtres du monde »*.

## FAITS DIVERS

### A Marseille

## Le désespoir d'un fils de harki

Un jeune fils de harki, âgé de vingt-cinq ans, Hacène Arti, s'est barricadé, lundi 19 mars à Marseille, durant plus de six heures, dans les locaux de la délégation départementale chargée des rapatriés pour réclamer la création d'un secrétariat d'Etat aux rapatriés et attirer l'attention sur le sort des harkis, supplétifs de l'armée française durant la guerre d'Algérie.

En possession d'armes factices, le jeune homme s'est finalement rendu à la police, où il a été entendu brièvement avant d'être remis en liberté. N'ayant commis ni violence ni dégradation, il ne devrait pas être poursuivi.

Saisissant l'occasion du vingt-huitième anniversaire de la signature des accords d'Evian, qui mirent fin à la guerre, le 19 mars 1962, Hacène Arti avait fait irruption, peu avant 10 heures, dans les locaux de la délégation aux rapatriés, avant de se retrancher dans un bureau. Dans un tract, le jeune homme dénonçait *« l'indifférence et l'ingratitude »* dans lesquelles *« la population harkie avait dû agoniser durant vingt-huit ans »*. Voulant *« en finir avec ce cauchemar,* précisait ce communiqué, *nous réclamons notre place dans la société française »*.

□ **Démantèlement d'un trafic d'armes en Dordogne.** — Sept personnes ont été inculpées, et quatre d'entre elles écrouées, lundi 19 mars, à Bergerac (Dordogne), pour usage, détention et commerce d'armes et de munitions. Les policiers de Bergerac et de Périgueux ont saisi une dizaine de fusils de guerre de modèles anciens et modernes non neutralisés, une quinzaine d'armes de poing et près de 50 kilos de munitions diverses au cours de perquisitions à Bergerac, Agen et Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), Brive (Corrèze) et Saint-Maixent (Deux-Sèvres). Selon les premiers éléments de l'enquête, ces armes étaient vraisemblablement destinées à des collectionneurs.

## EN BREF

□ **Appel du parquet de Marseille contre la remise en liberté du sous-brigadier Marin.** — Inculpé de coups mortels après avoir tué, le 6 mars, Saad Saoudi lors d'un transfèrement judiciaire, le sous-brigadier Jean-Claude Marin avait été remis en liberté sous contrôle judiciaire, le 12 mars après cinq jours en détention. Le parquet de Marseille a fait appel, lundi 19 mars, de cette remise en liberté. La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence doit se prononcer dans un délai de vingt jours sur cet appel. Le juge d'instruction, Mme Nicole Di Tomaso, avait signé l'ordonnance de remise en liberté après la reconstitution, en estimant que *« la manifestation de la vérité ne nécessitait pas le maintien en détention du sous-brigadier »*.

□ **Attaque du fourgon de Sécuripost : deux suspects écroués.** — Gilles Giudicelli, trente-quatre ans, et Jean Albou, trente-cinq ans, deux des auteurs présumés de l'attaque du fourgon de Sécuripost, le 13 mars, à Marseille, ont été inculpés, lundi 19 mars, d'assassinat, de tentative d'assassinat, d'association de malfaiteurs, de vol aggravé criminel, d'infraction à la législation sur les armes et les explosifs et de destruction par explosif, par le juge d'instruction chargé de l'affaire, Mme Béatrice de Valon. Interpellés samedi 17 mars dans la région de Cannes (*le Monde* du 20 mars), ils ont été écroués à l'issue du débat contradictoire, lundi dans la soirée.

□ **Inculpation du voisin de la jeune Vietnamienne tuée dans la banlieue de Lyon.** — Le voisin de N'Guyen Tri Kin, la jeune Vietnamienne de quinze ans retrouvée morte, dimanche 18 mars, dans l'ascenseur de son immeuble, à Rillieux-la-Pape (Rhône), a été inculpé, lundi 19 mars, d'homicide volontaire et de viol, et écroué. Bruno Ballois, vingt et un ans, aurait attiré la jeune fille dans son appartement, au quatrième étage de l'immeuble, avant de la violer et de l'étrangler. Il aurait emballé les vêtements de la victime dans un sac de plastique dissimulé dans l'une des caves de l'immeuble. Bruno Ballois, qui a reconnu le meurtre mais pas le viol, a été interpellé lundi matin par les gendarmes de la brigade de Rillieux-la-Pape.

□ **Cyrille Neven condamné pour outrage à agents.** — Le champion motocycliste Cyrille Neven, qui comparaissait, lundi 19 mars, devant le tribunal correctionnel d'Orléans (Loiret) pour outrage à agents a été condamné à 8000 F d'amende. Le 25 mai 1988, le quintuple vainqueur du Paris-Dakar avait insulté trois agents qui lui reprochaient d'avoir brûlé un feu rouge. Il avait alors été frappé d'une suspension administrative de son permis, mais le représentant du ministère public, lors de l'audience, a réclamé une prolongation de trois mois assortie d'une amende proportionnelle aux revenus.

## SPORTS

□ **TENNIS : Nathalie Herreman élimine le meilleur espoir américain.** — Au tournoi de Key Biskayne (Floride), Jennifer Capriati, treize ans, grand espoir du tennis féminin aux Etat-Unis, a été battue en huitièmes de finale par la Française Nathalie Herreman, vingt-quatre ans. Celle-ci a gagné en deux sets (6-2, 6-4), se qualifiant pour la première fois dans un tournoi important.

## DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH
*de l'Académie française*

# Élatéridés

MERCREDI 14 mars. Une photo de groupe, est-ce le bon passeport pour la postérité ? On en connaît de fameuses, par leurs promesses : Camus, Sartre et autres faisant les pitres chez Picasso, pendant la guerre ; les champions du nouveau roman descendus dans la rue... Bernard-Palissy.

Des auteurs « rares », comme on le dit des gaz, décident que leur rareté vaut école. Sous le titre *Hexaméron*, ils publient des textes reliés ensemble par quelque chose dont ils s'expliquent en conférence de presse à la Maison des écrivains. Les marginaux du sixième arrondissement se bousculent pour *saisir ce lien, alternative possible aux chienlits médiatiques qui les navrent.*

Il serait, ce lien, « de l'ordre de », il *« aurait à voir avec »*. Le public devra se contenter de ces approximations post-freudiennes. C'est ardu de chercher aux mots des sens tant soit peu inédits ; ça coûte des tombereaux de cigarettes tordues, de brouillons froissés, d'aubes âcres, de ricanements amis.

Où est l'important ?

JEUDI 15 mars. Oui, où est l'essentiel ? Est-ce le jour où l'Académie, tandis que la planète roule dans la galaxie, que l'Est craque, que Wilno et Berlin votent, *que Soupault meurt, est-ce le jour où l'Académie*, tous rideaux tirés à cause du soleil de printemps, violent comme une lumière de glacier, se penche amoureusement sur le mot *élatéridé ?*

Le mot, passe encore, il sonne sagement zoologique ; c'est la chose qui donne à l'instant son incongruité. L'*élatéridé* — le saviez-vous ? — est un coléoptère dont la caractéristique est de savoir ne pas rester sur le dos s'il s'y est malencontreusement fourré. Pourquoi s'y mettre, direz-vous ? Par quel goût de l'exploit fou ? La science ne le précise pas. *Alors que le hanneton, ce pataud,* y reste, sur le dos, par suite d'un raté de l'évolution qui a enchanté plus d'un cancre en fond de classe, l' *élatéridé*, lui, dispose d'un appendice dorsal dûment musclé grâce à quoi, pfuitt !, le voilà sur ses pattes, prêt à de nouvelles prouesses.

Pendant un bon quart d'heure, des agrégés de toutes disciplines, des patrons de médecine, des philosophes, des poètes, des anciens ministres, tous enviés d'être là, n'ont rien de plus urgent au monde que de bien comprendre comment ce coléoptère fait la pige aux acrobates de la politique, afin de définir au plus juste cette agilité inouïe, à l'usage d'une poignée de curieux, le siècle prochain...

Si Roger Caillois siégeait encore quai de Conti, l'occasion aurait été bonne de l'interroger sur les « haricots sauteurs » qui l'ont brouillé avec les surréalistes, lui, Caillois, tenant à s'expliquer comment des légumes pouvaient bien bondir d'une boîte, et le reste du groupe soucieux de préserver le mystère. Les devoirs de la raison face aux droits de la poésie, Valéry contre Breton : ce sujet de dissertation, Caillois le vivait dans sa chair, jusqu'à en perdre le souffle.

VENDREDI 16 mars. On comprend que tant de jeunes gens rêvent de métiers créatifs. *Non seulement il* n'y en a que pour eux, dans la presse ; mais quel luxe joyeux !

*Prenez les projets de films. Vient un jour,* celui du « casting », où auteurs et producteurs jouent à s'offrir les distributions les *plus échevelées*. Pourquoi pas Untel pour faire Untel ? Les photos d'annuaires proposent leurs mines pénétrées ou farceuses. Privilège quasi divin d'inventer des destins et de leur trouver des physionomies !

Finalement, le générique répondra à d'infinies sagesses. Mais pendant ces instants de délire, on se sent un entrain d'élatéridé !

SAMEDI 17 mars. Lamazou, le vainqueur du tour du monde à la voile en solitaire et sans escale, est peintre. *C'était le cas de Marin Marie, qui a ouvert la* voie, dans les années 30, à ces défis mouillés envers soi-même.

Peindre, *c'est se résigner à borner ce que* l'on voit. Entre la servitude du cadre à deux dimensions et le vertige des 360 degrés d'horizon s'opère un singulier va-et-vient. Marin Marie parle de cette fascination avec une égale gourmandise pour l'assemblage des carènes et celui des mots (*Vent dessus, vent dedans*, Gallimard, 288 p., 98 F). De son vivant, ces souvenirs n'étaient accessibles qu'en anglais, comme certains textes du philosophe Derrida, *récemment traduits.* Ils ont bonne mine, nos chantres de la francophonie !

Il y a cinquante ans, traverser seul l'Atlantique posait des problèmes défensifs, de ligne Maginot. Il s'agissait de choisir les plans les plus convaincants, le chantier le plus éprouvé, le bordé et l'accastillage qui résisteraient le mieux aux assauts des lames et de la corrosion, *sachant que n'existaient* aucun des matériaux imputrescibles d'aujourd'hui ni aucune des aides électroniques.

Désormais, constructeurs et équipages prennent l'offensive. Carbone, titane et ordinateurs vont virer au ras des terres australes comme on tournait naguère une bouée de régate, et bouclent en trois mois un tour qui durait deux ans. Le risque de chavirer, de casser, ce risque lui se payait, du temps de Marin Marie, en silences interminables, en retrouvailles de miraculé, il se calcule au millième, se soupèse. *Un jour*, on télécommandera des coques inhabitées, comme au bassin des Tuileries : et tant pis si elles se *perdent* sous le jet d'eau ! Aux *natures* rugueuses des pionniers ont succédé des athlètes exacts ; aux philosophies du dos rond celle du défi en souplesse, de l'*élatéridé* tout en dorsaux puissants ; aux burinages perplexes, des faces d'ange, lumineuses d'intrépidité.

Et maintenant, quelle folie améliorée s'annonce ? Moins de cent jours en monocoque barré par une femme enceinte ? En mer comme en montagne, il reste toujours une « face nord » inviolée. Plaisant siècle où les guerriers, touchons du bois, font place à des as du saut périlleux, les anciens combattants à des *élatéridés* bondissant dans le soleil.

DIMANCHE 18 mars. Soirée avec Kersauzon, dont Lamazou vient d'écra*ser le record. On ne peut imaginer* plus différents que ces deux champions du tour complet en solo. Lamazou vient du désert, du silence médité ; Kersauzon arrive de la Bretagne ombrageuse, et du cabaret volubile.

C'est un chansonnier fou, Olivier. Lorsqu'il se lance dans une improvisation accélérée, il rit de l'œil comme le dauphin au plus haut du rebond, et les mots filent sous la coque comme dans les *départs* au surf. La barre ne répond plus, ne commande plus au sens de ce qui est dit. Se dépasser, se sentir *dépassé par ses propres élans : n'est*-ce pas ce qui, pour Marin Marie, comme pour Lamazou, s'appelle la volupté ?

*Exprès, il n'a pas été question de Lamazou*, avec Kersauzon (les exploits de cette taille supposent des fiertés et des blessures *d'enfants les plus respectables !*). Nous avons parlé d'une autre aventure que des dizaines de milliards d'humains ont déjà *vécue* et qui reste, pour chacun, l'unique record à battre : notre trépas.

Parler de la mer ou de la mort, c'est tout un.

# SOCIÉTÉ

## DÉFENSE

Dans les missions nucléaires à longue distance

# Le Rafale pourrait remplacer le Mirage-IV

**L'armée de l'air songe au *Rafale pour remplacer*, au milieu de l'actuelle décennie, son bombardier nucléaire Mirage IV pour des missions stratégiques à longue distance. *On s'en doutait un peu* (*le Monde* du 16 mars). Mais voilà *qu'un article du dernier numéro du mensuel Armées d'aujourd'hui*, officiellement édité par le ministère de la défense, accrédite cette éventualité.**

Depuis 1964, la France a déployé soixante-deux avions Mirage IV, destinés à larguer une bombe nucléaire de 70 kilotonnes (environ quatre fois la puissance de l'explosion sur Hiroshima), en complément des missiles fixes S 3 *D enfouis en Haute-Provence*, et des sous-marins stratégiques *lance-missiles, rénovés sur le* modèle de l'*Inflexible*.

En 1988, *cette panoplie aéroportée* a été modernisée, avec l'adjonction – sur dix-huit *exemplaires du* Mirage IV – d'un missile ASMP (air-sol à moyenne *portée*), qui est capable de transporter une charge nucléaire de 300 kilotonnes (soit plus de quinze fois l'énergie de la bombe sur Hiroshima) sur une distance de 100 à 300 kilomètres, selon l'altitude du tir.

En principe, ces Mirage IV, dont certains ont, de surcroît, accompli des missions de renseignement lors des opérations en Afrique, devraient être retirés du service opérationnel en 1996.

Dans le dernier numéro de la revue *Armées d'aujourd'hui*, le lieutenant-colonel Patrick Thouverez, qui est officier stagiaire à l'Ecole supérieure de guerre aérienne après avoir servi aux Forces aériennes stratégiques dont relèvent les Mirage IV, écrit que le Rafale ACT (avion de combat tactique) est le successeur désigné du bombardier nucléaire si on l'arme, d'autre part, d'un nouveau missile air-sol capable *d'une portée* accrue par rapport à celle de l'ASMP et dénommé ASLP (air-sol à *longue* portée).

### *Un missile de 1 000 km de portée*

Comparé au Mirage IV, le Rafale du groupe Dassault a un rayon d'action supérieur de 10 %, en raison de la moindre consommation de ses réacteurs M 88 de la SNECMA. Il a été rendu « furtif », c'est-à-dire qu'il est moins aisément détectable par les radars adverses. Il utilise des pistes plus courtes et le nombre accru de ses points d'accrochage, sous les ailes et sous le fuselage, permet d'emporter une masse et une variété plus grandes d'armes.

Parmi les armements du Rafale, le moindre ne serait pas, dans ces conditions, un missile ASLP, en cours de définition au groupe Aérospatiale, qui aurait une portée – une fois tiré en altitude – de 1 000 à 1 200 kilomètres pour *mieux échapper encore à la détection* aérienne d'un système adverse de défense.

Selon le lieutenant-colonel Thouverez, le tandem Rafale-ASLP constitue, par ses performances, la solution de remplacement du couple actuel Mirage IV-ASMP dans ses missions de dissuasion.

Nul doute que l'article paru dans *Armées d'aujourd'hui*, sous la plume de cet officier supérieur, ne représente le point de vue de l'état-major de l'armée de l'air sur l'avenir de ce qu'on appelle traditionnellement la *« composante pilotée »* des Forces aériennes stratégiques, par opposition à la « composante » formée à partir des missiles enterrés en silos au plateau d'Albion. A sa façon, il rejoint les propos de l'ingénieur en chef Robert Finance, le directeur du programme Rafale à la Délégation générale pour l'armement, qui a révélé, la semaine dernière, que cet avion de combat pourrait aussi transporter le missile ASMP.

A l'Est, comme à l'Ouest, toutes les armées de l'air cherchent à préserver – au nom de la nécessité de ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier – la *« composante pilotée »* de la dissuasion, à côté des missiles sol-sol et des sous-marins stratégiques. Il reste à *savoir si de telles réflexions sont* compatibles avec des négociations *de Vienne qui s'inquiètent* de cette double capacité (classique/nucléaire) des avions modernes

J. I.

## MÉDECINE

Une rencontre à Paris de malades et de leurs proches

# Le sida à visage découvert

**Les malades du sida et leurs *proches se sont réunis*, samedi 17 et dimanche 18 *mars, au Bataclan à Paris*, pour dialoguer à visage découvert. Plus de deux cents personnes ont raconté ainsi leur combat quotidien, avec l'indispensable soutien de l'entourage et la volonté farouche de vivre. A l'issue de cette *rencontre*, intitulée *« Vivre le sida »*, un recueil de témoignages, sera rédigé et remis au président de la République.**

Les présentations sont frileuses. Le petit groupe fait connaissance du bout des lèvres, comme inquiet de prendre cette parole qu'il revendique. Chacun égrène ses nom et qualité. Sa séropositivité. *« La lucidité est la blessure la plus rapprochée du soleil »*. Au mur, les mots de René Char disent ce paradoxe de la maladie, qui hypothèque l'existence et décuple le désir de vivre

René, homosexuel, séropositif *depuis trois ans, brise le silence*. *« J'ai fait des imprudences en ayant le sentiment que cela n'allait pas m'arriver»*. Et puis, la nouvelle *« brutale »*. *« IL m'a fallu deux ans pour gérer le fait de le dire »*. Deux ans de sexualité tronquée, avec des relations furtives pour éviter *« l'aveu »*. Les premières angoisses, la peur. *« Malgré l'inactivité du virus, les lymphocytes T 4 commençaient à descendre »*. Et puis, le sentiment qu'avec les progrès de la médecine on passerait *« à travers les mailles du filet »*. *« Pour être franc, je me dis encore que cela ne me concerne pas »*. Depuis un an, René assume sa maladie et vit avec, *« sans précipitation, ni découragement »*. Ses amis sont au courant, sa famille, *« Dieu merci »*, l'ignore.

Autour de lui, ses auditeurs captent ses paroles. Jeux de regard qui se cherchent et se reconnaissent. Ici, on est venu dire ce qu'ailleurs on doit taire. Francis a traversé l'Atlantique pour ça. *« On ne peut pas parler en Guadeloupe; c'est difficile de vivre »*. Francis a appris sa séropositivité le jour de sa majorité. *« Le médecin m'a dit que, de toute façon, ce n'était pas grave »*. C'est en Suisse, où il étudiait aux Beaux-Arts, qu'il a compris les risques. *« J'étais complètement assommé et j'ai commencé à me renfermer sur moi-même »*. Echec aux examens, retour aux Antilles; de nouveau le mur du silence. *« J'ai demandé un traitement préventif, que les médecins m'ont refusé. Alors, j'ai décidé de venir ici pour témoigner »*. Aujourd'hui, Francis a décidé de ne plus être celui qu'on montre du doigt. Il sera permanent à l'association AID-Guadeloupe.

### *Plan de bataille pour survivre*

Leur volonté de vivre, comme un état de grâce, repousse toujours plus loin les frontières de la maladie. Pour peu que la famille, les amis, le compagnon, le médecin apportent leur soutien. Eliane a accompagné sa fille, sdéropositive. *« Ce que je ne comprends pas, c'est que les parents aient honte de leurs enfants. La première chose pour qu'ils s'en sortent, c'est qu'ils puissent communiquer avec leurs proches »*.

Les parcours de sa fille Pascale et de Jean-Pierre se ressemblent. Elle, rescapée de la drogue, lui de l'alcool. Tous les deux décidés à vivre. Et puis, la nouvelle, un an après la désintoxication. Après quinze ans d'alcoolisme, Jean-Pierre, la quarantaine, *« redécouvrait la vie »*. *« Quand j'ai appris ma séropositivité, j'étais prêt : ça n'allait pas de soi, mais presque ; je l'ai sue la veille d'un voyage à Rome pour fêter ma première année d' existence »*. *« Quand j'ai décroché, j'ai commencé à vivre, pour être de nouveau confrontée à l'auto-destruction »* : à dix-huit ans suicidaire, à vingt-cinq ans toxicomane, maintenant séropositive, Pascale a la fraîcheur d'une jeune femme sans blessure. *« Au départ, j'étais suivie par un médecin avec lequel il n'y avait pas de dialogue possible. J'étais désespérée. J'ai changé d'attitude en changeant de médecin »*. La décision de guérir. Le plan de bataille pour survivre. *« Mon père m'a raconté son histoire. Sa guérison d'une tuberculose, qui, à dix-huit ans, l'a laissé pour mort »*. Le milieu professionnel, non plus, n'a pas lâché Pascale. *« Ils m'ont gardée, malgré ma toxicomanie et ma séropositivité. »*

Il y a aussi ceux qui sont venus *témoigner pour les morts*; le fils, la fille, l'ami, la femme disparus. *« Il faut en parler avec tout le monde, aider les malades du sida, ne plus avoir peur de cette maladie. »* Roger a perdu son fils unique de quarante ans, contaminé à la suite d'une transfusion sanguine. *« On a tout fait pour le sauver. Il faut expliquer aux gens que tout le monde peut attraper le sida. »*

André a contracté, lui aussi, le virus par transfusion. *« Heureusement, je n'ai pas contaminé ma femme, car le chirurgien que je connaissais m'a tout le suite mis en garde. Mais combien ne sont pas prévenus ? Nous sommes les oubliés du sida; le corps médical s'est enfermé dans une coquille et nous ignore »*.

La rencontre touche à sa fin. Dominique, qui répugnait à prendre la parole, tente de dire sa détresse. *« J'ai tout perdu, mes amis, mon travail; je vis dans un foyer et je n'ai personne à qui me confier »*. Le groupe se resserre autour de lui. Aujourd'hui, on est venu là aussi pour s'épauler.

MARINE MALTO

## RELIGIONS

# Première réunion du Conseil de réflexion sur l'islam en France

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, chargé des cultes, a reçu, lundi 19 mars, le Conseil de réflexion sur l'organisation et l'avenir de l'islam en France, pour la première fois élargi à quinze personnalités. Leurs noms avaient été *suggérés par les six membres fondateurs* de ce Conseil (MM. Haddam, *recteur* de la Mosquée de Paris, le professeur Lahnèche et le colonel Chabaga de Lyon, MM. Hadj Halili de Marseille, Merroun, d'Evry et Lasfar, de Lille).

Les neuf personnalités supplémentaires, qui avaient répondu à l'invitation du ministre, sont les suivantes : MM. *Azzedine Guellouz*, ancien ambassadeur de Tunisie auprès de *l'UNESCO ; Mohand* Ourabah, ancien préfet et membre honoraire du Conseil d'Etat ; Jacques Yacob Roty, premier président de la Fédération nationale des musulmans de France ; Abdallah Ben Mansour, secrétaire général, d'origine tunisienne, de l'Union des organisations islamiques de France ; Mustapha Dogan, Turc, président d'une fraction (Tendance *nationale) de l'Union islamique* en France ; Ahmed Soumia, d'origine tunisienne, chirurgien à la retraite ; Mohamed Zeina, fonctionnaire comorien à la direction de la sécurité civile ; Ahmed Boualem, ancien karki, de la région marseillaise et Ahmadou Drame, responsable d'une association sénégalaise. Neuf des quinze *personnalités* composant ce Conseil de réflexion *sont de nationalité* française.

### *La question du ramadan*

Cette instance de représentation pourrait encore s'élargir, par exemple à quelques intellectuels. Un *premier échange de vues a eu lieu* sur le programme de travail du Conseil, dont M. Joxe, dans l'interview au *Monde* du 17 mars, a déclaré qu'il serait uniquement consultatif et interviendrait sur les questions relatives au culte, à l'éducation et à la culture des musulmans en France. La première initiative de ce Conseil sera de fixer une règle, dès samedi prochain 24 mars à la Mosquée de Paris, sur l'heure de début du *ramadan, traditionnel sujet de* contentieux dans la communauté.

La mésaventure d'un handicapé devenu apatride

# Kafka, version beur

LIMOGES

*de notre correspondant*

*Amar Labiad, vingt-trois ans*, est beur et limousin. Il est aussi handicapé profond : atteint de trisomie 21, c'est-à-dire mongolien, invalide à 100%. Enfin, depuis quelques semaines, il est devenu apatride : quoique né en France, il n'est plus considéré comme français par l'administration, qui le somme de restituer sa carte nationale d'identité, qu'elle estime *« indûment délivrée »* et sa tutrice légale, sa soeur Zohra, trente ans, employée de commerce (et récemment licenciée) se débat dans cet imbroglio mélodramatique et, pour l'instant, sans issue.

Aux origines de cette affaire : les accords d'Evian, en 1962. Le père, Abdelkader Labiad, est harki supplétif de l'armée française ; il est hors de question, pour lui, de rester en Algérie une fois l'indépendance acquise. Avec sa femme et ses cinq enfants, il fuit dans le grand exode *des pieds-noirs. Il se* retrouve dans les Ardennes. Naissent encore deux enfants, dont Amar, le petit dernier, en *1967. Tout* ce monde, évidemment, a la nationalité française, que le père avait choisie en devenant harki.

En 1974, Abdelkader Labiad – *« pardonné par sa famille »*, explique aujourd'hui sa fille Zohra – décide de revenir, avec femme et enfants, en Algérie. Ce retour se termine mal : divorce, dislocation du noyau familial. Il reste sur place avec deux enfants ; sa femme, Myriam, revient dans l'Hexagone avec les autres et s'installe, par relations, en Limousin.

Cela semble être, pour les gamins arrivés tout jeunes ou nés en France, la fin d'une errance un peu incompréhensible. D'ailleurs, l'administration n'a rien à y redire. Le 14 avril 1987, la soeur aînée, Zohra, est déclarée, par décision de justice, la tutrice légale du jeune trisomique, incapable d'autonomie. Le 20 août 1987, Amar, devenu majeur, reçoit sans problème une carte nationale d'identité, délivrée par la préfecture de Limoges. Le 26 avril 1988, la COTOREP (Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel) lui attribue une carte d'invalidité à 100 %, *portant* la mention : « tierce personne », qui prouve qu'il n'a aucune autonomie et qu'il lui faut un soutien permanent. Celui de sa mère, en l'occurrence, qui vit avec lui sur une pension d'invalidité de 2 880 F par mois. Le 6 septembre 1989, régulièrement convoqué pour effectuer son service national, Amar est réformé, en raison de son handicap profond.

### *« Par erreur »*

C'est au début de 1990 que tout se gâte. L'administration découvre que la carte d'identité nationale a été *« indûment délivrée »*, et que Amar, bien que né en France, n'a pas la nationalité française. Pourquoi ? Parce que le père, lorsqu'il est retourné en Algérie, a *« expressément renoncé »* à cette nationalité pour lui et pour ses enfants. Cet acte d'autorité parentale avait *été entériné par un décret paru* au *Journal officiel* le 10 mars 1974, et c'est donc *« par erreur »* que la préfecture de la Haute-Vienne avait attribué plus tard la carte nationale d'identité. Zohra est donc convoquée pour restituer ce document ; en échange, son frère se verra, lui dit-on, attribuer une carte de résident étranger.

La jeune femme refuse : *« J'ai dit que je ne la rendrai qu'en échange d'une lettre détaillée qui m'expliquerait, noir sur blanc, le pourquoi de ce retrait et d'où venait l'erreur ; je n'ai reçu aucune réponse écrite ; par contre, j'ai été convoquée et menacée verbalement. On m'a dit qu'on allait perquisitionner chez moi pour retrouver la carte. »* La pension d'invalidité a été interrompue.

A la préfecture, on récuse *toute intention raciste ou xénophobe* : *« La loi est la loi. Il y a un décret paru au* Journal officiel, *que l'administration préfectorale n'a pas le pouvoir discrétionnaire d'ignorer. »* Une éventuelle solution ne pourrait venir que de plus haut.

GEORGES CHATAIN

## ESPACE

# *La station américaine est à revoir*

**Emoi à la NASA : ainsi que le révèle l'*International Herald Tribune* du 20 mars, la conception de la station spatiale américaine Freedom va devoir être corrigée. Selon le programme actuel, l'assemblage de ses éléments, dont la mise en orbite devrait démarrer en 1995, risque en effet de se détériorer avant son achèvement, prévu en 1999. La construction ne serait ainsi achevée *qu'à 60 ou 70 %, que* les astronautes devraient déjà mettre en œuvre, dans l'espace, un programme de réparation et de maintenance, à raison de 2 200 heures chaque année.**

**Un risque que la NASA refuse de leur faire courir, compte tenu du danger des radiations cosmiques à haute dose : la conception de la station Freedom, dont le coût est évalué à 30 milliards de dollars (*170 milliards de francs*), sera donc sans doute sérieusement révisée d'ici au mois de juin, date à laquelle le projet final doit être présenté.**

**Trente et un vols de navettes sont déjà programmés pour placer en orbite les différents éléments de la station. Pièce maîtresse du programme américain d'exploration du système solaire, *cette dernière, d'une masse* vingt fois plus élevée que la station *soviétique Mir*, devrait contenir trois laboratoires de travail et les installations nécessaires à un équipage permanent de huit astronautes.**

# COMMUNICATION

Alliance entre Canal Plus, la Générale des eaux et la Caisse des dépôts

## Trois grands groupes vont s'unir pour renforcer la télévision par câble

**La Compagnie générale des eaux, Canal Plus et la Caisse des dépôts mettent la dernière main à un accord global pour renforcer les programmes du câble. Les trois sociétés vont croiser leurs participations au sein des principales chaînes thématiques. Ainsi s'ébauche une alliance qui laisse, pour le moment, de côté la Lyonnaise des eaux et France Télécom. Alliance qui pourrait s'étendre à certaines chaînes du satellite TDF 1.**

La télévision par câble va peut-être sortir de ses guerres féodales et fratricides. Depuis plus de deux ans, chacun des trois grands exploitants de réseaux (Compagnie générale des eaux, Caisse des dépôts et Lyonnaise des eaux) crée ses propres chaînes thématiques sur les sujets les plus divers : cinéma, sports, jeunesse, information, documentaire. Or, la logique de ces initiatives isolées est lourde de handicaps : chaque chaîne n'est diffusée que sur les réseaux de son promoteur et a donc du mal à asseoir sa rentabilité. Cette sombre perspective économique incite chacun des promoteurs à minimiser ses investissements et la qualité des programmes s'en ressent. Pour l'abonné au câble, le résultat est décevant. La situation est d'autant plus ubuesque que, chaque exploitant étant en monopole sur sa ville, la concurrence n'a pas de raisons d'être.

Depuis plus d'un an, M. André Rousselet, PDG de Canal Plus, tente de jouer au juge de paix et de convaincre les exploitants de réseaux que l'avenir du câble passe par la qualité des programmes et l'alliance entre les différents éditeurs de chaînes. Un plaidoyer qui n'est pas tout à fait désintéressé puisque Canal plus souhaite aussi se développer dans les chaînes thématiques pour le câble. De complexes négociations ont associé jusqu'à la fin décembre 1989 les trois exploitants de réseaux sous la férule diplomatique de M. Pierre Lescure, directeur général de la télévision payante.

La polémique sur le satellite et le septième réseau a tout bousculé, et la Lyonnaise des eaux, violemment opposée à M. Rousselet sur l'attribution de fréquences hertziennes à Canal Enfants, s'est retiré des discussions. Las d'attendre une hypothétique réconciliation, Canal Plus, la Compagnie générale des eaux et la Caisse des dépôts ont aujourd'hui décidé de concrétiser leur accord à trois.

L'alliance prend la forme d'une série de prises de participations croisées. La Caisse des dépôts annonce son entrée pour 20 % au capital de Planète, Humour et C'était hier, les trois chaînes de la Générale des eaux. De son côté, la Compagnie prend 20 % des deux programmes de la Caisse : Bravo (où devrait entrer aussi Antenne 2) et Canal Infos. Canal Plus ne devrait pas tarder à annoncer ses prises de participations dans Planète, Humour, C'était hier et Bravo. Les trois partenaires se retrouveront aussi au capital de Ciné-Cinéma, une chaîne payante qui n'était jusque-là diffusée que sur les réseaux de Nice et de la région nord appartenant à la Générale des eaux.

### *Tous les réseaux sauf Paris*

A terme, ce mariage devrait accoucher de quatre ou cinq chaînes considérablement remanées et enrichies qui seront progressivement diffusées sur tous les réseaux à l'exception, pour le moment, de Paris contrôlée par la Lyonnaise des eaux. Ainsi dopés, les programmes thématiques du câble pourraient atteindre d'ici à deux ans leur seuil de rentabilité : environ quatre cent mille abonnés au câble pour les programmes gratuits et cent cinquante mille souscripteurs pour Ciné-Cinéma.

Déjà ébauchée par leur participation commune au capital d'Ellipse, filiale de production de Canal Plus, cette alliance entre trois grands groupes français de l'audiovisuel marque un tournant important et préfigure, au-delà du câble, de futures recompositions. La Caisse des dépôts a récemment regroupé toutes ses participations dans l'audiovisuel au sein d'un même holding avec l'intention d'ouvrir cette structure à de nouveaux partenaires. Il ne serait pas étonnant de retrouver au futur tour de table Canal Plus et son actionnaire, la Compagnie générale des eaux.

En attendant, la même logique d'alliance est à l'œuvre, avec un peu plus de difficultés, sur le satellite TDF 1. Canal Plus et la Caisse des dépôts, actionnaires de Canal Enfants, plaident pour une fusion avec Canal J, chaîne thématique du câble où sont présents la Générale des eaux et la Caisse des dépôts. Mais la Lyonnaise des eaux, actionnaire de Canal J, joue encore une fois les trouble-fête et s'oppose au mariage.

Les choses pourraient aller plus vite du côté des chaînes sportives. Sport 2/3, chaîne payante sur le satellite TDF 1 contrôlée par le groupe Chargeurs SA et A 2-FR 3, négocie un accord avec Canal Plus pour résoudre son problème de décodeurs et caresse l'idée d'une fusion avec TV-Sports, chaîne thématique du câble dont les actionnaires ne sont autres que la Générale des eaux et la Caisse des dépôts. Là encore, tout pourrait finir par un échange de participations qui mettrait fin à une concurrence inutile.

D'ores et déjà, l'alliance en cours sur les réseaux câblés est une grande victoire pour M. Rousselet. Non seulement le président de Canal Plus ouvre de nouveaux débouchés à son entreprise, mais on ne peut plus lui reprocher, comme le font depuis quelques semaines les responsables de la Lyonnaise des eaux, de France Télécom et les élus RPR, d'être le « *fossoyeur du câble* ». Reste à savoir si la Lyonnaise des eaux et l'administration des PTT pourront continuer longtemps leur guerre contre une alliance qui va maintenant peser lourd sur le marché de l'audiovisuel.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Tout en se portant candidat au rachat d'une participation dans Télé 5

## M. Robert Hersant acquiert 15 % de l'éditeur espagnol Grupo 16

MADRID

*de notre correspondant*

M. Robert Hersant prend à nouveau pied sur le marché de la presse espagnole. Et grâce à celui qui paraissait, hier encore, son pire ennemi : M. Juan Tomas de Salas, président de l'important Grupo 16, qui édite notamment le quotidien *Diario 16* et l'hebdomadaire *Cambio 16*. Près d'un an après la fracassante irruption du magnat français au sein du capital du groupe espagnol, qui avait déclenché une dure bataille juridique, les deux hommes ont finalement signé la paix.

L'accord a été annoncé le 17 mars à Madrid. Le groupe Hersant accepte de réduire de 35 % à 15 % sa participation, jusqu'ici contestée, au capital d'Inpulsa, la société-mère de Grupo 16, mais acquiert, en revanche, 35 % de l'une de ses filiales, Inprensa, éditrice du seul quotidien. Le magnat français va injecter 4 milliards de pesetas (210 millions de francs) dans le groupe espagnol. Les deux parties annoncent, par ailleurs, le début d'une « *étape prometteuse de collaboration* ».

Il semble déjà loin le temps où M. de Salas – il y a pourtant cinq mois à peine – traitait publiquement de « *nazi reconverti* » celui qui devient maintenant son principal associé ! En mars 1989 M. Hersant avait réussi, à travers trois de ses sociétés, à acquérir en quelques semaines un peu plus d'un tiers des actions du groupe espagnol en profitant de divergences en son sein.

Mais le Grupo 16 exploite une petite chaîne de radio, et toute prise de participation étrangère dans ce secteur est soumise à l'approbation du gouvernement de Madrid... que le groupe Hersant avait omis de demander.

Aussi, usant de cet argument juridique, M. de Salas avait-il refusé de reconnaître les acquisitions d'actions de M. Hersant. Ce dernier avait porté plainte et contesté toutes les décisions postérieures du Grupo 16, comme la vente, en octobre dernier, de 10 % du capital à italien Rusconi. La première sentence judiciaire, fin janvier, avait donné raison, sans cependant se prononcer sur l'ensemble du contentieux, à M. de Salas, incitant M. Hersant à parvenir avec lui à un accord à l'amiable et à renoncer à toute action judiciaire.

Le magnat français consolide ainsi sa présence au sud des Pyrénées, déjà matérialisée, fin 1988, par le rachat de 45 % du capital du quotidien *Alerta* (Santander). *Alerta* vient d'ailleurs de se déclarer prêt à acheter une partie du capital de Télé 5, la chaîne de télévision privée que M. Silvio Berlusconi vient de lancer en Espagne (*le Monde* du 6 mars) et dont deux des associés (Anaya notamment) ont décidé de revendre leurs participations (40 %). Déjà partenaires (non sans difficulté !) dans le domaine télévisuel au nord des Pyrénées, MM. Hersant et Berlusconi pourraient donc bientôt l'être aussi au sud.

THIERRY MALINIAK

Après le retrait de la candidature de M. Loo

## L'ACP s'achemine vers une liquidation

L'Agence centrale de presse (ACP) dispose encore de quelques jours pour tenter d'éviter la liquidation : le tribunal de commerce de Paris, réuni lundi 19 mars, a décidé de reporter sa décision au vendredi 23. L'audience a été marquée par le retrait d'un des deux candidats à la reprise de la seconde agence de presse française, M. Charles-Emile Loo, gérant de la Socoma et maire de secteur (ex-PS) de Marseille. Sa proposition de reprendre l'ACP en location-gérance pour six mois (et non neuf, comme prévu) a été accueillie avec scepticisme par le tribunal. M. Loo a donc décidé de retirer sa candidature.

L'autre candidat, M. René Tendron, a maintenu son offre jusqu'au 23. Il espère que, d'ici là, l'Agence France-Presse (AFP) et le gouvernement lui répondront précisément sur deux points qu'il juge essentiels à la survie de l'agence : la fourniture du « fil » général de l'AFP à l'ACP et un engagement financier de l'Etat sur de futurs contrats d'abonnement.

Faute de réponses sur ces deux points, M. Tendron pourrait lui aussi faire machine en arrière. Or, le conseil d'administration de l'AFP, seul habilité à prendre une décision en la matière, ne se réunit que le 28 mars. En outre, déjà endettée, l'AFP ne peut s'engager sans risques dans un tel processus. L'Etat, quant à lui, refuse de verser toute nouvelle dotation ou subvention à l'ACP. Ses abonnements représentent déjà 5,5 millions de francs, soit le quart du chiffre d'affaires de l'agence. L'ACP s'achemine donc vraisemblablement vers une liquidation judiciaire. La seconde agence de presse française ne disparaîtrait pas pour autant : un repreneur éventuel pourrait en effet la racheter pour un franc symbolique.

Y.-M. L.

Du fait des pertes du « Point »

## La Gaumont enregistre un bénéfice légèrement en baisse

Les activités cinématographiques de la société Gaumont sont restées rentables en 1989 mais moins qu'en 1988, année au cours de laquelle *le Grand Bleu*, le film de Luc Besson, figura au box-office et profita largement à la firme présidée par M. Nicolas Seydoux. Le chiffre d'affaires des activités cinématographiques de la Gaumont a été de 765 millions de francs l'an dernier et son bénéfice de 67 millions de francs (2,1 millions de moins qu'en 1988).

Mais la Gaumont est aussi présente dans la presse : en juillet dernier, lors de l'augmentation de capital du *Point*, elle a racheté à la holding Cinépar de M. Seydoux les 51 % que celle-ci détenait dans le groupe Le Point. Ce dernier a réalisé lors des six premier mois de l'année 1989 un chiffre d'affaires de 231 millions de francs et a enregistré une perte de 21 millions de francs. Une perte logique, explique-t-on à la direction du groupe, qui s'explique par des variations saisonnières tient notamment aux rentrés publicitaires et à la restructuration de *Gault et Millau* (suppression des éditions régionales, indemnités de licenciement des journalistes), dont le coût est chiffré à 8 millions de francs. Pour l'année 1989, le chiffre d'affaires du groupe Le Point dépasse légèrement 500 millions de francs, 80 % étant réalisés par le seul hebdomadaire, le reste par ses filiales (*Gault et Millau*, Téléconsult, etc). Mais le groupe devrait enregistrer un déficit d'au moins vingt millions de francs pour l'année 1989, selon différentes sources.

Le chiffre d'affaires consolidé de la Gaumont en 1989 s'élève à 998 millions de francs et son bénéfice à 56,4 millions (contre 69,1 millions en 1988).



Les dérapages tarifés de la publicité télévisée

## « Auto-Moto » aux mains des constructeurs automobiles ?

**Le cas du magazine « Auto-Moto » diffusé sur TF 1, dont une rubrique « présentant » les voitures de constructeurs est réalisée avec l'appui de ces derniers sans que ceci soit mentionné au téléspectateur, n'est que le dernier avatar des relations ambigues entre sponsors et télévision.**

Depuis le 11 mars, la firme d'électronique Pioneer est le parrain officiel d'une rubrique de magazine « Auto-Moto », diffusé sur TF 1 le dimanche matin. Un échange de sa participation financière (320 000 francs par émission), Pioneer voit son nom mentionné comme présentateur de la séquence et parrain du jeu qui la suit. Cette forme de parrainage est devenue classique depuis quelques années. Ce qui l'est moins, dans ce cas précis, c'est la collaboration demandée aux constructeurs d'automobiles dont les voitures sont présentées dans cette séquence de quatre minutes, sous forme d'un essai.

Cette collaboration n'est pas portée à la connaissance du public : elle peut prendre la forme d'une participation financière, ou de fournitures d'images, ou encore d'une automobile qui sert de lot au jeu associé. Cette collaboration est gérée pour le compte de Pioneer par la société *LLA*. Celle-ci la présente comme un service « *offrant aux constructeurs l'opportunité de faire découvrir leurs véhicules sous leurs meilleurs aspects* ». « *Il s'agit d'une belle opération pour les constructeurs*, note M. Christian Le Liard, de *LLA*. *S'ils devaient payer un spot, cela leur reviendrait quatre fois plus cher. Quant au tarif, il est transparent, puisqu'il est fixé par la régie de TF 1.* »

### *Moralisation ?*

A TF 1, on présente effectivement cette opération comme une « *moralisation* » régnaient entre constructeurs et responsables d'émissions automobiles. Et l'on fait remarquer, avec quelque raison, que bien malin serait celui qui pourrait dénicher un essai défavorable à une voiture sur l'ensemble des chaînes de télévision, commerciales ou non...

Les images sont tournées par un réalisateur de la chaîne, argue-t-on encore à TF 1 pourr réfuter l'appellation de « *publi-reportage* ». La régie de TF 1, quant à elle, ne veut connaître que le sponsor officiel, Pioneer, avec lequel est signé un contrat en bonne et due forme. Chez celui-ci, on avoue sans fard que « *c'est de l'espace publicitaire* ». Mais suffit-il qu'une prestation publicitaire soit dûment tarifée pour qu'elle soit morale et conforme à la réglementation, comme semble le penser TF 1 ? En outre, certaines sociétés de production audiovisuelle spécialisées dans le reportage sur le sport automobile se plaignent du monopole dont jouirait désormais la société LLA sur « Auto-Moto » et d'autres émissions de sport mécanique.

« *Le parrainage de l'émission par Michelin, qui avance masqué puisque seul le pré-générique le mentionne, celui de la rubrique « essais » par Pioneer, rend leur intermédiaire, LLA, incontournable*, affirme ainsi un producteur. *LLA est non seulement présent sur TF1 mais aussi sur la Cinq pour les grands prix moto. Depuis, nos sujets sont tous refusés par « Auto-Moto »*. M. Le Liard dément ses liens avec Michelin et estime que « *ses sujets sont choisis parce qu'ils sont les meilleurs* », tout en indiquant que « *les vingt-six sujets de la rubrique « essais » sont définis à quatre : TF1, Pioneer, le constructeur et LLA* ».

Mais le cas d'« Auto-Moto » n'est pas isolé. Des séquences intégrales du jeu « Intervilles » sont transformées en mise en scène publicitaire. Dorothée, l'animatrice omniprésente des émissions pour la jeunesse de TF1, ne manque jamais une occasion de promouvoir le magazine qui porte son nom. Et chaque apparition d'un objet dans des jeux comme « Le juste prix » ou « La roue de la fortune » est accompagnée d'un contrat précis : le temps de présentation à l'antenne est dûment codifié en fonction du « droit d'asile » acquitté et de la valeur de l'objet offert en lot. Sans parler des apparitions multiples à l'écran des vedettes d'un film que la chaîne a justement coproduit...

Bref, le principe qui veut que toute action commerciale à la télévision soit annoncée au public (par un panneau « publicité » ouvrant sur des écrans classiques ou dans le générique pour le parrainage) est allègrement oublié. Le CSA, chargé du respect de la déontologie publicitaire à la télévision, n'ignore pas ces débordements. Mais il lui faut, d'une part, les établir formellement, ce qui est délicat ; d'autre part, trouver le moyen de les sanctionner.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

□ ***Le Républicain lorrain* condamné à restituer 105 millions de francs à une filiale de Cora-Révillon.** – Le tribunal de commerce de Paris a condamné, le 16 mars, *le Républicain lorrain* de Metz à restituer 105 millions de francs à Etudes et finances, une filiale de Cora-Révillon (hypermarchés, luxe, édition) dirigée par *MM. Michel et Philippe Bouriez*. En juin 1989, le quotidien lorrain avait signé une convention avec Etudes et Finances portant sur la vente de ses actions dans la *Grande Chaudronnerie de Lorraine* (actionnaire de *l'Est républicain* à Nancy) estimées à 105 millions de francs. Cet achat devrait permettre aux patrons de Cora-Révillon de faire passer leur contrôle sur *l'Est républicain* de 24 % à 46 %. En réalité, ces actions furent vendues à un prix supérieur, en août 1989, au PDG de *l'Est républicain*, M. Gérard Lignac.

*Le Républicain lorrain* a donc été condamné à restituer 105 millions de francs à la filiale de Cora-Révillon, auxquels devront être ajoutés 160 000 francs de dédommagement. Le quotidien de Metz a deux mois pour interjeter appel.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mardi 20 mars 1990 :

UN DÉCRET

● du 14 mars 1990 portant classement du site de Roccapina en Corse-du-Sud ;

DES ARRÊTÉS

● du 23 février 1990 modifiant l'arrêté du 6 mars 1989 relatif à l'organisation du concours national de praticien hospitalier et l'examen des candidatures à la fonction de praticien associé ;

● du 9 mars 1990 portant attribution du diplôme d'expertise comptable à la deuxième session de 1989 ;

DES LISTES

● des étudiants de l'université de technologie de Compiègne ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement à la session d'octobre-novembre 1988 ;

● des élèves de l'Ecole française de papeterie de Grenoble, établissement privé reconnu par l'Etat, ayant obtenu le diplôme de cet établissement en 1988 ;

● des élèves de l'Ecole nationale supérieure agronomique de Toulouse ayant obtenu le diplôme d'ingénieur agronome de cet établissement en 1988 ;

● des élèves de l'Académie commerciale internationale ayant obtenu en 1989 le diplôme supérieur d'études commerciales de cet établissement ;

● des élèves ayant obtenu le diplôme de l'Ecole de hautes études commerciales du Nord, de Lille, en 1988 ;

● des élèves ayant obtenu le diplôme de l'Ecole des hautes études commerciales ;

● des élèves de l'Institut agricole et alimentaire de Lille ayant obtenu en 1989 le diplôme d'Etat d'ingénieur agricole et alimentaire en 1988 ;

● des élèves de l'Ecole supérieure des techniques aéronautiques et de construction automobile ayant obtenu en 1989 le diplôme de cet établissement.

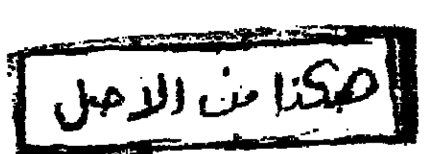
## EN BREF

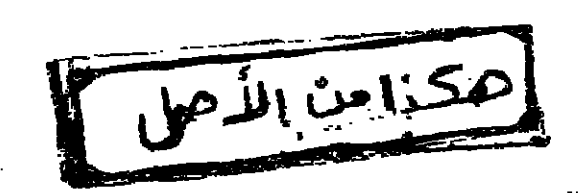
□ **RVS, candidate à une fréquence en ondes moyennes en Normandie.** – Première radio régionale, RVS vient de remettre au Conseil supérieur de l'audiovisuel une importante étude concernant les ondes moyennes (OM) en France, manifestant notamment son intérêt pour l'exploitation d'une fréquence aujourd'hui à l'abandon dans la région de Rouen. Selon cette étude, une trentaine de fréquences sont aujourd'hui inexploitées, qui permettraient à des radios une large couverture régionale et l'économie de nombreux et coûteux réémetteurs FM, 97 % des récepteurs étant équipés de la réception OM. RVS, qui plaide la complémentarité OM-FM, a calculé que l'obtention d'une fréquence OM ramènerait son plan de développement en FM de vingt-sept à quatorze fréquences et sept réémetteurs de faibles puissances. Des éléments propres à intéresser le CSA, TDF et nombre de radios soucieuses d'élargir leur couverture régionale notamment dans les zones rurales.

□ **Europe 2 à Prague.** – Europe 2, le programme musical dirigé par M. Martin Brisac, devait être lancé à Prague en FM le mardi 20 mars à midi pour célébrer, selon ses responsables « *à la fois le printemps et la visite de M. Vaclav Havel à Paris.* » Toutefois, dans un délai de huit semaines, le programme français sera remplacé par un programme tchèque, réalisé à Prague par une équipe d'une vingtaine de personnes et destiné à être diffusé dans les principales villes de Tchécoslavaquie. Europe Plus Prague, société d'économie mixte réunissant Europe 1 Communication et la radio nationale tchécoslovaque, est la première radio privée émettant en territoire tchèque. Sa régie publicitaire sera assurée par Régie numéro 1 du groupe Europe 1.

□ **Plus de 100 000 abonnés pour *le Journal des enfants*.** – *Le Journal des enfants*, hebdomadaire lancé en 1984 par le quotidien *l'Alsace* (Mulhouse), vient de dépasser le seuil des 100 000 abonnés. Vendu 3 F, ce journal conçu par Béatrice d'Irube à destination des huit-douze ans dispose de quatre éditions : nationale, parisienne, alsacienne et suisse. On estime son lectorat à environ 470 000 jeunes. *Le Journal des enfants* doit son succès à la simplicité de son vocabulaire, qui lui permet d'être utilisé dans quelque 9 000 écoles abonnées, en France et à l'étranger, mais aussi à son sérieux. Comme les journaux pour adultes, il offre en effet des rubriques diverses, de « l'international » au « courrier des lecteurs » en passant par une « chronique littéraire ».









THÉATRE

# L'hymne à la vie

## *Sandrine Bonnaire fait à Gennevilliers ses débuts sur scène avec « la Bonne Ame du Setchouan », de Brecht*

La réapparition de l'œuvre de Brecht aux frontons des théâtres publics – *la Bonne Ame du Setchouan,* mise en scène aujourd'hui par Bernard Sobel à Gennevilliers, *puis la Vie de Galilée qui s'apprête* à la Comédie-Française sous la direction d'Antoine Vitez, et enfin *Maître Puntila, qu'a commencé de* défricher Marcel Maréchal à la Criée de Marseille – a le mérite *immense de livrer le spectateur à* lui-même, lui-même aussitôt obligé de réfléchir au monde qui l'entoure, *comme le voulait, peut-être* plus que tout, le dramaturge allemand.

Cette méditation commence par Gennevilliers, où, disons-le d'emblée, il faudra absolument se rendre. Le plus simple serait d'en donner tout de suite la raison impérieuse : Sandrine Bonnaire. Mais ce serait céder au mythe de la star qui « descend » pour la première fois sur les planches, au spectaculaire donc, ce qu'elle n'aimerait certainement pas, pas plus que Sobel, qui nous propose en trois heures trente un parcours d'un courage inhabituel ces temps-ci au théâtre, un de ces trop rares moments de recherche exigeante qu'un amateur de théâtre ne peut pas ignorer.

D'abord parce que c'est de lui qu'il est d'abord question. Pour deux raisons. La première est circonstancielle : chez Sobel, le spectateur est la raison même du spectacle, c'est pour lui que tous en scène se donnent, il n'est jamais ni trop loin ni trop près du plateau, on ne l'expédie jamais sur des gradins trop nombreux, trop lointains, il entend et voit tout.

La seconde raison est simplement « brechtienne » : c'est au public que Chen Té, la bonne âme, *s'adresse souvent, comme l'indique* l'auteur. Pas pour nous faire entrer dans son jeu, au contraire, pour *nous tenir informé de son chemi*nement, des obstacles passés et à venir, et obtenir de nous que nous *trouvions nous-mêmes* des réponses, ou l'esquisse de réponses. C'est en ce sens que la maïeutique *de Brecht a révolutionné le* théâtre : le pire serait que les acteurs, le théâtre, soit une circonstance supplémentaire qui façonnerait les individus, leur conscience. Tout est entrepris, et particulièrement dans *la Bonne Ame,* pour que le spectateur participe non à une action mais à un débat. De ce débat doivent apparaître, pour les acteurs eux-mêmes et pour le spectateur, les termes du compromis nécessaire à la vie en société et à la transformation de celle-ci.

### *Hydre à huit têtes*

Avec la *Bonne Ame du Setchouan*, les chemins de ce compromis sont particulièrement sinueux. La fable en est simple : une jeune prostituée, Chen Té (Sandrine Bonnaire) accepte d'accueillir chez elle trois des dieux les plus importants (David Gabison, Philippe Faure et Nicolas Pignon), envoyés sur terre pour mesurer le niveau de bonté chez les hommes. Pour la remercier de son hospitalité, ils lui remettent 1 000 dollars qui lui permettent de louer un débit de tabac dans un quartier minable près des fabriques. Chen Té se trouve aussitôt *aux prises avec tout ce que le* coin compte de miséreux qui abusent de sa générosité, dont la famille Fu, hydre à huit têtes, *infernale de rouerie. La propriétaire,* Mi Tsu (Michèle Oppenot), l'envieuse veuve Chin (Myriam Boyer), le barbier Chou Fou (Jean-Pierre Bagot), le menuisier Lin To (Claude Guyonnet), ajoutent à ses *soucis d'argent, qui fondent sur* elle comme la misère.

Pour lutter contre ces envahisseurs, Chen Té s'invente un cousin, Chui Ta, elle-même mais travestie. Il ajuste la manne de sa cousine à la mesure de ses moyens et la convainc de laisser tomber le jeune aviateur qui l'a, pour la première fois, séduite (Dominique Parent), et de se lancer dans les affaires avec l'argent du barbier, qui en pince pour elle. Elle emploie alors tous ceux qui l'assaillent dans son usine de tabac. Les dieux, alertés par le marchand d'eau Wang (Andrzej Seweryn), constatant que la bonté ne peut garantir le bonheur, avant de « s'enfuir au ciel », transigeront : Chen Té pourra être Chui Ta une fois par mois pour essayer d'être elle-même, malgré tout.

A l'opposé de tout lyrisme, à l'opposé de tout onirisme, Bernard Sobel signe une mise en scène résolument glaciale, quasi clinique. Le décor de Nicky Rieti, enfilade de maisons, de passerelles, d'escaliers orange mat est d'une beauté réfrigérante, comme les lumières et les costumes. Les chansons sont données à voix nue, sans accompagnement. Le jeu des acteurs est délibérément borné dans l'espace et dans l'intensité. Cela tournerait à la démonstration « puritano-bre*chtienne » s'il n'y avait les circons*tances, le moment choisi par Sobel pour retourner à Bretch et le choix de son héroïne.



MARC ENGUERAND

*Sandrine Bonnaire : un double rôle*

### *Un art simple*

Ce militant communiste voit, comme tout le monde, s'effondrer l'utopie – et le système qui en est né – sur laquelle il a fondé et sa vie et son œuvre. *Il voit l'Allemagne* de l'Est, avec laquelle Brecht avait tenté l'expérience révolutionnaire, céder aux sirènes du mark-roi. Or il est convaincu, comme son spectacle nous le prouve, que la pensée – marxiste, mais pensée avant tout – peut et *doit dire la grandeur et la* misère de l'homme, peut et doit expliquer sa venue et son chemin, peut et doit susciter l'action. Et son théâtre peut se payer le luxe de ne rien considérer des méthodes actuelles du théâtre, de ses liaisons souvent dangereuses avec l'argent, avec le cinéma, avec la télévision – *l'illusion à tout prix,* les images trop belles, les machines trop grosses – pour atteindre une réelle intégrité, *là où certains* verront de l'intégrisme. Le parti est si fort qu'il efface plusieurs maladresses – une voiture à bras prend la forme d'un caddy de supermarché..., – *qu'il permet de pardonner les pro*blèmes de mémorisation de plusieurs comédiens à qui Sobel a manifestement demandé de se méfier d'eux-mêmes, qu'il nous conduit à apprécier ce travail minimaliste dans sa forme, cette quête d'un art pauvre, d'un art simple.

Il doit d'aboutir dans sa tentative à la qualité de la plupart de ses interprètes : la conviction virile de Dominique parent, l'humour roué de Myriam Boyer, le cynisme triomphant de Michèle Oppenot, la poésie fragile d'Andrzej Seweryn. Il le doit par-dessus tout à Sandrine Bonnaire. Pour se lancer sur une scène de théâtre, elle a choisi le plus difficile : un Brecht, exigeant, *où l'acteur ne peut* tricher, et un double rôle, long, complexe, épuisant. Elle est d'une précision vertigineuse dans ses intonations, ses gestes, ses déplacements, d'une beauté à couper le souffle, tout le temps, d'une autorité incroyable. Elle a cette peau, ce corps, ce visage, ce sourire qui sont le signe d'une humanité d'exception. Sandrine Bonnaire est un hymne à la vie.

OLIVIER SCHMITT

**▶ Théâtre de Gennevilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. Durée : 3 h 30. 70 F et 100 F.**

CINÉMA

# Hommage à des temps révolus

## *Deux films allemands au Festival du réel de Beaubourg*

*Sehnsucht nach Sodom (le Désir de Sodome),* grand prix du Festival du réel 1990 de Beaubourg, emprunte son titre à un projet de trente-trois sketches vidéo que Kurt Raab, le comédien favori de Fassbinder, devait tourner avec un jeune vidéaste, Hanno Baethe, en lieu et place d'un livre qui conterait l'aventure du comédien. Six sketches seulement furent enregistrés, ils seront intégrés à l'œuvre finale, cosignée par Hanno Baethe, le réalisateur, Kurt Raab et un autre acteur, *Hans Hirschmüller,* lui aussi familier de Fassbinder, et qui a pris en charge Kurt Raab, quand celui-ci *a appris qu'il était atteint du* sida.

Lente agonie de l'admirable interprète du *Rôti de Satan*, de Fassbinder (*1977*), d'où sont exclus toute pleurnicherie, tout exhibitionnisme : simple constat amical, affectueux. Au tout départ, Kurt Raab voulait célébrer un cinéma allemand à l'agonie, gravement atteint par la disparition de son chef de file, Fassbinder toujours, et sa propre carrière. Hanno Baethe prouve, par le style de sa réalisation et la discrétion de son montage, le côté irremplaçable de l'outil à sa disposition, cette petite caméra qui se faufile partout, excelle à capter la respiration des êtres et du monde, et ignore les contraintes d'argent et de temps.

Kurt Raab apparaît à au moins quatre époques de son existence, malade ou en pleine possession de ses moyens physiques. Un jour, la clinique où est soigné Raab refuse d'accueillir la petite équipe vidéo, qui se rabat alors, avec son interprète, sur la scène nue du Schauspielhaus de Hambourg. Kurt Raab y incarne un médecin qui, au téléphone, refuse désormais toute visite. Constamment, les trois auteurs vont contourner, par l'ironie et l'humour noir, l'impossibilité d'une situation aux limites du macabre et du bouffon. *Sehnsucht* atteint son point d'orgue à l'évocation du refus de la sœur d'entendre parler de ce malade de la peste et d'envisager sa sépulture dans le caveau familial.

*War fürchtet sich vorm Schwarzen Mann ? (Qui a peur du croquemitaine ?)* de Helke Misselwitz (prix spécial décerné par la SEPT) fait revivre, dans un même esprit d'observation affectueuse, à travers un Berlin anachronique, une sorte d'Allemagne de Front populaire, si ces deux mots ne juraient pas avec le nazisme qui fut le lot des années 30, auxquelles on pense furieusement. Le sujet n'existe pas vraiment, sinon en profondeur : un commerce de *bois et charbon comme nous* aurions pu encore en trouver chez nous juste après la guerre. Une Annie Cordy brune, sans grimaces, Madame Ulle, dirige ce petit monde hors du temps et des réalités économiques, chacun se débrouille. La caisse, où trône Madame Ulle, évoque un décor à la Brecht, un Brecht sans moralisme, mais non moins chaleureux que celui de *Mère Courage* ou *la Mère*.

Alors que vont et viennent les clients, surtout des clientes, les livreurs partent au charbon, traversent la ville avec un véhicule impossible. Un jeune homme en béret basque et longs cheveux blonds grimpe inlassablement, avec ses lourds paquets de charbon, à l'assaut d'escaliers raides. La fille de la patronne enseigne à des gamins qui, parfois, lui assènent les pires injures. Bref, un petit *chef-d'œuvre d'humour* et d'émotion d'une femme cinéaste dont on se demande quelle sera désormais la carrière dans la nouvelle Allemagne.

*Ici comme là,* des *deux côtés de* ce pays en marche vers l'unification, des marginaux lancent le même SOS : Sauvons notre indépendance.

LOUIS MARCORELLES

**▶ Le Festival du réel se poursuit avec le Bilan du film ethnographique au Musée de l'Homme (19 mars-24 mars) et la manifestation Cent années Lumière à la Cinémathèque française (19 mars-27 mars), passionnante histoire du documentaire français des origines à aujourd'hui.**

# Basse altitude

## *Avec Always, Steven Spielberg parle d'amour éternel.*

Seuls les anges ont des ailes... mais pas Steven Spielberg quand il veut devenir grand, parler d'amour. Heureusement, pour parler d'amour, il choisit d'abord de parler d'avions. Et ça il connaît : les avions ont toujours été ses jouets favoris, dans ses films et dans sa vie.

*Always* raconte l'histoire édifiante de Pete, un pompier du ciel casse-cou et joyeux drille (Richard Dreyfus), qui éteint un incendie de trop. Avant de se crasher, filmé au plus près dans une forêt en flammes du Montana, il n'a pas pris le temps de dire « je t'aime » à sa petite amie Dorinda, contrôleur du ciel de son état, très sexy et sympa (Holly Hunter). Quelques mois plus tard, Pete se *réveille mort (mais en bon état)* dans une clairière calcinée. Au centre, un bout de gazon fleuri (format *tapis de bain) et sur l'herbe, en* ange gardien, très propre sur elle, tout en blanc comme une patronne d'institut de thalasso, Audrey Hepburn. D'une voix distinguée, elle annonce au revenant héberlué qu'il peut redescendre un moment sur terre, et bien qu'invisible – sauf pour nous – protéger de sa présence l'existence mélancolique de sa compagne affligée.

Et voilà Richard Dreyfus, fantôme *ex-machina*, plutôt jaloux et maladroit, ayant bien du mal à devenir pur esprit.

Tout ceci est joli, lourdingue, vrombrissant de vieux coucous bien graissés et de comparses bien stéréotypés : le-bon-copain-tête-de-lard (John Goodman), le soupirant-naïf-mais-sincère (Brad Johnson). Tout cela ne détrône en rien *dans notre souvenir A Guy named Joe,* de Victor Fleming, scénario de Dalton Trumbo, dont *Always* est le remake. *A l'époque* – les années, 40 – le sujet (mort au combat et résurrection rêvée d'un pilote de guerre) avait une raison d'être, et l'exaltation de l'héroïsme, incarné à merveille par Spencer Tracy, un alibi légitime.

Un demi-siècle plus tard, il ne suffit pas à Steven Spielberg de brûler des forêts pour retrouver l'élan fondateur du mélo flamboyant. Il fait « comme si », mais il n'y croit pas vraiment, il s'accroche à un leimotiv musical (et *lacrimal*), l'immortel *Smoke Gets in your eyes,* de Jérôme Kern, mais ça ne suffit pas. Il ne donne qu'un film spectaculaire et malin, truffé d'effets spéciaux et de nostalgie en kit.

Spielberg a tout pour lui, le talent, l'argent, la célébrité, mon *Dieu (ou si vous êtes trop occupé,* demandez à Audrey Hepburn), rendez-lui l'innocence.

DANIÈLE HEYMANN

# Encore le Vietnam

## *Un héros comme tant d'autres », de Norman Jewison*

Samantha Hughes n'a pas connu son père, mort, juste avant sa naissance, au Vietnam. Sa mère a refait sa vie. A dix-sept ans, Samantha pose des questions sur *ce père et sur* le passé. *Mais son* oncle Emmett, lui-même ancien combattant du Vietnam, retiré *dans une bourgade du Kentucky,* s'enferme dans le silence. Des cauchemars l'obsèdent. Samantha, qui partage la maison d'Emmett, fouille partout, s'obstine, insiste tant et si bien que son oncle va partir avec elle à la recherche des traces du disparu. Il sera, du coup, libéré *de cette guerre qui l'a brisé.*

Avouons-le, nous sommes las de tous ces films américains qui ressassent le Vietnam pour éplucher, avec plus ou moins de sincérité, la mauvaise conscience du pays. Celui-ci a, du moins, le mérite de passer par-dessus la génération directement concernée pour s'intéresser *à une fille de « héros »,* une fille moderne (Emily Lloyd en fait tout de même beaucoup dans le *style « années 80 »),* qui voudrait bien savoir et comprendre. Et puis, contrairement à Oliver Stone, Norman Jewison, metteur en scène adroit et sincère, a traité ce sujet sans emphase, sans appel racoleur à une émotion qui vient toute seule dans la belle scène finale. Emmett *est joué sobrement par Bruce* Willis. Tout de même, il n'y a pas de quoi en faire une basilique.

JACQUES SICLIER

## NOTES

### Le prix Jean Vigo à « Mona et moi »

Le prix Jean Vigo, qui récompense chaque année un film original réalisé par un auteur encore méconnu, a été remis *lundi 19 mars à Patrick Grandper*ret pour *Mona et moi.* Le film, qui retrace l'histoire d'un groupe de fous de rock, a déjà obtenu le grand prix du Festival de Belfort. Il sortira à Paris *le 4 avril.*

### Le projet Soler retenu pour le Centre des conférences internationales de Paris

C'est le projet de Françis Soler qui a été retenu par le président de la République pour le Centre des conférences internationales, qui doit s'élever à Paris, quai Branly. Les quatres autres finalistes étaient Stanislas Fiszer, Yves Lion, Jean Nouvel et Claude Vasconi.

Le chef de l'Etat aurait longtemps hésité entre le projet du lauréat et celui de Jean Nouvel. Françis Soler vient d'obtenir le grand prix national d'architecture.

### Mort de la comédienne Capucine

La comédienne française Capucine – née Germaine Lefebvre – est morte à son domicile de Lausanne le 17 mars. Elle était âgée de soixante-sept ans

[Née le 6 janvier 1923, Capucine se fait un nom dans la mode comme mannequin et top modèle. Après une idylle avec Ali Khan, elle part pour Hollywood, où elle est sous contrat avec la Columbia. Elle tourne plusieurs films, notamment le Grand Sam de Hathaway en 1960 et, en 1963, la Panthère rose de Blake Edwards, puis s'installe à Lausanne. Dépressive, selon certains de ses proches, elle se serait donné la mort en jetant du huitième étage de son immeuble].

# CULTURE

## CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

| | |
|---|---|
| CHATELET Théâtre Musical de Paris Mercredi 21 mars 12 h 45 Vendredi 23 mars 12 h 45 Lundi 26 mars 12 h 45 (p.a. Valmalète Dodelet Lorentz) | LES MIDIS MUSICAUX le 21 : Serguei MARKAROV Piano BEETHOVEN BRAHMS, PROKOFIEV le 23 : Quatuor ISAYE WEBERN BEETHOVEN le 26 : Michael LEVINAS Piano BEETHOVEN |
| Institut Néerlandais 121, rue de Lille Paris 7e Mercredi 21 mars 20 h ENTRÉE LIBRE (p.a. Valmalète) | AMSTERDAM STRING TRIO Maurice HORSTHUIS Alto Ernst REIJSEGER Violoncelle Ernst GLERUM Contrebasse Improvisations Compositions contemporaines |
| Institut Néerlandais 121, rue de Lille Paris 7e Samedi 24 mars 20 H Places 50 F 47-05-85-99 (p.a. Valmalète) | AMSTERDAM MOZART PLAYERS 3 Quintettes de MOZART avec hautbois, cor, clarinette |
| RANELAGH 5, rue des Vignes Paris 16e Tél. : 42-88-64-44 (Werner) | MARIONNETTES DE SALZBOURG au Ranelagh jusqu'au 25 mars |
| CHATELET THÉATRE MUSICAL DE PARIS Dimanche 25 mars 20 h 30 | le 25 : ORCHESTRE de CHAMBRE de STUTTGART Dir. : Helmuth RILLING BACH : Passion selon ST-MATTHIEU |
| Lundi 26 mars 20 h 30 (p.a. Valmalète Werner) | le 26 : MUSICA ANTIQUA DE COLOGNE Dir. : Reinhard GOEBEL BACH, BIBER SCHMELZER |
| AUDITORIUM CHATELET FORUM DES HALLES Lundi 26 mars 19 h Mardi 27 mars 19 h (p.a. Valmalète Werner) | le 26 : ENSEMBLE ACCROCHE NOTE BERIO, MOZART COHEN, DALLAPICCOLA le 27 : Gabriel TACCHINO Piano POULENC, SATIE DEBUSSY SCHUMANN |
| Gaveau Mercredi 28 mars à 20 h 30 (p.a. Mondial Musique, Werner) | J.-M. FOURNIER PRODUCTIONS QUATUOR ARTIS MOZART – BARTOK MENDELSSOHN |
| Théâtre CHAMPS-ÉLYSÉES Mercredi 28 mars 20 h 30 (p.a. Valmalète Werner) | Janos STARKER Violoncelle Alain PLANES Piano DOHNANYI BACH, BRAHMS |
| FACULTÉ d'ASSAS 92, rue d'Assas 75006 Jeudi 29 mars 20 h 30 Loc. Tél. 42-72-10-17 (p.a. Valmalète) | NOUVEAUX VIRTUOSES EKATERINA SKANAVI Lauréate Concours MARGUERITE LONG 89 CHOPIN Avec le soutien de LVMH |
| Salle GAVEAU Jeudi 29 mars 20 h 30 Loc. Salle (p.a. Valmalète) | ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE FRANCE Dir. : Laurent PETITGIRARD Sol. : Pascal DEVOYON Piano ROSSINI PROKOFIEV BEETHOVEN |
| Théâtre CHAMPS-ÉLYSÉES Mercredi 4 avril 20 h 30 (p.a. Valmalète Musicoglotz) | ALEXIS WEISSENBERG FRANCK SCHUBERT BRAHMS SCRIABINE |
| Salle PLEYEL Jeudi 31 mai Vendredi 1er juin 20 h 30 Rens. Tél. 45-61-06-30 Loc. Tél. 45-63-88-73 Loc. Gaveau (p.a. Valmalète O.I.A.) | JEANINE ROZE Prod. ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE BERLIN Dir. : Daniel BARENBOIM le 31 : WAGNER BRUCKNER le 1er : SCHUBERT BEETHOVEN |

MUSIQUES

## L'ordinateur au service d'Osiris

### *Pierre Henry crée un concert sur le thème du « Livre des morts égyptien »*

*Comment* n'y aurait-on pas pensé ? Il était bien naturel qu'on consacrât, sous la Pyramide du Louvre, un cycle au *Livre des morts égyptien*, dont notre musée national possède de nombreux exemplaires, fragmentaires ou complets. L'auditorium du Louvre propose donc ces jours-ci un film de soixante minutes réalisé par Jean Baronnet dans la tombe de Thoumosis III, une lecture de *la Sortie au jour*, de Florence Delay, mise en scène par Daniel Zerki, *et un concert de* Pierre Henry.

*Celui-ci est d'ailleurs à l'origine* des trois manifestations : en 1962, il avait composé un de ses chefs-d'œuvre, *le Voyage*, sur *le Livre des morts tibétain*. Cette veine ésotérique continua à la tourmenter et, lorsque Pierre Boulez lui commanda une œuvre pour l'IRCAM en 1981 (faisant ainsi preuve d'un œcuménisme méritoire !), *il pensa au vénérable* texte égyptien (qu'il avait lu cinq ans plus tôt), le proposa à Florence Delay pour un spectacle avec voix (d'où naquit le livret lu au Louvre), y renonça, collabora au film de Jean Baronnet avec une musique associée étroitement aux images, enfin réalisa ce *Livre des morts égyptien*, qui lui prit presque trois ans.

Pierre Boulez et tout son état-major étaient présents à cette création d'une œuvre réalisée pour eux et chez eux. *Il semble cependant que* Pierre Henry n'ait utilisé les machines de l'IRCAM – avec l'aide de Denis Lorrain – que pour les éléments secondaires de son œuvre, comme une technique de transformation plutôt que de création sonore, les matériaux de base étant réalisés dans son propre studio.

Il a travaillé à partir d'un *« complexe de sons exclusivement pianistiques »*, qui lui a fourni *« une base d'échantillonnages microscopiques à facteurs variables : percussion, glissando, trille, trait, trémolo »*. Le son du piano est d'ailleurs rarement reconnaissable, sinon dans certaine tempête où l'on croirait entendre jouer à toute volée quelques-uns des fantômes qui terrorisaient Chopin à Valdemosa !

Pierre Henry donne des titres aux vingt parties de son œuvre (qui dure une heure six minutes et trente-six secondes) : *Navigation, Glissement, Rituel enclume, Liturgie des cloches, etc.*, auxquels correspondent des fragments du *Livre des morts*, qu'il faudra méditer en écoutant le disque déjà paru (1).

A l'écoute pure, on retrouve surtout le langage habituel de Pierre Henry, avec de très belles images, surtout au début : les vagues mystérieuses, comme des voix sourdes mêlées au grondement de la mer, les silences angoissants où résonnent d'étranges ponctuations du temps, les larges bandes harmonieuses comme des chœurs gelés, un étonnant concert qui semble mêler un balafon et une lyre céleste...

Mais, peu à peu, le discours se charge ; les orages, les ronflements de moteurs, les bombardements, les machines infernales accumulent leurs formules trop connues, insuffisamment variées, qui finissent par décourager l'écoute. Les épisodes se juxtaposent plutôt qu'ils ne s'engendrent les uns les autres.

On reste incrédule sur le rivage, sans bien avoir envie d'affronter des crocodiles aussi effrayants, et on regrette la rigueur, l'originalité abstraite du *Voyage*. Mais peut-on revenir impunément, pour la seconde fois, du séjour des morts ?

JACQUES LONCHAMPT

(1) WM330, Mantra Records, 4, quai de Bercy, Charenton.

► **Auditorium du Louvre. Conférence de Jean-Louis de Cenival *sur le Livre des morts égyptien* : le 21 mars, à 18 h 30 ; l'œuvre de Pierre Henry sera jouée le 21, à 20 h 30, et le 22, à 12 h 30 ; *la Sortie au jour* sera lue les 22 et 24 mars, à 21 heures, le film sera *projeté le 23, à 20 h 30, et le 25*, à 14 heures, 16 heures et 18 heures.**

## Johnny Clegg apprivoisé

### *Le « Zoulou blanc » au Zénith : sans surprise*

La première partie initialement prévue ayant été annulée, Johnny Clegg monte sur la scène du Zénith après la projection d'un documentaire sur le TGV-Atlantique. Pas de quoi chauffer une salle qui, dans son immense majorité, n'en a de toute façon pas besoin.

Le statut de Johnny Clegg en France est un de ces accidents de plus en plus fréquents que suscite la circulation des courants musicaux autour du monde. Le patronage de Renaud ou de Michel Rocard y est peut-être pour quelque chose, mais le « Zoulou blanc », juif anglais élevé *au Zimbabwe, musicien* qui jouait avec des Noirs, au mépris de l'apartheid du temps où celui-ci semblait inébranlable, s'est trouvé un moment en accord avec l'attente du public français. De cet instant reste une poignée de succès, *Scatterlings of Africa, Asi Bonanga*... Trois ans plus tard, la sortie d'un nouvel album – *Cool, Crazy, Beautiful World* – au moment même de la libération de Nelson Mandela, peut apparaître comme le triomphe d'une cause. *Mais il ne s'agit pas seulement* de militantisme. Le 45 tours homonyme a eu bien du mal à grimper le Top 50.

Comme tous les artistes arrivés à ce stade de leur carrière, Johnny Clegg est attendu au tournant. Depuis ses premiers succès en France, on a pu mettre sa musique en perspective, la confronter à celles de ses compatriotes des townships, Ray Thiri, Chicco, Ladysmith, Black Mambazo ou le vénérable Mahlatini. Johnny Clegg est un musicien simple et facile, qui préfère l'évidence à l'aventure, la simplification pédagogique aux demi-teintes. A l'intérieur de ses limites, Clegg a construit un show qui tient plus souvent de la revue que du concert rock, où chaque moment fort (les tubes, les interventions des danseurs zoulous) est programmé à la minute près.

Savuka, son groupe, malgré une programmation de clavier d'un mauvais goût résolument rétrograde tourne avec une cohésion qui masque l'absence d'individualités musicales marquantes (à l'exception de Solly Letwaba, le bassiste). Sous des lumières gentiment spectaculaires (petites étoiles et pyrotechnies bénignes), la soirée se passe sans surprises, bonnes ou mauvaises.

THOMAS SOTINEL

► **Au Zénith, porte de Pantin, 75019 Paris. Jusqu'au 23 mars. A 20 heures.**

## Musiques noires et fauteuils rouges

### *Les cinquante musiciens et danseurs d'Africa Oyé ont séduit les Etats-Unis. A Paris, ces authentiques Africains animent la scène du Casino de Paris.*

*Comment réunifier l'Afrique* en un seul titre et deux heures de spectacle ? l'Américain Mel Howard, qui produit la comédie musicale *Cats* à deux pas de là, au Théâtre de Paris, et le Français Michel Boudon, qui a monté en France des spectacles africains pour le Festival d'automne et la Grande Halle de La Villette, ont puisé dans le franc-parler zaïrois. C'est simple : en signe de contentement on accole en bout de phrase un sonore *oyé !* (littéralement : viva !). La revue s'appelle donc *Africa Oyé*, un titre qui suggère plutôt le déshabillé que la tradition *mandingue. Et c'est dommage*, car les cinquante musiciens et danseurs qui tiennent la scène du Casino de Paris sans susciter l'ennui des revues ethno-folklorique font montre de qualités musicales incontestables.

*Au milieu de décors plutôt succints*, du genre lianes et soleil couchant, les Pygmées batwa-ekonda du Zaïre ouvrent le spectacle avec une marche de la tortue.

Costumes et instruments présentent tous les signes d'usure prouvant un usage répété en dehors des salles confortables des capitales occidentales que les spectacle sillonne depuis sa création le 4 mai à Boston. S'ensuit un incroyable et fascinant catalogue de rythmes, de masques et d'instruments africains : le xylophone madimba du Zaïre, le balafon malinké des Peuls, l'alghaïta du Niger, petit instrument à vent qui ne permet jamais aux joues de dégonfler, *le kologné de Guinée, un tambour* d'eau fait de calebasses... Une notice *distribuée au public en explique sommairement les origines*, ainsi que le pourquoi et le comment des rites des Mbulie-Hemba de l'Afrique de l'Est ou des Pende du Zaïre.

Le clou du spectacle devrait être le final, où tous les artistes de la revue se retrouvent sur scène pour chanter en chœur *Africa Oyé* et reconstituer la mosaïque africaine du Sahel au Zimbabwe. Le spectacle pèche alors par sa naïveté, sorte d'antiracisme plein de bonnes intentions, ultime trace d'une revue d'abord conçue aux et pour les Etats-Unis. Mais les séquences se succèdent sans heurt et sans trop d'artifice.

Michel Boudon, qui a puisé à la fois dans le réservoir naturel, les villages africains, en accord avec les chefs coutumiers, et dans les productions nationales (les Percussions de Guinée, la chanteuse malienne Kandia Kouyate), a d'ailleurs demandé aux musiciens de la troupe d'adapter eux-mêmes les coutumes aux nécessités du show en élaborant des versions courtes.

*Africa Oyé* gagne en ce sens le pari de l'ouverture sans dommage de fond. A preuve, la prestation des Percussions de Guinée, qui dévoile toute la richesse rythmique, instrumentale et métaphorique de la musique africaine. Eparpillés dans la salle, surgis du noir, les sept tambours rejoignent sur scène les danseuses du Ballet du Sénégal. Et le public confortablement enfoncé dans les fauteuils rouges du Casino de Paris applaudit à tout rompre.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

★ *Africa Oyé*, au Casino de Paris, jusqu'au 25 mars. Tél. : 49-95-98-98.

## Stéphane Eischer l'Européen

### *Il écrit aussi bien en français qu'en anglais ou en allemand et, entre rock et ballade, mélange allègrement les genres*

Stéphane Eischer est né à Berne dans une famille musicienne : son père était violoniste de jazz, l'un de ses frères dirigeait un groupe de rock, un autre était pianiste de jazz. Le rock d'Elvis Presley, de Lou Reed et de Bruce Springsteen, le soul de Motown, la musique country d'Hank Williams, les chansons de Jacques Dutronc et de Serge Gainsbourg ont tissé l'univers de cet auteur-compositeur et interprète.

Dès le début de son aventure, il y a huit ans, Eischer a eu le désir de ne pas se presser. Il a commencé par dompter un ordinateur qui, sur scène, l'a accompagné mieux que ne le ferait n'importe quel groupe ordinaire. Et il est parti à la rencontre du public : d'abord dans les cafés-théâtres, jouant parfois devant une douzaine de personnes, puis, peu à peu, dans des clubs et dans des *discothèques, avant d'atteindre* les salles de concert.

L'avant-dernière tournée annonçait un changement : des musiciens venaient épauler les synthétiseurs. Aujourd'hui, fatigué des sons synthétiques, Stéphane Eischer a complètement abandonné l'ordinateur. Il a repris sa guitare et son harmonica et s'est entouré d'un groupe complet.

Pour Stéphane Eischer, la chanson doit avoir une structure classique, avec un début, un milieu, une fin. Ecrivant aussi bien en anglais et en allemand qu'en français, il ne passe jamais d'une langue à l'autre en cours de composition, mais n'a aucun scrupule à mélanger les instruments et les genres, à passer du rock à la ballade nostalgique qu'il chante avec une voix râpeuse, dylanesque.

CLAUDE FLÉOUTER

► **Le Bataclan, du 20 mars, 20 h 30, CD, album et cassettes**



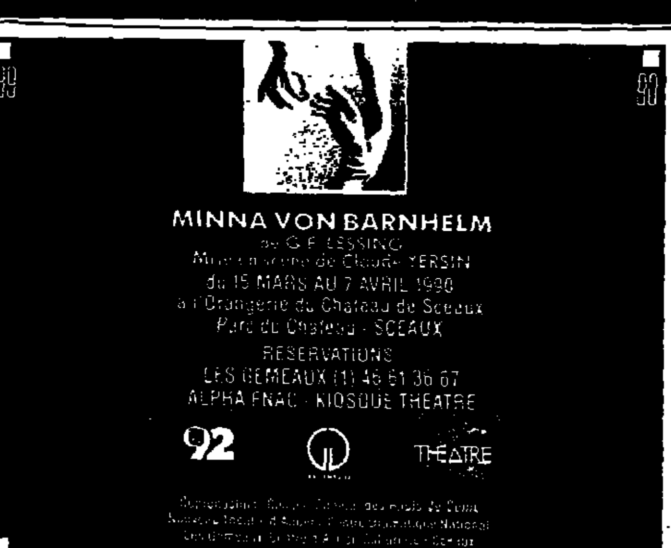










# SCIENCES ◆ MEDECINE

## Les satellites sont sympas

*Grâce au satellite, les sociétés de transport pourront communiquer avec leurs chauffeurs et localiser à tout moment leurs camions*

IL y avait la police de la route et celle de l'air et des frontières. Mais demain, il pourrait bien y avoir aussi la police de l'espace. Une police toute faite de discrétion et à laquelle rien n'échapperait. Une police capable de suivre mètre par mètre, minute par minute le déplacement d'un convoi routier chargé de matières dangereuses ou celui d'un transport de fonds.

Une telle surveillance n'est plus du domaine de la fiction. Mieux même, les pouvoirs publics et les sociétés de transport y pensent déjà, si l'on en juge par les quelques commentaires que le secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, M. Georges Sarre, a fait lors du dernier conseil des ministres. M. Sarre a souhaité que les sociétés chargées du transport des matières dangereuses étudient la possibilité d'équiper leurs véhicules de terminaux autorisant le suivi par satellite, qui permettrait de les localiser à tout moment – avec indication des caractéristiques et de la nature des produits transportés – et d'entrer immédiatement en contact avec les conducteurs ou les autorités concernées en cas de problème. C'est déjà possible aux Etats-Unis de manière opérationnelle et, à titre expérimental, en Europe, grâce à des moyens nouveaux dont l'ancêtre est le fameux système de localisation par satellite Argos, rendu célèbre par le suivi des courses de bateaux en solitaire qu'il a permis.

Argos est utilisé depuis des années pour la localisation des icebergs ou des albatros dans leurs errances, l'interrogation à distance de balises destinées à la géophysique ou à l'étude des crues, et celui enfin, plus spectaculaire, du sauvetage des équipages d'avions de tourisme et des marins perdus en mer. Mais, très vite, le besoin s'est fait sentir de sortir de ce cadre étroit. Avec la collaboration des firmes Geostar et Qualcomm, qui exploitent des systèmes similaires aux Etats-Unis, les responsables de la société Locstar et ceux de l'organisation européenne de télécommunications par satellite Eutelsat ont imaginé de recourir au satellite pour localiser les mobiles terrestres circulant en Europe, transmettre de courts messages à l'intention de leur conducteur et recevoir des informations sur la situation à bord du véhicule.

Désormais, l'heure est au commerce et à la rentabilité. *« Un à deux millions de véhicules sont susceptibles de s'équiper en Europe d'un système comme le nôtre*, estime M. Renaud Régis, directeur général de Locstar. *Notre objectif est de placer 600 000 à 650 000 terminaux d'ici à l'an 2000. »* Les clients visés sont avant tout les transporteurs routiers : selon une étude réalisée aux Etats-Unis, les camions équipés du système Geostar ont économisé chacun près de 7 500 F chaque année (coût du matériel déduit) grâce à la diminution des parcours à vide et à la meilleure gestion du planning qu'il permet.

### Des trains aux incendies de forêt

Mais les véhicules sanitaires ou de secours sont évidemment aussi concernés. De plus, si la version de base prévoit la mise en œuvre d'un terminal avec écran ou d'un petit télex, le système peut, en fait, être raccordé à d'autres équipements comme des détecteurs ou des appareils de télécommande.

On peut ainsi imaginer de surveiller par satellite la température d'une remorque frigorifique, le bon fonctionnement d'un moteur de camion ou même des installations industrielles, de détecter des pollutions de cours d'eau, le déclenchement d'incendies de forêts, de télécommander l'ouverture ou la fermeture de vannes sur des pipe-lines perdus au fin fond de l'Alaska. La SNCF a même envisagé la mise en place d'un système de régulation du trafic ferroviaire par satellite baptisé Astrée, qui aurait pu utiliser Locstar. Mais, estime M. Régis, cela exigerait trois satellites en orbite (par sécurité) et un trop grand nombre de terminaux pour être envisageable à court terme. Avec un tel marché potentiel, la société Locstar n'a pas rencontré trop de difficultés pour clôturer son augmentation de capital *(voir encadré)*.

Cette opération permet à la société, créée en décembre 1988, de passer de la phase d'études au vrai démarrage du programme, et de confirmer ainsi la mise en place pour mi-1993 de deux satellites dédiés à ce type de service, construits par un consortium européen mené par Matra. L'organisation Eutelsat n'est pas en reste. Depuis la fin du mois de janvier dernier, elle promeut le système commercialisé par la firme américaine Qualcomm en multipliant dans l'ensemble des pays européens les opérations de repérage et de transmission de messages, *via* les satellites de télécommunications Eutelsat, avec de petits véhicules équipés d'une antenne de faible dimension. Geostar, e « père » américain de Locstar, est en service opérationnel aux Etats-Unis depuis septembre 1989. Un départ foudroyant puisque 3 500 poids lourds y sont déjà dotés de terminaux et que les sociétés privées de transport routier en ont déjà commandé 8 000 autres. L'Agence de protection de l'environnement et le département de la défense devraient s'en équiper, eux aussi. Le système concurrent Omnitrax, commercialisé par la société Qualcomm, qui avait démarré plus tôt, en 1988, exploite actuellement quelque 8 000 terminaux, et garde donc le leadership.

Mais, affirme M. Renaud Régis, directeur général de Locstar, *« Geostar compte prendre l'avantage rapidement »*. L'atout de Locstar et de Geostar réside, selon M. Régis, dans la parfaite adéquation du matériel, optimisé dès le départ pour les transports terrestres, un terrain où les « zones d'ombres » causées par le relief, des arbres ou des bâtiments sont nombreuses. Les « charges utiles » spécifiques montées sur les mêmes GTE Spacenet, pour Geostar, ou les satellites propres de Locstar fonctionnent sur des bandes de fréquence qui permettent un débit très rapide (15 kilobits par seconde). Un mobile se déplaçant à 60 km/h peut ainsi recevoir ou envoyer une centaine de mots en n'ayant pas parcouru plus d'un mètre, ce qui limite la probabilité de brouillage. En revanche, Qualcomm et Euteltracs utilisent des satellites de télécommunications conçus pour les liaisons avec des stations au sol fixes, et les véhicules dotés de leurs terminaux peuvent parcourir (à 60 km/h) près de 800 mètres pendant la même opération. Le système Locstar permet en outre l'emploi de petites antennes fixes, de la taille d'une main et ressemblant un peu à un cendrier renversé. Locstar annonce une précision de localisation de cent mètres *« pouvant descendre jusqu'à dix mètres »*, contre 300 mètres pour Euteltracs.

Mais, évidemment, la location de circuits sur des satellites déjà en exploitation permet une mise en place plus rapide et, surtout, exige des investissements moins importants. Ceux de Locstar se montent à quelque 3 milliards de francs pour la fabrication et le lancement de deux satellites (plus un troisième de réserve au sol) et pour la construction du central, à Marseille, sur le site de la technopole de Château-Gombert. *« En revanche*, souligne M. Renaud Régis, *une fois ces investissements faits, les coûts d'exploitation sont extrêmement faibles. Le point de rentabilité peut être atteint à partir de 150 000 à 160 000 terminaux en service. Nous prévoyons d'y arriver vers 1996 et, à partir de cette date, nous pourrions modifier notre politique tarifaire. »* L'issue de la bataille commerciale – qui s'annonce rude – dira qui, d'Euteltracs ou de Locstar, a fait le bon choix technologique. Mais personne ne doute de l'avenir commercial de ce genre de système. Après les Etats-Unis et l'Europe, l'Australie, le Japon et l'Asie du Sud-Est étudient à leur tour la possibilité de se doter de satellites permettant la mise en place d'un dispositif compatible avec Geostar et Locstar.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et JEAN-PAUL DUFOUR



JEAN-FRANÇOIS MARIN/EDITING

*Camionneurs au tunnel du Fréjus (versant italien).*

## Les ambitions de Locstar

Le capital de Locstar vient de passer de 100 millions à 676 millions de francs, et le nombre des actionnaires de 27 à 42. ceci *devrait permettre, selon* MM. Frédéric d'Allest et Renaud Régis, respectivement président et directeur général de la société, *« un rééquilibrage en faveur de l'Europe du Nord (Grande-Bretagne, Allemagne, Benelux et Scandinavie), la précédente répartition ayant donné lieu une surreprésentation de l'Europe du Sud et de la France. La part de cette dernière passe ainsi e 75 % à 47,3 % »*

Cette nouvelle répartition du capital met en relief la constitution de deux pôles.

*Un pôle industriel où apparaissent* des firmes européennes comme Matra, Daimler-Benz, MAN, British Aerospace, GEC, Sagem et aussi, bien sûr, la société américaine Geostar, qui a suivi l'augmentation de capital pour maintenir sa part à 7,5%.

Un pôle financier enfin (15% du capital), toujours dominé par le Crédit lyonnais, mais ouvert sur la Banque européenne d'investissement grâce à l'entrée du Crédit national.

A l'occasion de cette annonce, faite lundi 19 mars, les *respon sables de Locstar ont* également annoncé qu'ils avaient choisi leurs fournisseurs de terminaux. Trois fabricants ont été retenus parmi les huit *sociétés ayant* répondu à l'appel d'offre lancé l'an dernier par Locstar.

Il s'agit de MAN (Allemagne), associé à Sony, de Sagem (France), et de Techniphone, consortium franco-italo-espagnol, un des actionnaires de départ de Locstar et Geostar. Les terminaux pourraient être *loués ou proposés aux clients* à un prix compris entre 12 000 et 18 000 francs.

Le service Locstar devrait être, quant à lui, offert pour un abonnement mensuel d'environ 400 F, les transactions par satellite *(localisation ou messagerie)* devant être facturées au prix de 1 à 2 francs.

## Le rein artificiel au chevet de la vieillesse

*Un nombre croissant de personnes en hémodialyse ont plus de soixante ans. Jusqu'à quand doit-on mettre en œuvre ce traitement ? Qui décide de le stopper ?*

Pour la première fois en France, une vaste enquête vient d'être lancée dans la communauté des néphrologues afin – entre autres – de cerner l'attitude de ces spécialistes à l'égard de la mort de leurs patients traités par hémodialyse (ou rein artificiel). Sont-ils en présence de leur malade *jusqu'à ses derniers instants* ? Ont-ils, au contraire, recours au psychiatre ou au prêtre ? La famille prend-elle position lorsque survient l'arrêt du traitement de l'un de ses membres souffrant et proche de la mort ? *« Sans chercher à faire de statistiques sur ces sujets difficiles, cette enquête souligne la nécessité ressentie par les spécialistes de néphrologie de mener une réflexion approfondie dans ce domaine »*, explique le professeur Françoise Mignon (hôpital Tenon, Paris), qui présidait, il y a quelques jours, un congrès de néphrologie prospective consacré au troisième âge (1).

### La seule chance de survie

L'organisation d'un tel congrès et les thèmes abordés à cette occasion soulignent la profonde évolution que sont en train de vivre la néphrologie et la technique du rein artificiel, ainsi que les nouvelles questions d'ordre éthique qui, à ce sujet, sont soulevées. Après sa mise au point il y a une trentaine d'années, la technique de l'hémodialyse s'est progressivement développée et a largement diffusé pour concerner, aujourd'hui en France, près de dix-sept mille personnes souffrant d'insuffisance rénale chronique, pour lesquelles le rein artificiel est (avec, pour certains d'entre eux, la transplantation rénale) la seule chance de survie. Les spécialistes observent aujourd'hui un très net vieillissement de la population en hémodialyse, et prévoient que, sur les vingt mille personnes qui seront traitées dans dix ans en France, 60 % auront plus de soixante ans. *« D'ores et déjà, la proportion de malades âgés de plus de soixante-quinze ans est loin d'être négligeable, et il n'est pas exceptionnel que l'on nous adresse des patients âgés de quatre-vingt-cinq ans et plus »*, note le docteur Bernadette Faller (centre hospitalier de Colmar).

Plusieurs éléments expliquent cette évolution. *« Il y a d'abord*, explique le professeur Mignon, *le fait que, grâce à une série de progrès médicaux, qu'il s'agisse du dépistage précoce des malformations urologiques, des traitements antibiotiques systématiques, chez l'enfant, des foyers infectieux potentiellement dangereux pour le rein, ou encore du traitement de l'hypertension artérielle, le nombre de personnes jeunes devant être prises en hémodialyse se réduit constamment. Il y a aussi, parallèlement, l'ouverture de plus en plus large des services spécialisés à des personnes âgées. »*

Dans le même temps, la technique du rein artificiel a évolué, permettant une prise en charge individuelle à domicile, et une plus grande autonomie du malade. C'est particulièrement vrai avec la technique dite de la dialyse péritonéale continue ambulatoire, ou DPCA, qui, développée depuis une dizaine d'années, concerne aujourd'hui 9 % des malades dialysés en France. A la différence de l'hémodialyse (où un rein artificiel pallie, *via* le sang, une fonction rénale défaillante), la DPCA consiste, schématiquement, à utiliser la membrane du péritoine comme un filtre biologique (et non plus la membrane de dialyse du rein artificiel), l'opération rénale étant alors assurée par un liquide de dialyse régulièrement renouvelé.

### « Techniques complémentaires »

Si elle présente une série d'avantages importants (simplicité de la technique, plus grande autonomie pour le malade, absence d'hospitalisations répétées, etc.), cette méthode se heurte au fait qu'elle ne peut, à la différence du rein artificiel, être utilisée sur de très longues périodes. Elle est ainsi, avant tout, réservée aux personnes jeunes, en attente d'une greffe de rein, et aux personnes âgées...

*« Ainsi, alors qu'elles ont souvent dans le passé été opposées l'une à l'autre, ces deux techniques apparaissent aujourd'hui parfaitement complémentaires, compte tenu de la nécessité croissante de maintenir les patients à leur domicile et compte tenu aussi du bénéfice qu'il peut y avoir à les faire passer de l'une à l'autre en fonction de leur état cardiovasculaire, de leur situation familiale ou géographique »*, ont expliqué les congressistes.

Pour certains spécialistes, la DPCA, parce qu'elle apporte de nombreux avantages, en particulier aux personnes du troisième âge, devrait en France être amenée à se développer de façon importante dans les prochaines années, comme elle l'est déjà dans plusieurs pays industrialisés. *« Seule, la puissance du lobby privé de l'hémodialyse peut expliquer que la DPCA ait encore une place aussi réduite dans l'Hexagone »*, confient-ils.

En Grande-Bretagne, cette technique ambulatoire a, de l'avis des néphrologues français, permis de trouver une solution pratique à un problème éthique particulièrement douloureux dans la mesure où, il y a une dizaine d'années, l'hémodialyse était, pour des raisons économiques, refusée aux personnes de plus de cinquante ou cinquante-cinq ans. Une situation aujourd'hui qualifiée de *« révoltante »* et d'*« inacceptable »* par les néphrologues français, et qui avait fait l'objet de plusieurs critiques dans la presse médicale spécialisée.

Même s'il est difficile de formuler un scénario précis, il est clair que le fait de ne pas prendre en hémodialyse une personne insuffisante rénale chronique revient indirectement à la condamner à une mort rapide.

JEAN-YVES NAU

*Lire la suite page 20*

(1) « Néphrologie prospective : le troisième âge ». Congrès organisé au Palais des congrès de Paris les 15 et 16 mars.

## « Symphonie » japonaise

Dans le passé, les industriels américains ont souvent eu en *matière commerciale un rien de* condescendance et de paternalisme à l'égard de ceux qui cherchaient à les imiter. Puis le temps est venu où les élèves ont pris le *pas sur leurs maîtres en déclen*chant les réactions que l'on imagine.

Car, dès lors qu'un monopole américain établi de longue date est contesté, l'Amérique oublie les bonnes règles du libéralisme commercial.

Les exemples ne manquent pas d'une *telle attitude. Il n'est pas de* semestre sans que la toute-puissante Amérique s'indigne des succès remportés à l'exportation par le consortium Airbus au prétexte que ses appareils sont subventionnés, ce qui ne serait, paraît-il, pas le cas des avions américains.

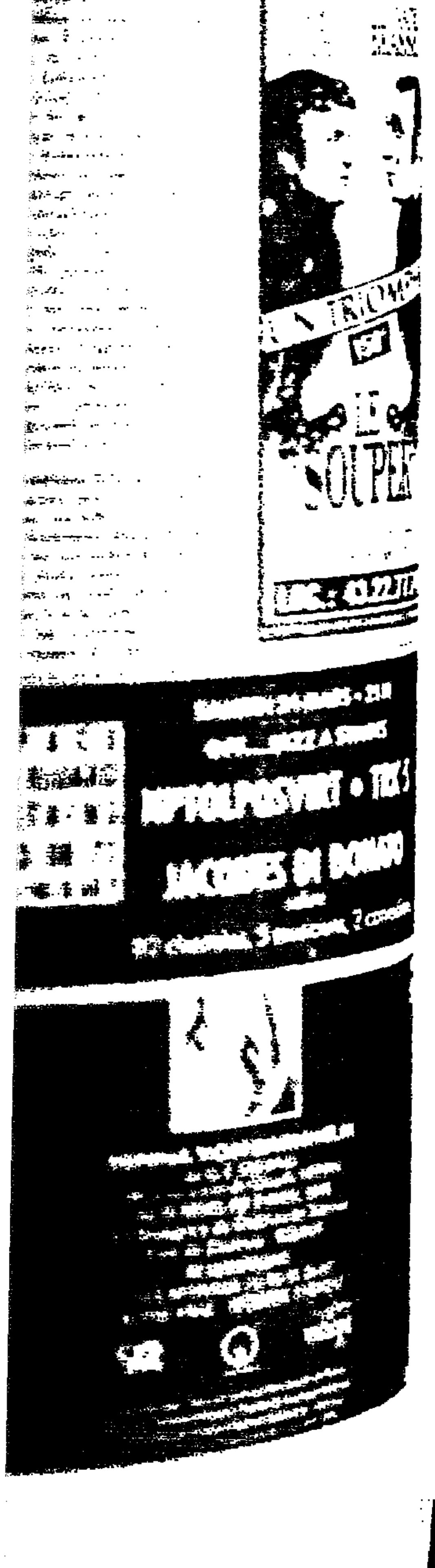
De même, Eurodif, la société européenne spécialisée dans l'enrichissement de l'uranium, a eu à connaître la colère du gouvernement américain, peu satisfait de voir les Européens lui rafler des contrats qu'il pensait lui revenir de droit.

Plus près de nous, Ariane space dut défendre, bec et ongles, ses lanceurs de satellites qui assurent aujourd'hui la moitié des services mondiaux de lancement.

L'Amérique accuse les Européens de pratiquer des prix de vente qui ne tiennent pas compte des sommes allouées pour développer leurs lanceurs, oubliant en cela qu'elle procédait ainsi depuis des lustres. Aujourd'hui, c'est au tour des Japonais de faire l'objet de ses protestations. Après des mois de demandes insistantes – des firmes américaines voulaient fournir des pièces destinées aux satellites japonais, – les négociations entre Tokyo et Washington se sont brutalement interrompues *la semaine dernière. L'objet du* litige, le satellite de télécommunications CS-4, dont les Japonais affirment qu'il est le fruit d'un projet de développement technologique, donc dans le domaine réservé de leur propre l'industrie, *tandis que les Américains le* considèrent comme un satellite commercial dont la construction doit donner lieu à des appels d'offres internationaux.

Bref, Washington accuse purement et simplement Tokyo de chercher à exclure du marché japonais les satellites et les maté*riels fabriqués par les sociétés* américaines. Et ce, avec d'autant plus de conviction que les deux pays s'opposent aussi sur la commercialisation des super-ordinateurs et des produits de la filière bois. De là à imaginer que l'Amérique prenne des mesures de rétorsion – une augmentation des droits de douane sur certains produits – contre Tokyo, il n'y a qu'un pas que le gouvernement Bush envisage de franchir si rien n'évolue d'ici au 15 juin.

*Une attitude qui n'est pas sans* rappeler celle que l'administration américaine avait eu lors de la mise en orbite en 1974 du satellite expérimental de télécommunications franco-allemand Symphonie dont elle craignait qu'il ne devienne la tête de pont des télécommunications spatiales européennes.



# Le rein artificiel au chevet de la vieillesse

*Suite de la page 19*

A la différence de ce qui se passe pour la plupart des autres organes, le vieillissement du rein n'entraine au départ pratiquement pas de symptômes, tout se passant comme si le maintien de l'homéostasie du milieu intérieur devait coûte que coûte être assuré.

Il n'en est pas moins vrai, comme l'a souligné lors du congrès *le docteur Albert Mimran (hôpital* Lapeyronnie, Montpellier), que cet organe fait l'objet, avec le temps, de *nombreuses modifications.*

Ainsi, le rein perd environ 20 % de son poids entre quarante et quatre-vingts ans, tandis que sa structure subit de profondes altérations (fibrose, réduction du nombre de ses glomérules, artério-sclérose, etc.).

Outre ces modifications anatomiques et fonctionnelles, le rein fait aussi l'objet d'altérations hormonales, le tout expliquant qu'avec l'âge il s'adapte de moins en moins bien aux sollicitations normales (d'origine alimentaire) ou pathologiques (élimination des médicaments) dont il peut faire l'objet.

### Plus un problème éthique que financier

L'absence – ou l'arrêt – de la dialyse chez une personne âgée insuffisante rénale chronique peut certes *ne pas entrainer* d'emblée de symptômes pathologiques en dépit de la dégradation progressive de fonctions rénales que de fait elle implique.

Il n'est est pas moins vrai que, d'une manière ou d'une autre, une telle situation conduit immanquablement à une réduction de la durée de la vie du malade.

*« Toutes les personnes âgées insuffisantes rénales chroniques ne sont pas connues des services de néphrologie,* note le docteur Faller. *En pratique, la première sélection est effectuée en amont, par les médecins traitants, praticiens ou spécialistes. Soit le diagnostic d'insuffisance rénale n'est pas fait, soit, lorsqu'il est fait, le praticien décide de ne pas « imposer » à son malade une dialyse dont il garde le plus souvent, avec le temps, le souvenir d'un procédé thérapeutique quelque peu barbare. »*

Lorsque ce premier obstacle peut être franchi et une fois réglée la question d'hémodialyse-DPCA, le problème ultérieur concerne l'arrêt – à un moment ou à un autre – de *l'évolution des processus* pathologiques dont souffre le malade – de ce traitement palliatif de la fonction rénale.*Plus* qu'un problème financier (aucune limitation directe du traitement par les caisses de sécurité sociale n'étant à déplorer) il s'agit là d'un problème éthique pour lequel on est encore loin de disposer de l'ensemble des données médicales et scientifiques indispensables à son traitement.

Rien, en effet, faute de travaux prospectifs détaillés, ne permet encore de dire si, dans telle ou telle situation la dialyse apporte un véritable bénéfice en augmentant la durée d'une vie que l'on peut, en toute objectivité ou quel que soit le critère privilégié, estimer être de *« qualité ». « Rien dans ce domaine n'est codifié,* précise le professeur Mignon, *sauf en ce qui concerne l'arrêt d'une dialyse chez un malade cancéreux ayant des métastases douloureuses. Pour le reste, toutes les questions sont ouvertes. »*

Faut-il laisser les spécialistes de néphrologie et les équipes soignantes décider entre eux de la meilleure conduite à tenir face à leurs malades ? Convient-il au *contraire de définir au plus vite* les directives générales face à ces problèmes qui se poseront de plus en plus fréquemment et qui ne sont pas sans rappeler ceux, douloureux, de l'euthanasie passive ?

**JEAN-YVES NAU**



SERGE GIBERT/ODYSSEY

*Une hémodialyse en milieu hospitalier*

Un appel

# Deux cents familles pour vaincre le diabète

Le diabète non insulino-dépendant (type 2) est une maladie fréquente qui touche plus de 1 million de Français, pour la plupart âgés de plus de quarante ans. Sa fréquence est croissante dans le monde entier, et l'Organisation mondiale de la santé vient de déclarer le diabète comme une de ses priorités des prochaines années.

Le diabète étant un des *« fléaux majeurs menaçant nos systèmes de santé »,* l'OMS appelle les Etats membres *« à la prévention et à une amélioration de la prise en charge des diabètes ».* Le diabète non insulino-dépendant en l'absence de traitement adapté est une maladie grave : il n'y a pas de *« petit diabète ».*

Etre diabétique expose à des complications rénales, oculaires, neurologiques et surtout cardio-vasculaires. Plus de 75 % des diabétiques meurent prématurément de complications cardio-vasculaires essentiellement coronariennes.

De nombreux diabètes non insulino-dépendants sont méconnus et non traités pendant de nombreuses années, car il est fréquent de trouver des complications dégénératives (qui demandent au moins cinq ans d'hyperglycémie pour apparaître) chez les malades pour qui le diagnostic de diabète vient d'être posé.

C'est pourquoi le dépistage précoce et la prise en charge stricte des diabètes non insulino-dépendants sont essentiels.

La pathogénie du diabète non *insulino-dépendant* (DNID) est complexe, associant des troubles de sécrétion de l'insuline par le pancréas et une *diminution* constante de l'efficacité de l'action cellulaire de l'insuline.

Les facteurs environnementaux jouent un rôle important dans la *survenue de la maladie : l'obésité,* la sédentarité, l'urbanisation sont étroitement liées au DNID. Cependant, la plupart des sujets obèses ne sont pas diabétiques, et bien des diabétiques non insulino-dépendants ne sont pas en surpoids.

En effet, l'hérédité paraît primordiale : il existe une homologie de 99 % entre les vrais jumeaux par rapport à cette affection : lorsqu'un vrai jumeau devient diabétique non insulino-dépendant, son frère insulino-dépendant, se révélera quasiment toujours diabétique.

Les personnes qui ont un père, une mère ou un frère diabétique ont un risque très important de développer un jour la maladie. Pourtant à la différence de maladies comme la mucoviscidose ou la myopathie où on a pu récemment mettre en évidence la responsabilité d'un gène morbide, le DNID paraît d'origine polygénique, c'est-à-dire que des anomalies portant sur plusieurs gènes dont les produits interviennent dans le métabolisme des glucides sont nécessaires pour qu'un diabète apparaisse.

De plus, des études récentes montrent qu'il existe une liaison étroite entre hypertension artérielle, diabète non insulino-dépendant, hyperlipémie et maladies coronariennes.

Il est possible que la présence de formes particulières de certains gènes puisse protéger du diabète et des maladies cardio-vasculaires, alors que d'autres en favoriseraient l'apparition chez les individus prédisposés.

Il n'a pas été possible jusqu'à présent d'identifier de manière certaine les gènes impliqués dans la genèse du diabète, du fait des difficultés techniques mais surtout de l'insuffisance des effectifs de diabétiques étudiés.

Les chercheurs du Centre d'étude du polyphormisme humain (CEPH), dirigé par le professeur Dansset, prix Nobel de médecine, et les médecins du service de diabétologie de l'hôpital Saint-Louis ont décidé d'unir leurs efforts pour trouver les gènes responsables du diabète, et pouvoir ainsi connaître les sujets à haut risque, les surveiller et essayer de prévenir l'apparition de la maladie.

Nous possédons à l'hôpital *Saint-Louis* les *technologies* les plus modernes pour réussir. Mais, pour cela, il est indispensable que soit analysé l'ADN d'un grand nombre de sujets, diabétiques ou non, appartenant à des familles dont plusieurs membres sont diabétiques non insulino-dépendants.

Nous pourrons *ainsi établir* des corrélations entre la transmission familiale de la maladie d'une génération à l'autre et des formes particulières des gènes étudiés.

*Pour réussir nous avons* besoin de réunir au moins deux cents familles de diabétiques comportant *au moins deux membres diabétiques* et un membre non diabétique.

Pour qu'un progrès décisif dans la compréhension des mécanismes du diabète non insulino-dépendant soit réalisé, l'aide de tous est essentielle.

Si vous être diabétique non insulino-dépendant, et si vous avez parmi vos frères ou sœurs une autre personne diabétique, pouvez-vous prendre contact avec le numéro vert du service de diabétologie de *l'hôpital Saint-Louis* (05-02-04-12).

Une simple prise de sang suffit.

D'avance, nous vous remercions pour votre aide, dont dépend la réalisation pratique d'un projet médical majeur pour lequel la France occupe actuellement dans le monde une position privilégiée.

▶ **Professeurs Jean Dausset, *Daniel Cohen, Philippe Passa,* docteur Philippe Froguel, hôpital Saint-Louis, 1, avenue Claude-Vellefaux, 75010 *Paris.***







# Des foyers à l'hôpital

Située rue Tournefort, à quelques minutes à pied de l'institut Curie, la maison des parents Irène Joliot-Curie que vient d'inaugurer M. Claude Evin, ministre de la santé, est destinée à accueillir les familles des enfants soignés dans le service de pédiatrie du célèbre centre anti-cancéreux (1).

Midi et demi ; bavardages, babillages et bruits d'assiettes font résonner les murs de pierres apparentes de la grande salle à manger-cuisine.

Une odeur de peinture fraîche flotte dans les pièces, on entend encore quelques coups de marteaux à l'étage, les poignées de porte attendent d'être posées sur les placards, mais depuis le 9 janvier elle a enfin ouvert ses portes.

C'est, de la part de l'institut, *une initiative intéressante pour* prendre en charge le proche entourage du malade, dont la *présence, toujours bénéfique,* favorise parfois la guérison. Elle vient d'être inaugurée par *M. Claude Evin, ministre de la* santé.

Cet ancien hôtel-restaurant a été acheté en juin 1987 par l'institut, grâce à l'aide de quarante mille donateurs. Appels d'offre, tracasseries administratives pour obtenir un permis de construire, mise au point d'un plan conforme aux normes de sécurité..., les travaux, entièrement financés par le GRIF (Groupement des rénovateurs d'Ile-de-France) n'ont pu commencer que deux ans plus tard, en juillet de l'année dernière. Le gros œuvre terminé, il restait à meubler les 400 m².

Le GRIF, encore lui, contacte alors une vingtaine de sociétés qui offrent tables, chaises, canapés, mais aussi équipement électro ménager, linge, vaisselle...

La maison des parents a enfin obtenu d'importantes subventions de la Fédération des mutualités de France, de la Compagnie financière du CIC, du GAN et de la Caisse régionale d'assurance-maladie d'Ile-de-France.

Présente dès l'origine du projet, Mme Françoise Rosenblatt, surveillante générale *du service* de pédiatrie cancérologique de l'institut pendant douze ans, a conduit toutes les opérations avec le soutien du docteur Zucker, chef du service. C'est elle qui, cet après-midi, tient la réception.

*« Deux tiers des enfants viennent de province,* explique-t-elle. *Quand leurs familles débarquent à Paris, c'est souvent du jour au lendemain et elles se sentent complètement perdues. Avant, nous avions juste un petit appartement de trois pièces à leur proposer. »*

Aujourd'hui, vingt personnes réparties sur dix chambres peuvent habiter la maison (le service de l'hôpital compte en moyenne une vingtaine de malades).

La mère de David, originaire de Brest, est là depuis le 9 janvier. *« Aucun des hôpitaux de la région ne pouvait assurer les séances de radiothérapie qui devaient suivre l'opération de mon fils. A Paris, je n'ai qu'un oncle qui habite dans la lointaine banlieue. J'avais, chaque jour, près de deux heures et demie de transport pour me rendre à l'institut et en revenir. Ensuite, j'ai été dans un hôtel plus proche mais trop cher pour moi. »*

### Des séjours variables

A la maison des parents, les prix vont de 36 à 108 francs par personne la journée, selon les revenus de la famille. La durée des séjours varie selon le type de traitement suivi par l'enfant : quarante-huit heures s'il est hospitalisé pour un bilan, trois à cinq jours toutes les deux à quatre semaines s'il est sous chimiothérapie, jusqu'à cinq semaines s'il s'agit d'une radiothérapie.

Pour ne pas trop bouleverser le rythme de vie habituelle, Françoise Rosenblatt laisse les mères (ce sont surtout elles qui restent là pendant la semaine) faire le ménage de leur chambre, s'occuper de leurs courses et préparer leur repas dans la cuisine commune.

Chacune a son propre emploi du temps : *« Dès 9 h 30, je rejoins Rachelle dans le service,* explique cette femme dont la fille de douze ans est hospitalisée depuis un mois. *Vers midi, je la quitte une demi-heure, avec sa permission, pour aller me faire un café ; le soir, je reste avec elle jusqu'à 21 heures. »*

D'autres, dont les enfants sont soignés par radiothérapie, ont la chance de pouvoir les garder une grande partie de la journée et les ramènent le soir à l'hôpital.

*« Ici, c'est comme une deuxième maison,* s'exclame cette jeune Marseillaise. *Je suis arrivée le jour de l'ouverture, le lendemain ma fille, qui a treize mois, était opérée. Depuis une semaine, je peux de nouveau l'avoir avec moi. Je crois que sans cela je n'aurais pas tenu le coup. »*

Même discours chez la mère de David, qui conclut : *« C'est à la fois une prolongation du foyer familial et de l'hôpital. »*

Souvent réunies en fin d'après-midi dans le salon, les mères se racontent leur journée, partagent leurs espoirs et leurs angoisses. *« A l'hôpital, nous ne pouvons pas le faire,* explique l'une d'elles. *Nous sommes accaparés par nos enfants et de toute façon, nous ne voulons pas parler devant eux. »*

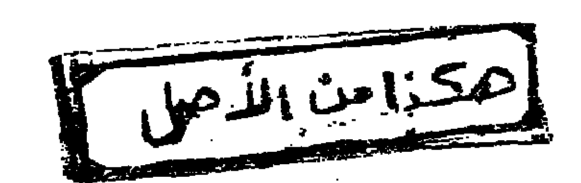
Vigilante, Françoise Rosenblatt commente : *« Cette communication est essentielle pour certaines, mais elle est parfois dangereuse. Sans le savoir, elles peuvent s'échanger de fausses informations, qui les rassurent ou les paniquent à tort. Une ou deux fois par semaine, j'organise des réunions pour remettre les choses au point. »*

Vers 19 heures, les nouveaux arrivants se présentent presque tous en même temps : un couple vient d'Orléans ; cette femme, Brestoise, dont la fille adolescente est là pour un bilan, connaît Françoise Rosenblatt depuis onze ans ; ce chirurgien marocain accompagne à l'institut Curie l'un de ces jeunes opérés, pour prendre l'avis des médecins français.

Il n'est pas exclu, glisse-t-on, que les proches des malades soignés dans d'autres services de l'institut puissent, un jour, en profiter.

**JULIETTE NOUEL**

(1) Une autre « maison des parents » baptisée « maison Ronald McDonald », *existe depuis 1974,* à l'institut Gustave-Roussy de Villejuif. Les responsables, viennent d'organiser à Paris, une réunion au cours de laquelle seront présentés les résultats d'une étude réalisée auprès des familles d'enfants hospitalisés.








# Les logiciels de Notre-Dame

*Pour la modernisation du grand orgue, les techniciens mettent en place un système électronique utilisant deux ordinateurs*

RÉUNION *peu ordinaire*, il y'a quelques jours, dans les hauteurs de Notre-Dame de Paris : le Père Jacques Perrier, archiprêtre de la cathédrale; M. Jean-Pierre Decavèle, technicien conseil du ministère de la culture ; quatre organistes, autant de facteurs d'orgue... et d'informaticiens. Des retrouvailles insolites pour l'Eglise, l'Etat et la technologie – le temps de donner au grand orgue de Notre-Dame une nouvelle jeunesse, *et de raviver ses harmonies d'antan.* A l'aide, modernité oblige, de l'électronique.

D'ici quelques semaines, en effet, le grand orgue se taira pour ses milliers de fidèles. Sitôt les fêtes de Pâques terminées, et pendant deux ans, plusieurs dizaines de personnes travailleront à sa restauration, sous les auspices conjoints du ministère de la culture et du clergé de Notre-Dame. Ses transmissions seront *entièrement renouvelées*, ses bois et son matériel sonore restaurés, son *buffet dégraissé et dépoussiéré.*

Un travail titanesque, à la mesure des cinq claviers et sept mille huit cents tuyaux qui composent l'instrument. Pas un sommier, pas un bourdon ne devrait échapper à ce grand nettoyage de fin de siècle... Mais il est vrai que l'orgue de Notre-Dame en a vu d'autres : depuis l'installation en 1402 (première date attestée par les documents capitulaires) du grand buffet gothique au fond de la nef, *sous la rose occidentale où il se* trouve actuellement, l'instrument n'a en *fait cessé* d'être remanié, modifié, amélioré – parfois de manière radicale. *Ainsi ne reste-t-il plus rien* aujourd'hui des quatre rangées de *tuyaux ouverts, du clavier unique et* du pédalier en tirasse qui constituaient *l'instrument d'origine.* Pas plus que des deux claviers supplé*mentaires que lui adjoignit au début* du dix-septième siècle le facteur Valéran *de Héman, ami et compa*triote de l'organiste rouennais Jehan Titelouze.

Il faudra attendre 1730 pour que le grand orgue, après plus de trois siècles de service et maintes remises en état, connaisse sa première rénovation sérieuse. Le grand jeu d'origine disparaît alors dans sa totalité, ainsi *que le buffet gothique*, qui cède la place à la grande menuiserie de style *Louis XV encore visible de nos* jours. Cinquante ans plus tard, Fran*çois-Henri Clicquot remplace le posi*tif – second clavier dont la tuyauterie prend place dans un buffet *séparé*, situé en avant du grand corps. Epargné par la Révolution, l'orgue est à nouveau modifié dans les années 1830 : les claviers sont ramenés à quatre (dont un expressif) et portés à soixante notes. Mais les travaux de restauration de la cathédrale, décidés sur ces entrefaites, entraînent la ruine de l'instrument. En 1860, sa reconstruction est confiée par Viollet-le-Duc à Aristide Cavaillé-Coll, qui dirige alors l'entreprise pilote de la facture d'orgue en France.

## 500 à 1 000 newtons par mètre carré

Celui-ci, à l'époque, vient tout juste de terminer l'orgue de Saint-Sulpice, l'œuvre la plus grandiose de sa maison. Va-t-il, dans la cathédrale, renouveler la performance ? Cavaillé-Coll choisit une autre voie : plutôt que dans la taille, c'est dans son esprit que résidera l'originalité du nouvel orgue de Notre-Dame. Signant ainsi sa réalisation la plus aboutie, l'illustre artisan bâtit, de 1863 à 1868, l'orgue monumental de quatre-vingt-six jeux et cinq claviers qui constitue la cellule de l'instrument actuel.

Détail d'importance : afin de vaincre la gigantesque pression (500 à 1000 newtons (1) par mètre carré) qui se crée dans la soupape lorsque l'organiste, pour jouer un tutti, fait « parler » tous les jeux en même temps, Cavaillé-Coll reproduit à Notre-Dame le système pneumatique déjà installé à Saint-Sulpice et à la basilique Saint-Denis. Dès lors, au plan musical, le grand orgue de la cathédrale ne connaîtra plus que de menues améliorations – parmi lesquelles une vingtaine de jeux nouveaux, comprennant une batterie d'anches en-chamade, un grand plein jeu de trente-deux pieds et plusieurs timbres de détail.


GÉRARD BOULAY/PHOTOLA

*Le grand orgue : cinq claviers et sept mille huit cents tuyaux*

Au plan technique, en revanche, beaucoup restait à faire. Aussi nécessaires soient-ils, les relais pneumatiques, constitués de bois et de peaux *de mouton, posèrent très vite, en* effet, de multiples problèmes d'entretien. *« Au dix-neuvième siècle, ces peaux vivaient trente ans,* souligne M. Jean-Pierre Decavèle, technicien conseil du ministère de la culture auprès des Monuments historique et de la Direction de la musique. *Mais au vingtième siècle, avec la pollution de la ville et les dix millions et demi de touristes que reçoit chaque année la cathédrale, il fallait les nettoyer tous les dix ans, et les changer tous les vingt ans...»* D'où l'idée, préconisée par certains dès le début du siècle, de doter l'orgue d'une console à traction électrique. *Cette dernière* est finalement mise en place dans les années 60, faisant disparaître les machines pneumatiques et reléguant la console mécanique au musée.

Solution idéale ? Loin s'en faut. Car, si le système d'électrification de l'orgue, adopté il y a près de trente ans et toujours en vigueur, permet l'économie d'un entretien régulier des peaux, il ne supprime pas le risque de panne, péché mignon de ce type d'installation. *Surtout lorsque la* transmission électrique est générali*sée – comme c'est le cas – à l'en*semble des notes et des jeux : soit *des centaines de contacts* sensibles à l'oxydation et à l'humidité. *Résultat : l'orgue de Notre-Dame est aujourd'hui* soumis à un régime de pannes *aussi fréquentes qu'imprévisibles,* qui obligent l'organiste à composer en permanence avec les caprices de son instrument, et réduisent considérablement sa marge d'improvisation.

Pour aplanir ce nouvel obstacle, *les nombreux musiciens qui se sont* penchés sur le cas de l'orgue de *Notre-Dame ont envisagé toutes* les hypothèses. Après sept ans de réflexion, ils sont arrivés à la conclusion suivante : il fallait rester dans le domaine électrique, mais le moderniser de fond en comble. Pièce maîtresse du projet, deux ordinateurs IBM PS/2 : l'un situé à l'intérieur de la console, l'autre contrôlant les soupapes – les deux unités étant reliées, non plus par des centaines de fils électriques, mais par un câble unique.

Une fois les travaux classiques de *restauration terminés* (2), *c'est donc* un véritable système électronique qui sera mis en place, sous la direction de la société d'ingénierie Synaptel. Pour la capture des notes, la transmission électrique sera remplacée par des capteurs magnétiques à effet hall, insensibles à la poussière et ayant déjà fait leurs preuves sur d'autres orgues, qui signaleront au système informatique la touche, la pédale ou la tirette de jeu en action.

Traité en temps réel, l'ensemble des informations en provenance de la console sera ensuite transmis, *via* un réseau local d'exploitation, vers l'ordinateur de buffet, qui le transmettra à son tour vers les cartes d'actionneurs contrôlant le déclenchement des soupapes des tuyaux. L'organiste pourra par *ailleurs* mémoriser son réglage personnel des jeux de l'orgue sur *un micro-ordinateur*, les restituer avant de jouer et les *visualiser à volonté sur écran.* Un avantage d'autant moins négligeable *que la cathédrale de Paris a renoué* depuis 1985 avec le traditionnel service *« par quartier »*, pour lequel quatre organistes se relaient chaque semaine.

Enfin, les rénovateurs de l'orgue symphonique de Notre-Dame comptent bien profiter de l'occasion pour augmenter ses possibilités musicales. En lui restituant notamment la complexité de sa soufflerie, conçue par Cavaillé-Coll pour faire « parler » les tuyaux à des pressions différentes selon leur caractère et leur tessiture. Un retour aux sources assorti d'une « remise en ordre » des jeux (modifiés, comme la soufflerie, au début du siècle) qui devrait permettre à chacun d'entre eux de retrouver, dès 1992, une prononciation et un timbre conformes à la pensée du maître.

**CATHERINE VINCENT**

(1) Un newton est une unité de force qui correspond à une accélération de 1 m/s par seconde communiquée à une masse de 1 kilo.

(2) Pour relever en deux ans ce défi technique, les efforts de trois entreprises françaises de facture d'orgue ont été réunis : les sociétés Boisseau et Cattiaux, Emeriau, Giroud, qui prendront en charge la restauration des sommiers, des réservoirs de la *soufflerie, et, bien sûr, des 7 800 tuyaux de* l'orgue de Notre-Dame.

**Le Monde**

***RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :***
**7, RUE DES ITALIENS**
**75427 PARIS CEDEX 09**
**Tél. : (1) 42-47-97-27**
**Télécopieur : (1) 45-23-06-81**

***ADMINISTRATION :***
**1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY**
**94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX**
**Tél. : (1) 49-60-30-00**
**Télécopieur : (1) 49-60-30-10**

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société :
*cent ans à compter du*
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*.
Le Monde-Entreprises,
Mme Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, *gérant.*

**Le Monde**
**PUBLICITE**
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

**Le Monde**
**TÉLÉMATIQUE**
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*
ou 36-15 - Tapez *LM*

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-88-61.

*Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration*

# AGENDA

## CINÉMA

## Programmes du mercredi 21 mars au mardi 27 mars

**Nous publions désormais le *mardi* les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du *mercredi*.**

**Les commentaires concernant les *films nouveaux* ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » *du mercredi (daté jeudi)*.**

### LA CINÉMATHÈQUE

**PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)**

**MERCREDI**

100 Années Lumière : Ténériffe (1932), d'Yves Allegret ; les Inconnus de la Terre (1961), de Mario Ruspoli ; A Valparaiso (1962), de Joris Ivens ; l'Ere industrielle, métamorphose du paysage (1964), d'Eric Rohmer, 16 h ; les Désastres de la guerre (1951), de Pierre Kast, Jean Grémillon, ; les Statues meurent aussi (1953), de Alain Resnais ; Nuit et Brouillard (1955), d'Alain Resnais, 19 h ; Farrebique (1946), de Georges Rouquier, 21 h.

### CENTRE GEORGES POMPIDOU

**SALLE GARANCE (42-78-37-29)**

**MERCREDI**

Le Cinéma cubain : Vecinos (1985, v.o. traduction simultanée), d'Enrique Colina ; Farol Azul (1961, v.o. traduction simultanée), de Roman Karmen ; Cuba, pueblo armado (1961, v.o. traduction simultanée), de Joris Ivens ; Carnet de viaje (1961, v.o. traduction simultanée), de Joris Ivens ; Chapucerias (1987, v.o. traduction simultanée), d'Enrique Colina ; Sobre un primer combate (1971, v.o. traduction simultanée), d'Octavio Cortazar ; Un pedazo de mi (1988, v.o. traduction simultanée), de Jorge Luis Sanchez, 14 h 30 ; Escenas de los muelles (1970, v.o. s.t.f.), d'Oscar Valdès ; la Primera Carga al machete (1969, v.o. s.t.f.), de Manuel Octavio Gomez, *17 h 30 ; Los Sobrevivientes (1978, v.o. s.t.f.)*, de Tomas Gutierrez Alea, 20 h 30.

### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles

(40-26-34-30)

**MERCREDI**

*La Parisienne : Jeune public : le* Ballon rouge (1956) de Albert Lamorisse, Enfants coureurs du temps (1983) d'André *S. Labarthe, 14 h 30 ; Actualités anciennes* : Actualités Gaumont, 16 h 30 ; Courtisanes : Bande annonce : faubourg *Montmartre* (1931), la *Chienne* (1931) de Jean Renoir, 18 h 30 ; Rêve de femmes : les Enfants du Paradis (1943-1945) de *Marcel Carné*, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

**ADIEU AU FAUX PARADIS** (All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**ALWAYS** *(A., v.o.) : Gaumont* Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet *Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis* Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; *UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40)* ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, *14e* (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; *v.f.* : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

**LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN** (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**BAGDAD CAFÉ** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**LE BAL DU GOUVERNEUR** (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC *Montparnasse, 6e* (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

**LA BAULE - LES PINS** (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

**BERLIN JÉRUSALEM** (Fr.-Isr., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

***BORIS GODOUNOV*** (Fr.-Esp.-Youg., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

***BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR*** (Pol., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

***LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS*** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; *Pathé Français, 9e* (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e *(43-31-60-74)* ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

***LE CHAMPIGNON DES CARPATHES*** (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

***CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES*** (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Ermitage, *8e (45-63-16-16)* ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-96) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, *15e (45-74-93-40)* ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**CHET BAKER, LET'S GET LOST** (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46).

**CINÉMA PARADISO** (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

**CRIMES ET DÉLITS** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Champs-*Elysées, 8e (45-62-20-40)* ; *UGC Opéra,* 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; *Mistral, 14e* (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; *v.f. : Pathé Français, 9e* (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; *Pathé Clichy, 18e* (45-22-46-01).

**LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

**LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

**LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

**LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

**DÉLIT DE FUITES** (Sov., v.o.) : Cinoches, *6e (46-33-10-82)*.

**DO THE RIGHT THING** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**ÉLÉMENTAIRE, MON CHER... LOCK HOLMES** (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; *UGC Rotonde, 6e* (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; *Fauvette, 13e (43-31-56-86)* ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

**ENTRE CIEL ET TERRE** (A., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

**ERREUR DE JEUNESSE** (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; *Sept Parnassiens, 14e* (43-20-32-20).

**ET LA LUMIÈRE FUT** (Fr.-All.-It.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

**LE FANTOME DE L'OPÉRA** (*) (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

**LE FESTIN DE BABETTE** (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**LA FÊTE DES PÈRES** (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**LA FILLE DES COLLINES** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

**LE GRAND BLEU** (Fr., v.f.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

**LA GUERRE DES ROSE** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; *UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59)* ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; *Pathé Montparnasse, 14e* (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**HAITIAN CORNER** (haitien, v.o.) : UGC *Lyon Bastille, 12e* (43-43-01-59).

**L'INCINÉRATEUR DE CADAVRES** (tchèque, v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

**INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE** (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

**L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; *Gaumont Parnasse*, 14e (43-35-30-40).

**ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ** *(Fr.) : George V, 8e* (45-62-41-46).

**JOHANNA ET LA SORCIÈRE** (Autr., v.f.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; *Le Berry Zèbre*, 11e (43-57-51-55).

**LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR** (Fr.-It., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; *Denfert, 14e* (43-21-41-01).

**LES LIAISONS DANGEREUSES** (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; *Républic Cinémas, 11e* (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

**MAMAN** (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

**MANIKA UNE VIE PLUS TARD** (Fr., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

**MAUVAIS SANG** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

**MERY POUR TOUJOURS** (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; *Epée de Bois*, 5e (43-37-57-47) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

***MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS*** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, *5e (43-26-19-09)*.

**MILOU EN MAI** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, *8e (43-59-19-08)* ; *Miramar*, 14e (43-20-89-52).

**MON VINGTIÈME SIÈCLE** (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**MORTU NEGA** (bissaugoinéen, v.o.) : UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

**MUSIC BOX** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, *15e (45-75-79-79)* ; *Bienvenüe Montparnasse*, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; *Pathé Français, 9e* (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, *15e* (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

### LES FILMS NOUVEAUX

**LA CAMPAGNE DE CICÉRON.** Film français de Jacques Davila : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT.** (*) Film polonais de Krzysztof Kieslowski, v.o. : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

**LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX.** Film polonais de Krzysztof Kieslowski, v.o. : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

**PROFOND DÉSIR DES DIEUX.** Film japonais de Shohei Imamura, v.o. : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

**ROGER ET MOI.** Film américain de Michael Moore, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**SHE-DEVIL.** Film américain de Susan Seidelman, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; *UGC Lyon Bastille, 12e* (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; *UGC Convention, 15e* (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

**MYSTERY TRAIN** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**NÉ UN 4 JUILLET** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, *8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie*, 8e (45-63-16-16) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : *Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31)* ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

***NÉS DES ÉTOILES*** (Jap., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

**NIKITA** (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; *UGC Danton, 6e* (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, *8e (47-20-76-23)* ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**NOCE BLANCHE** (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

**NOCTURNE INDIEN** (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

**NOUS NE SOMMES PAS DES ANGES** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

**OLIVER ET COMPAGNIE** (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; *Républic Cinémas, 11e* (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**OUBLIER PALERME** (It.-Fr., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE PETIT DIABLE** (It., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, *14e (43-21-41-01)*.

**LA PETITE VÉRA** (Sov., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**POTINS DE FEMMES** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

**POURQUOI BODHI-DHARMA EST-IL PARTI VERS L'ORIENT ?** (coréen, v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

**QUAND HARRY RENCONTRE SALLY** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

**LE REPAIRE DU VER BLANC** (*) (Brit.-A., v.f.) : Brady, 10e (47-70-08-86).

**RIPOUX CONTRE RIPOUX** (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont *Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e* (42-36-83-93) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, *8e (45-63-16-16) ; UGC* Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**SEXE, MENSONGES ET VIDÉO** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; *Elysées Lincoln, 8e* (43-59-36-14).

**STAN THE FLASHER** (*) (Fr.) : Forum *Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne*, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

**SUSIE ET LES BAKER BOYS** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC *Odéon, 6e* (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

**LE TEMPS DES GITANS** (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

**THE MAHABHARATA** (Fr., v.o.) : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

**TU NE TUERAS POINT** (*) (Pol., v.o.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

**UN HÉROS COMME TANT D'AUTRES** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46).

**UN MONDE SANS PITIÉ** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

**UN POISSON NOMMÉ WANDA** (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

**UNE SAISON BLANCHE ET SÈCHE** (A.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23).

**VALMONT** (Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

**VENUS PETER** (Brit., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE** (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**LA VIE ET RIEN D'AUTRE** (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

***LE VISITEUR DU MUSÉE*** (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

**LE VOLEUR DE SAVONNETTES** (It., v.o.) : *Epée de Bois, 5e (43-37-57-47)* ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

**YAABA** (Burkina-Faso, v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

### LES FESTIVALS

**DÉSERT D'AFRIQUE FICTIONS DU NORD, FICTIONS DU SUD** (v.o.). Institut du monde arabe, 5e *(40-51-38-38)*. Le Cavalier noir, (stf) sam. 17 h ; le Médecin de Gafiré, (stf) sam. 19 h 30.

**HOMMAGE A AVA GARDNER** (v.o.), Action Christine, 6e (43-29-11-30). Pandora, jeu., sam., lun. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 20 mn après ; *la* Comtesse aux pieds nus, mer., ven., dim., mar., séances à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 20 mn après.

**L'ACMA PRÉSENTE** , Accatone, 5e (46-33-86-86).

**LE LIVRE DES MORTS DE L'ANCIENNE EGYPTE** , Auditorium du Louvre, 1er (40-20-52-29). Les Douze Heures de la nuit, (sur une musique originale de Pierre Henry) ven. à 12 h 30, dim. à 14 h, 16 h, 18 h Pl. : 20 F, T.R. : 18 F.

**LES MATINÉES DU KINOPANORAMA** , Kinopanorama, 15e (43-06-50-50). Le Nil des Pharaons, Les Trésors de Toutankhamon, dim. 10 h Pl. : 65 F, T.R. : 55 F. Réservation aux 3 Fnac et à la salle. *Rens. : 40.10.10.01.*

**LES MIDIS DU LOUVRE** , Auditorium du Louvre, 1er (40-20-52-29). Montréal à Paris, (présentation d'un film primé lors du festival international du film sur l'art de Montréal) lun. 12 h 30 Pl. : 20 F.

**LITTÉRATURE ET CINÉMA** (v.o.), Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40). La Vie privée de Sherlock Holmes, mer. à *12 h (20 F) 14 h 10, 16 h 30*, 19 h, 21 h 30 ; Grand Hôtel, jeu. à 12 h 10 (20 F), 15 h 30, 18 h 50, 22 h 10 ; *Comme tu me veux*, jeu. à 14 h 10, 17 h 25, 20 h 45 ; Erendira, ven. à 12 h, (20 F) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; l'Insoutenable Légèreté de l'être, sam. à 12 h (20 F), 15 h, 18 h, 21 h ; Barry Lyndon, dim. à 14 h, 17 h 20, 20 h 40 ; le Messager, lun. à 12 h (20 F), 14 h 10, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; l'Arrangement, mar. à 12 h (20 F) 14 h 10, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

**LUIS BUNUEL** (v.o.), Latina, 4e (42-78-47-86). La Vie criminelle d'Archibald de la Cruz, mer., sam., mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, *22 h* ; la Mort en ce jardin, jeu., dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Un chien andalou, Los Olvidados, *ven., lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h,* 22 h.

**MARDIS JEAN VIGO** , Républic Cinémas, *11e (48-05-51-33)*. Fanny et Alexandre, mar. 20 h 30.

**PANORAMA DU COURT** , Escurial, 13e (47-07-28-04). Cinéma de danse, (avec 12 films) jeu. 22 h 30. T.U. : 40 F. Réserv. : 43.31.01.07.

**RÉTROSPECTIVE PIERRE CLEMENTI CÉLÈBRE ET INÉDIT** , Accatone, 5e (46-33-86-86). A l'ombre de la canaille bleue, (en présence de Pierre Clementi et du groupe Sans domicile fixe) mer. 20 h 30, ven. 23 h ; Visa de censure, mer. 22 h ; Carte blanche :, Un chant d'amour, sam. 23 h 30 ; *Porcherie*, jeu. 21 h 50, dim. 14 h, mar. 17 h 50 ; le Conformiste, jeu., sam. 18 h, dim. 12 h, mar. 19 h 40 ; la Voie lactée, sam. 20 h, lun. 21 h 40 ; les Idoles, ven. 20 h ; Performance, jeu. 20 h, ven. 21 h 30, lun. 14 h ; Love, mer. 18 h, jeu. 14 h, sam. 12 h, dim. 19 h 40 ; Un dimanche comme les autres, jeu. 12 h, ven. 18 h, dim. 21 h 30, mer. 14 h ; le Silence, ven., sam. 14 h, lun. 19 h 50, mar. 12 h ; A Bigger Splash, sam. 21 h 50 ; la Stratégie de l'araignée, dim. 17 h 50, lun. 12 h ; Cendres et Diamant, lun. 18 h ; New Old et Kiss, sam. 23 h 30 ; Film surprise, mar. 21 h 40.

**RÉTROSPECTIVE YOSHIDA** (v.o.), Action Christine, 6e (43-29-11-30). La Source thermale d'Akitsu, jeu., dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Histoire écrite sur l'eau, ven. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Promesse, mer. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Onimaru, mer., sam. à 14 h, *16 h 30, 19 h, 21 h 30* ; Coup d'Etat, lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

**TARKOVSKI RÉPOND A KUBRICK** (v.o.), Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34). Solaris, sam. *0 h ; 2001, l'Odyssée de l'espace*, sam. 3 h T.U. : 60 F.

**TROISIÈME FESTIVAL DU CINÉMA AFRICAIN** , *Musée des Arts africains et océaniens*, 12e (43-43-14-54). Doudou Ndiaye Rose, mar. 17 h 30 ; Batteries *dogon*, mar. 19 h 30. Entrée libre.

**WOODY ALLEN** (v.o.), Action Christine, 6e (43-29-11-30). Bananas, mer. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 10 mn après ; Broadway Danny Rose, jeu. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 10 mn après ; Comédie érotique d'une nuit d'été, ven. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 10 mn après ; Tombe les filles et tais-toi, sam. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 10 mn après ; Annie Hall, dim. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, *19 h*, 20 h 40, 22 h 20 film 10 mn après ; Guerre et Amour, lun. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 10 mn après ; Tout ce que vous avez toujours voulu savoir, mar. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20 film 10 mn après.

### LES SÉANCES SPÉCIALES

**AMARCORD** (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., lun. 18 h 45.

**LES AMOURS D'UNE BLONDE** (tchèque, v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) mer., ven., dim., lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

**LE BALLON ROUGE** (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam. 15 h 15, lun. 13 h 40.

**LA BELLE ET LA BÊTE** (Fr.) : Escurial, 13e (47-07-28-04) mer., sam., dim. 10 h (15 F pour les moins de quatorze ans).

**LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS** (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., ven., sam., lun. 22 h 20, dim. 14 h.

**CRIN BLANC** (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam., lun., avec.

**LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT** (*) (Fr.-Brit., *v.o.) : 14 Juillet Parnasse*, 6e (43-26-58-00) mer., dim. 19 h 40, 22 h, jeu., lun. 14 h, 16 h 30, 19 h 40, 22 h film *10 mn après*.

**E.T. L'EXTRATERRESTRE** (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. *17 h, sam., dim.* 13 h 15.

**EAT A BOWL OF TEA** (A., v.o.) : Studio 28, 18e (46-06-36-07) mer., jeu. 19 h, *21 h*.

**EMMANUELLE** (**) (Fr., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) (anglaise non *sous-titrée) mer. 22 h 30, jeu. 18 h.*

**LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS** (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, *15e (45-54-46-85) mer. 22 h 15, jeu.* 18 h 45, dim. 22 h, lun. 16 h 30, mar. 16 h 45.

**GOOD MORNING VIETNAM** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., lun. 20 h 30, ven. 16 h 40,.

**LA GUERRE DES BOUTONS** (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. *13 h 40, dim.* 17 h.

**LA GUERRE DES TUQUES** (Can.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) mer. 15 h, dim. 14 h 15.

**HELLZAPOPPIN** (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., dim. 16 h, ven., sam. 18 h 30, lun. 20 h 30.

**LE JOUR SE LÈVE** (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam., lun. 19 h.

**JULES ET JIM** (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) mer., ven., dim., mar. à 12 h.

**LEVIATHAN** (A., v.o.) : Grand Pavois, *15e (45-54-46-85) mer.* 22 h 15, jeu., ven. 13 h 30, dim. 22 h, lun. 18 h 45, mar. 21 h.

***LES LIAISONS DANGEREUSES*** (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) mer. 12 h 05.

***L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE*** (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 17 h.

***LE LOCATAIRE*** (Fr.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) mer., jeu., ven., sam., lun., mar. à 12 h T.U. : 20 F. ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., dim. 21 h.

**LE MAITRE DE MUSIQUE** (Bel.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 19 h, jeu. 13 h 45, sam. 15 h 15, dim. 18 h 30.

***MARQUIS*** (*) (Fr.) : *Accatone*, 5e (46-33-86-86) mer. 14 h 30.

**MARY POPPINS** (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) *mer.* 15 h 30, dim. 14 h.

**LA MÉLODIE DU BONHEUR** (A., v.f.) : Grand *Pavois, 15e (45-54-46-85)* mer. 13 h 30.

**METROPOLIS** (All., v.o.) : Républic Cinémas, *11e (48-05-51-33) mer., dim.* 18 h.

**LE MONDE SELON GARP** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 18 h, ven., mar. 18 h 45, dim. 22 h.

**MORT D'UN COMMIS VOYAGEUR** (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., jeu. 17 h 30, ven., lun. 15 h 30, sam. 13 h 30.

**LES NUITS DE LA PLEINE LUNE** (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., lun. 21 h.

**L'OURS** (Fr.-All.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 15 h 30, sam. 17 h mar. 19 h.

**PALOMBELLA ROSSA** (It., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) mer., ven., dim., lun., mar. 12 h 20.

**PETER ET ELLIOTT LE DRAGON** (A., *v.f.) : Denfert*, 14e (43-21-41-01) mer. 15 h 30.

**LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE *DES MERVEILLES*** (A., *v.f.) : Saint-*Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 17 h, dim. 15 h 15.

**LE PEUPLE SINGE** (Fr.-Indon.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) (Son SR) mer. 14 h, ven. 17 h 20, dim. 15 h 15, *lun. 19 h, mar. 17 h* 30.

**PICKPOCKET** (Fr.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) mer., lun., mar. 12 h.

**PINK FLOYD THE WALL** (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., ven., mar. 22 h 30, sam. 22 h 30, 0 h 20, dim. 20 h 15, lun. 20 h 30.

**LA PLANÈTE SAUVAGE** (Fr.-Tch.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 16 h 30, sam., dim. 13 h 30.

**LE ROMAN DE RENARD** (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) (avec les Yeux du dragon) mer., sam., dim., séances à 14 h, 16 h film 10 mn après. 15 F pour les moins de quatorze ans.

**LA SALLE DE BAIN** (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 20 h 20.

***SCARFACE*** *(A., v.o.) : Républic* Cinémas, 11e (48-05-51-33) lun. 19 h 50, mar. 21 h 50.

***SWEET MOVIE*** *(**) (Fr.-Can., v.o.)* : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 18 h.

**TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS** (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 13 h 40,.

## PARIS EN VISITES

**MERCREDI 21 MARS**

« Les émaux limousins », 12 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Musée de Cluny).

« Art gothique, première partie », 14 heures, Musée des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro.

« L'œuvre de Picasso », 14 heures, 5, rue de Thorigny (Musée Picasso).

« Les salons de l'hôtel de Soubise, ancienne demeure des Guise », 14 heures, dans la cour, 60, rue des Francs-Bourgeois (C. Merle).

« Pyramide, crypte et aménagement du Grand Louvre », 14 h 30, *métro Louvre (P.-Y. Jaslet)*.

« Jardins et hôtels autour de Saint-Victor », 14 h 30, métro Jussieu (Paris *pittoresque et insolite*).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (*Résurrection du passé*).

« L'ex-couvent des dominicains du faubourg Saint-Germain, exceptionnellement ouvert », 14 h 45, métro Rue-du-Bac (M. Banassat).

« Rodin ou le père de la sculpture moderne », 15 heures, 77, rue de Varenne (Monuments historiques).

« Exposition : La femme fin de siècle », 15 heures, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie (Tourisme culturel).

« La Pyramide du Louvre », 15 heures, statut de Louis XIV, sur le parvis de la Pyramide (M. Hager).

« Le mobilier du Moyen Age au Musée des arts décoratifs », 15 heures, 107, rue de *Rivoli* (Paris et son histoire).

« La mort baroque. Peinture française du dix-septième siècle », 19 h 30, sous la Pyramide du Louvre, escalator Sully, (L'Art et la manière).

« *La peinture flamande* », 19 h 30 ; « L'écriture hiéroglyphique », 19 h 45 ; « Le romantisme : Géricault, Delacroix... », *20 heures* ; « Les statues de Charles V et Jeanne de Bourbon », 20 h 15, Musée du Louvre, espace « accueil des groupes ».

**Pour les jeunes**

« Le Panthéon, de la crypte au *dôme* », *14 h 30, entrée, rue Clotilde* (Monuments historiques).

## CONFÉRENCES

Salle Psyché, 15, rue J.-J.-Rousseau, 15 heures : « Les moulages de mains matérialisées » (dispositives), par A. Dumas (Usfipes).

12, rue La Boétie, 18 h 15 : « Sciences, art et économie », par J.-M. Philippe (École d'art et de communication).

18, rue de Varenne, 18 h 15 : « Actualisation de la tradition dans le *judaïsme* », par *M.-R. Hayoun* (Fraternité d'Abraham).

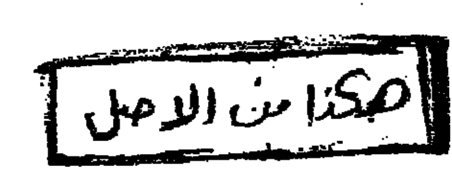
Auditorium du Musée du Louvre, *18 h 30 : « Les livres des morts dans* l'ancienne Egypte », par J.-L. de Cenival (entrée libre).

55, rue du *Cherche-Midi, 18 h 30* : « L'architecture et sa conscience technique : le bureau de contrôle », par P. Pappas (Société française des architectes).

11 *bis*, rue Keppler, 19 h 30 : « W.Q. Judge et les « Lettres qui m'ont aidé ». Entrée gratuite (Loge unie des théosophes).

91, rue de Seine, 20 heures : « Les mensales. Un moyen astrologique de prévision annuel et mensuel », par B. Krivine (L'Espace bleu).

Temple, 18, boulevard Arago, 20 h 30 : « La résurrection du Christ : obstacle à la raison ? », avec R. Brunet, C. Ruby, C. Navarre et A. Houziaux. Entrée libre (Paroisse *réformée* de Port-Royal et paroisse catholique de Saint-Médard).



# AGENDA

## MÉTÉOROLOGIE

**Evolution probable du temps en France entre le mardi 20 mars à 0 heure et le dimanche 24 mars à 24 heures.**

Durant les deux prochains jours, le soleil sera encore présent sur les régions du Sud, mais les nuages seront nombreux au Nord. Pour le weed-end, les températures seront en baisse sensible et les pluies puis les averses toucheront l'ensemble du pays dimanche.

**Mercredi : temps généralement nuageux.**

Le matin, le temps sera nuageux à très nuageux sur le nord du pays. Des Alpes à la Franche-Comté, les nuages seront un peu moins nombreux ; sur le grand quart sud-ouest, le ciel sera dégagé à part quelques bancs de brouillard.

En cours d'après-midi, les nuages resteront nombreux près des côtes de la Manche et de la Bretagne, et il y aura même quelques petites pluies en soirée. Les nuages resteront présents également près des frontières du Nord et du Nord-Est. Partout ailleurs, le soleil brillera l'après-midi.

Les températures minimales seront de l'ordre de 10 degrés sur la moitié nord, 6 à 8 degrés sur la moitié sud, localement 4 à 6 degrés près de la Méditerranée. Les températures maximales iront de 16 à 18 degrés sur la moitié nord et de 20 à 23 degrés sur la moitié sud.

**Jeudi : une perturbation traverse le nord du pays.**

Sur la moitié nord, les pluies qui touchent le matin de la Bretagne à la Normandie et au Nord progresseront en cours de journée pour atteindre les Pays de Loire à la Champagne-Ardenne. En soirée, les pluies se limiteront à la Champagne-Ardenne. Sur la moitié sud, après la dissipation des brumes matinales, le ciel sera peu nuageux et le soleil brillera.

Les températures minimales iront de 8 à 10 degrés sur la moitié nord, 5 à 8 degrés sur la moitié sud. L'après-midi, les températures s'échelonneront entre 15 et 18 degrés sur la moitié nord et 20 à 24 degrés sur la moitié sud.

Durant les deux prochains jours, le soleil sera encore présent sur les régions du Sud, mais les nuages seront nombreux au Nord. Pour le weed-end, les températures seront en baisse sensible et les pluies puis les averses toucheront l'ensemble du pays dimanche.

**Vendredi : éclaircies au Nord, nuages au Sud.**

Le matin, les brumes et brouillards seront fréquents sur la moitié nord, mais ils se dissiperont rapidement et laisseront place à de belles éclaircies. Sur la moitié sud, les nuages resteront nombreux ; le matin, ils s'étaleront du Sud-Ouest au Massif Central et aux Alpes et gagneront progressivement les régions du Sud-Est. Ils pourront donner localement quelques précipitations.

Les températurs minimales iront de 5 à 8 degrés sur la moitié nord, de 8 à 11 degrés sur la moitié sud. Les températures maximales atteindront 14 à 18 degrés sur la moitié nord, 18 à 20 degrés sur la moitié sud, jusqu'à 22 degrés près de la Méditerranée.

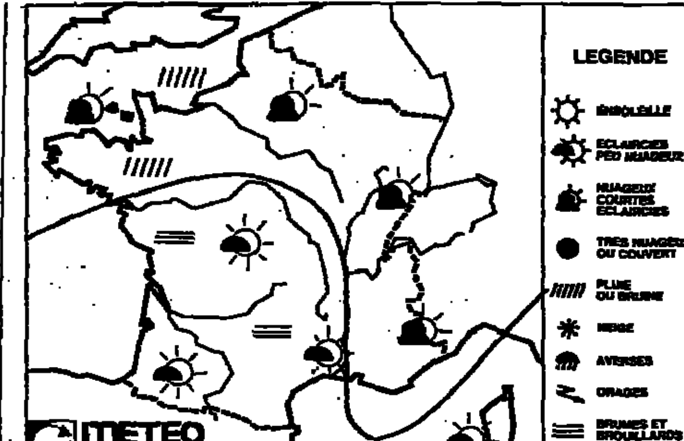
**Samedi : aggravation par le Nord-Ouest.**

Le matin, les nuages seront encore abondants des Pyrénées au pourtour méditerranéen et pourront s'accompagner de quelques pluies. Sur la moitié nord, nuages bas, brumes ou brouillards seront encore fréquents. Dans la journée, les éclaircies se développeront de l'Aquitaine à la Bourgogne jusqu'à l'Est, tandis que le ciel se couvrira progressivement sur la moitié nord-ouest. Les pluies arriveront en milieu de journée sur la Bretagne et les régions côtières de la Manche, gagnant un grand quart nord-ouest dans la soirée.

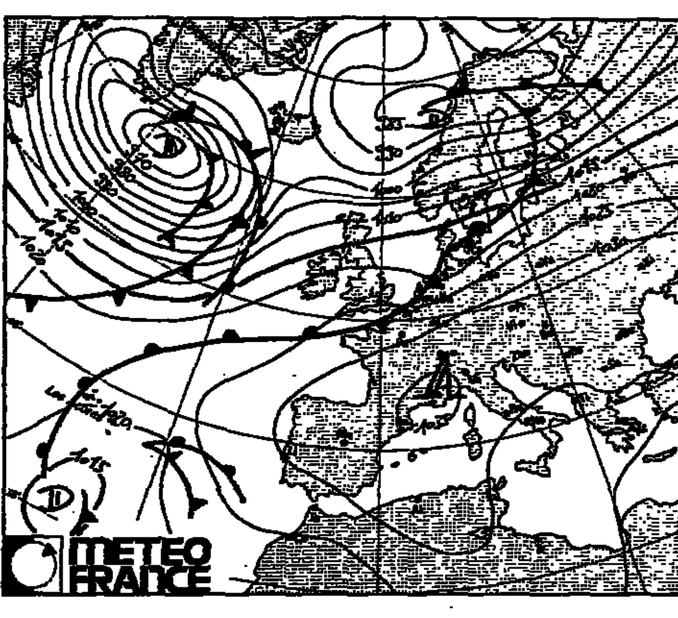
Les températures seront sans grand changement.

**Dimanche : giboulées de mars.**

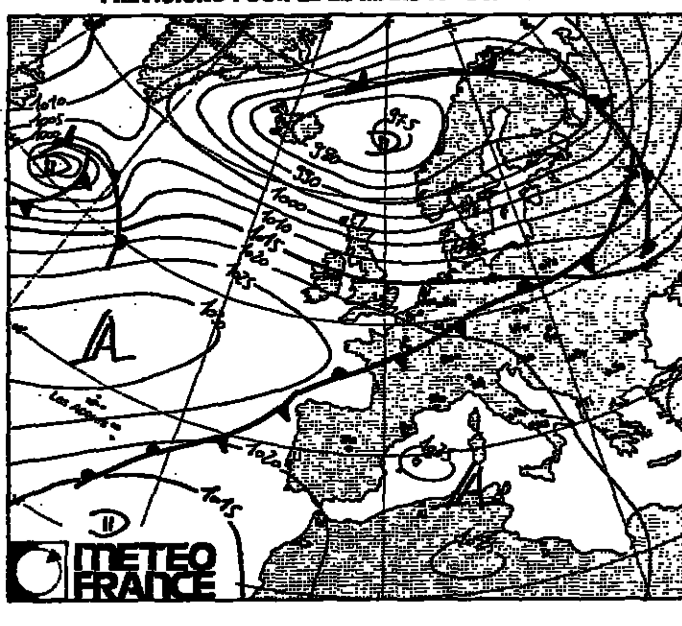
Les pluies traverseront une grande partie du pays dans la nuit et toucheront le matin les régions du sud-est. Ailleurs, les températures seront sensiblement plus fraîches et les averses nombreuses. Les giboulées de mars seront probables, surtout au nord et à l'est de la Seine.




**SITUATION LE 20 MARS A 0 HEURE TU**




**PRÉVISIONS POUR LE 22 MARS A 12 HEURES TU**




**TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 20-3-1990**

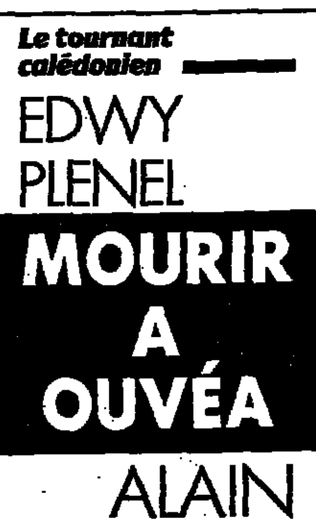
Valeurs extrêmes relevées entre le 19-3-1990 à 6 heures TU et le 20-3-1990 à 6 heures TU

| Ville | Max | Min | Temps |
|---|---|---|---|
| **FRANCE** | | | |
| AJACCIO | 19 | 5 | D |
| BIARRITZ | 24 | 11 | N |
| BORDEAUX | 21 | 11 | C |
| BOURGES | 19 | 10 | P |
| BREST | 15 | 12 | P |
| CAEN | 19 | 12 | C |
| CHERBOURG | 14 | 11 | B |
| CLERMONT-FER | 19 | 9 | C |
| DIJON | 17 | 4 | P |
| GRENOBLE St-M-H | 19 | 4 | D |
| LILLE | 17 | 11 | P |
| LIMOGES | 17 | 9 | C |
| LYON | 18 | 5 | C |
| MARSEILLE-MAR | 18 | 5 | D |
| NANCY | 18 | 8 | P |
| NANTES | 19 | 13 | C |
| NICE | 18 | 10 | N |
| PARIS-MONTS | 19 | 13 | P |
| PAU | 22 | 9 | N |
| PERPIGNAN | 16 | 6 | P |
| RENNES | 19 | 12 | C |
| ST-ETIENNE | 18 | 6 | C |
| STRASBOURG | 18 | 7 | C |
| TOURS | 19 | 14 | C |
| TOULOUSE | 19 | 5 | N |
| POINTE-A-PITRE | 30 | 22 | N |
| **ÉTRANGER** | | | |
| ALGER | 24 | 13 | N |
| AMSTERDAM | 16 | 6 | P |
| ATHÈNES | — | — | — |
| BANGKOK | — | — | — |
| BARCELONE | 18 | 9 | N |
| BELGRADE | 21 | 7 | D |
| BERLIN | 22 | 11 | C |
| BRUXELLES | 18 | 10 | P |
| LE CAIRE | 21 | 11 | D |
| COPENHAGUE | 15 | 4 | P |
| DAKAR | 29 | 20 | D |
| DELHI | 35 | 22 | C |
| DJERBA | 18 | 11 | N |
| GENÈVE | 17 | 3 | C |
| HONGKONG | — | — | — |
| ISTANBUL | 6 | 6 | D |
| JÉRUSALEM | 18 | 7 | D |
| LISBONNE | 23 | 13 | D |
| LONDRES | 14 | 5 | B |
| LOS ANGELES | 22 | 11 | N |
| LUXEMBOURG | 18 | 9 | P |
| MADRID | 21 | 4 | D |
| MARRAKECH | 30 | 15 | N |
| MEXICO | 25 | 12 | B |
| MILAN | 21 | 4 | D |
| MONTRÉAL | 6 | -2 | A |
| MOSCOU | 13 | 6 | D |
| NAIROBI | — | — | — |
| NEW-YORK | 14 | 6 | O |
| OSLO | 13 | 3 | D |
| PALMA-DE-MAJ. | 21 | 4 | D |
| PÉKIN | 19 | 3 | P |
| RIO-DE-JANEIRO | 30 | 25 | C |
| ROME | 17 | 6 | D |
| SINGAPOUR | — | — | . |
| STOCKHOLM | 16 | 4 | C |
| SYDNEY | 21 | 18 | C |
| TOKYO | 16 | 7 | D |
| TUNIS | 21 | 10 | A |
| VARSOVIE | 21 | 2 | D |
| VENISE | 20 | 6 | D |
| VIENNE | 21 | 3 | D |

| A | B | C | D | N | O | P | T | * |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| averse | brume | ciel couvert | ciel dégagé | ciel nuageux | orage | pluie | tempête | neige |

★ = TU temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*






## CARNET DU Monde

### Naissances

— Solange et Raoul BRIET
partagent avec Anne-Laure
la grande joie d'annoncer la naissance de

**Régis et Nelly,**

le 11 mars 1990.

16, route de la Villa-Hériot,
78110 Le Vésinet.

— Mme Bernard LE GENDRE,
M. et Mme Paul PÉREZ-ARROYO,
ses grands-parents,
Karina et Gilles LE GENDRE,
ses parents,

sont heureux d'annoncer la naissance de

**Samuel, Bernard, Paul**

le 10 mars 1990.

35, rue Charles-Laffitte,
92200 Neuilly-sur-Seine.
101, rue de Longchamp,
75116 Paris.
8, rue du Général-Henrion-Bertier,
92200 Neuilly-sur-Seine.

### Décès

— *Limoux. Paris. Lisbonne.*
Sa famille,
Ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

**Mlle Elizabeth AURIFEUILLE,**

survenu le 16 mars 1990, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

*Les obsèques ont eu lieu en l'église* Saint-Martin de Limoux (Aude) le 19 mars 1990.

— La direction et toute l'équipe du CRC ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Victor BERRETTA,**
ingénieur de l'Ecole centrale des arts et manufactures,
professeur au CRC,

survenu le 14 mars 1990.

Une cérémonie religieuse est prévue le jeudi 22 mars, à 10 h 30, à l'église Saint-Marc-des-Bruyères, 92600 Asnières-Bécon.

— Mme Gaston Boissenin, née Yvonne Maitret,
son épouse,
Le docteur et Mme Jean-Michel Boissenin,
Le docteur et Mme Jean-Pierre Debuc,
ses enfants,
Et ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Gaston BOISSENIN,**
intendant universitaire honoraire,

survenu le 15 mars 1990, à Reims, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Reims, Nancy, Epernay.

— On nous prie d'annoncer le décès de

**Gilbert CURY,**

survenu à Paris le 19 mars 1990, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 22 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, à Paris (8e).

De la part de :
Annie Vinokur,
Paule Cury,
Armance, Olivier, Emmanuel et Agathe,
ses enfants,
François
et Michel Cury,
ses frères,
Et toute la famille.

— Mme Claude Fourgeaud,
son épouse,
M. et Mme Jean-Luc Sabourin,
Mlle Catherine Fourgeaud,
M. Jean-Pierre Fourgeaud,
ses enfants,
Marc et Anne,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

**Claude FOURGEAUD,**
chevalier de la Légion d'honneur,
professeur à l'université Paris-I,
directeur du CEPREMAP,
conseiller scientifique
à la direction de la prévision
du ministère de l'économie
et des finances,

survenu brutalement le 17 mars 1990, à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 21 mars, à 15 heures, en l'église de Saint-Cyr-sur-Morin (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les membres du Centre de mathématiques économiques de l'université Paris-I,
ont la douleur de faire part de la disparition du fondateur du Centre,

**le professeur
Claude FOURGEAUD.**

Il a joué un rôle éminent dans la constitution et la consolidation de l'équipe de recherche et d'enseignement doctoral.

Les membres du Centre tiennent à faire part de leur peine et expriment à sa famille toute leur sympathie.

— Le président de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, ses collègues, ses chercheurs, ses étudiants et le personnel de l'université Paris-I,
profondément affectés par le décès de

**M. Claude FOURGEAUD,**
professeur à l'université Paris-I,
fondateur du Centre
de mathématiques économiques
et du centre de calcul,
directeur du DEA,
chevalier de la Légion d'honneur,

s'associent à la douleur de sa famille et de tous ses proches.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Saint-Cyr-sur-Morin (77750), le 21 mars 1990, à 15 heures.

— *Henriette Gardent,*
son épouse,
Et toute la famille,
*ont la très grande peine de faire part* du décès de

**Jean GARDENT,**
ancien professeur
à la faculté de pharmacie de Reims,
ancien inspecteur général
des services pharmaceutiques
de l'Assistance publique,
Hôpitaux de Paris,

survenu le 17 mars 1990, dans sa soixante-deuxième année.

L'inhumation a eu lieu le 20 mars, à Blanot (Côte-d'Or).

*Une messe sera célébrée le jeudi* 22 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Léonard de L'Hay-les-Roses (près de la Roseraie).

12, rue Guynemer,
94240 L'Hay-les-Roses.

— Mme Simon Kermel,
M. et Mme Philippe Kermel
et Julien,
ont la douleur de faire part du décès de

**Simon KERMEL,**

*survenu le 11 mars 1990, dans sa* soixante-dix-neuvième année.

*Les obsèques ont été célébrées le* mercredi 14 mars, dans la plus stricte intimité.

335, rue de Vaugirard,
75015 Paris.

— Dieppe.

Mme André Leseur,
ses enfants,
Et toute la famille,
font part du décès de

**M. André LESEUR,**

survenu le 15 mars 1990, à l'âge de cinquante-trois ans, à Ferolles-Attilly.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 21 mars, à 16 heures, en l'église de Bures-sur-Yvette (Essonne), suivie de l'inhumation au cimetière nouveau de Bures-sur-Yvette.

29, avenue Aristide-Briand,
91440 Bures-sur-Yvette.

*Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

— Ses enfants, sa famille, ses amis ont la douleur de faire part du décès de

**Madeleine LOUYS,**
décoratrice
et auteur dramatique,

survenu le 17 mars, à la suite d'une longue et douloureuse maladie.

Un accueil des derniers hommages aura lieu jeudi 22 mars après-midi, au funérarium de Vitry-sur-Seine, avant les obsèques qui se dérouleront à Remiremont (Vosges), vendredi.

4, rue de Bourbon-le-Château,
75006 Paris.

— Mme Denise Mayeux,
Mme Françoise Chauvin,
M. et Mme André-Pascal Chauvin
et leurs enfants,
Mlle Catherine Chauvin
et sa fille,
Mlle Annick Chauvin,
M. et Mme Philippe Benech
et leurs enfants,
Les familles Franceschi, Simonetti, Gaufillet, Priolet, Forgeot, Nivault, Dellion,
Parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

**Mme André MAYEUX,**
née Mattée Mattei,

survenu *le 18 mars 1990, dans sa* quatre-vingt-dix-neuvième année.

*La cérémonie religieuse sera célébrée* le mercredi 21 mars, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris (16e).

*Cet avis tient* lieu de faire-part.

35, avenue de Ségur,
75007 Paris.
34, rue du Docteur-Blanche,
75016 Paris.

— M. Didier de Montbrial et Nicole,
M. et Mme Thierry de Montbrial,
Thibault et Alexandra,
M. et Mme Jean Garbois,
Virginie, Cyril et Tiphaine,
Mme Henry Camerlynck,
ont la très grande douleur de faire part du rappel à Dieu de la

**comtesse
François de MONTBRIAL,**
née Monique Lecuyer Cortis,

leur mère, grand-mère et sœur,
survenu le 17 mars 1990.

Une pensée pieuse est demandée pour le

**comte François de MONTBRIAL,**
rappelé à Dieu le 18 mars 1985.

*La cérémonie religieuse* aura lieu le jeudi 22 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, avenue Raymond-Poincaré, Paris (16e).

58 *bis*, boulevard Victor-Hugo,
92200 Neuilly.
68, rue des Belles-Feuilles,
75116 Paris.
32, rue Emile-Menier,
75116 Paris.
Kergival,
Le Haut Bont par Cancale 35260.

— On nous prie d'annoncer le décès de

**Mme Georges MONTEUX,**
née Julia Espir,
déportée, résistante,
commandeur de la Légion d'honneur,

le 19 mars 1990, à Paris (19e).

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille, le mercredi 21 mars, à 9 h 15.

De la part des familles Espir, Tournemire, Freppel, Marchand et Monteux.

*lire la suite page 24*





# AGENDA

## CARNET DU *Monde*

*Suite de la page 23*

— Les familles Tézé, Thibault, ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

**M^me veuve TÉZÉ,**
**née Hélène Thibault,**

le 13 mars 1990, à Neuilly (92), dans sa quatre-vingt-cinquième année,

et de sa fille,

**Jeanne TÉZÉ,**

le 12 mars 1990, dans sa cinquante-neuvième année, à Paris (13^e).

Les cérémonies religieuses et l'inhumation au cimetière du Mans (72) dans le caveau de famille ont eu lieu les 16 et 14 mars dans la plus stricte intimité.

---

— M. et M^me Claude Fouchard,
M. et M^me Alain Thomazeau,
Mgr Guy Thomazeau,
M. et M^me Jean Thomazeau,
M. et M^me Philippe Thomazeau,
M. et M^me Bruno Flichy,
Les docteurs Guy et Claude Porret,
M. et M^me François Thomazeau,
ses enfants,
Ses vingt-cinq petits-enfants,
Ses quatre arrière-petits-enfants,
M. et M^me Robert Coquegnot,
M. et M^me David Barkley,
M. et M^me Alfred Walder,
M. et M^me Raymond Dreux,
son frère, ses beaux-frères et belles-sœurs,
Les familles Coquegnot, Dreux et Robert,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M^me Yves THOMAZEAU,**
**née Jeanne Coquegnot,**

endormie dans la paix du Seigneur le 16 mars 1990, dans sa soixante-dix-huitième année, munie des sacrements de l'Eglise et entourée de l'affection de ses enfants.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité, le mardi 20 mars, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, sa paroisse.

Ceux qui l'ont connue associeront dans leur pensée

**Yves THOMAZEAU,**

son époux, décédé en 1975.

Cet avis tient lieu de faire-part.

---

— M^lle Nikki Voionmaa,
sa fille,
Les familles, parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

**M^me veuve Tapio VOIONMAA,**
**née Madeleine Morel,**

survenu à Paris le 17 mars 1990, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 21 mars, à 16 heures, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas (252, rue Saint-Jacques, Paris-5^e).

44, rue Le Goff,
75005 Paris.

### Rectificatif

— Nous avons la douleur de faire part du décès de

**M. Maurice Albert SESQUIN,**
pharmacien,

survenu à Paris le 15 mars 1990, à l'âge de quarante-six ans, à la suite d'une longue maladie.

M^me veuve Dina Sesquin,
sa mère,
M^me Catherine Sesquin,
son épouse,
Jérôme, Stéphane, Claire Sesquin,
ses enfants,
Ainsi que les familles Saint-André, Zysman, Yechilzake,
sa belle-famille, ses sœurs, belles-sœurs, beaux-frères, neveux, nièces, cousins et cousines.

L'inhumation a eu lieu dans le caveau de famille, au cimetière de Bagneux, le mardi 20 mars.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

(Lire *le Monde* du 20 mars.)

### Anniversaire

— *Le quarantième anniversaire de la mort d'Emmanuel Mounier.* — Le 22 mars 1950, Emmanuel Mounier mourait. Si ses proches ont fait une perte irréparable, il faut constater que son œuvre lui survit. Non seulement la revue *Esprit* qu'il a fondée paraît toujours, mais l'influence de sa pensée n'a cessé de s'étendre dans tous les pays limitrophes de la France mais aussi au Brésil et en Pologne où M. Tadeusz Mazowiecki se réclame de Mounier depuis longtemps. Pour cet anniversaire, des colloques ont déjà eu, ou auront lieu, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Allemagne.

Ses amis de la région parisienne se réuniront pour une messe qui sera célébrée en l'église Saint-Germain-des-Prés de Paris le jeudi 22 mars, à 12 h 15 par Mgr Pezeril.

### Messes anniversaires

— Le samedi 24 mars 1990, à 10 heures, les Auxiliaires des aveugles et la famille d'Herbemont souhaitent réunir tous les amis de

**M^lle Guilly d'HERBEMONT**

à l'occasion de la messe qui sera célébrée par le Père Bousquet à Notre-Dame-du-Bon-Conseil, 5, rue Albert-de-Lapparent, Paris-7^e (métro Ségur), pour célébrer le dixième anniversaire de sa mort.

*« Souvenons-nous que c'est grâce à elle qu'a été reconnu mondialement le port de la canne blanche. »*

Après la messe, les amis de Guilly d'Herbemont se réuniront pour évoquer son souvenir.

### Communications diverses

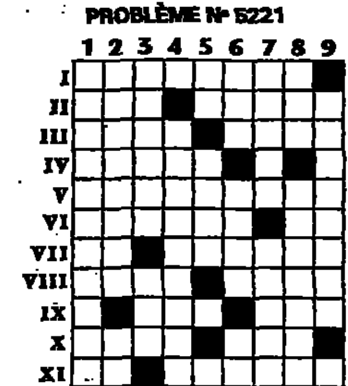
— L'Association des professeurs d'éducation musicale (APEMu) et l'université de Paris-Sorbonne organisent un concert en « hommage à Jacques Chailley », le vendredi 23 mars 1990, à 17 heures précises, à l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne. L'entrée sera libre.

— Radio-Shalom reçoit, pour son émission « Shalom Hebdo », M. Max Gallo, député européen et écrivain, le mercredi 21 mars, de 18 h 30 à 19 h 30.

**CARNET DU MONDE**
**Renseignements :**
**42-47-95-03**

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 5221**



**HORIZONTALEMENT**

I. Font des remplacements. — II. Redoute le « faucon ». Est à l'origine de nombreuses boulettes. — III. Rendit souple. Qui ne s'est donc pas privé. — IV. Cause de rejets. — V. Quelque chose de cochon. — VI. Menait au naufrage. Participe. — VII. Préposition. Grâce à lui, on a pu voir des « hirondelles » toute l'année. — VIII. Passe avant les autres. Descend tous les jours. — IX. Un bon bout de temps. Qui ont donc, d'une certaine façon, quitté leur mère. — X. Elément d'une échelle. Il nous le faut absolument. — XI. Pronom. Telles que l'on a peut-être fait les cent coups.

**VERTICALEMENT**

1. Prouve que l'on ne peut pas tout garder. — 2. Pas satisfait. Conjonction. — 3. Est bon pour la croissance. Qui a peut-être eu droit au savon. — 4. Faire des pointes. — 5. Apprit à aimer la nature. Est arrivé le premier. — 6. Visible sur des « cailloux ». Amateurs de soleil. Article. — 7. Voisines de lit. Ancienne colonie. — 8. De mauvais goût. On la trouve souvent en chemin. — 9. Ont besoin de blé.

**Solution du problème n° 5220**

*Horizontalement*

I. Consigne. — II. Amiable. — III. Lac. Oasis. — IV. Croc. — V. Tirette. — VI. Lé. Touret. — VII. Emerisés. — VIII. Togo. Este. — IX. Tian. Sas. — X. Isopets. — XI. Dé. Cosse.

*Verticalement*

1. Calculette. — 2. Omar. Emoi. — 3. Nicot. Egaie. — 4. Sa. Citrons. — 5. Ibo. Roi. Oc. — 6. Glaneuse. Pô. — 7. Nés. Tresses. — 8. Intestats. — 9. As. Et. Esse.

**GUY BROUTY**



## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

# Mardi 20 mars

### TF 1

20.40 **Sport : Football.** Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe (quart de finale, match retour) : Monaco-Valladolid, en direct de Monaco.
22.40 **Magazine : Ciel, mon mardi !** De Christophe Dechavanne. Invités : Florent Pagny. Thèmes : les détenus français à l'étranger ; les homosexuels.
0.30 **Journal, Météo et Bourse.**

### A 2

20.40 **Les dossiers de l'écran : Les coulisses du pouvoir.** ■ Film américain de Sidney Lumet (1986).
22.35 **Débat : L'homme politique est-il un produit publicitaire ?** Avec Jacques Séguéla, Bernard Brochand, publicitaires, Thierry Saussez, conseiller en communication, Sylvie Pierre-Brossolette, journaliste, John Vinocur, directeur de la rédaction française du *Herald Tribune*, Christian Louiton, conseiller en marketing, Julien Dray, député PS.
23.35 **Informations : 24 heures sur la 2.**
23.50 **Météo.**
23.55 **Magazine : Du côté de chez Fred.** Interview exclusive de Siméon II de Bulgarie (2^e partie).

### FR3

20.35 **Magazine : La marche du siècle.** L'Allemagne de l'Est, espoirs et inquiétudes, en direct de Berlin.
22.15 **Journal et Météo.**
22.40 ▶ **Cinéma : Les prédateurs.** ■ Film américain de Tony Scott (1983).
0.10 **Musique : Carnet de notes.** Four outings for brass, de Previn, par le Stockholm Chamber Brass.

### CANAL PLUS

20.30 **Cinéma : Daryl.** □ Film américain de Simon Wincer (1985).
22.05 **Flash d'informations.**
22.15 **Cinéma : September.** ■■■ Film américain de Woody Allen (1987).
23.35 **Cinéma : Critters.** ■ Film américain de Stephen Herek (1986).
0.55 **Cinéma : Overdose.** Film franco-belge de Jean-Marie Pallardy (1988).

### LA 5

20.40 **Cinéma : Maintenant on l'appelle Plata.** □ Film franco-italien de Giuseppe Colizzi (1972).
22.20 **Série : China beach.**
23.15 **Magazine : Ciné Cinq.**
23.30 **Magazine : Réussites.**
0.00 **Journal de minuit.**

### M6

20.35 **Téléfilm : Le trésor du fantôme.** De Gene W. Scott.
21.50 **Magazine : Ciné 6.**
22.10 **Téléfilm : Au bout du rouleau.** De Claude-Jean Bonnardot.
23.40 **Musique : Boulevard des clips.**
0.00 **Six minutes d'informations.**

### LA SEPT

20.05 **Concert : Perahia joue Beethoven.**
21.05 **Documentaire : Claude Berri rencontre Léo Castelli, *marchand d'art*.**
22.00 **Documentaire : Les sentiers de la réussite (1).** D'Alain Dhenaut.
22.30 **Magazine : Imagine.**
23.00 **Documentaire : Histoire parallèle.**
23.45 **Jazz soundies collection.**
23.50 **Documentaire : Kaltex en Chine.**

### FRANCE-CULTURE

20.30 **Archipel science.** La vie est-elle tombée du ciel ?
21.30 **La photographie de presse.** Les nouveaux droits des photographes (rediff.).
22.40 **Nuits magnétiques.** Architectures.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Concertos pour écritures.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert.** Quatuor à cordes n° 7 en fa dièse mineur, op. 108, Quatuor à cordes n° 14 en fa dièse majeur, op. 142, de Chostakovitch ; Quatuor à cordes, de Legey ; Quatuor à cordes n° 15 en mi bémol mineur, op. 144, de Chostakovitch, par le Quatuor de Manhattan (Eric Lewis, Roy Lewis, violons ; John Dexter, alto ; Judith Glyde, violoncelle).
22.30 **Récital.** Sonate pour piano n° 2, de Tippett ; Sonate pour piano n° 28, en la majeur, op. 101, de Beethoven ; Sonate pour piano n° 4, de Tippett, par Paul Crossley, piano.
0.00 **Club d'archives.** David Oïstrakh en concert ; Otto Ackermann, chef d'orchestre.

# Mercredi 21 mars

### TF1

13.35 **Série : 21 Jump Street.**
14.30 **Club Dorothée.** Marotte et Charlie ; Wingman ; Dragon ball ; Le collège fou, fou, fou ; Ken le survivant ; Les chevaliers du zodiaque ; Salut les musclés ; Les jeux.
17.40 **Le top jeune.** Présenté par Jacky.
17.50 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
18.40 **Avis de recherche.**
18.50 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.20 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.50 **Tirage du Tac-O-Tac.**
19.55 **Divertissement : Pas folles, les bêtes !**
20.00 **Journal, Météo, Tapis vert et Loto.**
20.45 **Variétés : Sacrée soirée.** Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Hommage à Claude François ; Opération Fondation Daniel-Balavoine : De l'eau pour le Sahel. Variétés : François Valéry, Début de Soirée, Kova Rea, Johnny Clegg, Smaïn, Guesch Patti, Kashtin, Blondin.
22.35 **Série noire : Piège à flics.** Avec Wadeck Stanczak, Jean-Philippe Ecoffey.
0.05 **Journal, Météo et Bourse.**
0.25 **Série : Mésaventures.**
0.50 **TF 1 nuit.**

### A2

13.40 **Série : L'homme qui tombe à pic.**
14.30 **Eric et Noëlla.** Alf ; Jeu des rôles ; Les tortues ; Reportage ; Monstres et merveilles.
16.00 **Magazine : En avant Astérix !** Présenté par Eric Galliano.
17.05 **Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol.
17.25 **Magazine : Giga.** Quoi de neuf, docteur ? Reportages ; Les années collège.
18.30 **Série : Mac Gyver.**
19.20 **INC.**
19.25 **Jeu : Dessinez, c'est gagné !** Présenté par Patrice Laffont.
20.00 **Journal et Météo.**
20.45 **Feuilleton : Les diamants de la vengeance.** De Jerry London.
22.10 **Magazine : Fruits de la passion.** De Gérard Holtz. Spécial Transantarctica, avec Jean-Louis Etienne, en direct de la Cité des sciences et de l'industrie.
23.05 **Informations : 24 heures sur la 2.**
23.20 **Météo.**
0.00 **Du côté de chez Fred.** Invité : Tatiana de Metternich.

### FR3

13.30 **Magazine : Montagne** (rediff.).
14.03 **Magazine : Carte verte.** La nature et les chasseurs d'images.
14.30 **Jeu : Cherchez la France.**
15.03 **Magazine : Dans la cour des grands.**
17.05 **Magazine : Une pêche d'enfer.**
17.30 **Feuilleton : Guillaume Tell.**
17.55 **Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure.**
18.03 **Magazine : C'est pas juste.**
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 **Jeux : La classe.**
20.35 ▶ **Théâtre : Hamlet.** Pièce de William Shakespeare, mise en scène de Patrice Chéreau.
22.55 **Journal et Météo.**
23.20 **Théâtre : Hamlet** (2^e partie).

### CANAL PLUS

13.30 **Téléfilm : La dernière passe.** De Roger Spottiswoode, avec Robin Williams, Kurt Russel.
15.15 **Documentaire : Terre fragile.** De Phil Agland. 7. La forêt du jaguar.
15.45 **Téléfilm : Une question de culpabilité.** De Robert Butler.
17.20 **Cabou cadin.** Croc-note show ; Poltuards ; Super Mario Bros et princesse Zelda.

*En clair jusqu'à 20.00*

18.15 **Dessin animés : Ça cartoon.** Présentés par Philippe Dana.
18.30 **Top 50.** Présenté par Marc Toesca.
19.20 **Flash d'informations.**
19.30 **Sport : Football.** Les coulisses.
20.00 **Sport : Football.** Coupe d'Europe des clubs champions (quart de finale, match retour) : Marseille-Sofia, en direct de Marseille.
21.50 **Sport : Football.** Coupe d'Europe de l'UEFA (quart de finale, match retour) : Auxerre-Fiorentina, en différé d'Auxerre.
23.40 **Flash d'informations.**
23.45 **Cinéma : L'intouchable.** ■ Film américain de Rod Hewitt (1987).

### LA 5

13.35 **Série : L'homme qui valait trois milliards.**
14.40 **Série : L'inspecteur Derrick.**
15.30 **Série : Bergerac.**
16.40 **Dessins animés.** Les triplés (rediff.) ; Lutinou et Lutinette ; Magie bleue.
17.35 **Magazine : En route pour l'aventure.**
18.00 **Dessins animés : Olive et Tom ; Maxie.**
18.50 **Journal images.**
19.00 **Magazine : Reporters.** De Patrick de Carolis.
19.40 **Dessin animé : Manu.**
19.45 **Journal.**
20.30 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Téléfilm : Le cœur en sursis.** De Rick Wallace.
22.20 **Débat : La myopathie.** Animé par Gilles Schneider.
23.30 **Magazine : Nomades.**
0.00 **Journal de minuit.**

### M6

13.25 **Série : Cosby show** (rediff.).
13.55 **Feuilleton : Dynastie.**
14.45 **Téléfilm : Les cascadeurs.** De Toshio Masuda, avec Masatoshi Nakamura, Miwako Fujitani.
16.05 **Jeu : Match music.**
17.25 **Informations : M 6 info** (et à 18.25).
17.30 **Série : L'homme de fer.**
18.30 **Série : Incroyable Hulk.**
19.25 **Série : Les années coup de cœur.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Cosby show.**
20.35 **Téléfilm : L'enquête de Monseigneur Logan.** De Harry Falk.
21.55 **Série : Le Saint.**
22.45 **Documentaire : Le glaive et la balance.** De Charles Villeneuve. L'affaire Ben Barka.
23.40 **Musique : Boulevard des Clips** (et à 0.35).
0.00 **Six minutes d'informations.**
5.05 **Feuilleton : Jo Gaillard.**

### LA SEPT

14.30 **Méthode Victor : Anglais.**
15.00 **Feuilleton : Les Bertini** (2^e épisode). D'Egon Monk.
16.30 **Documentaire : La Pologne comme jamais vue à l'Ouest (2).** De Marcel Lozinski.
17.30 **Documentaire : Le cinéma en Iran.** De Jean-Luc Léon.
18.00 **Cinéma : Ils étaient neuf célibataires.** ■■■ Film français de Sacha Guitry (1939).
19.00 **Documentaire : Les gitans (1).** De Claude Fléouter et Robert Manthoulis.
21.00 **Téléfilm : Le meilleur coureur du monde.** De Suhani Tikkainen.
22.30 **Magazine : Dynamo.** De Benoît Delépine et Matthias Sanderson.
23.00 **Documentaire : Es ging Tag und Nacht, liebes Kind.** De Katrin Seybold et Mélanie Spitta.

### FRANCE-CULTURE

20.30 **Tire ta langue.**
21.30 **Correspondances.** Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
22.00 **Communauté des radios publiques de langue française.**
22.40 **Nuits magnétiques.** Architectures.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Concertos pour écritures.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 7 mai 1989 lors du Festival de Ludwigsburg) : Intende volci pour ténor, chœur et orchestre en si bémol majeur D 963, Symphonie n° 5 en si bémol majeur, D 485, Messe pour solistes, chœur et orchestre n° 5 en la bémol majeur, D 678, de Schubert, par l'orchestre du Festival du Ludwigsburg et le Süddeutscher Madrigalchor, dir. Wolfgang Gönnenwein ; sol. : Helen Donath, soprano, Jard Van Nes, alto, Michael Sylvester, ténor, Peter Lika, basse.
22.20 **Concert du GRM.** Nio Aein, de Graetzer ; Rumeurs, de Normandeaux.
23.07 **Jazz-club.** En direct du Latitudes Saint-Germain à Paris. Cedar Walton, piano, avec David Williams, contrebasse, et Billy Higgins, batterie.

### Audience TV du 19 mars (BAROMÈTRE *Le Monde* / SOFRES NIELSEN)

*Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers*

| HORAIRE | FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %) | TF1 | A2 | FR3 | CANAL + | LA 5 | M6 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 19 h 22 | 53,1 | Santa Barbara 20,4 | Ecran Pub 5,2 | Actual. régio. 19,5 | Nulle part ail. 3,2 | Reporters 2,3 | Inc. Hulk 2,4 |
| 19 h 45 | 57,1 | Roue fortune 26,4 | Dessinez 11,2 | 19-20 infos 10,0 | Nulle part ail. 3,8 | Journal 2,5 | An. c. cœur 3,5 |
| 20 h 16 | 73,5 | Journal 28,4 | Journal 17,8 | La Classe 13,6 | Nulle part ail. 3,8 | Journal 5,5 | Cosby show 7,3 |
| 20 h 55 | 74,9 | Raid c. Maf. 19,5 | TV incon. 29,6 | Victor Vict. 12,2 | Saigon enfer 3,4 | Veng. aveugle 8,3 | Coul. de l'arg 6,1 |
| 22 h 08 | 64,6 | Raid c. Maf. 19,3 | TV incon. 22,7 | Victor Vict. 10,3 | Saigon enfer 1,0 | Veng. aveugle 9,1 | Coul. de l'arg 5,3 |
| 22 h 44 | 32,3 | Sirocco 6,2 | L'amour en F. 9,2 | Victor Vict. 10,0 | Lundi sport 1,2 | Vendredi 13 4,1 | Chantage à 2,0 |

Le Monde

# ÉCONOMIE





## BILLET

### Chômeurs actionnaires

Depuis une bonne dizaine d'années, les reprises d'entreprise par leurs employés (RES) ont le vent en poupe. Elles bénéficient à la fois d'une aura de démocratie économique et apparaissent comme des outils anti-OPA propres à conserver la personnalité de la société ainsi reprise.

L'annonce, lundi 19 mars, par la direction de la Sagem d'un plan social concernant environ sept cents personnes (mille selon les syndicats) pose le problème sous un angle nouveau. Cette entreprise spécialisée dans l'informatique et les télécommunications a été l'objet fin 1985 d'un RES à succès : les trois quarts des huit mille salariés de Sagem étaient alors devenus actionnaires. Dans l'enthousiasme. En 1985, Sagem embauchait quatre cents personnes. Tout allait bien.

Deux ans plus tard, cependant, une déléguée FO de l'usine de Montluçon nous déclarait (« le Monde Affaires » du 17 octobre 1987) : « *Certains regrettent d'avoir acheté des actions. Ils s'imaginaient qu'en étant propriétaires ils protégeaient leur emploi.* » Durant l'été 1988, la direction annonçait cinq cent trente suppressions d'emplois. Et aujourd'hui, à l'occasion de la réorganisation de ses divisions, ce sont *sept cents* nouveaux salariés (actionnaires ou non) qui sont visés. La CSL, dans un communiqué, « *dénonce le caractère brutal de cette information, compte tenu que le personnel a souscrit à une RES* ».

L'ambiguïté de telles opérations ressort ici très nettement. Aux Etats-Unis, au moins, elles sont relativement rares. On y privilégie plutôt le rachat des entreprises par leurs cadres supérieurs (leverage management buy out). On y éprouve moins qu'en France le besoin de faire donner « l'infanterie » des salariés, comme cela s'est passé chez Darty ou Fougerolle. De bons coups médiatiques (et vaguement démagogiques) qui sont à l'économie ce que les plébiscites sont à la politique.

Que, dans ces conditions, les lendemains déchantent parfois, il ne faut pas s'en étonner. Il n'est écrit nulle part dans les contrats de vente d'actions que de placer son épargne chez son employeur dispense ce dernier de gérer au plus serré son entreprise. Même populaire, le capitalisme reste le capitalisme.

D. Py.

## INSOLITE

### Sony l'européen

La super-télé européenne et son système D 2 Mac Paquet (Thomson-Philips-Bosch) brilleront par leur absence le 13 mai prochain à Genève lors de la célébration du 125e anniversaire de l'UIT (Union internationale des télécommunications), cette organisation chargée d'harmoniser les réglementations. Selon l'UIT : « *les Européens demandaient un prix trois plus élevé que le coût de l'opération pour une démonstration* ». Ce forfait a fait le lit des Japonais. C'est la firme nippone qui présentera le système MUSE, vieux maintenant de vingt ans. Pourquoi ? « *Les Japonais nous ont proposé de faire la démonstration gratuitement* », répond-on à l'UIT.

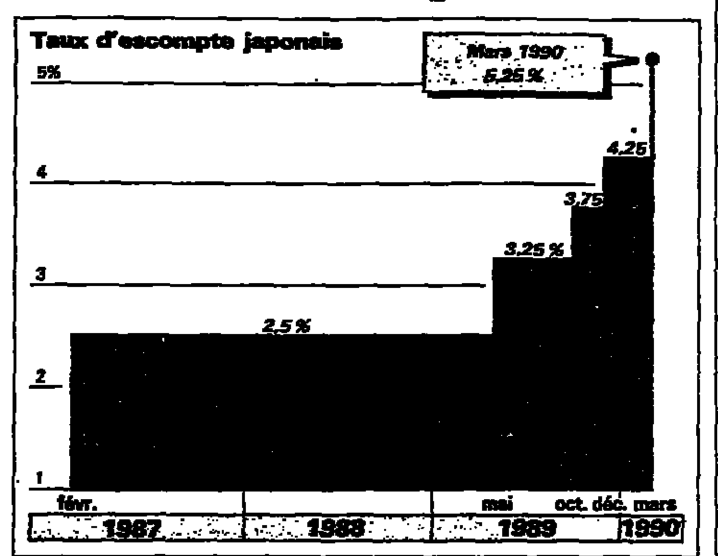
Mais que pouvait-on attendre de plus après la constitution laborieuse à Bruxelles, le 16 mars, d'un groupement européen d'intérêt économique pour la TVHD, coquille vide dont nul ne sait qui la dirigera et quel en sera le budget ?...

Pour enrayer le recul du yen et la chute de la Bourse de Tokyo

## La Banque du Japon relève son taux d'escompte

**La hausse tant attendue des taux directeurs japonais a enfin été annoncée par la Banque du Japon le mardi 20 mars. Le taux d'escompte sera relevé de 1 point, passant à 5,25 % alors qu'il était fixé à 4,25 % depuis le 25 décembre dernier. Malgré cette augmentation du coût du crédit, le dollar a poursuivi sa progression sur le marché des changes de Tokyo, clôturant mardi à 153,65 yens contre 153,55 la veille, à son plus haut niveau depuis mars 1987. L'intervention massive de la Banque du Japon sur le marché des changes s'est une nouvelle fois révélée inefficace.**

Pressentie depuis au moins un mois, la hausse de un point du taux d'escompte japonais était déjà largement « *inscrite dans les cours* », selon le vocabulaire financier . Mardi à Tokyo, le phénoméne du fait accompli a joué à plein. Le yen poursuivait en effet sa glissade, tandis que la bourse, après avoir subi la veille la troisième chute la plus importante de son histoire (– 4,15 %), enregistrait de nouvelles pertes (-1,5 %) *(lire page 43)*. Alors que les opérateurs, de plus en plus nombreux, pensaient que si la Banque du Japon avait attendu si longtemps pour procéder à ses taux directeurs, c'est parcequ'elle entendait maintenir sa politique inchangée jusqu'à la fin de l'année fiscale (qui s'achève le 31 mars ), la dégringolade de la bourse de Tokyo a certainement accéléré sa décision.




### Vulnérable à l'inflation

Finalement, la banque centrale l'aura emporté sur le ministère des finances, dont on dit qu'il souhaitait maintenir le coût du crédit inchangé, afin de préserver la croissance économique (qui a atteint 4,9 % l'an dernier). « *La Banque du Japon espère que cette décision contribuera de manière préventive à la stabilité des prix dans les circonstances actuelles et à soutenir la croissance tirée par la demande intérieure tout en préservant la stabilité du marché* », indique un communiqué officiel de l'institut d'émission.

Selon l'édition du 20 mars de *l'International Herald Tribune*, les Etats-Unis étaient également défavorables à une hausse des taux japonais, craignant qu'elle ne provoque une nouvelle vague mondiale de renchérissement du crédit. Le président américain George Bush aurait obtenu une promesse en ce sens de la part du premier ministre M. Toshiki Kaifu lors la récente visite de celui-ci aux Etats-Unis.

### Environnement défavorable

Malgré toutes ces réticences, la décision de relever les taux paraissait difficilement évitable. L'inflation s'est accélérée l'an dernier, la hausse des prix de détail atteignant 2,3 %, en raison notamment de l'imposition, à partir d'avril, d'une taxe de 3 % sur la consommation. Cet « effet TVA » devrait s'atténuer cette année, mais de nombreux conjoncturistes estiment que la conjugaison de la baisse du yen, qui renchérit les importations, des tensions salariales, de la spéculation immobilière, rendent le Japon de plus en plus vulnérable à l'inflation. En outre, le gonflement de la masse monétaire est jugé excessif ; en février, celle-ci a cru à un rythme annuel de 11,8 %, a-t-on appris mardi. Ce dérapage en matière de prix est en partie à l'origine de la forte baisse du yen, qui a perdu près de 20 % contre le dollar depuis le début de l'année.

A 5,25 %, le taux directeur japonais se compare encore favorablement à ceux de la plupart des autres pays industrialisés ; 8 % en RFA, 8,25 % aux Etats-Unis, 10 % en France. Cependant, la réputation de champion des taux d'interêt bas que s'était forgée le Japon (le taux d'escompte est demeuré fixé à 2,5 % entre février 1987 et mai 1989) est incontestablement en train de disparaitre. Si le récent resserrement de la politique du crédit permet aux taux d'interêt réels nippons – ajustés de la hausse des prix – de devenir nettement supérieurs à ceux des Etats-Unis (on comprend donc les réticences des dirigeants américains), ils restent beaucoup plus faibles que ceux enregistrés en Europe, notamment en RFA et en France.

Compte tenu de l'environnement très défavorable qui règne actuellement sur la place de Tokyo (la bourse a perdu 20 % depuis le début de l'année), il est probable que le renchérissement du coût du crédit ne suffira pas à attirer les investisseurs étrangers, ou à dissuader les Japonais d'investir sur d'autres marchés. D'autant plus que, sous l'effet de l'union monétaire allemande, les taux d'intérêt européens pourraient eux aussi s'orienter prochainement à la hausse.

F. L.

Malgré un déficit de 961 millions de francs en février

## Des résultats encourageants pour le commerce extérieur

**Le déficit du commerce extérieur français a été, en février, de 2,96 milliards de francs en données brutes et de 961 millions en données corrigées des variations saisonnières, d'après les chiffres publiés mardi 20 mars par les douanes. L'amélioration des résultats du commerce extérieur de la France semble s'être poursuivie en février.**

La prudence est de mise car les chiffres publiés mardi 20 mars par le ministère de l'économie et des finances sont sensiblement différents selon qu'ils sont exprimés en données brutes ou en données corrigées des variations saisonnières. Dans le premier cas, le déficit de la balance commerciale reste substantiel avec 2,96 milliards de francs, chiffre qui succède aux – 4,2 milliards de janvier, soit un peu plus de 7 milliards de francs en deux mois.

Dans le second cas (après correction des variations saisonnière), le commerce extérieur de la France est presque équilibré, avec un déficit ramené à 961 millions comme en janvier ou presque ( – 411 millions de francs). La question qu'on peut se poser est évidemment de savoir si les coefficients de correction sont adaptés et si le quasi-équilibre atteint depuis le début de l'année correspond bien à la réalité. Le même phénomène s'était déjà produit l'année dernière, les chiffres de février et mars correspondant presque à l'équilibre ; la suite avait montré que nous en étions loin.

### Hausse du pétrole

En attendant d'y voir plus clair, on notera que les échanges commerciaux ont été relativement réduits en février : les importations se sont élevées à 99,3 milliards de francs en données brutes contre 104,8 milliards de francs en janvier (– 5,3 %) et les exportations à 96,4 milliards de francs contre 100,6 milliards le mois précédent (– 4,2 %). On retrouve le même phénomène de contraction des échanges en données corrigées des variations saisonnières : 98,8 milliards d'importations en février après 105,9 milliards de francs (– 6,7 %) ; 97,9 milliards de francs d'exportations après 105,4 milliards de francs (– 7 %).

Sur les trois derniers mois connus (décembre 1989-janvier et février 1990), période donnant généralement une bonne idée de la tendance, le déficit mensuel moyen atteint 2 milliards en données brutes et 1,2 milliard après correction des variations saisonnières. Ces chiffres sont à rapprocher du déficit commercial enregistré pour 1989 : 45,7 milliards de francs, correspondant à un déficit moyen mensuel de 3,8 milliards de francs.

Le secteur agro-alimentaire a continué d'être très excédentaire en février avec un solde de + 5,26 milliards de F, nettement supérieur à l'excédent moyen mensuel enregistré en 1989 (4,1 milliards de F). Le déficit énergétique a en revanche été lourd avec un solde de – 8,1 milliards de F succédant à celui déja important de janvier ( – 7,7 milliards de F). Ces chiffres sont supérieurs de un milliard par mois au déficit moyen mensuel de 1989 ( – 6,9 milliards de F). Ils s'expliquent par la hausse des prix du pétrole et la baisse des exportations de produits raffinés, les volumes de pétrole brut importés ayant eux baissés.

Le solde industriel quant à lui a été déficitaire de 2,16 milliards en février si l'on tient compte du commerce de matériel militaire, et de la vente de treize Airbus pour une valeur de 3,34 milliards de F (contre 9 Airbus en janvier pour 2,26 milliards de F). Ce déficit est nettement inférieur au solde moyen mensuel de 1989 qui avait atteint 4,7 milliards de F. Si l'on exclut le matériel militaire, le déficit industriel de février atteint 3,9 milliards de F contre 6 milliards en janvier et 7 milliards de F en moyenne mensuelle 1989.

Par zones géographiques, le déficit de notre commerce extérieur avec la CEE s'est élevé à 2,5 milliards de F en février après 4,7 milliards de F en janvier et 3,3 milliards de F en décembre 1989. Le fait le plus notable, celui qui va provoquer le plus de commentaires, est la nette réduction du déficit commercial de la France avec la RFA : – 3,5 milliards de F en février après – 5 milliards de F en janvier et une moyenne mensuelle de 4,9 milliards de F en 1989. La forte croissance économique qui prévaut en RFA commence probablement déja à bénéficier à la France.

A. V.

Premier exercice financier du gouvernement de M. V. P. Sing

## Un budget indien sous le signe du pragmatisme

**En présentant, lundi 19 mars, le projet de budget pour 1990-1991, le ministre indien des finances, M. Madhu Dandavate, a expliqué avec humour que les taxes sur les « pickles » – les condiments – avaient été allégées pour donner un peu de « saveur et d'épices » à son budget. Le premier exercice financier du gouvernement de M. V. P. Singh donne en effet l'impression d'un assez grand pragmatisme et ne comporte pas d'options politiques très tranchées.**

NEW-DELHI

*de notre correspondant*

Des distances assez nettes sont prises avec les promesses « socialistes » de la campagne électorale, sans pour autant que celles-ci soient oubliées. Politique de développement et équilibre majoritaire obligent, une certaine priorité est accordée aux paysans, une classe sociale sur laquelle veille M. Devi Lal, ministre de l'agriculture et vice-premier ministre, riche agriculteur lui-même, et auteur d'une fausse démission il y a quelques jours au nom justement des intérêts de cette clientèle.

Entre autres exigences, M. Devi Lal demandait tout simplement que 50 % des juges, ambassadeurs et gouverneurs de l'Inde, aient une expérience rurale... Il obtient satisfaction dans un autre registre : 49 % du budget (contre 44 % l'année précédente) est orienté vers le secteur rural ; allégement des dettes des agriculteurs dont l'emprunt ne dépasse pas 10 000 roupies (1) ; introduction de mesures pour combattre le chômage en zones rurales, etc.

Dans l'ensemble, ces orientations budgétaires témoignent d'un assez grand clacissisme, M. Dandavate ayant manifestement choisi de limiter autant que possible les réactions de satisfaction ou d'hostilité selon les milieux sociaux ou politiques concernés, sans perdre de vue la cohérence financière de l'ensemble. Le BJP (Bharatiya Janata Party, hindouiste de droite) et les partis communistes, dont le soutien est indispensable au gouvernement, font preuve d'une mauvaise humeur marquée devant un budget jugé « mi-chèvre, mi-chou » .

### « Jonglerie statistique »

M. Advani, président du BJP, se déclare « *profondément déçu* » par l'absence de mesures plus populistes et, comme le CPM (communiste), il relève le caractère inflationniste des propositions budgétaires. Les augmentations concernent en effet notamment le prix de l'essence et du fioul, mesure dont le caractère inflationniste s'est vérifié dans le passé. Or la hausse des prix fut l'un des thèmes de bataille de l'actuelle majorité contre le gouvernement précédent, de M. Rajiv Gandhi. Le gouvernement réfute par avance l'accusation de privilégier les couches favorisées par une série d'augmentations qui concernent notamment la classe moyenne urbaine, longtemps choyée par M. Gandhi : voitures, air conditionné, réfrigérateurs, machines à laver, tarifs aériens, fours, magnétoscopes et caméras, etc.

Les exemptions d'imposition sont, d'autre part, élargies, au profit des contribuables à revenu faible ou moyen. Les milieux industriels ont accueilli dans l'ensemble avec satisfaction les propositions gouvernementales, notamment la « *performance* » consistant à limiter le déficit budgétaire à 72 milliards de roupies, contre 117 milliards l'année précédente (il est vrai que M. Chavan, prédécesseur de M. Dandavate aux finances, conteste ces estimations, en parlant de « *jonglerie statistique* » ).

Le ministre des finances a bien sûr été soutenu par l'ensemble de la classe politique lorsqu'il a justifié une augmentation de 8,6 % des dépenses militaires, expliquant que ceci était « *le résultat direct de la situation à nos frontières* », c'est-à-dire la montée de la tension avec le Pakistan s'agissant des troubles au Cachemire. Le budget de la défense s'élève à 157 milliards de roupies (14 % du budget de l'Etat). Cette augmentation est en réalité assez faible si l'on tient compte à la fois de l'inflation et de l'érosion continue de la roupie et les voisins de l'Inde n'ont pas beaucoup de raisons de se sentir menacés par cette mesure. L'armée, qui demandait une augmentation d'au moins 15 %, aura cependant une marge de manoeuvre un peu plus importante avec la fin de l'opération militaire indienne à Sri-Lanka, dont le coût est estimé à environ 4 milliards de roupies par an.

LAURENT ZECCHINI

(1) Un franc français vaut environ 2,60 roupies indiennes.

□ **Le FMI accorde un crédit relais à la Yougoslavie.** – Le gouvernement yougoslave a annoncé lundi que le Fonds monétaire international lui avait accordé un crédit relais de 600 millions de dollars (3,4 milliards de francs) pour l'aider à combattre l'inflation. Ce prêt assorti d'un intérêt de 9 % sera débloqué en sept tranches échelonnées sur dix-huit mois. Il devrait permettre, selon le gouverneur de la Banque centrale, M. Zarko Trbojevic, une politique de crédit plus active de la part de la Banque mondiale.

□ **Réunion des actionnaires de la BIAO**. – Les actionnaires de la Banque internationale de l'Afrique de l'Ouest (BIAO) se sont réunis lundi 19 mars en conseil d'administration pour discuter de l'avenir de ce réseau africain en difficulté. Il semble que les discussions achoppent toujours sur le même problème : la liquidation de la banque et sa fusion avec le réseau des BICI (BNP) rencontre l'hostilité des gouvernements africains. actionnaires des filiales.

# ÉCONOMIE

## ETRANGER

Le différend commercial entre Tokyo et Washington

# L'économie nippone va continuer à se renforcer

*estime le professeur Ezra F. Vogel*

**Engagées depuis plusieurs jours entre Tokyo et Washington, les négociations visant à aplanir le différend commercial *qui sépare les deux pays apparaissent* dans l'impasse. Passagèrement affaibli par les secousses qui ont ébranlé son système financier et par la baisse du yen, le Japon reste pourtant un adversaire de poids. Le professeur Ezra F. Vogel en est convaincu. Auteur d'un livre à succès *(« Japan as number one » – 1979)* qui, il y a dix ans, annonçait la montée en puissance de l'empire du Soleil levant, ce spécialiste des questions japonaises et chinoises pense que l'économie nippone va *continuer à se renforcer.***

***– La puissance économique du Japon inquiète l'Amérique. Mais, paradoxalement, certains observateurs croient déceler des signes de faiblesse de l'autre côté du Pacifique. Ainsi, dans un récent ouvrage (1), l'auteur estime que ce pays a atteint le haut de la courbe. Qu'en pensez-vous ?***

– Je crois surtout que le contenu du livre est beaucoup plus nuancé que le titre. En fait, le Japon accentue actuellement son emprise économique en passant successivement de l'industrie à la finance et en investissant aussi dans la communication et l'ensemble des services. Il en va de même dans un secteur dont on parle moins, celui de la grande distribution. Les investisseurs nippons s'intéressent beaucoup aux grands magasins. En Asie du Sud-Est, bien sûr, mais ils ont aussi manifesté récemment de l'intérêt pour les chaînes installées à New-York (2), où ils ont parallèlement renforcé leur présence dans l'immobilier.

### Une certaine prudence

***– Quels seront leurs nouveaux domaines d'action ?***

– Tout les intéresse... Et je crois qu'au cours des cinq prochaines années la puissance du Japon, loin de s'estomper, va encore se renforcer. Après avoir d'abord cherché à placer ses capitaux, ce pays place maintenant ses hommes. Certes, il est encore en retard dans quelques secteurs, l'industrie spatiale, par exemple. Mais avant dix ans, dans ce domaine aussi, les Japonais auront rattrapé leurs concurrents.

***– En cherchant à chaque fois à exercer un contrôle total ?***

– Pas nécessairement. Certes, leur tendance naturelle les incite à contrôler entièrement les affaires qu'ils achètent. Mais, on l'a bien vu ces derniers temps dans les secteurs industriels et financier, ils ont préféré, tenant compte d'un environnement différend, nouer des alliances de toute nature, sous forme de joint-ventures (sociétés conjointes) ou autres. Ainsi, en Californie où ils ont beaucoup investi dans le domaine financier, ils ont vite compris que le fait de montrer qu'ils contrôlaient en totalité une affaire risquait de heurter les susceptibilités locales. Alors, ils ont joué la carte du partenariat...

***– C'est aussi une politique pratiquée en Europe...***

Effectivement, elle n'est pas spécifique aux Etats-Unis. Le marché unique européen intéresse beaucoup les Japonais, même si l'échéance de 1993 les incite aussi à une certaine prudence. Souvent, ils se plaignent de ne pas très bien comprendre les règles du jeu entre les différents pays européens, les problèmes de frontières, les réglementations nationales très contraignantes et qui varient d'un pays à l'autre... Mais c'est surtout un très bon argument pour retarder l'ouverture de leur propre marché tout en se préparant à développer leurs activités dans la Communauté européenne. La future Europe unie offre beaucoup d'occasions. Notamment pour les grands groupes de négoce – tel Mitsui – qui vont progressivement centraliser leur réseau en Europe. Tout en installant un spécialiste dans chaque grande ville.

***– Comment se situe leur approche des pays de l'Est après les récents bouleversements ?***

– Leurs projets consistent à investir aussi, à l'avenir, dans ces pays, à installer sur place des usines disposant d'une main-d'œuvre relativement bon marché, sans avoir à exporter des produits du Japon. C'est un excellent emplacement stratégique pour étendre une action commerciale sur l'ensemble du continent. Pour l'instant, le Japon pratique surtout une offensive diplomatique à l'égard des pays de l'Est. Il se contente d'accroître ses prêts et de jouer un rôle croissant dans les programmes d'aide économique, notamment avec l'URSS. L'Union soviétique a besoin de l'argent japonais et le Japon a besoin de lui vendre sa technologie.

***– Dans un autre domaine, les succès économiques du Japon n'ont-ils pas des effets pervers sur la société japonaise ? N'y a-t-il pas un risque de la voir perdre son homogénéité ?***

– Ce n'est pas tant un problème d'homogénéité que de différences de style de vie tel les qu'on peut les constater ailleurs. A l'heure actuelle, ces différences ne sont pas assez marquées pour mettre en danger la société japonaise. De même, au sein de l'entreprise, les structures, la notion d'autorité, n'ont pas véritablement changé. Ce qui est sûr, c'est que le système politique est un peu plus compliqué qu'ailleurs et que la bureaucratie reste très pesante.

### La moyenne d'âge s'accroît

***– Le vieillissement de la population, les timides essais vers une civilisation de loisirs ne sont-ils pas – en gésine – des problèmes ?***

Il est vrai que les Japonais commencent à prendre réellement leurs deux semaines de congés, auxquels il faut ajouter quelques « ponts » dont, par exemple, cinq jours de congé pour le Nouvel An. Mais, le reste du temps, on continue à travailler très dur au Japon (41 à 42 heures par semaine). Quant au vieillissement de la population, il ne constitue pas encore un véritable problème. Certes, la moyenne d'âge est supérieure à celle d'autres pays mais, en même temps, la capacité d'épargne du pays est également supérieure.

» Le seul véritable problème est celui de la pyramide des âges à l'intérieur des entreprises opérant dans des industries traditionnelles qui actuellement n'ont pas de perspectives de croissance fortes. La sidérurgie ou la construction navale, par exemple. Dans les groupes appartenant à ces secteurs les ouvriers et les employés d'un certain âge restent en place. Même si le courant d'affaires a baissé. Dans le même temps, on ne peut pas embaucher de jeunes pour les remplacer. De ce fait, la moyenne d'âge s'accroît alors que s'alourdissent les coûts salariaux. En fait, le problème concerne l'ensemble de l'appareil de production. Au Japon, on part en retraite à soixante-cinq ans, dans le meilleur des cas. Si, pour une raison ou une autre, un ouvrier japonais part à soixante ans, il ira aussitôt chercher du travail ailleurs. Le problème se sera simplement déplacé...

***– Les partenaires commerciaux du Japon dénoncent aujourd'hui ses « pratiques déloyales ». Qu'en est-il selon vous ?***

– Il est vrai que les Japonais ont l'art de dresser des obstacles là où on les attend le moins et qu'ils ne sont pas toujours très fiables dans les négociations. Notamment quand ils discutent avec les Américains ! Mais cette remarque émane surtout des étrangers qui ne comprennent pas le système japonais. Avant de prétendre obtenir des résultats, il faut apprendre à décoder la position adverse et à faire des compromis. Quand on négocie avec un partenaire aussi coriace que le Japon, il faut connaître ses cartes avant d'abattre les siennes. L'accuser de tricher n'est pas une véritable arme de négociation.

Propos recueillis par **SERGE MARTI**

(1) *The Sun also sets - The Limits to Japan's Economic Power*. Par Bill Emmot, journaliste *(The Economist)*, en poste au Japon pendant cinq ans (Editions Times Books).

(2) Après s'être intéressés, un moment, aux magasins Bloomingdale's, le joyau de l'empire Campeau, dont les deux filiales américaines ont été mises en faillite, les Japonais ont jeté leur dévolu sur les célèbres magasins Saks, situés à New-York, sur la Cinquième Avenue (*le Monde* du 17 mars).



## SOCIAL

Selon les statistiques du ministère du travail

# Le nombre de salariés étrangers a diminué de 11 % en trois ans

La main-d'œuvre étrangère, salariée des entreprises employant plus de dix personnes a continué de diminuer entre 1985 et 1988, comme elle l'avait fait depuis 1973. Selon les statistiques publiées par le ministère du travail *(Premières Informations*, n°160, mars 1990), le nombre des travailleurs étrangers, originaires ou non de la CEE, s'établissait à 703 000 en décembre 1988, contre 788 000 en décembre 1985 et 1 074 000 en décembre 1979, d'après les décomptes réalisés sur la base des enquêtes trimestrielles sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre. La baisse est de 11 % en trois ans et de 34 % en neuf ans.

Parmi l'ensemble des salariés, la part des étrangers ne cesse de se réduire. Elle passe de 11,9 % en 1973 à 8,4 % en 1985 et 7,3 % en 1988. Cependant, leur répartition dans les entreprises *a été modifiée au cours* du temps. Si ce sont toujours les établissements de moins de cinq cents salariés qui en emploient toujours davantage, proportionnellement, que les établissements de plus de cinq cents salariés, on constate que le nombre d'utilisateurs de main-d'œuvre étrangère régresse. En revanche, ceux qui continuent d'en utiliser en ont augmenté les effectifs, leur part passant alors de 10,2 % d'étrangers, en 1985, à 12,4 % en 1988.

Au total, 46 % des salariés étrangers sont des ressortissants de la CEE, contre 47,2 % en 1985, les Portugais venant en tête avec 28,9 %, en légère progression. Viennent ensuite les Algériens, avec 19,3 %, en recul. Les nationalités marocaines, tunisiennes et d'Afrique noire sont en faible augmentation.

Deux grands secteurs rassemblent *51,5 % des salariés étrangers*, contre 47,4 % en 1985 et 46,1 % en 1982, à savoir le bâtiment et les travaux publics, d'une part, et les services, de l'autre. Ce sont d'ailleurs les seules activités où le pourcentage de main-d'œuvre étrangère progresse, même si elle diminue en poids relatif dans le bâtiment, qui a subi pendant toute cette période une forte réduction d'effectifs.

Dans plus des trois quarts des cas (78,8 % ), ces salariés sont des ouvriers en 1988, mais ils l'étaient encore davantage dans le passé (84,9 % en 1982). Peu à peu, ils occupent des postes d'employés (13,3 % ), d'agents de maîtrise ou de techniciens (4,2 %) et de cadres (3,7 %), mais ils se sont surtout déplacés (de 6 points à chaque fois) de la catégorie des ouvriers spécialisés à celle des ouvriers qualifiés.

Sur ce dernier point, il faut savoir que, dans le bâtiment notamment, on avait pris l'habitude de réviser à la hausse les qualifications pour accorder des augmentations, plutôt que de réviser la grille des salaires, actuellement en discussion. D'autre part, cette évolution des effectifs salariés ne dit rien des tendances à l'oeuvre dans l'emploi non salarié, illégal ou clandestin dont différents coups de sonde laissent à croire qu'il est en augmentation.

**ALAIN LEBAUBE**

## Peu de succès pour la grève générale de la CGT aux PTT

La grève générale et reconductible, à laquelle la fédération CGT des PTT appelait à partir du 19 mars, ne s'est pas traduite par une réelle mobilisation la première journée. Selon le ministère, le mouvement a été suivi par 1,5 % du personnel à la Poste (1,8 % le matin, 0,7 % l'après-midi) et par 1 % à France Télécom. Au total, trente-deux services auraient été en grève, le plus souvent situés dans le sud de la France, et on aurait comptabilisé trois milles grévistes.

La fédération CGT des PTT accuse le ministère de « *manipuler les chiffres* » et affirme que deux cent quatre-vinge-six services ont arrêté le travail pour se réunir en assemblées générales. Dans soixante et onze cas, précise-t-elle, les postiers ont décidé « *la grève reconductible immédiate* » et d'autres l'auraient décidé pour le 20 ou le 21 mars.

La fédération FO des PTT a diffusé un texte intitulé « Préparons la grève générale » qui invite les militants à l'action. Le bureau fédéral se réunit le 26 mars et pourrait décider de lancer un appel à la grève générale pour le 2 ou 3 avril.

## EN BREF

□ **Revalorisation du RMI au-delà du troisième enfant.** – Le ministère de la solidarité a décidé, le 19 mars, de revaloriser la somme accordée au-delà du troisième enfant dans l'allocation du revenu minimum d'insertion (RMI) à compter d'avril prochain. La majoration par enfant est portée de 624 F par mois à 832 F. Cette mesure représente un coût de 170 illions de francs pour l'Etat et devrait concerner quarante-sept mille familles. Le montant des allocations familiales étant inclus dans les ressources servant au calcul du versement pour le RMI, les familles ayant trois enfants et plus pouvaient être pénalisées. Désormais, un couple avec trois enfants pourra toucher 5 200 F, au lieu de 4 992 F, dont 2 080 F de majoration pour les enfants, y compris de moins de vingt-cinq ans s'ils sont toujours à charge.

□ **Retraite à soixante ans : M. Evin confirme la contribution de 1 milliard de francs pour 1990.** – Le 19 mars, la CFDT était la première organisation syndicale reçue au ministère de la protection sociale dans le cadre de la consultation des partenaires sociaux décidée par M. Claude Evin pour trouver une solution au financement du surcoût des retraites complémentaires à soixante ans et des préretraites en garantie de ressources. Officieusement annoncée, la contribution de l'Etat de 1 milliard de francs, pour les seuls neuf derniers mois de 1990, a été confirmée à cette occasion. Toutefois, les modalités n'ont pas été précisées et tous les partenaires sociaux refusent de considérer ce milliard comme « *un solde de tout compte* ».

## INDUSTRIE

Une transition en douceur

# Sommer-Allibert reprend une partie des activités de Gillette-France à Annecy

**Au cours d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise, puis devant l'assemblée générale du personnel qui s'est réunie lundi 19 mars dans l'après-midi au siège à Annecy, en Haute-Savoie, M. Alain Calviera, directeur général de Gillette-France, a présenté le plan de cession d'une partie de l'activité de fabrication de lames à la division packaging de la société Sommer-Allibert.**

ANNECY

*de notre correspondant*

Ce groupe international de plasturgie envisage de racheter les 15 000 mètres carrés d'ateliers , ainsi que le matériel, pour y installer, dès le mois de juin, une unité autonome de conditionnement plastique « haut de gamme » pour la parfumerie, dotée d'un centre de recherche et développement. Dans un premier temps, une cinquantaine de salariés sur les deux cents actuels seront concernés par cette reprise. Le niveau des deux cents emplois pourrait être atteint dans quatre ou cinq ans.

Menacée de fermeture en janvier 1989 par la direction américaine de Gillette-Company de Boston qui lui avait préféré Berlin pour de nouveaux investissements (*le Monde* du 2 mars), le site industriel d'Annecy n'avait dû son maintien temporaire qu'à une puissante réaction syndicale appuyée par M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie. D'importantes aides financières d'encouragement aux départs volontaires, assorties d'un plan de formation, avaient toutefois diminué l'effectif de production de 400 à 200 personnes. Par ailleurs, Gillette n'avait pas caché qu'elle était à la recherche de « repreneurs » pour ses deux ateliers de plasturgie et de mécanique.

« *Nous ne pouvons pas nous opposer à une solution qui maintienne la vocation industrielle du site* », a indiqué M. Jean-Pierre Toubhans, porte-parole de la CFDT. Le représentant du syndicat majoritaire dans l'entreprise émet encore quelques réserves sur le niveau d'emploi proposé et ses contreparties salariales. La transition devrait néanmoins s'opérer « en douceur », dans la mesure où Gillette-France maintiendra sa production de lames proportionnellement à la montée en charge de la nouvelle activité. M. Calviera a également annoncé que d'autres industriels se sont manifestés pour la reprise du secteur mécanique.

Si Gillette-France abandonne son secteur de fabrication dans le pays qui représente encore son plus important débouché commercial, le siège social de l'entreprise, qui comprend 300 personnes, reste en place à Annecy. Avec la réorganisation des forces de vente actuellement en cours (séparation des secteurs commerciaux des produits de toilette et des stylos), cet effectif va diminuer dans les prochaines années, au point sans doute de vider de sa substance un ensemble immobilier qui représente encore 25 000 mètres carrés dans le centre d'Annecy.

**MICHEL DELBERGHE**

Troisième compagnie pétrolière mondiale

# BP réduit fortement ses effectifs administratifs

La direction du groupe BP, troisième compagnie pétrolière mondiale, a annoncé lundi 19 mars, à Londres, un vaste plan de réorganisation qui va se traduire par une diminution de 60 % des effectifs administratifs attachés au siège. 1 150 personnes sur un total de 2 520 seront soit déplacées dans les divisions opérationnelles, soit, pour la plus grande part (900 employés environ), licenciées.

Cette réorganisation qui fait partie d'un plan global lancé par le nouveau président de BP, M. Robert Horton, vise à rendre le groupe plus flexible, plus dynamique et devrait permettre une économie de 500 millions de dollars par an. Elle consiste pour l'essentiel à remplacer les comités centraux (supprimés) et les services généraux comme la maintenance ou les services d'information par de petites équipes flexibles et décentralisées au niveau des divisions exécutives : exploration-production, marketing, raffinage, chimie et agroalimentaire.

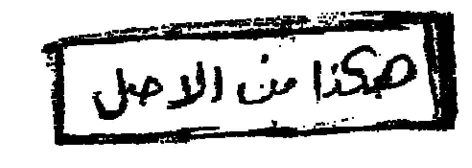
En septembre dernier, BP avait déjà annoncé une restructuration de ses activités d'exploration-production qui s'était traduite par d'importantes suppressions d'emplois (1 700 postes supprimés dans le monde) et la cession d'actifs. Le groupe britannique emploie 124 000 salariés dans le monde. « *Nous voulons créer une compagnie plus mince, où la responsabilité personnelle sera accrue* », a déclaré M. Horton en présentant son plan.

# Walter Mack le fondateur de Pepsi-Cola, est décédé

M. Walter Mack, fondateur de la compagnie Pepsi-Cola, est décédé le dimanche 18 mars à son domicile new-yorkais. Il était âgé de quatre-vingt-quatorze ans.

C'est en 1938 que M. Mack avait créé la société Pepsi-Cola à partir du département boisson de l'entreprise de confiserie Loft, qui vendait un breuvage conçu par un pharmacien de Caroline du Nord. Mais c'est l'autorisation d'utiliser le mot « cola », à la suite d'une bataille juridique historique contre Coca-Cola qui a permis à l'entreprise de prospérer.

Après avoir quitté Pepsi en 1951, M. Mack a dirigé plusieurs sociétés de produits alimentaires. – *(AFP.)*



# AFFAIRES

## Des sponsors qui investissent fortement sur les circuits automobiles

# La roue tourne pour les parrains de la Formule 1

**Confrontation d'hommes, rivalités de mécaniques, la saison 1990 *pour la formule 1*, qui s'est ouverte le 11 mars à Phoenix (Etats-Unis), s'annonce riche en événements au cours des seize grands prix en perspective. La formule 1 exige, pour perdurer, de solides pompes à finance susceptibles d'étancher sa grande soif d'argent. Elle représente un support intéressant pour des sponsors d'envergure, puisqu'ils n'hésitent pas à risquer des investissements substantiels sur les circuits.**

AGS, l'écurie fondée par Henri Julien a fait peau neuve sous la houlette d'un jeune président. *« Médiatiquement, la F 1 est un événement international qui n'a pas d'égal. Pour un groupe qui a besoin de se forger une promotion internationale, c'est le vecteur idéal »*, constate Cyril de Rouvre, qui possède désormais son « écurie » depuis mars 1989, après avoir pris le contrôle d'AGS (Automobile gonfaronnaise sportive, sise dans le Var). Cyril de Rouvre est par ailleurs créateur et PDG du groupe La Financière Robur dont l'activité se développe sur quatre axes : agro-alimentaire (Société de fabriques de sucre), aéronautique (la compagnie Transair), audiovisuel (Robur DA), financier (Coficine). Son chiffre d'affaires s'élevait au total, en 1988, à 1,087 milliard de francs. Le groupe emploie six cent vingt salariés.

Paradoxalement La Financière Robur n'investit pas de fonds dans cette aventure. Cyril de Rouvre déclare préférer s'engager seul, en misant sa fortune personnelle. *« J'ai dû donner beaucoup d'argent »*, dit-il. Et tant mieux si au bout du compte les retombées servent au groupe en communication externe ou interne : *« Il faut qu'on rêve ensemble »*, ajoute cet aficionado qui est de longue date un familier des circuits qu'il a ardemment fréquentés en tant que pilote amateur. *« C'est une vraie passion »*, confie-t-il. Fort de son enthousiasme pour ce sport, il se risque donc dans cet univers singulier, et contribue ainsi à maintenir la présence d'une écurie française aux côtés de Ligier et, Larrousse (dont 49 % des parts ont été acquises par le groupe japonais Espo Corporation).

Le domaine de la F 1 paraît ouvert. Mais il se révèle en réalité plus fermé qu'il n'en a l'air. Il passe pour être un monde silencieux, car nombre de ses « initiés » ou protagonistes cultivent un goût prononcé pour le secret, à l'égard de curiosités extérieures jugées inopportunes.

### *Arbres de Noël*

En dix ans, beaucoup de données ont changé le paysage. La publicité, naguère repoussée, règne maintenant en déesse vorace, à laquelle on sacrifie avec zèle. Les pilotes et les voitures se sont transformés en *« arbres de Noël »*. Les sponsors parient gros sur le ramage (faire savoir) à travers la médiatisation planétaire, la « visibilité » de ces plumages bariolés de leurs estampilles. L'utilisation de ces courses prestigieuses pour les besoins d'une communication interne est largement exploitée. Elle peut être considérée comme un élément fédérateur se prêtant à une variété de déclinaisons. Grandeurs et servitudes du métier : les pilotes maison doivent se soumettre aux rites de la convivialité et du « serre-pinces » : *« C'est là où l'ambiance interne de l'équipe est très importante »*, note le président d'AGS, qui souhaiterait favoriser un esprit de corps spécifique, une *mentalité commando fondée sur* la solidarité, la force amicale, une dévotion commune pour la F 1. Il se félicite de s'être allié le concours de son directeur général Henry Cochin et du nouveau directeur général technique et sportif Hugues de Chaunac : un atout de poids.

Sous les feux de la rampe mondiaux, la F 1 est surtout courtisée et entretenue par des groupes internationaux *« Cela ne servirait à rien à l'épicier du coin de mettre sa pub sur une F 1 »*, observe Cyril de Rouvre. Sur ce terrain drainé par des flots importants d'argent, les enjeux peuvent être considérables. Ce qui n'est pas sans générer divers appétits qui gravitent en orbite.

Plus modestement, le budget 1989 de l'écurie AGS présidée par Cyril de Rouvre aurait tourné autour d'une cinquantaine de millions de francs ; en 1990, il s'élèverait à environ 95 millions de francs et, pour 1991, il atteindrait 120 millions de francs. *« L'investissement humain n'est pas quantifiable »*, précise Cyril de Rouvre. *« Je veux absolument parvenir à ce que cette passion ne me coûte rien*, affirme-t-il. *Je ne veux pas gagner d'argent avec (...) ; toutes les sommes récoltées seront réinvesties dans la F 1. Je veux que l'équipe gagne. »* Première bataille : équilibrer, *« pour qu'il y ait une écurie française complètement indépendante »*. L'un des problèmes urgents à résoudre a été de récupérer la confiance, en particulier des fournisseurs, afin de *« faire venir les bons »*. Son image de manager qui réussit l'aide dans cette tâche. L'équipe se composait de dix-huit personnes à son arrivée, puis a grossi jusqu'à plus d'une quarantaine de salariés. Le chiffre de quatre-vingts est avancé à court terme.

Quant aux deux pilotes déjà sous contrat avec AGS, Cyril de Rouvre a poursuivi avec eux, sur la lancée. Malheureusement, en mars 1989, aux essais préliminaires de Rio, son ami Philippe Streiff a été gravement accidenté et s'en est sorti paralysé. Il est aujourd'hui conseiller de l'écurie. Et Gabriele Tarquini s'est installé dans le baquet vacant. Quant au pilote Winkelock, parti après avoir démissionné en juillet 1989, il a été remplacé par Yannick Dalmas.

### *Dynamique de développement régional*

AGS cherche à s'intégrer au sein d'une dynamique de développement régional. Le conseil régional, le Syndicat mixte de la base de loisirs du circuit du Var (qui regroupe le conseil général, les communes du Luc et des Mayons) et la commune de Gonfaron se sont mobilisés de concert pour épauler l'écurie. Et le SIVOM centre Var, *réunissant douze communes*, a apporté une aide technique. Ainsi AGS peut profiter en location (à un prix relativement intéressant) et *« comme utilisateur prioritaire »*, précise Jean-Luc Célestin, directeur de l'établissement public du Syndicat mixte de la base de loisirs du circuit du Var, des 2,200 kilomètres du circuit du Luc-en-Provence, récemment rénové, et dispose aussi d'une usine située à proximité, qui vient d'être inaugurée. *« C'est une usine relais »*, précise Cyril de Rouvre. En effet, son acquisition par AGS s'est effectuée en leasing à un taux préférentiel.

Certains accords de sponsoring préexistaient à la venue de Cyril de Rouvre chez AGS : *« J'ai repris et conforté un peu »*, souligne-t-il. Le sponsoring s'opère sous des approches différentes : le sponsoring technique (le matériel prêté par des fournisseurs ou vendu au prix de revient n'est pas négligeable), les contrats personnels des pilotes, les contrats d'écurie. AGS bénéficiera désormais du soutien d'un sponsor principal pour la saison 1990 : Ted Lapidus, « visible » sur la voiture et sur les combinaisons des pilotes, ces derniers étant payés directement par l'écurie.

*« Nous avons fait connaissance, Cyril de Rouvre et moi-même, il n'y a pas très longtemps. Je crois beaucoup au hasard, aux hommes. Le message est passé entre nous deux »*, raconte Frantz Braha, PDG de Ted Lapidus, qui a pris en main les destinées de la société il y a près d'un an. Née d'une rencontre fortuite entre deux sportifs, l'alliance Ted Lapidus-AGS rapproche deux sociétés qui ont changé de visage. *« Nous appartenons, qu'on le veuille ou non, au top-niveau de l'exportation des produits français : la formule 1 voiture et la formule 1 couture. La F 1, c'est un « véhicule » important pour nous »*, explique Frantz Braha. Cet engagement derrière une écurie de F 1 répond à un objectif de communication externe. Mais c'est aussi, dit-il, *« un outil de travail pour tous nos licenciés »* (Tel Lapidus en compte vingt-sept). Le montant de l'investissement ? Il ne fait pas partie du budget communication. Il se situe à part... *« Tout ce que je peux vous dire, c'est que ce sera réellement un budget sur mesure ! »*

Pour la saison 1989, AGS avait bénéficié de la sponsorisation en début d'année de Liqui Molli (additifs). Quant au groupe Electrolux, il a continué à apporter son soutien à l'écurie AGS par le truchement de sa marque Faure. R.J. Reynolds Internationalavait également reconduit, pour 1989, son financement dans le cadre d'une politique d'aide à des pilotes, jeunes espoirs ou talents confirmés. Philippe Streiff avait le soutien de Camel, mais il s'agissait d'un contrat personnel. Camel couvait alors dans son giron une dizaine de jeunes pilotes et donnait son appui à plusieurs autres écuries. Par la suite, Camel a conclu un contrat avec l'écurie AGS. A l'instar des autres marques de cigarettes ou de tabac, Camel a dû s'adapter aux contraintes d'une législation française qui prend en compte la protection de la santé.

Les grandes marques de cigarettes vont-elles finir par retirer leurs billes de ce secteur ? La présence de Gitanes dans la compétition automobile date de 1972. Son partenariat avec Ligier commence *en 1976 avec la JS 5 (moteur* Matra) pilotée par Jacques Laffite. Elle totalise, depuis, deux cent vingt-cinq participations internationales (dont cent quatre-vingt-*dix-neuf grands prix*). *Ses engagements* ont été renouvelés pour cinq ans, assortis d'une mise de fonds accrue, équivalente à celle du Loto, l'autre partenaire de Ligier. La *marque apparaît avec un visuel* différent. Gitanes tient à ses liens avec le sport automobile, discipline considérée comme « forte ». La F 1 demeure pour la marque le vecteur le plus intéressant. *« Je pense que la F 1 a encore de bonnes années devant elle. Il y a un tel « gap » vis-à-vis des autres disciplines sportives »*, souligne Eric de Seynes (responsable du sponsoring).



La marque bénéficie de l'absence de parasitage que provoquerait une multiplicité de stickers sur la voiture. Elle se partage la surface avec le Loto, qui cherche à se faire connaître à l'échelle internationale et à promouvoir l'appellation France-Loto dans la perspective d'exporter un savoir-faire : concept de jeux comme le Tapis vert, logiciels, potentiels technologiques (informatisation). Et le Loto fiabilise l'investissement de Gitanes.

La F 1, c'est aussi une confrontation de moteurs, une bataille de techniques très sophistiquées. L'AGS F 1 JH 24 roule avec un moteur Ford Cosworth DFR. Le moteur Renault en séduit plus d'un. De son côté, Renault a renoué avec la F 1, provisoirement délaissée pendant deux ans. Le regain de dynamisme de la firme l'a ramenée sur les circuits en association avec Williams.

L'engagement de Renault dans les courses de F 1 s'inscrit dans une continuité et une logique : *« Renault, c'est l'auto dont la partie noble est le moteur, dont la quintessence s'exprime dans la F 1 »*, remarque Patrick Faure, secrétaire général de Renault et président de Renault Sport. La F 1 symbolise le top-niveau d'une technologie. La politique d'image table sur l'idée de haut de gamme, de perfection à distiller en dégradés subtils en direction d'un potentiel d'acheteurs de Renault. Les grands prix balayent large. Renault ne lésine pas en opérations de relations publiques.

Actuellement, Canon étale son autocollant en bonne place sur la Williams-Renault. L'engagement du groupe dans la F 1, décidé à Amsterdam, s'intègre dans une stratégie d'image de marque globale fondée sur l'activité *principale : la bureautique*. La F 1, allant de pair avec la maîtrise d'une technologie de pointe, peut servir un objectif qui vise à présenter les produits Canon comme des « alliés » fiables de leurs utilisateurs. Le budget sponsoring F 1 annuel représente environ 40 millions de francs (Canon sponsorise d'autres disciplines sportives, dont le tennis à Roland-Garros et le *patinage artistique*).

### *Aide aux pilotes*

*Aux premiers rangs des intéressés* dans ces courses de F 1 figurent bien sûr les « pétroliers ». Ainsi le logo *Elf est-il également « visible »* sur les Williams-Renault. Son entrée sur les circuits remonte à 1967. A l'époque, au moment du lancement de la marque, dans une démarche marketing (et non pas institutionnelle comme pour ses actions de parrainage voile), Elf souhaitait établir une image de haute qualité technique. La marque a aussi voulu créer des conditions appropriées pour que le sport automobile français revienne au plus haut niveau, avec des chefs d'écuries françaises qui fassent courir des champions.

*Quant aux pilotes, pour faire* éclore les meilleurs Elf a agi en amont, en mettant en place il y a une vingtaine d'années l'école de pilotage du circuit Paul-Ricard, puis en relançant celle de Magny-Cours.

**NATHALIE DES GAYETS**

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS






L'assemblée générale ordinaire de FRANKOPARIS s'est réunie le 8 mars 1990 pour approuver les comptes de l'exercice 1989, faisant apparaître un bénéfice de F 539 167,29 qui sera reporté à nouveau.

A cette occasion, les actionnaires ont tenu à exprimer leur satisfaction sur l'évolution de la société, la qualité de sa gestion et la valorisation de son patrimoine.

Au cours des conseils tenus le même jour, la C.R.A.F., actionnaire majoritaire, a exprimé le souhait de voir sa représentation au conseil d'administration mise en harmonie avec sa participation au capital. En conséquence, MM. Alain Marcheteau, Maurice Lardi et Michel Caruel sont entrés au conseil ; M. Alain Marcheteau a été désigné comme président de la société.

Dès son entrée en fonctions, M. Marcheteau a tenu à déclarer que, compte tenu du caractère de partenariat qui lie les actionnaires de Frankoparis, il entendait maintenir inchangée la stratégie de diversification de son patrimoine adoptée par la société. Dans cet esprit, il a marqué sa satisfaction de la gestion assurée par la Kuwaiti-French Bank, et le conseil a confirmé le dispositif de direction en vigueur, à savoir M. Jean-Claude Empereur, directeur général, assisté de Mlle Marie-Luce Geahchan et de M. Pasquin Ordioni, directeurs généraux adjoints.

Par ailleurs, le conseil a désigné comme vice-présidents la C.F.I.-Compagnie Foncière Internationale, représentée par M. Dominique Chatillon, et la K.F.B., représentée par M. Philippe Dujardin.

Il est en outre rappelé que les investisseurs publics et privés koweïtiens sont représentés par trois administrateurs.

Enfin, le conseil a réaffirmé sa décision de voir l'action Frankoparis introduite au second marché de la Bourse de Paris dans les meilleurs délais.





## CNT

### CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

**CNT - OBLIGATIONS 14,60 % - 1980**

Les intérêts courus du 1er avril 1989 au 31 mars 1990 seront payables à partir du 1er avril 1990 à raison de 262,80 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon nº 10 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 29,20 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 20,42 F, soit un net de 242,38 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries de numéros 789 111 à 855 589 et 954 746 à 981 817 sortis au tirage au sort du 30 janvier 1990 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon nº 11 au 1er avril 1991 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais auprès des intermédiaires financiers habituels.

Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 462 985 à 550 484, 649 993 à 693 742, 364 921 à 412 230, 178 034 à 244 471, 983 178 à 1 050 000, 1 à 45 748, 855 590 à 954 745, 552 351 à 644 906, 83 101 à 178 033, 244 472 à 250 098 et 695 601 à 789 110 sont respectivement remboursables depuis le 1er avril des années 1981 à 1989.

## bail investissement

Le conseil d'administration de BAIL INVESTISSEMENT réuni le 16 mars 1990 au siège social sous la présidence de M. Maurice Gontier a arrêté les comptes de l'exercice 1989.

Les engagements nouveaux de 659 millions de francs se répartissent pour un tiers en immeubles de pleine propriété et pour le solde en opérations de crédit-bail.

Compte tenu des levées d'option de contrats intervenues au cours de l'année et représentant un montant de 207 millions de francs, les engagements bruts totaux s'élèvent au 31 décembre à 4,5 milliards de francs, soit une augmentation de 10,46 % par rapport à la fin de 1988.

Les recettes d'un total de 723 millions de francs comprennent les loyers à hauteur de 701 millions de francs et les revenus nets perçus à l'occasion des levées anticipées à hauteur de 22 millions de francs.

**CHIFFRES CARACTÉRISTIQUES**

| En millions de francs | 1988 | 1989 | Variation |
|---|---|---|---|
| Engagements nouveaux ...... | 514 | 659 | +28 % |
| Immobilisations nettes ....... | 2 737 | 2 984 | + 9 % |
| Recettes locatives et assimilées | 689 | 723 | + 4,9% |
| Frais financiers nets ......... | 183 | 191 | + 4,4% |
| Amortissements et provisions . | 210 | 212 | + 0,9% |
| Bénéfice net ............... | 214,1 | 235,5 | +10 % |

Il est rappelé que le capital a été augmenté de 168 696 titres à la suite de la transformation en actions du dividende versé en 1989. Les fonds propres de la société ont été ainsi augmentés de 132 millions : ceux-ci sont affectés au financement du patrimoine de pleine propriété.

Le conseil propose à l'assemblée générale qui se réunira le 30 mai 1990 au siège social, la mise en distribution d'un dividende de 70 F aux 3 053 554 actions composant le capital social soit une augmentation de 9,3 % par rapport à celui afférent à l'exercice précédent.

BAIL INVESTISSEMENT a engagé au cours du 1er trimestre 1990 de grandes opérations immobilières. La société a notamment remporté avec l'appui des services d'ISM SA le concours lancé par la Ville de Paris en vue de réaliser dans la ZAC Manin-Jaurès (Paris-19e) un important centre d'activités.

## LE LIVRET PORTEFEUILLE

SICAV DIVERSIFIÉE INTERNATIONALE

***MODIFICATION DES STATUTS***

*Le conseil d'administration, sous la présidence de Monsieur Gérard ARQUE, proposera aux actionnaires de la Sicav, réunis en assemblée générale extraordinaire le 22 mars 1990, une mise à jour des statuts conforme aux nouvelles normes, définies par la COB, donnant accès au marché européen des Sicav.*

***MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1989***

*Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 22 mars 1990, de fixer le dividende net de l'exercice clos le 29 décembre 1989 à 21,20 F par action.*

| | NET | CRÉDIT D'IMPÔT personnes physiques | CRÉDIT D'IMPÔT personnes morales. |
|---|---|---|---|
| • obligations françaises non indexées | 13,01 F | 0,47 F | 0,47 F |
| • actions françaises | 2,51 F | 1,47 F | 1,48 F |
| • autres actifs | 5,50 F | 0,80 F | 0,81 F |
| • créances négociables | 0,18 F | - | - |
| TOTAL | 21,20 F | 2,74 F | 2,76 F |

*Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 6 avril 1990 et mis en paiement le 9 avril 1990.*

*PERFORMANCE 1989 (dividende net réinvesti) : + 13,55 %*
*Valeur de l'action au 29/12/89 : 727,07 F*

GESTION
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL, BUREAUX DE POSTE



Dans le cadre du recentrage de ses activités et du financement de son développement, EUROCOM, avec l'assistance de ROTHSCHILD ET CIE BANQUE, a signé avec PÉCHINEY INTERNATIONAL un contrat optionnel portant sur la cession du contrôle majoritaire de TECHPACK INTERNATIONAL TPI.

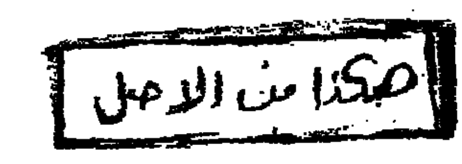
L'option, si elle est exercée, devra être levée entre le 9 avril et le 29 juin 1990 inclus au prix de 530 francs par action, PÉCHINEY INTERNATIONAL s'engageant à étendre l'offre à tous les actionnaires, dans le cadre de la procédure de maintien de cours.

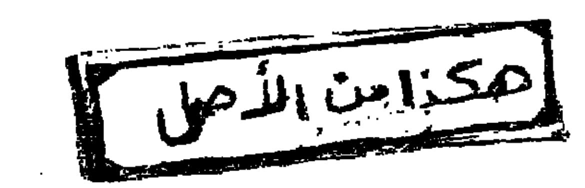
**EUROCOM**



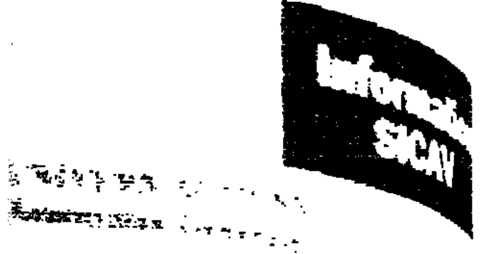

TECHPACK INTERNATIONAL







SOCIÉTÉS





TECHNOLOGIES

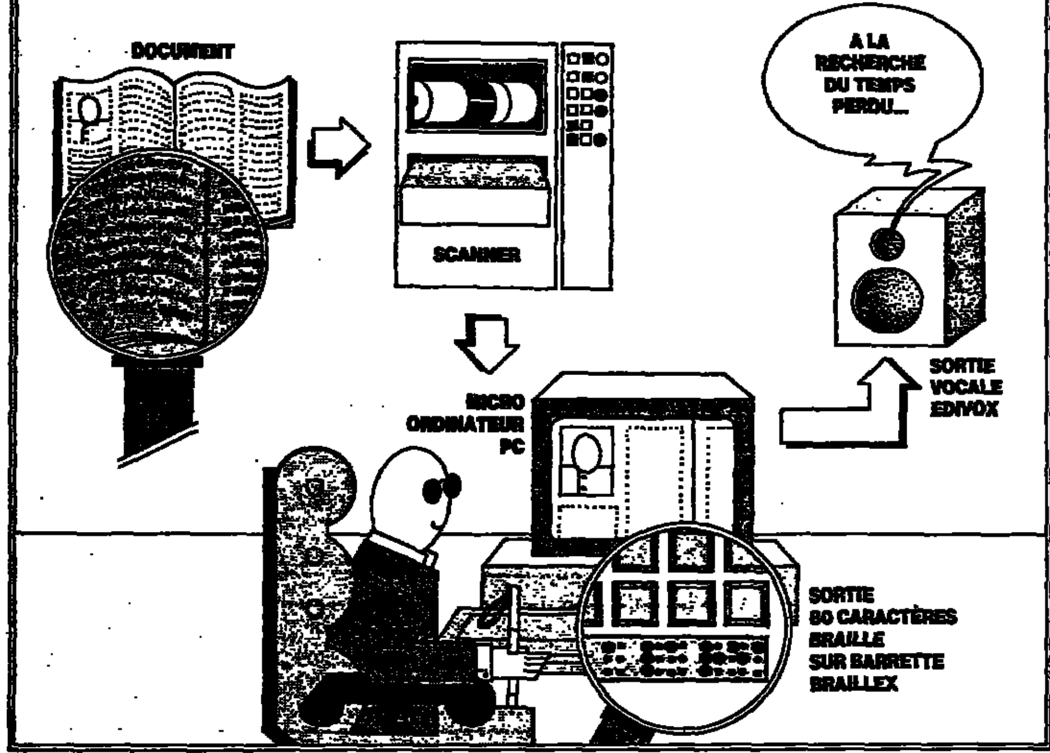
A la médiathèque de la Cité des sciences de la Villette

# L'ordinateur fait la lecture aux aveugles

**Les technologies développées à la Cité des sciences et de l'industrie, pour rendre accessible aux aveugles les œuvres de la médiathèque, sont uniques au monde. Mais à peine une cinquantaine de personnes en ont profité en 1989.**

A la médiathèque de la cité des sciences et de l'industrie de la Villette, au cœur des rayonnages de livres, de cassettes et des écrans vidéo, se trouve une salle pas comme les autres. Elle est réservée aux aveugles. Dans cette salle Louis-Braille, d'une cinquantaine de mètres carrés, tout a été conçu pour que les non-voyants puissent se repérer, choisir puis « lire » ou entendre les ouvrages de leur choix. La sélection n'est pas limitée aux livres déjà transcrits en braille, disponibles dans le commerce ou les centres spécialisés. Un système informatique permet en effet de transcrire, sur-le-champ, en braille ou de faire lire par une voix synthétique la plupart des documents écrits (livres, revues, etc.) de la médiathèque.

Conçu dès l'origine pour les aveugles grâce aux conseils techniques d'Hœlle Corvest, non-voyante elle-même, cette salle bénéficie d'un trajet d'accès matérialisé par un tapis en relief qui conduit à une sculpture d'Antoine Larène dont la forme abstraite est « lisible » pour les non-voyants grâce au contraste entre formes arrondies et vives, à la texture lisse ou rugueuse des bois utilisés. La fontaine d'un bassin délivre un signal sonore reconnaissable tandis que les fleurs d'un petit jardin stimulent l'odorat en fonction des saisons. L'architecture de la salle, confiée à l'architecte Pierre-Louis Grosbois, fait largement appel au bois, matériau qui renforce l'isolation phonique, essentielle pour la concentration des aveugles. A l'intérieur, les visiteurs disposent d'une salle d'attente circulaire dont les sièges sont faciles à répérer et de quatre cabines. La première concerne les mal-voyants tels que les myopes ou les personnes âgées qui peuvent lire grâce à un téléagrandisseur, véritable loupe électronique qui grossit le texte de trois à quarante-cinq fois. Les trois autres cabines sont destinées aux aveugles, qui y trouvent deux scanners avec ordinateur et sortie vocale, mais aussi un équipement complet de braille dont le composant le plus évolué est la barrette Braillex. A droite de l'aveugle, le numériseur d'image appelé couramment « scanner ». Devant lui, le micro-ordinateur surmonté par un haut-parleur. *Le scanner déchiffre la page du livre.* Une trentaine de secondes plus tard, le micro-ordinateur est prêt à traduire le texte écrit en voix synthétique. L'aveugle presse une touche sur laquelle est collé un symbole en braille, et la lecture commence. Le son n'est plus nazillard comme lors des débuts de la voix artificielle. Si cette lecture ne peut prétendre rivaliser avec celle d'un acteur professionnel, elle est compréhensible, en particulier grâce à la prise en compte de la ponctuation, qui donne une certaine expressivité à la voix de synthèse.




*Pour passer de la page imprimée à la lecture vocale, le scanner détecte d'abord les frontières entre les zones blanches et noires du texte et il envoie à l'ordinateur une série de points qu'un logiciel se charge de reconnaître. A ce stade, il s'agit d'associer une forme à un caractère d'imprimerie, c'est-à-dire à une lettre. Pour cela, l'ordinateur dispose en mémoire d'une bibliothèque de typologie de caractères, les polices. Par comparaison, il identifie donc la totalité des lettres présentes dans la page de texte. Vient alors l'analyse linguistique qui associe une suite de caractères à un phénomène puis à un mot. Il ne reste plus à la carte vocale qu'à transformer cette information (numérique) en signal sonore (analogique) ou au système mécanique braille qu'à transformer cette même information en caractère braille.*

Ce système a été installé début 1989 dans la salle Louis-Braille de la médiathèque de la Cité des sciences et de l'industrie (CSI) de La Villette. Inaugurée en octobre 1989, cette salle rassemble le matériel électronique et informatique le plus évolué en matière de reconnaissance de caractères et de synthèse vocale. Elle offre aux aveugles une alternative intéressante à la lecture en braille, l'alphabet en relief inventé en 1829 par Louis Braille.

La transformation du texte écrit en texte oral a été mise en place par l'équipe informatique de la direction des moyens techniques (DMT) de la Cité. Tout d'abord, le livre choisi est placé sur un scanner pour être numérisé. La deuxième étape, la reconnaissance de caractères, est particulièrement délicate. *« Pour passer à la reproduction sonore de la voix, le système doit « comprendre » qu'un a est un a et non un simple dessin »*, explique Chantal Turkin, responsable des applications à la DMT. La difficulté est amplifiée par le grand nombre de gammes de caractères, les « polices », utilisées dans les livres, journaux et revues. La CSI dispose d'une trentaine de ces polices. Florence Blanchet, l'une des sept bibliothécaires de la médiathèque qui animent, à temps partiel, la salle Louis-Braille, précise que chaque police est stockée dans la mémoire de l'ordinateur sous la forme d'un fichier informatique établi par apprentissage. *« Sur l'écran s'affichent sur une colonne les caractères numérisés et, en correspondance, la traduction en lettres réalisée par l'ordinateur. Nous corrigeons manuellement les erreurs et nous indiquons quelle est la bonne lettre en cas de doute de la machine ».* La police ainsi constituée est testée sur le texte jusqu'à l'obtention d'un taux de reconnaissance voisin de 99 %.

### « Braille éphémère »

Mais, parallèlement, l'équipe informatique de la DMT, dirigée par Jean Coquel, travaille sur une méthode de reconnaissance automatique des caractères qui s'affranchit de l'étape préalable d'apprentissage des polices. En réalité, dans ce cas, l'ordinateur possède en mémoire une série de polices pré-enregistrées et il sélectionne automatiquement la plus proche des caractères du texte. Cette méthode évite l'entrée manuelle du nom de la police mais n'étend pas vraiment les capacités de lecture du système. D'où les travaux de Chantal Turkin avec Inovatic, le fournisseur du logiciel de reconnaissance de caractères. *« Nous étudions une alternative au stockage d'un très grand nombre de polices en mémoire : une reconnaissance vraiment automatique où le logiciel devient capable de « lire » n'importe quel texte ».* Pour l'instant, les papiers qui « boivent » et les caractères qui se touchent prennent le système en défaut. En attendant ces progrès, les aveugles ont accès dès à présent à la lecture vocale d'un grand nombre d'ouvrages (les éditeurs utilisent en général une même police pour l'ensemble d'une collection).

Pour ceux qui préfèrent la lecture braille à l'écoute de la voix de synthèse, le système offre une seconde possibilité : celle de transcrire immédiatement en braille le texte ou le livre choisi. Ce système mécanique impressionnant « traduit » le livre ligne par ligne. Il est constitué d'une barrette percée d'autant de trous que l'on trouve de points (6 ou 8) pour définir un caractère en braille. Et cela reproduit 80 fois (pour les 80 caractères d'une ligne). Pour décrire un signe, des « picots » passent (ou non) à travers les trous. L'aveugle n'a qu'une touche de l'ordinateur à presser pour passer à la ligne suivante de l'écran. D'où le nom de « braille éphémère » que l'on donne au système, qui, à lui seul, a coûté 120 000 F à la médiathèque, soit presque autant que les 150 000 F d'un système complet de lecture vocale (scanner, ordinateur, logiciel et carte vocale).

Par ailleurs, la salle Louis-Braille teste actuellement un autre outil précieux pour les aveugles : le minitel à synthèse vocale baptisé « lectel ». Les non-voyants pourront, par exemple, consulter l'annuaire électronique grâce à l'appareil développé par l'Ecole nationale supérieure des télécommunications.

L'investissement total réalisé dans la salle Louis-Braille atteint les 2 millions de francs, dont plus de la moitié sont consacrés au matériel. La somme paraît lourde lorsqu'on considère la fréquentation de la salle. Selon Florence Blanchet, pas plus d'une cinquantaine d'aveugles différents sont venus l'utiliser en 1989.

### Un problème de transport

Un chiffre faible comparé à la population des non-voyants – 60 000 en France. *« Après un an de fonctionnement, nous avons enregistré un grand nombre de visiteurs voyants qui viennent pour s'informer. Les aveugles doivent prendre rendez-vous pour les séances de lecture, mais nous travaillons aussi régulièrement avec l'Institut des jeunes aveugles de Saint-Mandé, qui nous amène deux ou trois personnes chaque semaine »*, explique Marie-France Bisbrouck, chef du projet de la salle Louis-Braille, qui estime que le transport jusqu'à la Cité des sciences reste l'un des problèmes majeurs pour les aveugles. Serge Guillemet, directeur de l'Institut national des jeunes aveugles note également que, si la salle Louis-Braille est une *« belle réalisation »*, elle pose un problème d'accès. *« Il faut habituer les aveugles à s'y rendre, ce qui, à partir du quartier Duroc représente environ une heure de trajet »*, précise-t-il.

Avec la salle Louis-Braille, la CSI a rempli une mission de pionnier. *« Aujourd'hui, un nombre croissant d'institutions veulent développer des salles de lecture pour les aveugles »*, constate Marie-Françoise Bisbrouck. La médiathèque est ainsi en contact avec les universités de Nanterre et d'Aix-Marseille et les bibliothèques municipales de Bordeaux et d'Antony.

JEAN RIEUX

EUROCOM

Premier parc français de stationnement automatisé à Saint-Etienne

# Un robot pour garer les voitures

**Aussi efficace que le plus zélé des portiers, un robot remplace le conducteur pour garer les voitures dans un garage de Saint-Etienne.**

SAINT-ETIENNE

*de notre correspondant*

Le premier parking français entièrement robotisé est en service à Saint-Etienne depuis fin 1989. Situé en face du palais de justice qui lui a donné son nom, il a été conçu, réalisé et géré par une société anonyme ayant son siège dans la préfecture de la Loire, l'Européenne d'équipements techniques pour l'industrie et les collectivités (EETIC) et pour PDG, M. Eric Sigoure. Ouvert sept jours sur sept et vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ce parc de stationnement permet de garer cent quatre-vingt-quatre voitures sur huit niveaux dont deux souterrains.

D'autres, d'une conception approchante, existent déjà en France, notamment à Paris, mais son automatisation à 100 %, obtenue par son robot de manutention, font de celui de Saint-Etienne un véritable prototype. Sa simplicité et sa rapidité d'utilisation en sont les principales caractéristiques avec, qui plus est, la sécurité le optima qu'il offre contre les agressions, les détériorations de carosserie consécutives à des manœuvres maladroites, les vols, aucun usager n'ayant accès au garage.

A peine franchi le seuil de l'un des deux sas d'entrée, des cellules photoélectriques enregistrent instantanément le gabarit du véhicule, sa largeur ne devant pas excéder 2,05 mètres, sa longueur 5,30 mètres et sa hauteur 1,84 mètre ; si ce n'est pas le cas, sur un écran lumineux s'inscrit une injonction au conducteur n'ayant pas tenu compte de la signalisation d'effectuer une marche arrière et de repartir. Sinon la check-list se limite à faire avancer lentement l'automobile sur les rampes de guidage jusqu'aux butées de calage, puis d'arrêter le moteur et de prendre son ticket. La borne à péage (ou de lecture de badge pour les abonnés) est à deux pas dehors. Il suffit de pianoter sur le clavier un code secret de quatre chiffres.

Correspondant à cette donnée confidentielle et comportant, en clair, le jour et l'heure, un ticket est alors délivré. Ce sera le sésame indispensable pour ouvrir, sans perte de temps, la porte de sortie. En attendant, c'est celle, toute en verre, de l'aire de réception qui se ferme, sauf si, par inadvertance ou distraction, quelqu'un est demeuré à côté de la voiture ou dedans, sa présence ayant été détectée par infrarouges et ultrasons sensibles au plus léger des battements de cœur.

Normalement, moins d'une minute et demie suffit pour la prise en charge de l'auto. S'il est curieux, son propriétaire peut assister à la première phase de l'opération, de l'extérieur ou du hall d'accueil aux parois vitrées, séparant les deux sas, aux planchers identiques. Ceux-ci sont composés d'une plate-forme métallique centrale en position levée, de deux trottoirs latéraux de guidage comportant des éléments mobiles dont le déplacement symétrique fait riper les roues jusqu'à ce que l'axe longitudinal de la voiture coïncide parfaitement avec celui de l'aire de réception.

Les éléments mobiles alors reprennent leur position écartée, la plate-forme s'abaisse afin de permettre l'arrivée et le passage sous le véhicule du chariot-robot de manutention, composé, en fait, de deux demi-chariots et ceux-ci de deux châssis, l'un de translation, l'autre de préhension et de levage. Ils sont, en outre, dotés, chacun, d'une paire de mâchoires de palpage articulées, les unes extérieures, les autres intérieures. Celles-ci entrant en contact avec le train avant, celles-là avec les roues arrière. Formant sabot, elles se referment sur la bande de roulement avec une pression induite électriquement pour n'avoir pas la moindre incidence sur le réglage des roues. De cette façon, bloquées, elles sont soulevées de quelques centimètres, l'auto pouvant ainsi subir sans problème des accélérations et décélérations.

L'automate la transfère jusqu'à l'une des deux plates-formes élévatrices opérant dans le couloir central du silo la translation verticale et horizontale du véhicule, jusqu'à son positionnement sur sa plus petite largeur, dans l'un des cent quatre-vingt-quatre box de stockage aux dimensions normalisées, avec un gain en volume non négligeable. Ce qui explique le nombre de places et de niveaux dans un bâtiment de 14,30 mètres de haut, pour une emprise au sol de 565 mètres carrés (soit 3 mètres carrés par auto garée), la surface du terrain étant de 682 mètres carrés. La capacité de manœuvre est de cinquante-cinq véhicules à l'heure par élévatrice.

Pour récupérer son auto, il suffit d'introduire le ticket dans un monnayeur et taper son code ; le prix s'affiche ; tandis qu'il rend la monnaie l'appareil donne par lecture magnétique l'emplacement du box abritant le véhicule. Ce dernier, très rapidement, est amené dans le sas de sortie sur une plate-forme qui pivote de façon que l'avant soit tourné dans le sens du départ, sans manœuvre à effectuer.

Financé par la ville de Saint-Etienne, ce parking a coûté 15 millions de francs, clés en main : dont 45 % pour le bâtiment, 55 % pour la partie mécanique. Le prix pratiqué est celui des autres parkings publics stéphanois avec des possibilités d'abonnement pour la nuit, le jour, le jour, le mois. Ce parc de stationnement bénéficie, en outre, d'un système de télésurveillance et d'écoute constante ainsi qu'une alarme incendie reliés, le premier à une société de gardiennage, la seconde à la caserne des sapeurs-pompiers. De plus, si une coupure de courant se produit, un groupe électrogène prend le relais.

L'EETIC ne va pas se limiter aux parkings terrestres. Elle projette d'en appliquer la méthodologie, en l'adaptant, à des silos maritimes pour bateaux de plaisance, y compris les cabin-cruisers.

PAUL CHAPPEL

# *Entre les dialogues, une voix raconte les images du film*

Au cinéma, comment suivre l'action d'un film lorsqu'on est aveugle ? Bien sûr, les dialogues, la musique, les bruitages et les effets sonores (dont les infrasons) dévoilent un pan important de l'histoire. Mais certaines informations restent inaccessibles. Comment est habillé *Indiana Jones lorsqu'il court sur* le toit du train ? Quels sont les obstacles qui le guettent ? Que font ses adversaires ? Ces renseignements visuels, *a priori* très nombreux, peuvent être « sonorisés » par une voix qui s'intercale entre les dialogues réels du film. C'est la découverte utilisée par le système Audiovision. Celui-ci devrait faire ses débuts publics en avril prochain à la Planète magique, si ce nouvel espace parisien de loisirs dont l'installation se termine actuellement (neuf niveaux et 11 000 mètres carrés dans les murs de l'ancien Théâtre de la Gaîté) se remet de son dépôt de bilan.

Le système Audiovision est né grâce à de célèbres parents : August Coppola, le frère du réalisateur Francis Ford Coppola, et Jean Chalopin, le père de l'inspecteur Gadget, d'Ulysse 31, des Bisounours, de la Vie des Botes. Ce dernier, aujourd'hui PDG de Planète magique SA, a rencontré August Coppola aux Etats-Unis, où il lançait l'un de ses dessins animés à succès. Il s'est passionné pour l'Audiovision dont la première projection mondiale remonte au mois d'août 1988 avec le film *Tucker*, de Francis Ford Coppola. Jean Chalopin et Bernard Deyries, son directeur artistique se sont chargés de la première européenne de l'Audiovision avec la projection privée d'*Indiana Jones et la dernière croisade*, le 20 décembre 1989. Pour l'ouverture au public, un nouveau film devrait être prêt.

*« Le principe ressemble un peu à celui de la traduction simultanée*, explique Ralf Garrido, régisseur général. *Le public non voyant est équipé d'un casque comportant un récepteur à infrarouge qui capte à la fois la bande sonore du film et la seconde bande-son qui s'intercale entre les dialogues et qui lui apporte les informations nécessaires. »*

Côté matériel, l'installation comprend un système double-bande, un micro-ordinateur, un émetteur infrarouge multidirectionnel et les casques individuels en mono, en stéréo ou même en quadriphonie, et une « boîte noire » brevetée qui protège l'ensemble. Ralf Garrido précise que l'investissement nécessaire, pour une salle d'environ quatre cents places, n'est pas négligeable. Le seul système double-bande revient à environ 200 000 francs.

Tout dépend également de l'étendue de la diffusion de l'Audiovision. La préparation du texte et son enregistrement par des interprètes représentent environ une heure de travail par minute de bande-son destinée aux aveugles. *« Il sera difficile de « rentabiliser » l'Audiovision dans une salle de cinéma classique en dehors du côté publicitaire d'un tel geste envers les non-voyants »*, estime Ralf Garrido. Quant à l'efficacité du procédé, elle paraît établie. August Coppola confiait à l'*International Herald Tribune* en décembre dernier une constatation éloquente : *« Pendant la projection, voyants et non-voyants riaient aux mêmes moments. »*

J. R.



# PUBLICATION JUDICIAIRE

« La première chambre du tribunal de grande instance de Paris, par jugement du 8 novembre 1989, a condamné Alain Dumait et la société *« PUBLICATIONS A. Dumait »* à payer à Bernard ARNAULT la somme de 1 franc réclamée par celui-ci à titre de dommages-intérêts, pour avoir dans le numéro de « LA LETTRE A » du 9 mars 1989 publié des propos diffamatoires à son égard. »






## Vendre du Conseil en Développement des Ressources Humaines aux Entreprises Européennes

Cette société est l'une des plus réputées en Alsace dans le conseil et l'assistance aux entreprises en matière de formation. Elle emploie 245 personnes dont plus de 140 consultants qui interviennent à travers la France et les Dom Tom ainsi qu'à l'étranger (Europe, Afrique, Asie, ...). Dans le cadre de son expansion, elle recherche son Conseiller en Développement des Ressources Humaines auprès des grands comptes européens.

Rattaché au Directeur Général de la société, le candidat aura pour mission d'établir et de développer un partenariat avec les grandes entreprises, de visiter les prescripteurs nationaux et internationaux, de représenter sa société auprès des institutions de la profession.

Nous souhaitons rencontrer un homme d'expérience dans l'ingénierie et/ou le consulting, âgé d'environ 35 ans, ayant acquis une solide pratique des négociations au plus haut niveau en entreprise ou cabinet. La connaissance de l'anglais est indispensable. Le goût des déplacements, l'autonomie et le sens de l'efficacité sont des atouts majeurs pour réussir dans cette mission.

Le poste pourra être basé au siège de la société ou à PARIS. Au sein d'une structure dynamique et performante, le candidat bénéficiera de contacts variés au plus haut niveau, d'une fonction et d'une rémunération réellement évolutives.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 44/3557 A à :

**EGOR CARRIERES INTERNATIONALES**
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

**EGOR**

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

---

*Métiers de l'industrie*

## CONSULTANTS

Département du Groupe EGOR, **EGOR TECHNOLOGIES**, 15 personnes, 40 % de croissance annuelle, a acquis une forte notoriété dans le recrutement des Ingénieurs.

Déjà leader dans les secteurs informatique et électronique, nous souhaitons renforcer notre présence dans les métiers de l'industrie et y apporter un service plus performant, notamment en réduisant encore la durée des missions.

Bénéficiant de la logistique et des moyens du 1er groupe européen de conseil en recherche de cadres, vous prendrez en charge la gestion et le développement d'un portefeuille d'industriels comprenant tant des PME que des grands groupes internationaux.

Diplômés d'Etudes Supérieures et âgés de 30 ans au moins, vous avez acquis une expérience significative des ressources humaines dans un environnement de production.

Vous souhaitez maintenant évoluer dans une structure souple où votre dynamisme et votre créativité pourront s'exprimer pleinement.

Ces postes sont basés à Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 32/2700 BU à :

**EGOR TECHNOLOGIES**
125, av. des Champs-Elysées - 75008 PARIS

**EGOR**

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

---

**Pour diriger et animer**
**LA PEPINIERE D'ENTREPRISES**
**dans la région de CHATEAUROUX**
**nous recrutons un**

## DIRECTEUR GENERAL *HF*

*Le candidat retenu devra posséder :*

- Une bonne connaissance des petites et moyennes entreprises, acquise au cours d'expériences personnelles. Il devra notamment maîtriser l'ensemble des problèmes liés à la création et à la gestion courante des PME-PMI notamment fiscaux, sociaux, juridiques et financiers. Un savoir-faire de montage de dossiers prévisionnels en matière financière et marketing est indispensable.
- Il sera, par ailleurs, responsable du service économique de la Mairie et aura donc la responsabilité du développement économique de la ville ; il assurera le suivi de l'activité économique, l'accueil et le suivi des relations avec les entreprises, l'interface entre le monde de l'entreprise et celui de la formation.
- Le candidat retenu sera en outre un animateur polyvalent, aimant les contacts, capable aussi bien d'animer des réunions de groupe de créateurs d'entreprise que de négocier aux plus hauts niveaux institutionnels, capable de coordonner plusieurs actions géographiquement différentes.
- Nous cherchons un caractère fort, allié à une rigueur d'organisation prouvée, capable de fonctionner en autonomie dans le respect des objectifs fixés, et de s'impliquer totalement dans l'exercice de sa mission.
- Le candidat, qui sera âgé de 35-40 ans, aura une rémunération de l'ordre de 300 KF.

Envoyer CV, photo et lettre manuscrite (sous référence 36) à
**Société CGP - GL. RAYSSAC** - 10 Rue Mayet - 75006 PARIS
(aucun dossier de candidature incomplet ne sera pris en compte)

PUBLIPANEL

---

**BOSSARD CONSULTANTS**

## CONSULTANTS JUNIORS

Nous sommes un des leaders européens du Conseil en management. Notre activité est en croissance régulière de 20% par an depuis plus de 10 ans. Nos domaines de compétences sont le conseil en organisation administrative et industrielle, informatique, stratégie, marketing, ressources humaines.

Nos 580 consultants interviennent depuis nos bureaux de Paris, Lyon, Madrid, Barcelone, Milan.

Nous recrutons de jeunes diplômés des grandes écoles (X, Centrale, Mines, Ponts, Télécom, HEC, ESSEC) avec ou sans expérience.

Nous leur offrons de rejoindre des équipes de consultants dont la forte ambition et l'exigence professionnelle s'expriment dans un environnement convivial et international.

Si vous désirez partager notre réussite, veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à

Florence Hadjab, Bossard Consultants,
12 bis rue Jean Jaurès,
92807 Puteaux Cedex

BOSSARD *Carrières*

Images & caractères

---




(Fruit d'Or, Astra, Puget, Planta Fin, Vive la vie...) filiale française du Groupe UNILEVER, leader des corps gras alimentaires recherche

## un CHEF DU PERSONNEL confirmé

Il aura la charge du personnel de la Force de Ventes et du Siège Social, soit au total environ 500 personnes réparties en deux établissements. Rattaché aux Chefs d'établissement, il aura une liaison fonctionnelle avec le Directeur du Personnel. Il sera responsable du recrutement, de la formation, du développement du personnel ainsi que du dialogue avec les représentants du personnel de ses établissements.

Ce poste pourrait convenir à un(e) candidat(e) diplômé(e) de l'enseignement supérieur ayant une première expérience de la fonction personnel, doté(e) d'un caractère alliant souplesse et fermeté et convaincu(e) de ce que la discussion et la persuasion sont, dans ce métier, les chemins de l'efficacité. Rémunération à débattre, non inférieure à 250.000 Frs/an.

De réelles possibilités de carrière existent dans la Société et le Groupe.

*Merci d'adresser votre candidature sous référence (10/90 LM) à* UNILEVER FRANCE SERVICES, Service Recrutement des Cadres, 157 boulevard Haussmann - 75382 PARIS CEDEX 08.

*UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE*

---

**SAVOIE TERRE OLYMPIQUE**

*Organisme économique*
*- une dynamique*
*- une "professionnalisation"*
*- une vocation faire valoir les intérêts économiques des entreprises et du département*

*recherche son*

## RESPONSABLE COMMUNICATION

*Rattaché au Directeur Général vous réaliserez les opérations de communication externe, rédaction des discours et publications, organisation des manifestations, suivi des relations presse.*

*Vous mettrez aussi en oeuvre tout ce qui concoure à l'image qualité de notre organisme dont vous serez le garant.*

*Professionnel de la communication,de formation supérieure, 30-35 ans, une expérience réussie dans ce domaine a révélé, votre grande maîtrise de l'écrit, votre sens du contact, votre capacité d'adaptation.*

*Poste basé en Savoie à pourvoir rapidement.*

*Merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL sous référence 69.3536 (sur lettre et enveloppe) - 3 cours Albert Thomas - 69416 Lyon cedex 03.*

**Mercuri Urval**

---

SAE, grand groupe mondial de BTP,
N°1 en France du bâtiment, nous recherchons de

## *Jeunes auditeurs internes*

**Diplômés d'école supérieure de commerce option gestion ou d'école d'ingénieurs + 3e cycle, vous êtes bilingues anglais et dotés de bonnes qualités relationnelles.**

**Rejoindre SAE, c'est vous donner les meilleures chances de faire éclater votre potentiel. Intégrés dans une équipe jeune, en liaison directe avec un chef de mission, vous bénéficierez d'une formation à une méthodologie éprouvée et serez immédiatement impliqués dans des missions variées en France puis à l'étranger.**

**Votre personnalité vous permettra de vous affirmer rapidement et d'évoluer au sein de la cellule audit puis du groupe.**

**Merci d'adresser votre candidature sous réf. AUDIT 030 à Pascale FOURLEIGNIE**
**SAE - DRH - 32, avenue de New-York - 75116 PARIS.**

**SAE**
*En confiance*

MEDIAPA

---



## 7 CONSULTANTS RECHERCHENT LE 8e, LE 9e...

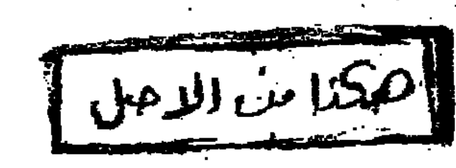
Filiale du Groupe BOSSARD, 1re entreprise française et européenne de conseil (stratégie, organisation, ressources humaines), BOSSARD CARRIERES est l'activité spécialisée dans la recherche de managers. L'expertise complémentaire des consultants assure à ses clients un réel conseil pluridisciplinaire.

Dans le cadre de la première année du business plan à 3 ans, l'équipe se renforce en accueillant un(e) ou deux consultants junior. Après une formation à nos outils très spécifiques et en synergie avec notre équipe, vous intervenez sur des missions de recherche de jeunes cadres et développez un courant d'affaires personnel.

26-28 ans, de formation supérieure, vous justifiez d'une première expérience réussie dans le recrutement en cabinet ou en entreprise.

L'équipe BOSSARD CARRIÈRES vous remercie de lui faire parvenir lettre, C.V. et photo, réf. BC/LM - 4, rue Quentin Bauchart 75008 PARIS

BOSSARD *Carrières*



هكذا من الأصل






## D'UNE PASSION, LA COMMUNICATION, VOUS AVEZ FAIT UN MÉTIER.

Vous voulez aujourd'hui vous impliquer davantage, mettre à profit vos qualités d'écoute, vos talents de communicateur au service d'un Groupe Bancaire où la communication est importante.

L'équipe à laquelle vous allez vous intégrer est réduite mais très motivée et professionnelle. Vous pourrez devenir le n° 2 et ne manquerez pas d'opportunités pour vous exprimer.

Vous cotoierez régulièrement des partenaires extérieurs de haut niveau et vous devrez mettre la même ardeur à la relecture d'un « B.A.T. » qu'à la définition d'une stratégie de communication.

Vous avez une formation supérieure et une expérience réussie dans l'univers des services.

*Le Crédit Mutuel, c'est à travers 21 Fédérations régionales, 7 millions de clients, 22.000 collaborateurs et 4.500 points de vente, la plus forte croissance de ces 10 dernières années, la puissance de la 5e Banque Française.*
*La Confédération Nationale du Crédit Mutuel est l'organisme national chargé du contrôle et du bon fonctionnement du Crédit Mutuel.*

*Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 217/RH à la DRHRS Confédération Nationale du Crédit Mutuel 88-90, rue Cardinet - 75017 PARIS.*

**Crédit Mutuel**
*une banque à qui parler*

---

# ACHATS SOUS-TRAITANCE

Société française - 180 millions de CA DONT 65 % à l'export - spécialisée dans la conception et la vente de *systèmes de manutention automatisés renforce sa situation achat et souhaite intégrer un jeune*

## INGENIEUR FORT POTENTIEL
**2/3 ans d'expérience**

En relation étroite avec le service projets/études et les ingénieurs de réalisation d'affaires, il sera responsable du choix des *sous-traitants, des négociations et du suivi auprès des fournisseurs français et étrangers.*
Sous la responsabilité du Chef de service, il participera activement à l'évolution des méthodes et des outils de gestion.

Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé (mécanicien) possédant une première expérience de négociation d'ensemble ou de sous-ensemble électromécanique.

Il disposera de qualités de rigueur, d'organisation et de bonnes capacités d'autonomie.

Anglais courant indispensable.

Poste basé Banlieue Sud Est Paris.

Ecrire sous réf 11B 1642-9M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec **etap**
71, rue d'Auteuil 75016 Paris.

PUBLIPANEL

---

# Imaginez-vous...

## ... responsable du développement professionnel de 12 000 personnes

*Euro Disneyland réunit aujourd'hui des hommes et des femmes de talent autour de l'un des plus grands projets d'Europe : près de 2000 hectares tout près de Paris, 12000 personnes en 1992, une évolution planifiée jusqu'en 2017.*

***Imaginez-vous dans ce royaume où le talent est roi.***

### RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES H/F

Pour promouvoir notre tradition de qualité et de service auprès des employés du Magic Kingdom (6000 personnes), vous élaborez la stratégie des programmes de formation spécifiques à chaque activité (restauration, attraction, accueil, vente). Vous développez ce formidable potentiel humain en participant activement à la création d'une véritable gestion des carrières à moyen et long termes. Vous avez une bonne expérience en création de plans de formation ainsi qu'une large connaissance du domaine des ressources humaines. (réf. HR/0164/M)

### RESPONSABLE FORMATION H/F

Vous êtes responsable des actions qui relèvent de notre politique de formation : évaluation des besoins, définition des objectifs, recherche des outils, établissement des plans d'action, harmonisation des programmes, création des cours...
Pour l'ensemble du personnel d'Euro Disneyland (12000 personnes), vous mettez en place les formations généralistes qui transmettront notre culture d'entreprise à chaque employé.
Vous avez une excellente connaissance de la formation dans des secteurs d'activités variés grâce à une expérience professionnelle de 3 à 5 ans. (réf. HR/0165/M)

Pour ces deux postes de direction, vous avez une formation supérieure (bac + 4 minimum), de préférence en gestion du personnel, un esprit d'initiative et de création, un fort sens relationnel et des capacités de communication (écrite et orale). Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.




Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence choisie, à Euro Disneyland, Service Recrutement, "Le Pascal", 3-11 bd Georges-Méliès, 94350 Villiers-sur-Marne.



**Euro Disneyland S.C.A.**
*Une entreprise de rêve pour l'avenir*

---

# Hôtesses • Stewards
## Un métier plein d'énergie

Déjà tout-petit, vous saviez que votre avenir était dans l'air. Aujourd'hui, vous avez l'opportunité de rejoindre AIR INTER. Accueillant, communicatif, disponible et vigilant, vous assurerez la qualité de service que nous souhaitons offrir à notre clientèle.

Un métier qui repose sur votre dynamisme, votre implication et vos qualités relationnelles... un métier plein d'énergie : le style AIR INTER.

Agissez... téléphonez au **46.75.67.89** pour connaître les conditions requises et nous faire parvenir votre dossier sous référence M/03 – AIR INTER – Département Emploi – DP/YR 91551 Paray-Vieille-Poste Cedex.

**AIR INTER**

Darjeeling

D E S T I N A T I O N   R É U S S I T E

---

Roth Frères

**Nous savons que les hommes sont plus que jamais notre atout essentiel.**

Nous recherchons :

## RESPONSABLE ANIMATEUR DE FORMATION

Sous la responsabilité du D R H, vous prendrez en charge la préparation et la mise en oeuvre des plans de formation (annuel et à moyen terme). Vous assurerez le suivi, l'animation et le contrôle des actions de formation, de l'identification des besoins ou contrôle des résultats obtenus.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, de préférence technique. Vous possédez des références industrielles réussies, en particulier dans les domaines du management participatif, du travail en groupe et de la qualité totale.

Homme de contact et de communication sur le terrain, vous êtes convaincu que la formation est un investissement indispensable pour préparer l'entreprise à son évolution.

Intégrée dans la politique de gestion des ressources humaines, la fonction formation est partagée par l'ensemble de la hiérarchie.
Vous en coordonnerez les actions en relation avec tous les services de l'entreprise et prendrez en charge l'animation personnelle de certaines actions communes.

**Si vous souhaitez valoriser votre potentiel, rejoignez notre équipe en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 22/90 LM à Monsieur Alex HAUSS - ROTH FRERES - 6, rue Schertz - 67100 Strasbourg.**

SOURCES

---

(1) 42.27.40.27

# Emballez-vous pour le marketing BSN ! Chez VMC, à Reims.

BSN, Service Recrutement Cadres,
7 rue de Téhéran, 75381 Paris.
réf. MH45M. Appelez le (1) 42.27.40.27.

GROUPE BSN — LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

---

# Mettez vos compétences au service d'un grand projet humanitaire

Nous sommes une association loi 1901, créée en 1981 : 55 MF de budget, 25 personnes. Notre rigueur et notre efficacité nous ont permis d'intervenir dans plus de 750 écoles primaires en Afrique, en Inde, à Haïti...

**Nous créons les postes de :**

### Responsable Développement Terrain

Rattaché au Directeur, vous coordonnez les actions de développement, participez aux nouveaux projets, négociez avec les états concernés. Vous animez les "expatriés", responsables de programmes. Basé à Paris... vous voyagez beaucoup.

A 35/45 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce, vous justifiez d'une expérience de la gestion acquise dans un contexte international, et d'une expatriation. Vous êtes bilingue anglais, voire trilingue espagnol. Vous voulez être moteur dans le développement de nos projets. (réf. 20.058)

### Secrétaire Général

Responsable de la gestion du personnel - français et expatriés -, de l'informatique, du juridique, des achats et du suivi des grands dossiers, vous reportez au Directeur.

Agé de 30 à 40 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce, vous avez acquis une expérience significative en entreprise. Vous parlez anglais et voulez mettre votre rigueur et vos compétences au service de notre dynamique association. (réf. 20.057)

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, merci d'envoyer votre CV sous la référence correspondante à notre Conseil :




*26 rue de Berri, 75008 Paris.*
*Pour plus d'informations, consultez le 3616 code UGE * ONOMA*

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

MEDIA-SYSTEM

---

**OXO GROUPE**
Société Conseil en Stratégie Interne, Systèmes d'Information, Organisation & Communication d'Entreprise

NOUS RECRUTONS

## POUR NOTRE FILIALE OXO INDUSTRIE:
# CONSULTANTS

Ingénieurs Grandes Ecoles ou Consultants confirmés *avec 5 ans d'expérience au minimum, vous interviendrez* auprès de Groupes Industriels en France et en Europe dans des missions de Conseil en Organisation et Production. ( Réf. LM/03 )

CANDIDATURE : Martine RUESCAS - OXO GROUPE
148 rue de Rivoli 75001 Paris, ou sur minitel 36.16 code C2 et tapez G250.

# Le Monde des Cadres

**Rhône-Alpes**

Nous sommes une société de production et de commercialisation de produits de consommation courante, 255 millions CA, 270 personnes appartenant à un très grand groupe français de dimension internationale. Notre métier évolue rapidement et nous souhaitons

## Développer notre fonction Personnel

Membre du comité de direction, notre chef du personnel sera responsable de l'aspect administratif de la fonction : paie, déclarations, reporting... mais aussi de la représentation auprès de nos partenaires.
Convaincu que notre développement passe par une meilleure animation de l'ensemble de notre population, vous aurez surtout à concevoir et faire vivre une véritable gestion des ressources humaines : communication interne, plan de formation, groupes de progrès, gestion prévisionnelle des salaires et des qualifications.
Pour cette fonction globale, nous recherchons un diplômé (H/F) de l'enseignement supérieur, Droit si possible. 30 ans environ, ayant une première expérience dans une structure plus importante et souhaitant s'affirmer dans un poste plus autonome.
Nous nous attacherons surtout à trouver les qualités humaines d'écoute et de respect, d'enthousiasme et de pragmatisme.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf I 102 LM à notre conseil

*15, rue Daumier* NER *75016 Paris*

CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Carré Turenne

---

**NICE**

## Directeur d'établissement

### Secteur hospitalier

Important Groupe Hospitalier Privé 5000 personnes, 5 établissements répartis sur toute la France.

Nous voulons confier *la Direction* de notre Etablissement de NICE (1000 salariés) à un Cadre de formation supérieure ayant acquis une bonne expérience professionnelle dans un poste de management.

Responsable de la conduite générale et du bon fonctionnement de l'hôpital, ainsi que des structures extra-hospitalières, *il est le moteur d'actions et d'objectifs* dont il a la charge. En accord avec la politique et les directives du Conseil d'Administration et du Siège Social, il dirige et anime les différents services de l'établissement, gère son budget, établit les relations nécessaires à l'exercice de sa fonction avec diplomatie et sens des négociations.

Gestionnaire rigoureux, homme *d'animation* et de dialogue, capable d'adhérer à l'éthique de notre Groupe, et d'établir des relations de confiance avec l'ensemble de ses partenaires, il pourra s'épanouir dans une fonction intéressante et variée par la multiplicité des actions à mener.

Notre conseil Danielle Jolbert vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3382

CORT — 85, avenue Kléber 75116 PARIS
*Paris-Lille-Lyon-Strasbourg*

---

## *Directeurs de programme*
## *Immobilier d'entreprise*

***PARIS - LILLE - LYON - MARSEILLE***

*Nous sommes, dans la Promotion Immobilière d'Entreprise, l'un des leaders du marché.* Nous construisons sur l'ensemble de la France des bureaux, parcs d'activités, centres informatiques, usines... Notre forte expansion nous amène à compléter notre équipe en région parisienne et en province..

Nos Directeurs de Programme sont pour nous des "Chefs d'Entreprises" gérant leurs opérations avec une grande autonomie. Nous leur faisons confiance.

Agé de 33 à 40 ans environ, vous avez une formation supérieure (Technique ou Gestion) et *vous avez géré des opérations immobilières, depuis le montage jusqu'à la commercialisation,* comme Responsable de Programme. Vous aimez votre métier mais souhaitez l'exercer maintenant avec une plus grande autonomie au sein d'une équipe dynamique, sympathique et conviviale. Alors adressez C.V., lettre manuscrite et rémunération souhaitée *sous référence LP-04/M à notre Conseil ARPE - 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS*

CONSEIL arpe EN RECRUTEMENT

MEDIAPA

---

Notre groupe de nouvelle distribution (près de 5 000 personnes) est sur un secteur du para-loisirs en plein développement.
Nous recherchons pour notre direction régionale ouest, un :

## RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

Pour assurer la gestion opérationnelle d'un site de 1000 personnes. Vous prendrez en charge de façon fonctionnelle le recrutement et la gestion des carrières : analyse des besoins, aide au recrutement, évaluation des hommes, gestion de la mobilité interne.
A 30 ans environ, de formation supérieure vous êtes rodé aux missions de recrutement. Votre charisme et votre sens relationnel associés à votre professionnalisme déjà reconnu seront vos meilleurs atouts pour réussir dans ce poste. Une expérience de la distribution serait un plus.

Pour nous rencontrer merci d'adresser votre dossier de candidature - sous réf. MO 21 à : ALLIANCE RH 39, rue Louis Rouquier 92300 Levallois Perret, qui transmettra.

---

## Recruter des hommes de talent...

L'homme est la première richesse de l'entreprise et vous le savez bien. Des compétences techniques, des qualités humaines, une capacité à s'adapter dans un environnement changeant... Le responsable du recrutement écoute, dialogue, observe... à la recherche de la meilleure adéquation possible entre un poste, une entreprise et un candidat... Parce que l'homme est la richesse de l'entreprise, le recrutement est stratégique.
Vous avez complété votre formation supérieure (Sciences Po, DESS Sciences Humaines...) par 3 ans d'expérience réussie en tant que chargé de recrutement dans une entreprise ou un cabinet intervenant dans les hautes technologies (aéronautique, spatial, électronique, informatique...). Vous avez toujours privilégié l'efficacité, s'inscrivant dans un bon esprit d'équipe.
Nous vous offrons l'opportunité d'élargir votre mission au sein d'un groupe puissant et décentralisé : coordination de l'activité recrutement et ouverture sur la gestion de personnel. Vous êtes l'interface privilégié des directions opérationnelles et de nos partenaires externes. Grâce à votre professionnalisme, votre force de conviction et votre enthousiasme, il y aura toujours des ingénieurs de talent à MATRA ESPACE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 040 à MATRA ESPACE - Alain Mainguy 3 avenue du Centre - Centre de Montigny - 78182 Saint-Quentin en Yvelines.

**MATRA ESPACE**

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

---

## Jeune ESC + 1re expérience

### Analyser, définir et affiner des stratégies commerciales adaptées à chaque pays.




1700 personnes, 3 usines, sur le marché des emballages industriels, de la verrerie de table (Vereco, Crescendo...) et des bocaux à conserves (Le Parfait), réalise 1 Md de F de CA dont 30% à l'export.

BSN

Garant d'une gestion rigoureuse des produits, vous interviendrez, tant sur nos marchés français qu'à l'exportation (80 pays), pour mettre au point des outils de suivi fiables et opérationnels et notamment le suivi et l'harmonisation des conditions tarifaires de nos clients.

Rattaché au Directeur Commercial grand public, vous contribuerez activement à l'orientation de la politique commerciale, en partie grâce à une *écoute attentive de nos équipes* vente et marketing. Vous maîtriserez rapidement nos marchés et participerez aux décisions finales.

De formation supérieure type ESC (option contrôle de gestion), vous pratiquez l'analyse budgétaire. Cette mission requiert à la fois des qualités de gestionnaire et un réel sens commercial acquis au cours d'une expérience de vente.

Bien sûr, vous pratiquez couramment l'anglais. Votre réussite à ce poste vous permettra de saisir des opportunités d'évolution au sein du Groupe BSN. Poste basé à Reims.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 64 M2 à Hervé & Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

HM *Hervé & Millet Conseil*

---

## INGENIEUR PRODUIT

**Systèmes de communication**

TRT, centre international de compétence de Philips en informatique et télécom d'entreprise, développe et commercialise dans son centre de **Fontenay-aux-Roses** les technologies suivantes : • réseaux d'entreprises • administration de réseaux • serveurs informatiques • carte à puce et sécurité • terminaux • disque optique.

Responsable de l'introduction sur le marché **international** de produits **télécom d'entreprise** (modems et équipements de raccordement de réseaux), vous définissez les spécifications, et assurez le suivi de la commercialisation (documentation commerciale, argumentaire de vente, support des équipes commerciales, études du marché et de la concurrence...).
Diplômé d'une grande école d'ingénieurs avec une formation complémentaire marketing, vous possédez une première expérience en transmissions de données et vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Entrer dans le monde des leaders de l'Europe, c'est envoyer dès à présent CV et lettre manuscrite à **TRT/CR**, Hélène Saunier, Service du Personnel, 4 à 16 avenue du général Leclerc, 92260 Fontenay-aux-Roses.

**"TRT, c'est 1,8 Mds de CA, 2 100 personnes et des activités de pointe : télécommunications publiques, radiocommunications, télécommunications d'entreprise et informatique. Filiale de PHILIPS (en France un CA de l'ordre de 24 Mds, plus de 25 000 personnes), TRT vous offre des opportunités d'évolution dans un contexte international".**

TRT

TRT, UN TEMPS D'AVANCE

MEDIA-SYSTEM

---

## Juriste droit social

**Important groupe du secteur de la santé.** Plusieurs établissements répartis sur toute la France. Nous voulons étoffer notre équipe.

Basé au Siège Social et directement rattaché au Secrétaire Général, vous prendrez en charge le champ juridique de la fonction Personnel : analyse et synthèse des textes de la législation du travail, assistance et conseil opérationnel à l'ensemble des responsables de personnel des établissements dans les domaines des relations sociales, droit social, Convention Collective, accord d'entreprise, normes internes, contentieux. Vous *participerez à la définition* et à la mise en place de la politique sociale et vous interviendrez dans la préparation des dossiers entrant dans le cadre des relations paritaires.

De formation supérieure : maîtrise en Droit Privé complétée par une spécialisation en Droit Social, vous avez acquis une expérience significative de la fonction.

Gestionnaire rigoureux, homme de dialogue, vous êtes à l'écoute de vos interlocuteurs et intervenez en qualité de conseil afin de répondre aux besoins de la société.

**Poste basé au Sud de la Loire.**

Notre Conseil Pascale Puybonnieux vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3381




85, avenue Kléber 75116 PARIS
*Paris-Lille-Lyon-Strasbourg*



Importante collectivité territoriale, nos domaines de compétences couvrent la formation initiale et continue, le développement économique régional, l'aménagement du territoire et l'animation culturelle.

Avec un effectif de 170 personnes, nous gérons un budget annuel de plus d'un milliard et demi de francs et l'accroissement de nos activités nous conduit à rechercher :

# 2 JEUNES CHARGES DE MISSIONS

L'un deux sera responsable de l'organisation de diverses manifestations régionales de grande ampleur et participera à la rédaction et à la conception de plusieurs publications à fort tirage. *(Réf. 4194)*

Auprès du Président, le second préparera et suivra, avec l'ensemble des services internes, les dossiers régionaux les plus importants : développement local, formation, affaires européennes, etc... *(Réf. 4195)*

Ces deux postes, basés à plus de cent kilomètres au nord de Paris, s'adressent à de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ou d'un institut des sciences politiques.

Si vous avez du potentiel, le goût du travail en équipe, de très bonnes qualités relationnelles et rédactionnelles, nous vous remercions d'adresser très rapidement votre curriculum vitæ accompagné d'une lettre manuscrite, sous la référence choisie à JONCTION - 32, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra votre dossier en toute confidentialité.



Notre Direction de la Communication veut créer autour du Groupe Framatome (20 milliards de F. de C.A.) l'image d'un ensemble industriel à vocation internationale en plein essor évoluant dans l'univers des hautes technologies et diversifiant son savoir-faire.

# ASSISTANT(E) RELATIONS EXTERIEURES

Cette mission large et diversifiée recouvre plusieurs champs d'action :

- le contrôle de la revue de presse pour les différentes Directions du Groupe,
- la rédaction des dossiers et communiqués de presse,
- la rédaction de la lettre du Groupe *en anglais* et *en français*,
- le développement d'actions et de relations tant avec la presse internationale spécialisée *(nucléaire-connectique-mécanique-informatique)* qu'avec la presse locale.

Votre formation (Celsa, Sciences Po...) s'enrichit, à 28-35 ans, d'une expérience de quelques années dans les services Communication d'une société industrielle. Vous maitrisez bien la langue anglaise orale et écrite.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence TCG/607 au Groupe Framatome, Sce Gestion Prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.




Les technologies de l'essor.

MEDIA-SYSTEM

# CHOISIR LE LEADER

## Conseil en recrutement Strasbourg

PA Consulting Group, l'une des plus importantes sociétés internationales de conseil en management et technologie (1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires, 2.500 personnes), *numéro 1* du conseil en recrutement en Europe (44 bureaux dans 14 pays), offre sa structure, sa philosophie d'action, ses opportunités de carrière à un professionnel: ingénieur, financier, commercial ou homme de personnel, diplômé de l'enseignement supérieur et pouvant faire état d'au moins 5 ans *d'expérience réussie, désireux de conseiller* une clientèle variée de chefs d'entreprise dans leur stratégie de gestion des ressources humaines.

Appliquant nos méthodes de recherche de cadres et dirigeants, par annonces ou par approche directe, il saura faire évoluer un portefeuille régional pour le service duquel la pratique de l'allemand et de l'anglais constituera un atout apprécié. L'autonomie, l'environnement et les conditions de travail permettront à notre prochain collègue de satisfaire ses plus hautes ambitions professionnelles. Ecrire à **JF JARDINI** en précisant la référence **A/065M - PA Consulting Group - 3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex Tél. 88.22.01.54. (PA Minitel 36.15 code PA)**




# THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

## CARTE BLANCHE POUR DEVELOPPER VOTRE FONCTION

***Concevoir et réaliser des systèmes complets de télécommunications intégrés au dispositif de défense des grandes Nations : tel est le métier de la Division Télécommunications. Résolument tournée vers l'exportation et la coopération internationale aux Etats-Unis et en Europe, son savoir faire est reconnu à travers ses projets : RITA, MSE, MIDS, HADES...***

***Point stratégique de notre compétitivité : la connaissance parfaite de l'évolution du marché, des produits, de la concurrence. Nous vous proposons de développer cette activité en tant que***

## DOCUMENTALISTE

Au sein de la Direction Commerciale, vous étudiez quotidiennement l'ensemble de la presse de façon à synthétiser les informations économiques (marchés, clients, concurrents, partenaires) et gérez ainsi une base de données. Vous consolidez ces informations et les diffusez à nos responsables commerciaux.

De formation supérieure et maîtrisant l'anglais, débutant(e) ou doté(e) d'une première expérience, vous alliez une bonne connaissance des outils informatiques et le goût des contacts.

Nous vous donnons carte blanche pour développer cette mission et nous saurons vous offrir des perspectives variées d'évolution. Réf. LL 906

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
**THOMSON CSF - Division Télécommunications** - Laurence LABBE - Gestion et Emploi des Cadres
66, Rue du Fossé Blanc - 92231 Gennevilliers Cedex.




HCAP

# atlantic

L'AVANCE TECHNOLOGIQUE

## Profession : ingénieur, passion : le marketing.

Diplômé(e) Centrale, AM, ENSAIS, ENSMA... avec peut-être en plus un troisième cycle, riche d'une première expérience, vous êtes intéressé par l'ouverture et la polyvalence que l'on trouve dans une fonction de chef de produits. Créatif, communicant, vous savez que vous pourrez y exprimer vos talents.

*Groupe industriel français* en pleine croissance (1 500 personnes, 1 milliard de francs de CA), leader sur nos marchés - convecteurs électriques, chauffe-eau, chaudières, robotique - nous recherchons le chef de produits en charge de la ligne "chauffage électrique", qui viendra rejoindre le service technique de notre direction commerciale basée en très proche banlieue parisienne sud, à Gentilly.

Vous exercerez un rôle de vigie face au marché et à la concurrence, participerez à l'évolution des produits en collaboration avec les services R & D de l'usine et assurerez la formation et l'information techniques du réseau et de la force de vente. Déplacements courts et fréquents sur le terrain ou à l'usine, pianotage sur votre micro préféré, réunions avec des interlocuteurs très variés... pas le temps de s'ennuyer, justement c'est ce qui vous plaît. Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier sous la référence 087 531 M à notre conseil Elizabeth Morin, associée de Sirca, *140, Boulevard Haussmann - 75008 Paris.*

**Sirca**

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

*Pour accompagner le fort développement de son activité,*
**une des sociétés de l'un des premiers groupes privés internationaux d'assurance**
recherche le

# Responsable de la distribution institutionnelle

**Paris** — **250/300 KF + Intéressement**

Responsable de votre centre de profit, vous prendrez en charge la gestion et le développement des accords de partenariat avec les grands distributeurs institutionnels : banques, caisses de retraite, réseaux divers...

Vous animerez et coordonnerez l'action vis à vis de cette clientèle sur les plans de la conception des produits et de leur commercialisation, de la gestion, de l'actuariat et de l'informatique.

*Agé de 28/35 ans, de formation Grande Ecole* et si possible juridique, vous avez une expérience d'environ quatre ans de la vente ou du marketing de produits financiers techniques, acquise en milieu bancaire ou financier.

Les perspectives d'évolution sont très ouvertes pour un candidat de valeur.

Adressez votre dossier de candidature à Antoine KAMPHUIS
sous référence AK 9112 LM à l'adresse suivante :

Kamphuis Morgaut
FINANCE

34, rue Pasquier - 75008 PARIS

# VILLE DE GUYANCOURT

(YVELINES)

RECRUTE

## UN CHARGÉ DE MISSION

POUR ORGANISER LE 6e FESTIVAL DE L'HISTOIRE DE FRANCE CONSACRÉ A LA RÉSISTANCE
RÉMUNÉRATION NETTE MENSUELLE : 8 000,00 FRANCS.

**Adresser lettre de candidature + CV**
**à Monsieur LE MAIRE de GUYANCOURT**
**rue Ambroise-CROIZAT**
**78280 GUYANCOURT**






Un important organisme d'Assurance crée le poste de :

# Directeur général

Vous aurez la responsabilité du développement commercial de cet organisme, du management des personnes qui le composent et vous collaborerez aux différentes fonctions assumées par le Président dans le groupe.

Vous avez 35 ans environ, une formation supérieure et vous êtes un professionnel de l'assurance.

Vous avez acquis une bonne expérience en management d'une équipe et vous pouvez faire la preuve d'une réelle réussite commerciale.

L'informatique est un domaine qui vous est familier, vous parlez et écrivez l'anglais et vous maîtrisez bien l'espagnol.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et *rémunération souhaitée*, sous réf. DG20, à Catherine Lainé, Pragma, 41 bis quai de La Loire, 75019 Paris.




MEDIA-SYSTEM

# LES PAPETERIES MOUGEOT

(490 personnes - CA > 600 MF) recherchent

## DIRECTEUR ZONE EXPORT

Niveau ESC ou équivalent. Allemand courant indispensable.
3 à 5 ans d'expérience dans la vente de produits industriels

Mission : prospecter, créer et développer une clientèle dans le secteur de [illegible] de vente à niveau élevé, à partir de produits nouveaux à forte croissance.

Poste à large autonomie et évolutif, exigeant des qualités de vendeur [illegible] d'une entreprise particulièrement dynamique.

Poste basé indifféremment à PARIS ou dans les VOSGES. Déplacements [illegible]
Rémunération élevée + voiture de fonction.

*Adresser C.V. en précisant la rémunération actuelle à*

*Monsieur Jean-Maurice DUSSART*

PAPETERIES MOUGEOT - *B.P. n° [illegible] - [illegible] BRUYERES*

Bourgogne Sud

# *Directeur général*

Notre société de transports - 100 moteurs, 120 p - filiale d'un groupe important (1 Md de F de CA, 500 p) poursuit sa forte expansion et recherche son Directeur Général.

Dans le cadre d'une stratégie et d'une politique définie avec le groupe, vous proposez et mettez en œuvre tous les moyens nécessaires pour exploiter et développer votre société.
Responsable de vos budgets, vous gérez votre activité et vos coûts de fonctionnement dans l'optique d'un service client de qualité.

Professionnel de la logistique, vous savez diriger des professionnels du transport: chefs de trafics, affréteurs ou chauffeurs. Organisateur et animateur, vous êtes attaché au travail en équipe.
Les conditions offertes sont intéressantes pour un candidat motivé par ce challenge.

Merci d'envoyer votre CV sous la référence 21 073 05, à notre conseil:




*Tour du Crédit Lyonnais, 69431 Lyon Cedex 03.*
*Téléfax: (16) 78 63 65 02.*
*Consultez le 3616 code UGE * ONOMA*

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

MEDIA-SYSTEM

**La société GEPSA, filiale du Groupe LYONNAISE DES EAUX recherche pour les établissements pénitentiaires d'OSNY (95), MAUBEUGE (59) et BAPAUME (62)**

# 3 RESPONSABLES FORMATION/TRAVAIL

Professionnel de la fonction Formation, vous avez acquis depuis 5 ans au moins, au sein d'une entreprise, *une expérience pratique associant la formation technique, la gestion de production et le suivi commercial.*

Avec disponibilité, pragmatisme et aisance relationnelle, vous prendrez en charge la formation professionnelle des détenus : • élaboration et lancement du plan formation • organisation, suivi et évaluation des actions • gestion du travail carcéral.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, prétentions), sous réf. 6663/LM, à **MEDIA PA** - 50-54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

groupe lyonnaise des eaux

MEDIAPA




**Société de promotion immobilière, filiale de Bouygues immobilier, nous recherchons un**

# Responsable d'opérations

Diplômé de l'enseignement supérieur (droit, école de commerce), vous êtes âgé d'au moins 30 ans et avez acquis une première expérience de la gestion d'opérations en promotion immobilière.

Au sein de notre filiale France Construction Aménagement, l'une *des toutes premières sociétés* d'Ile de France spécialisée dans ce domaine, vous assurerez le suivi d'importantes opérations d'aménagement tant au niveau administratif, que juridique, financier et commercial.

Rigueur, organisation et sens du contact sont nécessaires pour réussir à ce poste.

Si vous souhaitez nous rejoindre, envoyez CV + lettre + photo à l'attention de *Jean-Luc BERNARD, Directeur du* Personnel FRANCE CONSTRUCTION 42, rue de Bellevue - 92100 BOULOGNE.

FILIALE BOUYGUES IMMOBILIER

MEDIAPA

**BANQUIERS DE L'IMMOBILIER...**
**Votre acquis nous intéresse...**

Bénéficiant de l'appui d'un puissant groupe financier, doté d'une *image de marque enviable, nous* souhaitons accueillir un jeune cadre au sein du Département

# PROMOTION ET PARTICIPATIONS IMMOBILIERES

qui sera en contact avec des Partenaires prestigieux ! Votre acquis bancaire et immobilier trouvera ainsi *à s'exprimer pleinement... Vous aurez à assurer le montage, les études et le suivi* des dossiers qui vous seront confiés. Ce poste requiert des connaissances commerciales, techniques, financières, administratives. Votre professionnalisme vous permettra ensuite *d'en faire une synthèse* claire pour notre Directeur.

Face à l'évolution prévisible de ce secteur chez nous, les perspectives d'avenir pour vous sont importantes.

Prêt à nous rejoindre, à Paris ? Alors, à bientôt.

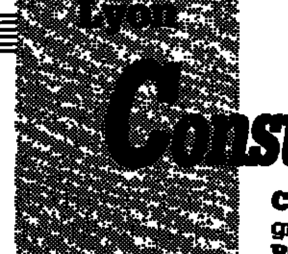
René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière sous la référence T/PPI/LM à :
**RPC - 34, rue de la Fédération - 75015 PARIS.**

membre de SYNTEC

EuroPA

**Raymond Poulain Consultants**

MEDIAPA




# *Consultant recrutement*

**Cabinet Conseil en Ressources Humaines,** partenaire de grandes entreprises, nous intervenons en **Formation, Recrutement, Audit et Conseil.**
*Notre fort* développement nous conduit à renforcer nos équipes.

*Dans le cadre d'objectifs* clairement *définis*, vous aurez la responsabilité du développement de notre activité Recrutement (vente et réalisation de vos missions).

De formation *supérieure* (Bac + 5), *vous possédez une expérience significative du* conseil en entreprise.
*Pour* réussir *au sein* d'une équipe (15 personnes) fortement motivée par une culture d'entreprise riche de passion et de plaisir, vous êtes dynamique, *entreprenant* et capable d'évoluer vers des fonctions de responsabilité.

Merci d'adresser votre candidature avec photo et prétentions, sous réf. JS 509, à SESAME Conseil, 26 rue Louis Blanc, 69006 Lyon.




MEDIA-SYSTEM

BANQUE PRIVEE 8e

BANQUE PARISIENNE A TAILLE HUMAINE
FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT
recherche pour son Directeur des Relations Humaines un

# ASSISTANT

A 25-35 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une *expérience* de 2 ans dans la gestion du Personnel.

Au sein de la Direction des Relations Humaines, vous assisterez notre Responsable et serez également chargé de la formation.

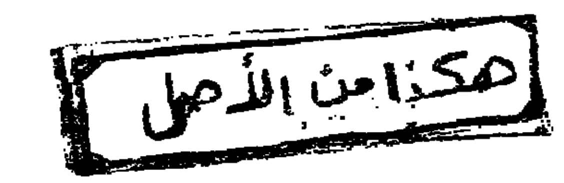
Vous utiliserez la micro-informatique.

*Merci* d'adresser lettre manuscrite, Curriculum Vitæ, photo et prétentions sous référence 07 à OCBF SERVICES - 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 PARIS




VOUS ASSISTER DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

MEDIAPA















Nous sommes le 1er producteur Européen de volailles (3500 salariés, CA en produits finis de 4,3 milliards réalisé à 85 % sur les marchés extérieurs à la France (+ de 50 pays). Implantés industriellement (23 Ets) en France, Allemagne, Hollande, Espagne, Portugal, notre activité couvre toute "la filière Avicole" : accouvage, nutrition animale, élevage, abattage et transformation des volailles, commercialisation, *transport maritime et terrestre. Notre groupe connait à nouveau une croissance considérable* (CA *doublé en un* an 1/2). Celle-ci devrait, selon toute probabilité, se poursuivre d'une manière substantielle. Cette croissance est d'autant plus complexe à gérer qu'elle s'accompagne parfois de l'intégration d'entreprises dont la "culture" et les méthodes de travail appellent des refontes. Tout cela nous conduit à renforcer nos structures en créant de nouveaux postes.

## JEUNE RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES

Réf. 90/10

Agé de 27/31 ans, vous avez acquis une 1ère expérience à un poste (pas nécessairement lié à la gestion du personnel) où vous avez pu mesurer l'importance d'une bonne organisation collective du travail, d'une définition claire et pragmatique des fonctions, de l'implication des responsables.

Pour votre formation, nous souhaitons bien sûr qu'elle soit supérieure, **de type Grande Ecole** ou **Doctorat de niveau réellement équivalent**. Nous n'avons pas d'à priori sur sa nature, même si nous penchons vers des formations de type scientifique, plutôt "généraliste" : par exemple pour un Ingénieur, Centrale ou pour *une Grande Ecole de Gestion, HEC.*

Cela dit, nous cherchons surtout une culture supérieure, des capacités à mobiliser des ressources d'analyse et de synthèse, à clarifier les idées et les problèmes, à prendre des décisions et à les mettre en pratique.

Sous l'autorité du Secrétaire Général, nous vous proposons de prendre progressivement en charge la totalité des problèmes que pose la création d'une Direction du Personnel à l'échelle d'un groupe.

Un tel poste vous donnera l'occasion de penser que la fonction *"Personnel"* n'est ni un vague service d'assistance sociale, ni le refuge pour esprits administratifs mais bien le secteur où l'on façonne les forces vives de l'Entreprise.

**Poste basé au Siège Social CHATEAULIN - (Finistère).**

## JEUNE INGENIEUR BIO-CHIMISTE

Réf. 90/11

Débutant ou possédant un début d'expérience (25/30 ans), vous êtes **Ingénieur (INSA, ENSAIA par exemple) avec une spécialisation Bio-Chimie, ou vous avez une formation universitaire d'un niveau réellement équivalent (Doctorat par exemple).**

*Nous possédons divers laboratoires,* les uns à vocation bactériologique, les autres à vocation chimique. Leurs missions respectives sont considérables en raison des domaines variés où ils exercent leur activité : produits destinés à la consommation humaine ou à la fabrication d'aliments pour les animaux, station d'épuration, etc...

Pour donner à leur travail une efficacité plus grande, nous les regroupons sous une autorité unique chargée d'impulser le mouvement, donc de définir les tâches et les procédures, de contrôler le travail, bref de diriger. Naturellement, dans une telle fonction, vous ne serez pas dans une tour d'Ivoire.

*Nos labos ne sont pas des lieux de recherche pour le plaisir ou* pour satisfaire au rituel de la thèse que personne ne lit. Ils sont directement branchés sur les impératifs et les objectifs de la production industrielle, dont ils sont les partenaires.

***Poste basé au Siège Social CHATEAULIN - (Finistère).***

## JEUNE FINANCIER / CONTROLE DE GESTION

Réf. 90/12

Disposant d'une 1ère expérience (25/30 ans), vous avez une **formation de type HEC ou ESSEC ou ESCP ou Grande Ecole d'INGENIEUR suivie d'une solide spécialisation en Gestion.**

Vous êtes à la recherche d'un poste complet, où vous pourrez *maîtriser l'ensemble des paramètres permettant de vérifier que* l'entreprise améliore sans cesse sa maîtrise des prix de revient.

Nous vous proposons de prendre dans un 1er temps en charge l'ensemble des services (8 personnes) comptable, financier, informatique et contrôle de gestion de notre filiale SACPEA (Laval) réalisant 250 millions de CA et employant 210 personnes.

*Celle-ci est spécialisée dans la production et la commercialisation* de volailles fraîches, entières ou découpées (poulet de LOUE). Directement rattaché au PDG de notre filiale, ce poste peut évoluer d'une manière considérable puisque le déploiement des activités du groupe DOUX sur la France se fait autour de la SACPEA.

**Poste basé à LAVAL (Mayenne).**

Pour tous ces postes, adressez C.V. + lettre + photo à **Groupe DOUX** - Mr le Secrétaire Général - BP 22 - 29150 CHATEAULIN.

SCORE

---

(1) 42.27.40.27

## Chef de Produit emballage alimentaire

Vous élaborez une stratégie de communication offensive pour optimiser la présence de VMC sur le marché des emballages alimentaires.

BSN, Service Recrutement Cadres,
7 rue de Téhéran, 75381 Paris.
réf. MH45M. Appelez le (1) 42.27.40.27.

BSN GROUPE — LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

---

**La Région Franche-Comté**

recherche d'urgence

## 2 ATTACHÉS TERRITORIAUX (fonctionnaires)

*Postes à pourvoir à :*
La Direction de l'Action Economique. Les candidats doivent obligatoirement être FONCTIONNAIRES ou être inscrits sur la liste des LAURÉATS au *CONCOURS D'ATTACHÉ TERRITORIAL*

**Adresser candidature + curriculum vitae et photo à :**
**Monsieur le Président du Conseil Régional**
**Hôtel de la Région**
**11, rue de la Convention - 25031 Besançon Cedex - Tél. : 81-82-80-60**

---



## LE LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS

met ses compétences et ses moyens techniques diversifiés au service de l'amélioration de la qualité et de la sécurité des équipements et des produits.

Pour développer dans l'entreprise la pratique de l'optimisation des études ou essais au moyen de techniques statistiques de planification et d'analyse des expériences,

pour participer à la préparation et au dépouillement des enquêtes et des essais effectués par notre Laboratoire d'Etudes et d'Usage des Produits de Consommation, nous recherchons :

## UN STATISTICIEN (H/F)

- Maîtrise de statistiques ou diplôme équivalent avec spécialisation en *planification et analyse des expériences*, éventuellement en analyses des données.
- *Qualité de pédagogue et facilités* à communiquer.
- Bonne connaissance de l'anglais technique.

Seront appréciées :

- des connaissances en micro et mini informatique,
- une première expérience d'un poste analogue dans l'industrie ou en laboratoire.

Merci d'adresser au Service des Ressources Humaines un dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence BQS/01 à **LNE - SRH,** 1, rue Gaston Boissier - 75015 Paris.

PUBLICITÉ ROGER BLEY

---

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE




**pour sa Direction de l'Inspection Générale et de l'Audit**

### FONCTIONS

Audit des services [illegible] Central et [illegible] Caisses Régio[illegible] Agric[illegible] analyse des [illegible] de l'organisation et d[illegible] unités vérifi[illegible]. Toute [illegible] sollicitée pa[illegible] Direct[illegible]. Con[illegible]s au plus haut niv[illegible].

### CARRIÈRE

[illegible] age de 6 ans dans la Direc[illegible] [illegible]on Générale, école de form[illegible] *privilégiée*, les Inspecteurs [illegible] s postes d'encadrement et d[illegible] *s Directions du Groupe Centr*[illegible] ou [illegible] Caisses Régionales.

### RÉMUNÉRATIONS

[illegible]ation *très attra*[illegible] [illegible] cand[illegible]

### CONDITIONS D'ACCÈS

[illegible] âgés de 28 [illegible]
[illegible]um **BAC + 5.**
Diplô[illegible] commerce ou d'ingénie[illegible]
Diplôm[illegible] (DESS DEA, [illegible] MASTER[illegible])

[illegible]
[illegible] dont les d[illegible] mettre en valeu[illegible]ent [illegible]ssances mais égale[illegible] leur style [illegible] personnalité, à travers :

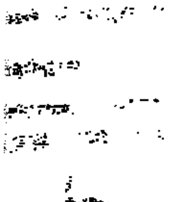
- [illegible] tests psycho-techniques et l'étude [illegible] cas d'économie de marché avec [illegible] solution à proposer
- un oral d'une heure [illegible] sélectionnés après [illegible]sus.

L'appréc[illegible] bien évidem[illegible] [illegible] formation spécifique [illegible].

**DATE LIMITE D'INSCRIPTION 2 MAI 1990**

*Inscription accompagnée d'un curriculum vitae détaillé avec photocopie certifiée des diplômes et photo à la*
***Caisse Nationale de Crédit Agricole***
*75710 PARIS 15 BONVIN*
*Service Gestion des Personnes - Réf. SB 18.03*
*Tél. : 43.23.29.21*
*ou 43.23.48.49*

PUBLIVAL



Le Monde des Cadres



## ingénieur / chimiste

SOPHIA ANTIPOLIS (06)

PEINTURES / REVETEMENTS INDUSTRIELS

Société américaine de premier plan (2,5 milliards de dollars de CA), nous élaborons et fabriquons des produits **CHIMIQUES** *pour l'industrie et l'agriculture.*

Nos profits (123ème au classement Fortune 500) attestent de notre croissance continue.

Nos Laboratoires de *"Recherche et d'Applications" pour l'Europe sont installés à Sophia Antipolis* (06).

La recherche reste une des raisons incontestables du succès de notre développement.

Pour renforcer son équipe, notre responsable du Laboratoire Peintures recherche un *ingénieur* ou un chimiste.

C'est une relation étroite avec les filiales européennes, avec les usines et les autres Centres de Recherche du Groupe (notamment le Centre de Recherche U.S.) ainsi qu'avec certains clients, que vous aurez à bâtir pour être un ***SUPPORT TECHNIQUE** efficace et compétent.*

Vous êtes diplômé de l'Université ou d'une Ecole d'ingénieurs. Vous avez une expérience minimum de 2 à 5 ans dans *la formulation et la mise au point des peintures.*

La parfaite maîtrise de l'**ANGLAIS** est **INDISPENSABLE.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous réf. PC 95 à notre Conseil qui étudiera votre dossier confidentiellement.

**COGEPLAN** 2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

*Société de développement appartenant à un grand constructeur automobile, nous recherchons un*

## RESPONSABLE MARKETING DIRECT

**H/F**

Vous avez complété votre formation Bac + 4 par une expérience de 2 ans minimum dans le domaine des cartes de crédit, possédez une bonne maîtrise de la micro-informatique et avez de bonnes notions de la gestion de fichiers.

Dans le cadre du lancement de notre carte, nous vous confierons la mise en œuvre de la politique de communication directe avec la clientèle.

Si participer au lancement d'un nouveau produit stimule votre sens de la créativité et vous motive... rencontrons-nous.

Poste basé à Issy-les-Moulineaux.

Adressez CV, lettre manuscrite, photo, prétentions sous réf. 73717 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Notre groupe est spécialisé dans la production et la commercialisation de fournitures pour les travaux publics et le bâtiment. L'optimisation de notre organisation et de nos performances nous conduit à rechercher un

## SECRETAIRE GENERAL

Rattaché au PDG, vous serez chargé de prendre en charge au quotidien les services généraux et l'administration : traitement du courrier, contentieux, assurances, gestion du personnel, gestion des investissements, relations avec *l'administration, liaison avec les détenteurs du capital...*

De formation administration des entreprises ou juridique, (SUP DE CO, IAE...) vous serez un généraliste très opérationnel qui propose et met en oeuvre toute action susceptible d'optimiser l'efficience de l'entreprise. Grâce à votre potentiel il s'ajoutera à terme une fonction de contrôle général (supervision de la gestion financière, suivi de certains dossiers).

Votre diplomatie, votre pragmatisme, votre sens de la communication et de l'écoute, votre autorité, votre esprit de synthèse, votre éloquence, alliés à vos capacités rédactionnelles constitueront *les atouts de la réussite* dans cette fonction.

**Poste basé à Caen.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo + rémunération) sous réf. RC/LM/900320/SG à notre conseil R. GARNIER qui vous garantit toute confidentialité.

ABGOR 31 rue de Constantinople 75008 PARIS
ABGOR BP 5068 14042 CAEN CEDEX

ABGOR

PARIS - CAEN - RENNES - ROUEN

**Pour diriger et animer**
**LA PEPINIERE D'ENTREPRISES**
**dans la région de SARREGUEMINES**
nous recrutons un

## DIRECTEUR GENERAL *HF*

Le candidat retenu devra posséder :

- Une bonne connaissance des petites et moyennes entreprises, acquise *au cours d'expériences personnelles. Il devra notamment maîtriser* l'ensemble des problèmes liés à la création et à la gestion courante des PME-PMI notamment fiscaux, sociaux, juridiques et financiers. Un savoir-faire de montage de dossiers prévisionnels en matière financière et marketing est indispensable.
- *Le candidat* retenu sera en outre un animateur polyvalent, aimant les contacts, capable aussi bien d'animer des réunions de groupe de *créateurs d'entreprise* que de *négocier* aux plus hauts niveaux institutionnels, capable de coordonner plusieurs actions géographiquement différentes.
- Nous cherchons un caractère fort, allié à une rigueur d'organisation prouvée, capable de fonctionner en autonomie dans le respect des objectifs fixés, et de s'impliquer *totalement* dans *l'exercice* de sa mission.
- *Le candidat, parfaitement bilingue français-allemand, qui sera âgé* de 35-40 ans, aura une rémunération de l'ordre de 250 KF.

*Envoyer CV, photo et lettre manuscrite (sous référence 57) à*
**Société CGP - GL. RAYSSAC** - 10 Rue Mayet - 75006 PARIS
(aucun dossier de candidature incomplet ne sera pris en compte)

PUBLIPANEL

**Groupe Immobilier de Promotion et de Gérance**

(1 450 personnes, 94 000 logements gérés, 2 200 logements construits par an, 2,5 milliards de CA), recherche pour son agence de

**LYON** (12 personnes)

## RESPONSABLE DE PROGRAMMES H/F

- Vous serez chargé de la maîtrise d'ouvrage de programmes d'habitation dans tous ses aspects juridiques et financiers.
- Votre mission s'étendra du montage au suivi des réalisations jusqu'à la clôture des opérations.
- Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis pendant 2 ans minimum une expérience effective dans ce domaine.

Les candidats seront reçus à **Lyon** ou à **Paris.**

*Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence RP/M à Nicole LESIEUR*
Groupe Immobilier 3F
Département du Personnel
159, rue Nationale 75638 PARIS Cedex 13.




## Chargé(e) de recrutements

Nos partenaires-clients sont des Sociétés Internationales "High Tech". *Nous les assistons et les conseillons dans la recherche de* leurs collaborateurs et la constitution de leurs équipes. Dans cet univers professionnel spécifique, les recrutements font appel, soit aux ressources des annonces d'offres d'emploi, soit aux apports de l'approche directe. Nous vous confions un ensemble de missions et vous en avez la responsabilité complète depuis la définition des postes jusqu'au suivi de l'intégration des cadres engagés chez nos partenaires-clients ; et ce, dans un véritable esprit de Conseil et de Service. Si notre équipe et nos outils informatiques vous apportent le support et les moyens nécessaires à la réalisation de vos recherches, vous êtes cependant impliqué activement dans leur mise en oeuvre et leur animation. Et vous pouvez être totalement dévolu à votre rôle de Conseil car vous n'avez pas à développer de clientèle. Vous avez une expérience de trois à quatre années de recrutement en entreprise ou en Société de services et vous souhaitez valoriser ce savoir-faire dans un domaine industriel en constante évolution.

Adressez votre dossier en précisant vos souhaits de rémunération à Joëlle DUJOUR, qui traitera confidentiellement chaque candidature.

**ALPHA CDI**
**181, avenue Charles de Gaulle**
**92200 NEUILLY SUR SEINE**



ALPHA CDI

CONTESSE

## legrand®

**Leader européen de l'appareillage électrique d'installations**
**9 milliards de chiffre d'affaires**
**18.000 collaborateurs**

*recherche*

## CHARGÉ(E) de RECRUTEMENT

De formation supérieure, vous avez une première *expérience du recrutement acquise dans l'industrie.*

Rattaché(e) au Responsable Emplois, vous prendrez en charge des missions en liaison avec les responsables de département pour définir les profils et les études de poste, et sélectionner les candidats.

Vos qualités d'écoute, votre sens de la communication sont vos atouts pour réussir dans cette mission.

Votre évolution pourra s'orienter vers la gestion des carrières et la mobilité interne.

*Ce poste basé à LIMOGES, siège social de notre groupe, vous intéresse,*

Merci d'adresser, sous référence AC/3.3, lettre manuscrite, curriculum vitæ, photo et prétentions à :
LEGRAND, Direction du Personnel - Service Recrutement
128, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny
87045 LIMOGES CEDEX

*Cabinet d'audit et de conseil, DSA exerce son activité en France et à l'étranger grâce à une clientèle d'entreprises diversifiées. Dans le cadre du développement de son département conseil, le cabinet offre d'importantes opportunités de carrière au sein d'une équipe de jeunes professionnels.*

## CONSULTANT EN ORGANISATION

Vous serez chargé de la conception et la mise en place de systèmes de gestion informatisés dans le domaine du traitement des données comptables et du contrôle de gestion.

Vous participerez également à la définition des axes de développement et assurerez la prospection des nouveaux clients et la mise en place de moyens commerciaux.

De formation Grande Ecole, vous êtes autonome et avez une expérience du métier de consultant ainsi que du développement commercial.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à DSA Systèmes, 22 place du *Général Catroux, 75017 PARIS.*



L.B.W.

*Vos avez le sens des chiffres et de l'esthétique, le goût du travail en équipe...*

## ...FAITES VIVRE NOS CHIFFRES

Nous recherchons

### Assistant(e) d'études

chargé(e) de la réalisation de documents d'information d'aide à la décision, notamment de CHIFFRES-HEBDO.

**Activité du poste :**
Infographie
Conception - rédaction - maquettisme

**Profil :**
BAC + 2 minimum
Economie-gestion ou Publicité-marketing
Expérience informatique sur Macintosh (APPLE) indispensable

*Adresser candidature manuscrite + C.V. + photo à :*
*Centre d'Etudes Economiques Régionales de Franche-Comté*
*11, rue de la Convention - 25031 Besançon Cedex*

## Consultant en Finances Locales à MONTPELLIER




**RESSOURCES**
**Bureau d'Etudes en Economie Financière Locale**

Dans une équipe de consultants et après une formation aux outils méthodologiques, vous réaliserez des analyses économiques et financières dans des collectivités locales. Vous deviendrez progressivement un consultant senior dans ce domaine.

Maîtrise ou troisième cycle de Sciences Economiques, Grandes Ecoles de Gestion.

Envoyer C.V. + photo sous réf. LR390P au *Florian Mantione* Institut, Conseil en recrutement, 39 rue Etienne Marcel, 75001 Paris ou consultez la définition de fonction sur MINITEL 3615 code SOFTEL.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

ETABLISSEMENT FINANCIER
*SPÉCIALISÉ DANS LE*
CAUTIONNEMENT MUTUEL
recherche

**CONSULTANTS**
**EN GESTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE DANS L'IMMOBILIER**

Mission :

Après une période de formation à la vérification comptable et réglementaire professionnelle, au sein de notre équipe de contrôleurs.

Vous deviendrez un consultant responsable de *missions* d'assistance auprès de professionnels de l'immobilier. Celles-ci porteront sur la maîtrise de leur développement et l'amélioration de leur gestion.

Profil :

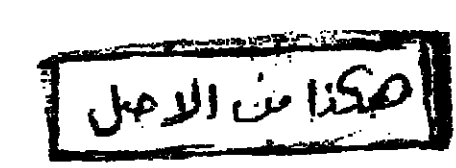
*H/F 30/40 ans* environ, formation comptable, juridique, financière.

– Expérience professionnelle dans la conduite de missions en matière de diagnostic et d'audit d'entreprises petites et moyennes.

– Sens de l'organisation et des relations humaines.

Poste basé région parisienne
Déplacements hebdomadaires en province à prévoir.

**Merci d'adresser C.V. et prétentions + photo à :**
**VERO FRANCE, 49, rue de Rivoli, 75001 Paris**
**sous référence 10 000**



(1) 42.27.40.27

# Ingénieur, diplômé d'un 3e cycle de gestion

Acquise ou non dans le domaine marketing, une 1ère expérience est indispensable. En relations fréquentes avec l'international, vous maîtrisez l'anglais.
BSN, Service Recrutement Cadres,
7 rue de Téhéran, 75381 Paris.
réf. MH45M. Appelez le (1) 42.27.40.27.

BSN

---

Nous recherchons un

# STATISTICIEN
## H/F

Il sera rattaché au Responsable "Analyses des Essais Thérapeutiques" d'un Groupe Pharmaceutique français basé à Paris intra-muros ouest.

Il gérera les bases de données qu'il aura en charge et procédera aux analyses statistiques sur logiciel SAS.

Sa formation : IUT de Biostatistique ou de Statistique, l'idéal étant qu'elle ait été complétée par un CESAM à option STARC.

Adressez votre dossier de candidature, comportant **obligatoirement** lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente et prétentions à

GEFFOR Santé - B.P. 149 - Tour Montparnasse - 75755 PARIS cedex 15, *qui traitera votre candidature en toute discrétion.*

GEFFOR SANTÉ

MEDIAPA

---

**PARIS**

**BANQUE PRIVEE EN FORTE EXPANSION**

**recherche pour son *Département Gestion Privée***

# EXPLOITANT H/F

Il aura pour mission, dans le cadre d'une gestion patrimoniale globale :

- d'approcher et de développer une clientèle de particuliers et d'associations,
- de suivre et de conseiller sa propre clientèle.

Une expérience de la vente de produits et services *financiers d'au moins 5 ans dans la Banque sera appréciée.*

**Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, et prétentions) sous référence 79541 à CONTESSE PUBLICITE - 38, rue de Villiers 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.**

CONTESSE

---

## Conseil International dans L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

Arthur D. Little, un des principaux cabinets internationaux de conseil en stratégie et technologie, bénéficie d'une vaste expérience dans le domaine de l'énergie et de l'industrie pétrolière. Le bureau de Paris recherche un spécialiste confirmé *qui interviendra auprès des directions générales de grandes* entreprises impliquées dans le secteur aval de l'industrie. Le *poste requiert de fréquents* déplacements à l'étranger.

**Profil recherché :**
- *trois ans d'expérience dans une des principales compagnies pétrolières ou dans une organisation étroitement liée à cette industrie.*
- *connaissance du raffinage, de l'approvisionnement, du négoce de produits raffinés, du marketing, des lubrifiants, ou de la logistique.*
- *diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou formation universitaire 3e cycle.*
- *bilingue français/anglais. D'autres langues constituent un atout.*
- *moins de 35 ans.*

**Qualités personnelles :**
- *bonne capacité d'analyse et maîtrise des méthodes quantitatives.*
- *aptitude à la communication.*
- *fort engagement personnel pour maintenir un haut niveau de professionnalisme.*
- *maturité et aisance dans les relations avec des dirigeants de grandes entreprises.*
- *souplesse et esprit d'équipe.*

**La rémunération et l'évolution de la carrière au sein d'Arthur D. Little sont directement fonction de la contribution personnelle.**

**Veuillez adresser votre C.V. détaillé à :
Andrew Slaughter
Arthur D. Little International Inc.
230, rue du faubourg St-Honoré
75008 PARIS**

**Arthur D Little**

---



**Sens commercial et qualités de contact voilà vos atouts pour exercer un métier qui vous mènera vers de nombreuses destinations.**

***Ressortissant de la Communauté Européenne,* vous avez entre 21 ans et moins de 30 ans (ou moins de 31 ans pour les candidats possédant le certificat de *sécurité sauvetage), vous parlez l'anglais couramment.* Vous avez une formation de niveau bac ou plus.**

**Vous mesurez entre 1,70 m et 1,92 m pour les jeunes gens dégagés des obligations militaires, et 1,58 m et 1,78 m pour les futures hôtesses.**

**Appelez-nous au 16 (1) 42.27.40.27 du lundi au samedi ou envoyez votre CV avec une enveloppe (21×29,7) comportant vos nom et adresse à AIR FRANCE Sélection PNC, Orly Sud 114, 94396 Orly Aérogare Cedex.**

## Hôtesse, Steward, avec nos passagers l'art du voyage se lira sur votre visage.




*tracez l'avenir*

---

## Rejoignez une équipe de professionnels du marketing direct business to business.

**Notre entreprise**
N° 1 du mailing groupé en France, nous sommes une des toutes premières agences françaises de marketing direct business to business (marge brute : 18 millions de francs). Pour poursuivre notre croissance (+30 % par an), nous renforçons notre équipe commerciale.

**Notre métier**
Construire et mettre en oeuvre pour de grandes entreprises des programmes complets de génération de contacts de vente (des budgets de l'ordre de 600.000 à plusieurs millions de francs).

**Nos clients**
Des multinationales françaises et étrangères dans l'informatique, la bureautique, l'automobile, les télécommunications, les assurances, le financement professionnel, etc.

**Nos interlocuteurs chez nos clients**
Les Directions Générales, Commerciales et du Marketing.

**Le poste :**

# DIRECTEUR DE CLIENTELE

**Votre mission**
Prendre la responsabilité du chiffre d'affaires d'un secteur économique en relation directe avec la Direction Générale.

**Vous**
Vous avez entre 25 et 30 ans environ et réussissez en ce moment brillamment comme chef de publicité ou responsable de clientèle dans la presse professionnelle ou dans une agence de marketing direct.
Vous êtes persévérant, intelligent et ambitieux et êtes prêt à vous investir pour devenir, en quelques années, un expert reconnu du marketing direct business to business.

**Ce que nous vous apportons**
- La pratique au meilleur niveau français et européen du marketing direct business to business (stratégies, logistique, communication, bases de données) et la confrontation quotidienne avec les meilleurs spécialistes dans les entreprises.
- Une formation permanente au sein d'un groupe humain très exigeant.
- Une rémunération élevée dès le départ et de réelles perspectives d'évolution.

Nous vous garantissons une discrétion absolue dans l'étude de votre dossier.

Ecrivez à l'attention personnelle de Pierre ABECASSIS

**LES CARTES D'INFORMATION DIRECTE**
120, avenue des Champs-Elysées - 75008 PARIS

---

# DIRECTEUR DES OPERATIONS INDUSTRIELLES EUROPEENNES (H - F)

Nous sommes une société américaine de distribution et de fabrication de tubes électroniques et nous cherchons notre directeur des opérations industrielles pour nos sites de production européens.

Basé dans une toute nouvelle usine de 15.000 m² à BRIVE-LA-GAILLARDE, le candidat que nous choisirons sera un homme de terrain, ayant une expérience d'au moins 10 ans dans l'animation de tous les aspects d'une entreprise de production : **Achats, gestion des stocks, gestion de la production, etc...**

Nous attendons un leader bilingue Français/Anglais, avec d'excellentes capacités d'organisation et d'animation.

Nous vous offrons des conditions exceptionnelles incluant un salaire de base attractif, un intéressement personnalisé, une voiture de fonction, des indemnités de déménagement, ainsi que d'autres avantages conformes au statut et à l'importance de ce poste.

*Contactez-nous si vous êtes prêts à investir vos capacités de dirigeant et votre esprit d'Entreprise dans cette fonction de haut niveau.*

Envoyez-nous un C.V. complet, avec votre progression de carrière et de carrière et de salaire ainsi que vos prétentions.
*Soyez assuré que nous traiterons votre dossier en toute confidentialité.*

Envoyez-le à : *Catherine THIERRY - Human Resources Manager - RICHARDSON ELECTRONIQUE S.A.
B.P. 25, Avenue Roger-Roncier - 19100 BRIVE*






Une banque française, filiale d'un groupe bancaire international, recherche un

## Sous-directeur d'Agence

**Région Parisienne**

Directement rattaché au directeur de l'agence, il l'assistera dans son rôle d'animation de l'équipe commerciale et contribuera à la gestion et au développement du fonds de commerce.

Vous avez entre 25/32 ans, vous êtes de formation supérieure et vous avez une expérience de 2 ans minimum de l'exploitation entreprises.

Vous désirez dynamiser votre carrière et rejoindre une banque en *pleine croissance au sein de laquelle vous connaîtrez une évolution* rapide en fonction de vos résultats. Dans ce contexte de qualité, votre dynamisme et votre capacité à vous investir au sein d'équipes jeunes et motivées seront vos meilleurs atouts.

Contacter **Christian Katchourine** au (1) 42.89.30.03 ou adresser *CV + photo + n° tél + rémunération actuelle* à **Michael Page Banking** 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.CK371MO.

**MP**
**Michael Page Banking**
*Spécialiste en recrutement Bancaire*

LBW

## EUROSEPT ASSOCIES

***Société de Conseil en Gestion, Organisation et Systèmes d'Information***

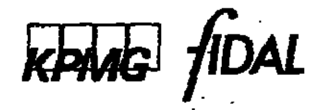
**recrute**

## CONSULTANTS CONFIRMES

— 28 ans minimum
— Expérience souhaitée en société de conseil ou au sein du département organisation d'une entreprise
— Connaissance d'une seconde langue européenne appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (réf. PM) à :

**Nathalie VETTESE, EUROSEPT ASSOCIES,**
**98, route de la Reine**
**92513 BOULOGNE Cedex.**




***Une équipe à taille humaine...***
***Une structure de Conseils Européens.***

Nous recherchons pour renforcer notre équipe de TROYES :

## CONSEIL D'ENTREPRISE EN DROIT DES SOCIETES

**Rémunération élevée** **HF**

De formation supérieure, grandes écoles ou universitaire, vous avez une expérience mini de 5 ans au sein d'un Cabinet, d'une Direction Administrative et Financière ou d'un organisme financier qui vous permet de maîtriser l'ensemble des techniques du droit des affaires et du financement des entreprises (fusions, ouverture du capital, apports partiels...).

Vous possédez les qualités d'écoute et de communication qui font de vous un interlocuteur influent auprès des dirigeants d'entreprises.

Nous vous proposons d'intégrer une équipe dynamique et ambitieuse, vous offrant de réelles perspectives d'avenir.




Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre candidature à **M. GROSJEAN - KPMG FIDAL - 33, rue Voltaire 10000 TROYES** *ou de contacter Mme PREVOST au (16)25.74.89.93, qui répondra* confidentiellement à votre demande.

Affluents

Le C.N.F.P.T.

recrute
*sur des postes bientôt vacants*

## 5 DIRECTEURS RÉGIONAUX

**(Antilles, Guyane)**
**(Haute-Normandie)**
**(Lorraine)**
**(Première couronne)**
**(Provence, Alpes, Côte d'Azur)**

**FONCTIONS :**
Responsable des actions de formation réalisées dans la région
*Responsable des services du CNFPT situés dans la région.*

**PROFIL :**
*Connaissance du milieu territorial.*
Expérience dans le domaine de la formation.
Grande disponibilité.

**EMPLOI :**
Emploi fonctionnel ouvert à un cadre supérieur des Collectivités Territoriales, ou à un professionnel confirmé dans le domaine de la formation.

**Envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae à :**
**Monsieur le Président du CNFPT**
**3, Villa Thoréton, 75738 PARIS CEDEX 15**

**DÉPOT DES CANDIDATURES : 15 AVRIL 1990**

## CONSULTANT SENIOR EN RECHERCHE DE CADRES

*JACQUES TIXIER CONSULTANTS S.A., 11 ans d'existence, poursuit son développement et a pour objectif de doubler son C.A. d'ici 1992. Son activité de conseil en recherche de cadres et dirigeants s'est confirmée, au fil des années, dans la Pharmacie, la Chimie, la Cosmétologie et les Biotechnologies, mais aussi le B.T.P., l'Ingénierie, la Banque et les Secteurs de Pointe.*

*Nous cherchons, pour accélérer notre progression, un consultant senior. Nous le voyons homme ou femme, 30 ans minimum, diplômé d'une grande école ou universitaire, ayant acquis une expérience de consultant en cabinet ou responsable de recrutement en entreprise.*

*Il veut aujourd'hui valoriser ses compétences dans un poste autonome où il sera à la fois un "exploitant" de bon niveau et un homme de développement. C'est pour nous un vrai partenaire.*

*Jacques Tixier vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 744, à*



jacques tixier consultants s.a.
***7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.***
*MEMBRE DE SYNTEC*

CONTESSE

## *MANAGER NOS FLUX DE A à Z*

HILTI

HILTI, N°1 dans les systèmes de fixation
700 personnes et 70 agences en France

**R**ESPONSABLE LOGISTIQUE. Rattaché au Directeur MARKETING SERVICES, vous assurez avec un effectif de 45 personnes, la prévision et la gestion des achats et de l'entrepôt, ainsi que la distribution et le transport des produits.

Agé d'au moins 30 ans, vous avez une formation supérieure de type ESC, ingénieur ou logistique. Vous avez prouvé déjà une bonne expérience du management dans ce domaine d'activité. Vos qualités de communication vous permettront d'intégrer une équipe motivée.

Ce poste, pour lequel nous proposons une rémunération motivante, est basé en banlieue Sud/Sud-Ouest.

Merci d'adresser votre candidature sous référence MRL (lettre man., CV, photo et prétentions) à notre conseil :
GROUPE PANISSOD
109 rue de Turenne
75003 Paris.




VOG

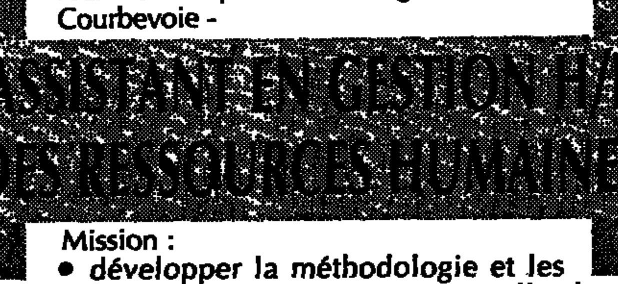
## JOBS D'ETUDIANTS

**Paris**

**Centre de recherches** - **Mission: faire visiter un centre de recherches et présenter les installations techniques à des publics variés. Formation assurée. Disponibilité indispensable pour vacations de 2 jours ouvrables par semaine toute l'année. Rémunération intéressante. Profil: étudiants(es) préparant maîtrise ou doctorat, soit dans le secteur scientifique (physique, chimie, électronique), soit dans le secteur économie et gestion d'entreprises après un bac C ou D. Sens de la communication, aisance en public, bonne présentation.** *Adresser curriculum vitae, photo et prétentions* **en précisant la référence A/S846M.**

**PA Consulting Group**
ADVERTISING & COMMUNICATIONS
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex
Tél. 40.88.79.79

*N*ous sommes une des plus grandes entreprises chimique françaises et recherchons pour notre siège social - à Courbevoie -




Mission :
● développer la méthodologie et les outils de la gestion previsionnelle de *l'emploi*
● assurer la mise en place des outils *sur des sites industriels.*

*C*e poste convient à un jeune collaborateur de formation supérieure ayant une première expérience en gestion de l'emploi.

*A*dressez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous la référence 121066 à CONTESSE PUBLICITE 38, rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS - PERRET Cedex qui transmettra.

CONTESSE

**N**otre important Groupe de Formation, recherche pour Paris un

## DIRECTEUR PEDAGOGIQUE

**H/F**

**A**gé de 30 ans minimum et de formation BAC + 4, il aura pour mission de gérer un établissement d'enseignement supérieur. Une large autonomie d'action nécessitera de lui une grande clarté et une forte aptitude du développement.

**C**ette fonction lui permettra de mettre en valeur sa créativité, son sens aigu des relations sociales et son goût pour la communication, qualités indispensables pour faire de lui l'homme de la situation.
Salaire attractif pour candidat de valeur.

**M**erci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 6012 M (à préciser sur l'enveloppe) à l'Agence AFFLUENTS - 43, rue du *Chemin-Vert 75011 PARIS - qui transmettra.*



## *Aménagement urbain*

**Société privée en développement urbain, aménagement et promotion, appartenant à un groupe de premier plan, recherche pour renforcer son implantation à *Aix en Provence* un**

## *CHARGÉ D'OPÉRATIONS*

**S**ous la responsabilité du délégué régional, vous assurerez la maîtrise d'ouvrage quotidienne des opérations d'aménagement et de construction et participerez également aux montages techniques et financiers des opérations.

**V**ous avez une formation Ingénieur ou équivalent avec une expérience de 10 ans environ dans le domaine de l'aménagement ou la conduite de projets complexes (maîtrise d'ouvrage ou maîtrise d'oeuvre VRD). Une expérience en montage d'affaires est souhaitable.

**D**e *nombreux déplacements sont à prévoir en Provence Côte* d'Azur.

**N**ous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo, CV, prétentions) à G.I.E. RESSOURCES, Tour Neptune - La Défense 1 - 92086 Paris La Défense Cedex.

VOG

Caroline DEVISCH et les Consultants d'

## EUROSELECTION

passent à l'Ouest !

Tout est nouveau, tout beau, toujours avec les mêmes exigences de qualité.

98 route de la Reine 92100 BOULOGNE
Tél. : 47 12 51 51. Fax : 47 12 51 60




## TECHNICIENS SUPÉRIEURS EN BATIMENT

**NANCY.** Cet important organisme immobilier assure la construction, la gestion locative, la vente et la maintenance d'un très important parc immobilier.
Renforçant ses structures,
la direction technique du siège
RECHERCHE
**DES TECHNICIENS SUPÉRIEURS**
pour suivi des chantiers de construction, de réhabilitation et de maintenance du parc.
Ce poste s'adresse à des techniciens expérimentés dans le suivi des travaux TCE.

**Ecrire sous n° 8845**
**LE MONDE PUBLICITÉ**
**5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.**

**Régie de communication**
**recherche son**

## DIRECTEUR (H/F) DE LA COMMUNICATION ET DE LA PUBLICITÉ

Expérience 3 à 5 ans dans régie publicitaire ou agence de publicité. Dynamique et autonome, vous avez le sens de l'organisation, de l'animation et des contacts.

Nous offrons de réelles responsabilités opérationnelles et une rémunération motivante au sein de notre équipe.

**Envoyer lettre, CV et prétentions au journal sous le n° 8805**
***Le Monde Publicité*, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.**

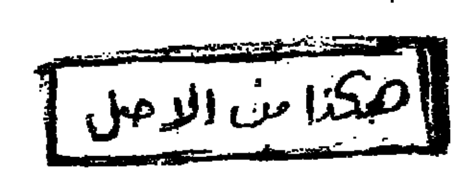
## ANIMATEUR TOURISME-HOTELLERIE

CCI grande ville thermale en développement
recherche son A.T.H.

Formation supérieure, connaissance et expérience des *milieux du tourisme et de l'hôtellerie.*

Sa mission, au sein d'une équipe : le conseil, l'animation, la participation aux actions locales de développement touristique.

**Adresser candidature manuscrite + C.V. + photo sous n° 8837**
***Le Monde Publicité* - 5, rue de Monttessuy - 75007 PARIS**



# Le Monde de la Fonction Commerciale



# Le Monde de la Fonction Commerciale

Notre société est **leader** dans le domaine de la gestion des flux de données et des produits d'automatisation de communication en environnement IBM. **Nos atouts** : des prestations uniques en ingénierie informatiques, une synergie de plus de 1000 personnes, ....et aujourd'hui, une équipe internationale qui s'ouvre à de nouveaux talents: nous recherchons un

## INGENIEUR COMMERCIAL
### pour l'EUROPE DU NORD.

Vous disposez de 2 à 5 ans d'expérience dans la vente de **Progiciels Systèmes** .
A 28 ans, vous avez le goût de l'autonomie et de la négociation de haut niveau. Vous êtes capable de vous adapter très rapidement à des personnes et des cultures différentes...en témoignent votre parfaite maîtrise de **l'allemand** et de **l'anglais.**

Formé à nos produits d'automatisation de la gestion des données et à nos environnements, vous aurez à développer une clientèle internationale, notamment auprès des Grands Comptes. Vous effectuerez des déplacements fréquents et courts en **Suisse, Belgique** et en **Europe du Nord**. Vous serez rattaché en France à notre direction commerciale située à la Défence.
Une rémunération motivante et une évolution rapide sont assurées à ceux qui sont à la mesure de ce poste.

Merci d'envoyer un C.V, une photo et une lettre manuscrite
avec vos prétentions à Philippe MARME, **MASTERLINE** RECRUTEMENT:
8 bis , rue Lemoine 92100 BOULOGNE
tél : 46 03 24 56 télécopie : 47 12 03 41



ORC

---

## Animer, organiser, développer une équipe

**PARIS (réf. 40 5240 M) - REIMS (réf. 40 5243 M)**
**TOURS (réf. 40 5244 M) - LILLE (réf. 40 5245 M)**

Importante société, leader sur son marché, assurances et prévoyance sociale, 700 personnes, 45 établissements. Notre volonté de développer nos services et le nombre de nos adhérents nous *conduit à renforcer nos structures et à rechercher pour Paris*, Reims, Tours, Lille des **CHEFS DE CENTRE.**

Organiser, motiver, animer une équipe d'une quinzaine de personnes dans les domaines de l'accueil, du conseil, de la *communication et de la vente de nos produits.* Superviser les techniciens du traitement informatisé des dossiers. Telles sont les responsabilités qui vous seront confiées. Vous assurerez personnellement les relations avec nos prescripteurs.

A environ 28 ans, de formation supérieure, une première expérience de vente de services en secteur concurrentiel vous a donné le goût de la négociation à haut niveau. Vous souhaitez aujourd'hui vous exprimer pleinement dans la responsabilité d'une-équipe.

Merci d'écrire sous réf. choisie à notre Conseil EQUIPES ET CARRIERES 4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS.

**EQUIPES ET CARRIERES**
UNE EXIGENCE: LA REUSSITE

---

En 1992, nous fêterons, avec les 15 banques et établissements financiers qui composent le groupe CIC, le 20è anniversaire de CREDINTRANS, leur filiale commune. Avec une progression moyenne de 20 % par an, nous sommes dans le peloton de tête des sociétés informatiques par la rentabilité.
Nous sommes spécialistes des logiciels orientés réseaux : transferts de fichiers en milieu hétérogène, monétique et réseaux interbancaires. Notre intense développement se marque par le triplement de nos effectifs en 4 ans (tout en maintenant un turn-over inférieur à 4%).

## INGENIEUR COMMERCIAL SENIOR

**Prenez la responsabilité du management de notre équipe commerciale.**

A 35 ans environ, diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, vous possédez une solide expérience de la vente systèmes ou logiciels, que vous souhaitez aujourd'hui valoriser par une fonction de management.
Animateur d'une équipe de 4 ingénieurs commerciaux, vous prenez la responsabilité du développement de *grands comptes* (banques, *entreprises, administrations*, collectivités...) en France comme à l'étranger dans un *secteur de pointe très fortement lié aux télécommunications.*
(réf. ICS)

## INGENIEURS COMMERCIAUX

**PROGICIELS RESEAUX : Le choix de la multi-compétence.**

Responsable de la commercialisation de nos progiciels de transferts de fichiers en milieu hétérogène (IBM, BULL, DEC, HP, NCR, UNISYS, SUN...), vous intervenez en tant que force de proposition auprès de nos clients et prospects, interlocuteurs de *haut niveau* (banques, *institutions financières, industries*, services et administrations) en France comme à l'étranger. *Une mission où vous pourrez élargir votre approche par la* connaissance d'un environnement télécom multiconstructeurs *et donner ainsi une nouvelle dimension à votre carrière.*
(réf. ICR)

**PROGICIELS ET SERVICES MONETIQUES : Devenez le spécialiste des milieux bancaires.**

Avec un choix stratégique de solutions IBM grands systèmes MVS, nous proposons une gamme de produits et services monétiques complète. Interlocuteur privilégié des principales banques et institutions financières, vous prenez en main la commercialisation de nos différents produits bancaires. (réf. ICM)
*Pour ces deux postes, nous recherchons de jeunes ingénieurs* commerciaux de formation supérieure commerciale ou *technique, ayant une 1re expérience de 2 à 3 ans de la vente* de produits informatiques ou de services monétiques.

■ Vous l'avez déjà compris, l'ensemble de ces créations de postes sont les gages d'une croissance plus que maîtrisée. Ce sont aussi les signes d'un niveau d'expertise élevé, d'un enrichissement professionnel certain et d'une évolution prometteuse...
Merci d'adresser votre dossier complet avec photo, en précisant la référence du poste qui vous intéresse à D. GUILLEMIN
CREDINTRANS
37/39, avenue Ledru-Rollin - 75012 PARIS

**GROUPE CIC**



MEDIAPA

---

## INGENIEURS D'AFFAIRES CONFIRMES *HF*

*Dans le cadre de l'accroissement constant de ses parts de marché et de sa volonté de* conquérir des marchés à l'export, cette SSII recherche des ingénieurs d'affaires.
Ils seront chargés de développer et d'entretenir une clientèle de grands comptes dans les secteurs de la Banque, de la Distribution et de l'Administration. Ils proposeront une gamme étendue de services et de produits performants.
Une formation supérieure, un caractère de "battant", une forte personnalité et une expérience réussie de 3 à 5 ans de la négociation et de la vente à haut niveau acquise au sein d'une SSII ou chez *un grand* constructeur sont les atouts *nécessaires* pour *réussir* à ces postes.
Les postes sont à Paris. Les conditions offertes sont de nature à intéresser un candidat de valeur.
Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 66/2797 B à :

***EGOR BANQUES ET SERVICES***
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.89.26.64

**EGOR**

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

---

Gagner des parts de marché

## CHEF DE ZONE EXPORT

**Nantes**

**ARMOR**

Cette entreprise française (430 personnes, 240 millions de francs de chiffre d'affaires) leader sur son marché est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits consommables pour matériels bureautiques et informatiques. Elle connaît aujourd'hui une forte expansion et souhaite intégrer dans sa structure Export un Chef de Zone couvrant les pays de langue germanique, l'Asie et les Pays de l'Est.
Rattaché au Directeur du Service, il s'intègrera à l'équipe déjà en place et assurera le développement commercial de son secteur géographique avec pour tâches principales : le suivi de la distribution, l'accroissement des ventes, les études de marché, etc... Pour ce faire, il entretiendra des relations commerciales directes et suivies auprès des agents et importateurs qu'il devra sélectionner et animer.
Ce poste basé à Nantes doit motiver un commercial de terrain, âgé de 28 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce International...) et pouvant justifier d'une expérience de 3 années dans la vente de biens de consommation à l'export. La pratique courante de l'allemand et de l'anglais est impérative. La réussite dans la fonction implique un tempérament de battant, une grande disponibilité, liés à un bon esprit d'équipe, de l'organisation et un sens aigu de la négociation.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence 17/054 L à :

**EGOR OUEST ATLANTIQUE**
*15, rue Charles Monselet - 44000* NANTES

**EGOR**

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

---

Nous sommes une **Société Française de Chimie Fine en très forte expansion,** partenaire d'un important Laboratoire Pharmaceutique.
Très active sur les marchés internationaux, notre société met au point, produit et commercialise des Intermédiaires de Synthèse et des Principes Actifs. Nous recherchons, pour développer la **grande Exportation,** un

## INGENIEUR COMMERCIAL

**Votre profil :**
32 ans environ, de formation scientifique supérieure, vous avez impérativement l'expérience de la Vente à l'international de produits chimiques fins. Une excellente connaissance de l'Anglais est indispensable ; celle de l'outil informatique souhaitable.

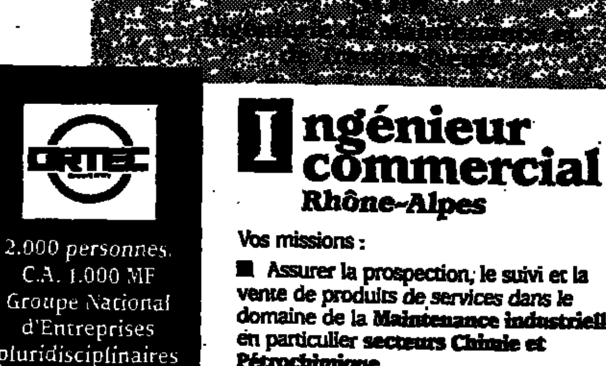
**Votre rôle :**
Adjoint du Directeur Commercial, vous participerez au développement global de notre activité dans le monde entier, en vous consacrant particulièrement à la prospection de clients nouveaux, pour détecter les opportunités et contribuer à la croissance de notre chiffre d'affaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 183 à :
Anna STAROSWIECKI - **INFORAMA Carrières** - *50, rue Marcel Dassault - 92100* BOULOGNE

**BORDEAUX - LILLE - MARSEILLE - PARIS**
**PAU - SOPHIA-ANTIPOLIS - TOULOUSE**

**INFORAMA** *carrières*
*la technologie par les hommes*

---




2.000 personnes.
C.A. 1.000 MF
Groupe National d'Entreprises pluridisciplinaires intervient, en maintenance et travaux neufs, dans tous les secteurs de l'industrie.

## Ingénieur commercial
### Rhône-Alpes

Vos missions :

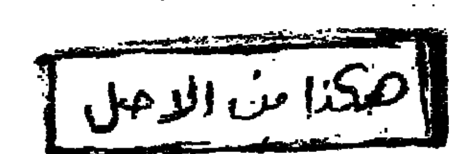
■ Assurer la prospection, le suivi et la vente de produits *de services dans le* domaine de la **Maintenance industrielle,** en particulier **secteurs Chimie et Pétrochimique.**

■ Développer la *commercialisation* d'un système d'étanchéité mécanique.

Formation ingénieur généraliste, vous avez déjà une expérience de plusieurs années dans la vente en milieu industriel.

Si *vous* souhaitez mettre votre dynamisme et votre talent commercial au service d'un **leader français de la maintenance,** merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + *CV + photo et prétentions)* sous référence 93369 à : ORTEC. DRH-Recrutement. BP 25 - Z.I. - 13741 Vitrolles Cedex.

***■ Une volonté commune de réussir ■***



# Le Monde des Cadres

LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS organise un concours sur épreuves en vue du recrutement de

## 4 INSPECTEURS

délégués des agences du service extérieur de l'Aide sociale à l'enfance.
Le nombre de postes à pourvoir se répartit comme suit :
– concours externe : 3 postes ;
– concours interne : 1 poste.
Les dates des épreuves sont les suivantes :
– épreuves écrites d'admissibilité : les 17 et 18 MAI 1990 ;
– épreuves orales d'admission : les 18 et 19 JUIN 1990. La date limite d'inscription est fixée au 17 avril 1990 à minuit, le cachet de la poste faisant foi.
Les candidats devront :
– être titulaires de l'un des diplômes exigés pour la participation au 1er concours externe d'entrée à l'école nationale d'administration ;
– être âgés de 40 ans au plus au 1er janvier de l'année du concours ;
– posséder la nationalité française.
Les demandes de participation peuvent être retirées au : DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS CONSEIL GÉNÉRAL. Service du personnel. Bureau de la formation permanente et des concours, Cité administrative nº 2 Bâtiment G.G. rez-de-chaussée, bureau nº 11 93000 BOBIGNY Tél. : 48-95-69-28 48-95-60-60 poste 55.510.

Entreprise de travail temporaire recherche pour son développement sur banlieue sud

## JEUNE DIPLOMÉ H/F

Ecole de commerce. Env. CV + photo et prét. GAC, 27, av. Ledru-Rollin, 75012 PARIS.

GRAS SAVOYE l'un des tout premiers courtiers d'Europe recherche pour son dépt BANQUES un(e)

## NÉGOCIATEUR GESTIONNAIRE

De formation sup. commerciale avec si poss. une première exp. dans l'assurance ou la banque pour gérer un important portefeuille (négociation, mise en place et suivi de l'ensemble des contrats).
Autonomie, dynamisme et aisance dans les relations clientèle.
Bilingue anglais.
Adr. lettre, CV et prét. à la direction du personnel, 2, rue Ancelle, 92200 Neuilly-s/Seine.

Entreprise Traductions et Techniques PARIS-15e, recrute TRADUCTEURS français, anglais, allemand. Expérience en électronique et informatique. Env. CV à BIAT, 71, rue Fondary, 75015 PARIS.

## GROUPE DE PRESSE

recherche pour magazine spécialisé

## JOURNALISTE H/F

Profil : technique, économie, distribution de marchandises. De formation supérieure, vous justifiez d'une première expérience réussie ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'écriture. Env. CV + lettre manuscrite à GROUPE SEPAIC, M. Schaeffer, directeur des éditions, 42, rue du Louvre, 75001 PARIS.

Mairie d'Epinay-sur-Seine 50 000 habitants Seine-Saint-Denis

recrute

## 3 ATTACHÉS TERRITORIAUX

(H/F)

1) Service gestion du personnel
2) Service formation et communication interne
3) Services financiers

Adresser lettre manus. et C.V. à M. le Député-Maire Hôtel de Ville 93805 Epinay-sur-Seine

Ville de Valence Drôme 80 000 h.

recrute

Pour son service de développement économique

## UN CHARGÉ DE FORMATION-EMPLOI

Homme ou femme 30/40 ans environ niveau d'études supérieures

Fonctions :
recherche et mise en œuvre d'actions visant à améliorer l'adéquation Emploi-formation.
Dans ce but, élaborer et piloter des stratégies avec les entreprises et les institutions concernées.

Ce poste conviendrait aux candidats ayant une bonne connaissance des problèmes de formation et de ressources humaines dans l'entreprise, des publics demandeurs d'emploi et des institutions concernées, et capable de développer l'interpartenariat ; avec expériences réussies dans ce domaine.

Adresser candidature, C.V. et photo à :

Direction du Personnel Secteur I Place de la Liberté 26021 VALENCE Avant le 26 mars 1990

ETABLISSEMENT PUBLIC 21 communes 140 000 habitants

RECRUTE

## CHARGÉ(E) DE MISSION

MISSIONS :
Négociations avec les investisseurs,
Montage de dossiers d'aides financières,
Gestion d'un patrimoine de locaux industriels,
Coordination des actions entre les partenaires du Syndicat Mixte.

PROFIL :
Bac + 5 ou ESC
Bonne maîtrise de l'anglais.
Expérience souhaitée.

STATUT :
Conditions statutaires, par voie de détachement contractuel.

Adresser candidature + CV + photo à : Monsieur le Président du Syndicat Mixte pour l'Aménagement et l'Equipement des Zones Industrielles de la Région de Douai. BP 610. 59505 Douai cedex.

ORGANISME DE PROTECTION SOCIALE recherche pour son siège parisien un CHARGÉ DE MISSION (H/F)
Rattaché au responsable du département Communication, ce cadre se verra confier l'organisation et la gestion de la documentation
La création de supports d'information externe
Le développement de la communication interne.
De formation supérieure, le candidat doit justifier de connaissances solides voire d'une expérience dans les techniques de la communication.
Dossier à adresser à Organic 9, rue Jadin 75832 Paris 17

JOURNAL PROFESSIONNEL

RECHERCHE

JEUNE JOURNALISTE TITULAIRE CARTE. ENVOYER CV A CANAL SPORT, 73, RUE ORFILA, 75020 PARIS.

Asso. de formation recherche

## RESPONSABLE DE FORMATION

Pour diriger, coordonner, gérer CFI et PAIO statut contractuel et communal. 10 000 F brut/mens. Envoyer C.V. à M. le Directeur de l'AISJR 24, rue Edouard-Beaulieu 93110 ROSNY S/BOIS

Organisation européenne

recherche

## CHARGÉ(E) DE MISSION

auprès de la Direction, économiste ou juriste, exp. institutions communautaires

Langue maternelle : italien, espagnol, portugais ou grec Fr. ou angl. parfait

Adresser C.V. et prétentions à Mme Dupasquier LE MONDE 7, rue des Italiens, 75009 Paris

ARCHI URBANISTE recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES POUR pos. ZAC lotissement. Env. CV + prét. à BPN, imp. de la Forge, 77550 REAU.

## CONSULTANT EN AFRIQUE

Aider des agents du secteur public, prochainement privés d'emploi, à se réinsérer en devenant entrepreneurs, artisans, commerçants... C'est une tâche difficile, mais passionnante.
Nous recherchons DEUX ÉCONOMISTES DEUX PSYCHOLOGUES (BAC + 5, niveau junior et senior) pour des missions de 3 à 6 mois, renouvelables.

Adresser CV, photo et motivations s/nº 2852/M à AMP, 2, Rue Aristide-Briand, 92532 Levallois-Perret cedex qui transm.

### secrétaires

Société recherche pour son siège parisien du 8e arrt

## SECRÉTAIRE

NIVEAU BTS
Expérience professionnelle et connaissances de Macintosh et Visio 35 appréciées.
Adressez lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous réf. 5708 à Lévi Tournay Assocom, 31, bd Bonne-Nouvelle, Paris-2e.

LE GROUPE VOCAL DE FRANCE recrute

## SA SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Assure toutes les fonctions de secrétariat.
Très bonne dactylographe + utilisation Macintosh.
Connaissance secteur musical indispensable.
Poste à pourvoir dans les meilleurs délais.

Adresser CV détaillé + références à Groupe Vocal de France, 28, r. du Renard, 75004 Paris. Tél. : 40-27-08-80.

H ET C CÉRÉALES S.A. Leader français des céréales pour petit déjeuner à marques de distributeurs.

recherche pour sa cellule. Création-Développement

## UNE SECRÉTAIRE MARKETING

SA MISSION :
Suivi budgets, impressions et stocks emballages. Relations agences, imprimeurs et clients.
SON PROFIL :
Bac + 2, anglais indispensable, allemand apprécié, exp. création packaging, traitement texte.
QUALITÉS :
Organisation, méthode et rigueur.
POSTE A SARTROUVILLE.

Env. lettre, CV, photo, prétentions à : H et C Céréales S.A., 148, av. Maurice-Berteaux, Immeuble des Regards, 78500 Sartrouville.

SOCIÉTÉ DE PRESSE (Paris-2e)

recherche

## SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS

pour son SERVICE ABONNEMENTS

Poste de responsabilité. Remplacement d'avril à septembre pouvant évoluer vers poste permanent. Connaissance tt texte indispensable. Exp. de gestion d'abonnements souhaitée.

URGENT

Envoyer CV à INDIGO PUBLICATIONS 10, rue du Sentier, 75002 Paris.

ASSOCIATION PARIS-4e recherche

## SECRÉTAIRES CONFIRMÉES

Pour secrétariat comité d'entreprise et secrétariat service formation. Maîtrisant Speed Writing ou sténo. Excellente dactylo. Age indifférent.

Env. lettre manuscr., CV, + photo à : A.D.E.F., 16, rue du Plâtre, 75004 PARIS.

# FORMATION PROFESSIONNELLE

LANGUES VIVANTES ADELE

ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE

COURS INTENSIFS TOUTE L'ANNÉE
– ANGLAIS COURANT
– ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES »
COURS PARTICULIERS TOUTES LANGUES
TEST GRATUIT

1, rue de la Pépinière, 75008 Paris (face gare Saint-Lazare). Tél. : 45-22-51-18.

### conseils en carrière

# Dirigeants prêts à changer

## d'activité ou d'entreprise...

DEPUIS 15 ans, plus de 5 000 dirigeants et cadres supérieurs se sont fait conseiller dans leur stratégie d'évolution personnelle et professionnelle par les consultants de Forgeot, Weeks.

La clé du succès ? Une réflexion personnalisée précédant la prospection de la face cachée du marché international qui recouvre généralement plus de 2/3 des opportunités.

Prenez rendez-vous pour un premier entretien confidentiel.

ATTENTION : nouvelle adresse

Forgeot, Weeks
PERSONAL CAREER CONSULTANTS
Paris : 3, rue du Fg St-Honoré, 75008. Tél. (1) 42.65.42.00
Genève : 9, route des Jeunes, 1227. Tél. 022.42.52.49
Bureau associé : Londres

LM 19/3/90

# DEMANDES D'EMPLOIS

## CHEFS D'ENTREPRISE

**L'Agence Nationale Pour l'Emploi**
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL, responsable, communicatif, force de travail. Formation : Bac technique, BEI électricité, spécialiste radar (armée de l'air). Domaine exercé : mesures, composants industriels. Expérience : contacts clients et fournisseurs.
PROPOSE de collaborer avec responsables entreprises au sein service commercial, administration des ventes, S.A.V. Basé Paris/I. de F. Mobilité possible. (Section BCO/JV 1475).

CULTURE – TOURISME/LOISIRS. – H. 37 ans, 12 ans d'expérience internationale – direction générale et artistique, organisation, promotion, développement, management, conception – manifestations culturelles, festivals, événements, congrès, salons, conférence de presse, structures. Formation supérieure, trilingue.
PROPOSE collaboration sérieuse, haute responsabilité, France et étranger. (Section BCO/SDS 1477).

Jeune femme, DESS COMMUNICATION D'ENTREPRISE, CELSA, espagnol courant. Parfaite maîtrise outils de communication, sens du dialogue, goût des contacts humains.
CHERCHE poste de chargée de communication. (Section BCO/SDS 1478).

ECONOMISTE IESAG et DEA d'économie appliquée, – 33 ans, METTRAI à la disposition de votre établissement une expérience de cinq ans en planification et création d'entreprises, en études de faisabilité d'investissement – travaux sur l'économie du logement avec modélisations économétriques – Expérience du contrôle de gestion.
ETUDIERAIT : toute offre d'économiste ou de chargé d'études. (Section BCO/MM 1479).

FISCALISTE bilingue français anglais. – Maîtrise droit des affaires – DESS fiscalité internationale HEC Paris XI – stages prof.
RECHERCHE : poste de fiscaliste France ou étranger. (Section BCO/IB 1480).

J.F. 40 ans. – Diplôme grande école de commerce, longue expérience gestion et administration des ventes, très bonne maîtrise des techniques export. Bonne aptitude aux contacts et négocations hauts niveaux. Très bon anglais, allemand convenable.
RECHERCHE : situation Paris ou proche banlieue ou Est – salaire précédent annuel 310 KF brut annuel.
ETUDIERAIT : également offres temps partiel. (Section BCO/HP 1481).

JEUNE DIPLOMÉ ESC Rouen 88. – option marketing, dégagé des obligations militaires, nombreux stages dans la fonction marketing, anglais, italien.
RECHERCHE : poste assistant marketing, R.P. (Section BCO/BD 1482).

DIRECTEUR DE PRODUCTION + services fonctionnels dans industries parachimiques (colles, adhésifs, complexes, consommables bureautiques) – 51 ans – ingénieur chimiste + CESI + IFG – expérience GPAO – anglais, italien. Grande compétence en techniques enduction, extrusion, calandrage.
ETUDIERAIT : toute proposition – région indifférente – libre rapidement (Section BCO/JV 1483).

CADRE F. – Responsable Back office banque + 20 ans expérience – rompue aux techniques informatiques – sens relations humaines – organisation – rigueur. Excellente présentation.
RECHERCHE : poste évolutif. (Section BCO/DDS 1484).

J.F. 27 ans. – Diplômée en droit et en commerce international – 1 an expérience dans la conception d'un logiciel de gestion en anglais – anglais courant, bonnes notions italien, notions de portugais et de russe.
RECHERCHE : poste commercial marketing dans une sté de conseils à l'exportation ou dans une sté fortement exportatrice. (Section BCO/DDS 1485).

TOURISME/LOISIRS - TOURISME/AFFAIRE. – H. 37 ans – Création, direction générale, management, établissements notoriété internationale – Etude de développement et création de concepts – Organisation, promotion, congrès, salons, conférences – Presse, événements, concerts – Formation supérieure, professorat EPS – Gestion et droit des entreprises – Trilingue.
PROPOSE : collaboration haute responsabilité – France – Etranger. (Section BCO/DDS 1486).

OBJECTIF 1992
ATTACHÉE DE DIRECTION
Spécialiste questions européennes – 42 ans – bac + 4 – Trilingue allemand, anglais.
RECHERCHE : fonction dans structure ouverte sur l'Europe. (Section BCO/CR 1487).

INGÉNIEUR D'AFFAIRES France export (ingénieur ESE diplôme ICG Paris) – Expérience micro-informatique (Macintosh, MS DOS, méthode MERISE) – Conseil PME/PMI – Anglais – 55 ans.
RECHERCHE : poste pour missions de coordination technique et gestion d'affaires projets haut niveau (énergie, électronique, mécanique, génie civil, pert.). (Section BCO/AB 1488).

ANPE
ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

J.F. 36 ans rech. emploi SECRÉTAIRE DE DIRECTION ou SECRÉTAIRE COMMERCIALE région EVRY Libre à compt. du 17-4-90 Faire tues propositions au Monde Publicité nº 7118 M 5, rue de Monttessuy 75007 PARIS

F. 40 a. DUT de gestion, option GAPMO, libre de suite. Ecrire s/nº 8847 Le Monde Publicité 5, rue de Monttessuy 75007 PARIS

J.F. cadre 42 ans, bil. ital., français, femme de contact et de terrain, rech. poste à responsab., gestion, organisat., communication. Tél. : 42-62-82-56.

Manipul. en radiologie rech. emploi dans les pays d'Afrique centrale. 91-80-20-43 M. GHARBI LOTFI.

J.F. 29 ans, formation IGS, spécialisée en GRH (niveau DESS), 8 ans d'exp. en entreprise, maît. de l'angl. et de la micro-informatique. Etudierait propositions en fonction personnel (gestion, recrutement, formation). 42-83-39-32 rép.

CADRE SUPÉRIEUR Spécialiste des affaires africaines de haut niveau, 20 ans d'exp., recherche responsabilités BANQUES ou ENTREPRISES EN AFRIQUE FRANCOPHONE. Ecrire sous le nº 8848 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

Direct. export retraité gde exp. industr. et commerce international angl., all., esp. et italien courant, connaiss. arabe. Disponible pour missions ponctuelles, prospection, etc. Ecrire sous le nº 8838 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy. 75007 PARIS

Praticien hospitalier cherche d'urgence offre privé France et étranger Spécialiste des hôpitaux en anesthésiologie Diplôme universitaire de réanimation polyvalente, diplôme universitaire d'oxyologie et médecine Ecrire sous nº 8843 Le Monde Publicité 5, rue de Monttessuy 75007 PARIS

Professeur de russe cherche poste bénévole au lycée. Tél. : 42-36-43-30 9 h-11 h.

### automobiles

### ventes

**de 5 à 7 C.V.**

205 XT Diesel, août 89, 8 500 km, blanche, vitres teintées, toit ouvrant, lève-glaces électriques, fermeture des portes centralisées. Prix : 72 000 F. Tél. : 42-40-61-42 bureau 43-63-88-38 domicile.

**de 8 à 11 C.V.**

Vds Golf GTI 16 S Oettinger 1983, gris anthracite, 98 000 km (moteur, peinture, amortisseurs, suspensions, pneus : NEUFS). 70 000 F état concours. Tél. : 46-44-41-09 ap. 20 h

# L'AGENDA

### Bijoux

## ACHAT NET BIJOUX

Brillants, rubis, émeraudes, saphirs, vieil or, argenterie. PERRONO, bd des Italiens OPÉRA, 4, Chaussée-d'Antin ÉTOILE, 37, av. Victor-Hugo Ventes, occasions, échanges.

### Jeune fille au pair

Famille viennoise, deux enfants dans école, cherche jeune fille au pair française, logée. Contacter : Arch. Albert Wimmer, Ferrogasse 3719 A-1180 Wien. Tél. : 1943-222-47-93-00.

### Vacances Tourisme Loisirs

BAIE MONACO VOTRE YACHT en multipropriété, 6 personnes, tout confort (à partir de 40 000 F). Tél. : 80-46-47-90 province.

CENTRE DE VACANCES DU LOT

Accueille classes vertes, groupes, séminaires, bon confort, piscine, gastronomie. Tél. : 65-36-63-10.

# Le Monde L'IMMOBILIER

### appartements ventes

**1er arrdt**

Dans HOTEL 17e restauré
## Mº PONT-NEUF
SUPERBE appt luxueusement aménagé, 4 m hauteur plafond, mezzanines 140 m². Tél. le matin : (1) 45-44-21-87.

**7e arrdt**

BD RASPAIL. Studette, tt cft, 7e ét., asc., serv. 410 000 F. RARE. 43-20-32-71.

**13e arrdt**

LIMITE 5e ARDT
LOFT 80 m². Bon volume commercial, profess. libérale ou habitation. 1 310 000 F. 42-71-93-00.

**14e arrdt**

MONTPARNASSE (près) Studio, 2e ét., asc., caractère. 690 000 F, bains. 43-20-32-71.

## MOUTON-DUVERNET
DBLE LIV., 2 CHBRES soleil, ancien, poss. park. 2 650 000. 46-33-81-88.

Denfert, 3/4 p., 3 150 000. Pr. Denfert, 3/4 p., 2 500 000. Alésia, 3 p., 2 100 000. Vavin, studio, 1 080 000. Vavin, 3 p. 43-35-18-36.

**93 Seine-Saint-Denis**

PANTIN métro, vrai 5 p., 6e ét., asc., cft, park. 1 160 000 F. 43-49-57-10.

### appartements achats

JEAN FEUILLADE 54, av. Motte-Picquet, 15e rech. pour bons clients IMM. et GDS APPTS 8e, 7e, 15e, 18e arrdts. Tél. : 45-66-00-75

Recherche 2 à 4 p. PARIS. Préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-48-07 même le soir.

### locations non meublées demandes

**Paris**

## EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS, HOTEL PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST. Tél. : (1) 45-62-78-99.

## MASTER GROUP
47, rue VANEAU, 75007 Paris rech. pour cadres multinationales et banques apparts vides ou meublés du studio au 7 p. de stand. 42-22-24-86, 42-22-14-61.

## INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BANQUES, STÉS MULTINAT. et DIPLOMATES GDS APPTS de standg 5, 6, 7 pces. Tél. : 42-80-20-42.

### locations meublées demandes

**Paris**

Collaborateur du journal cherche sous-location (avril-mai-juin) prix modéré/Paris centre. 48-04-01-26

## RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants étrangers d'importants groupes anglo-saxons LUXUEUX APPTS MEUBLÉS. DURÉE 1 A 2 ANS. LOYERS GARANTIS.
TÉL. : (1) 45-27-12-19

### propriétés

## PROVENCE LUBÉRON
Entre vignes et lavande. Belle et authentique bastide 18e siècle. 13 pièces, 3 réceptions, 6 chbres, 5 bns. Dépendances, gardiennage. Vue magnifique. 45-44-26-30 aux heures de bureau

## FORÊT COMPIÈGNE
dans jard. à l'ancienne. Belle maison de famille, romantique et calme. Dble récept., 6 chbres, 3 bns, 3 terrasses. Village classé. 45-44-26-30 aux heures de bur.

### terrains

PROVENCE-LUBÉRON Terrain à bâtir 3 500 m² boisé, eau, EDF sur place, jolie vue. Px 320 000 F HT. BACON Immo 90-75-86-77.

Vends terrain constructible sur hauteur, viabilisé face au Pic Saint-Loup à Saint-Mathieu-de-Tréviers (15 km de Montpellier). Proche de tous commerces, écoles, terrain de sports. 1 440 m², 310 000 F TTC. Tél. : (16) 39-69-17-56.

### fonds de commerce

*Ventes*

## A VENDRE
Société de bureautique avec service maintenance Secteur en expansion (Marne-la-Vallée), 10 ans d'expérience. TRÈS BON RAPPORT Pour tous renseignements téléphoner au 64-40-94-44.

### bureaux

*Locations*

VOTRE SIÈGE SOCIAL
## DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM Constitution de sociétés Démarches et tous services Permanences téléphoniques
43-55-17-50

Location bur. équip. réunion, journée ou 1/2 journée. Domiciliation sièges socx. CONSTITUTION SOCIÉTÉS RÉDACTION TOUS ACTES

## FIDASSIST
Paris-8e : 42-89-58-26 Dépt 95 : 34-64-18-12

A partir de 50 F HT/mois, votre adresse commerciale Paris 1er, 8e, 9e, 12e, 15e, 17e. Location de bureaux. CREADOM 42-87-05-99

## SIÈGE SOCIAL
Burx équipés ts services, démarches R.C.-R.M. SODEC SERVICES CHPS-ÉLYSÉES 47-23-55-47 NATION 43-41-81-81

## GROUPE ASPAC
1er réseau national de centres d'affaires Propose bureaux et salles de réunions équipés ttes durées + ts services : tél., télex, fax, secrét. ttx, sièges sociaux. Boulogne 46-20-22-25 Strasbourg 88-75-79-79 Marseille 91-72-45-00 Rouen 35-71-80-90 Paris 8e, 9e, 15e 42-93-50-54 + de 20 centres en France Infos Minitel : 3616 ASPAC.

## VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ETOILE
16e, CHAMPS-ELYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO Burx. secrét., tél., télex, fax. Domicil. : 170 à 390 F/m.
CIDES 47-23-84-21

DOMICILIATION Bureaux, télécopie, télex
AGECO 42-94-95-28

# MARCHÉS FINANCIERS

## M. Jean Morgan nouveau président de Grundig-France

*Sans président depuis trois mois et demi (le Monde du 8 décembre 1989) pour coiffer son directoire*, Grundig-France (groupe électronique allemand Grundig) a finalement fait appel à M. Jean Morgan, cinquante-quatre ans, qui était auparavant PDG de la société Oceanic (groupe finlandais Nokia).

Diplomé HEC, M. Morgan a pris ses fonctions le 15 mars, annonce la direction de Grundig-France, *succèdant ainsi* à M. Marc Lefèbvre, qui avait démissionné le 1er décembre 1989, pour aller prendre la direction des produits blancs de Philips, principal actionnaire de Grundig à 31,6 %.

Un trait commun entre l'ancien et le nouveau président de Grundig-France : l'un et l'autre sont vice-président du SIMAVELEC, le syndicat des industries de matériels audio-visuels électroniques.

□ **Nouvelles plaintes dans l'affaire LVMH.** – M. Henry Racamier, chef de file du clan Vuitton, a déposé le lundi 19 mars une requête devant le tribunal de commerce de Paris pour obtenir la nomination d'experts sur deux dossiers de la gestion de M. Bernard Arnault. Le premier concerne la préparation et le lancement de *C'est la vie*, le nouveau parfum de Christian Lacroix, pour lesquels une société commune a été créée avec les Parfums Christian Dior. Le second se rapporte au contenu des accords avec le brasseur britannique Guinness, présent dans le capital de LVMH par l'intermédiaire de la société Jacques Rober. D'après M. Racamier, le projet d'augmenter la part de LVMH dans Guinness pourrait provoquer un démantèlement de LVMH. Du côté de LVMH, on dément tout accord secret ou toute intention de *démantèlement du groupe.*

□ **Joint-venture Kobe Steel/Texas Instruments .** – Les rapprochements américano-japonais se multiplient. Le sidérurgiste Kobe Steel a annoncé, lundi 19 mars, la formation d'une co-entreprise (joint-venture) avec le fabricant américain de composants électroniques Texas Instruments dans laquelle le Japonais sera majoritaire (il aura une option pour accroître sa participation). Ils vont investir 350 millions de dollars (2 milliards de francs) dans une usine à Hyogo, près d'Osaka, dont la construction commencera au début de 1991 et dont la production atteindra son rythme de croisière à la mi-1992 . Elle fabriquera des semi-conducteurs qui seront vendus à Texas-Instruments, chargé de les distribuer au Japon, en Asie du Sud-Est et sur d'autres marchés.

□ ***M. Jean Boillot, président des Automobiles Peugeot, part.*** – Un an avant son départ en retraite, M. Jean Boillot, président d'Automobiles Peugeot, âgé de soixante-quatre ans, a annoncé qu'il quittait le groupe PSA. M. Boillot, entré chez Peugeot en 1954, en connaissait tous les rouages, assurant la continuité entre les présidents successifs du groupe. C'est lui qui, avec Jean-Paul Parayre, PDG de Peugeot de 1977 à 1984, lança la 205, cheval de bataille de Peugeot depuis 1983, suivie de la 405 et de la 605. Véritable cheville ouvrière de la maison, il ne s'entendait plus avec M. Jacques Calvet, successeur de M. Parayre.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**INTERTECHNIQUE**

**INTERTECHNIQUE - Conseil du 15 mars 1990**
**RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1989**

Le conseil d'administration d'INTERTECHNIQUE, réuni le 15 mars, a arrêté les comptes de l'exercice 1989 qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 19 juin 1990.

Le périmètre de consolidation s'est sensiblement modifié en 1989 :

– *d'une part, la vente de 51,6 % du capital d'IN2 à SIEMENS, interve*nue le 30 mars 1989, a réduit à 16,5 % la participation d'INTERTECHNIQUE dans le capital d'IN2 ; IN2 est donc sorti en 1989 du périmètre de consolidation d'INTERTECHNIQUE ;

– d'autre part, INTERTECHNIQUE a pris, en mai 1989, une participation de 33,34 % dans le capital de la société ABG-SEMCA ; de ce fait, un tiers du résultat de cette société est « mis en équivalence » dans le résultat consolidé du groupe INTERTECHNIQUE alors que son chiffre d'affaires n'est pas pris en compte.

Pour qu'une comparaison entre 1989 et 1988 soit significative de l'évolution du groupe INTERTECHNIQUE, l'exercice 1988 a été retraité avec une mise en équivalence d'IN2.

Consolidés pour l'ensemble du groupe :

– le montant des commandes reçues croît de 8,9 % à périmètre constant : 1 086,5 millions contre 997,4 millions en 1988 :

– le chiffre d'affaires croît de 7,5 % : 995,7 millions contre 925,9 millions ;

– le carnet de commandes croît de 10,6 % : 948,6 millions contre 857,8 millions ;

– le résultat net des opérations croît de 10,5 % : 94,1 millions contre 85,2 millions.

Aux 94,1 millions de bénéfice net des opérations s'ajoute un bénéfice net hors opérations de 55 millions qui s'analyse en : une plus-value nette de *65 millions due à la cession des trois quarts de la participation dans IN2* ; une provision de 10 millions pour impôts à payer, essentiellement dus à la valorisation des travaux en cours qui sont consolidés par d'administration fiscale comme sous-estimés. *En 1988, le résultat net hors opérations était* une perte de 7,6 millions.

Le résultat net total de l'exercice est donc de 149,1 millions avant amortissement des écarts d'acquisition, contre 77,6 millions. La part d'INTERTECHNIQUE dans ce résultat est de 146,7 millions contre 76 millions en 1988.

L'acquisition de la participation dans le capital d'ABG-SEMCA a été à l'origine d'un « écart d'acquisition » qui exprime la valeur du fonds de commerce de la société acquise. L'amortissement de cet écart est une obligation réglementaire, même si l'évolution constatée de l'activité n'implique pas une dépréciation de la valeur du fonds de commerce ; cet amortissement n'a donc aucune signification économique. Afin de ne pas fausser les résultats des exercices ultérieurs et fidèle à la politique d'INTERTECHNIQUE de *n'avoir dans ses actifs ni valeurs de fonds de commerce ni études propres*, les écarts d'acquisition et la valeur des fonds de commerce acquis sont amortis en totalité dans l'exercice de l'acquisition ; à ces titres, 44,5 millions d'amortissements sont à *imputer comptablement sur le résultat net total.*

L'exercice 1989 a été marqué par trois événements importants :

– **La cession des actions IN2 à SIEMENS.**

INTERTECHNIQUE a vendu à SIEMENS sa participation dans IN2 ; le 30 mars 1989, 1 100 000 actions ont été cédées, le solde de 353 628 actions *le sera au plus tard le 31 décembre 1992.*

Pour l'ensemble, la plus-value nette, tous impôts et frais annexes payés, ne sera pas inférieure à 128 millions de francs ; les fonds propres dégagés disponibles ne seront pas inférieurs à 420 millions. Pour la partie réalisée en 1989, la plus-value nette, tous impôts et frais annexes payés, est de 65 millions et les fonds propres dégagés de 290 millions.

INTERTECHNIQUE dispose donc de moyens financiers lui permettant d'être un pôle de regroupement dans le domaine Aérospatial et Systèmes, *domaine où se constatent des modifications considérables du tissu industriel.*

– **La prise d'une participation dans ABG-SEMCA.**

INTERTECHNIQUE a signé avec la société allemande Liebherr-Aerotechnik un accord de coopération, sur une base paritaire, dans le domaine du conditionnement d'air à bord d'aéronefs ; INTERTECHNIQUE sera spécialisée dans la partie électronique de cette activité. Cette coopération crée un pool industriel apte à concurrencer avec succès les industriels américains, seuls puissants dans ce domaine.

*Dans le cadre de cet accord, INTERTECHNIQUE a pris une participa*tion de 33,34 % dans le capital d'ABG-SEMCA, Liebherr portant sa participation de 40 % à 66,66 %.

– **L'augmentation des cadences de production des avions civils.**

Cette augmentation, constatée tant en Europe qu'aux Etats-Unis, a *entraîné un accroissement des cadences de livraison de nos équipements.* De ce fait, la part des activités civiles a continué de croître : 68 % en 1989, contre 65 % en 1988 et 49 % en 1984.

Le conseil a décidé une distribution d'actions gratuites, à raison d'une pour cinq, avec jouissance à dater du 1er janvier 1989. Le nombre d'actions, *qui est de 918 927, deviendra 1 102 712 après* cette distribution.

Ramenée à une action, avant distribution des actions gratuites, la part d'INTERTECHNIQUE dans le bénéfice du groupe est de 159,04 F, dont 99,79 F dus au bénéfice des opérations ; en 1988, elle était de 82,70 F.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire le versement d'un *dividende de 22 F, soit 33 F de revenu global, identique* à celui de l'exercice 1988 mais appliqué à un nombre d'actions augmenté de 20 % du fait de la distribution d'actions gratuites.

## NEW-YORK, 19 mars ↑

### Reprise en séance

Partie sur un mauvais pied, la Bourse de New-York s'est bien rattrapée lundi en séance, retablissant l'équilibre perdu au départ et parvenant en même temps à reprendre son avance. L'indice Dow Jones des industrielles, en baisse initiale de 27 points, s'établissait en clôture à 14,42 points au-dessus de son niveau précédent.

Le bilan de la journée a été très partagé. Sur 1 956 valeurs traitées, 707 ont monté, 720 ont baissé et 529 n'ont pas varié.

Manifestement, le premier effet de surprise passé, la vive rechute de Tokyo n'a pas affecté Wall Street outre mesure. Selon les spécialistes, l'optimisme sur l'évolution de l'économie américaine l'a emporté sur les craintes déclenchées par les turbulences nippones. Les analystes ont attribué la vigueur manifestée par certaines parties de la cote à l'OPA lancée sur la compagnie aérienne UAL par un groupe d'investisseurs, Coniston Partners, avec le Syndicat des pilotes et celui des mécaniciens de la compagnie. L'activité a été modérée, avec 142,30 millions de titres échangés contre 222,50 millions vendredi.

| VALEURS | Cours du 16 mars | Cours du 19 mars |
|---|---|---|
| Alcoa | 67 | 67 7/8 |
| A.T.T. | 41 7/8 | 42 3/8 |
| Boeing | 69 3/4 | 71 1/2 |
| Chase Manhattan Bank | 27 1/2 | 27 1/4 |
| Du Pont de Nemours | 39 3/8 | 39 1/8 |
| Eastman Kodak | 38 7/8 | 39 1/8 |
| Exxon | 47 5/8 | 47 1/2 |
| Ford | 48 5/8 | 48 1/4 |
| General Electric | 64 | 65 |
| General Motors | 47 3/4 | 47 1/2 |
| Goodyear | 37 1/2 | 37 1/8 |
| I.B.M. | 108 3/4 | 109 1/8 |
| I.T.T. | 55 3/8 | 53 3/8 |
| Mobil Oil | 63 1/4 | 62 7/8 |
| Pfizer | 58 1/2 | 60 1/8 |
| Schlumberger | 50 1/4 | 51 |
| Texaco | 59 5/8 | 59 1/2 |
| UAL Corp. ex-Allegis | 142 | 153 7/8 |
| Union Carbide | 22 1/8 | 22 3/8 |
| U.S.X. | 36 1/8 | 36 1/8 |
| Westinghouse | 75 | 76 5/8 |
| Xerox Corp. | 56 1/8 | 56 3/8 |

## PARIS, 19 mars ↓

### Net tassement

La *dernière semaine* du mois boursier a commencé comme la précédente s'était achevée : sur une note indécise. A ceci près que le phénomène de tassement a été nettement *plus marqué. Amorcé* dès l'ouverture (– 0,42 %), le mouvement de repli s'amplifiait par la suite (– 0,60 %), avant de se ralentir en début d'après-midi (– 0,44 %) puis de nouveau s'accélérer un peu plus tard pour clôturer en baisse de 1,12 %.

Plus que jamais, le marché parisien a semblé être déconnecté de l'extérieur. Ni la vigoureuse reprise de Wall Street, vendredi (+ 1,6 %), ni la brutale rechute de Tokyo (sans affaires, il est vrai) ce lundi, n'ont, *semble-t-il*, eu la moindre prise sur lui. Comme à la veille du week-end, le plus strict attentisme a prévalu sous les colonnes avec surtout des échanges assez réduits : attentisme à l'égard de la réunification monétaire des deux Allemagnes ; attentisme aussi concernant la politique des taux menée par le gouvernement japonais ; attentisme enfin à l'approche de la liquidation générale de mars.

Cette dernière aura lieu jeudi 22 mars. Pour la première fois de *l'année, elle sera gagnante*, et même bien gagnante (+ 7,1 % actuellement), la meilleure depuis celle de septembre 1989 (+ 6,8 %). Convient-il de garder, de *s'alléger ou de prendre franchement* son bénéfice ? Bien des investisseurs se posent la question. Visiblement, la perspective d'une bien meilleure croissance en France pour 1990 que dans les autres grands pays industrialisés constitue un *sérieux motif de soutien.*

Ce qui n'empêche pas de jeter un regard inquisiteur à droite et à gauche pour tenter de voir comment va évoluer, de façon plus générale, la situation économique et monétaire.

## LONDRES, 19 mars ↑

### Forte baisse

Les cours des valeurs ont terminé en forte baisse lundi au Stock Exchange, déprimés par l'affaiblissement de la livre à la veille de la présentation du budget et par le net recul de Wall Street à l'ouverture. L'indice Footsie des cent principales valeurs a *cédé 25,9 points à 2 238.*

L'attente de l'annonce jeudi des chiffres de la balance des paiements courants britanniques pour le mois de février a contribué à maintenir les investisseurs à distance. 320,3 millions de titres ont été échangés contre 485,5 millions vendredi. La plupart des secteurs se sont repliés, notamment les industrielles, les compagnies régionales de l'eau, les assurances et les pharmaceutiques. Les groupes alimentaires Berisford et Tate and Lyle se sont affaiblis après l'annonce de la tenue de négociations qui pourraient aboutir à la fusion des deux compagnies. Les actions de Courtaulds Textiles ont fait leur entrée à la Bourse à un cours entre 250 et 253 pence à l'occasion de la scission en deux sociétés distinctes du groupe chimique et textile Courtaulds. Le reste du groupe, toujours appelé Courtaulds, a fortement baissé, reflétant le détachement des nouvelles actions de l'ex-filiale textile.

Les fonds d'Etat ont cédé plus de trois quarts de point par endroits, affectés par la baisse du sterling et les craintes d'un relèvement des taux d'intérêt au Japon et en RFA.

## TOKYO, 20 mars ↓

### Baisse de 1,5 %

La Bourse de Tokyo a poursuivi sa baisse mardi. Après le recul de 4,15 % lundi, l'indice Nikkei a abandonné 456,05 yens, soit près de *1,5 %*, à *30 807,19* yens, à la suite du relèvement de 1 % par la Banque du Japon de son taux d'escompte à 5,25 %. Le Nikkei avait ouvert en légère hausse avant de partir à la baisse. Il avait fini la séance du matin en recul de 0,5 % puis a continué de céder du terrain dans l'après-midi après l'annonce du relèvement du taux d'escompte, les échanges ont progressé à 580 millions de titres contre 409,2 millions d'actions lundi, peut-être par précaution avant la journée fériée de mercredi. L'activité s'explique aussi par la proximité de la fin de l'exercice annuel le 31 mars prochain.

| VALEURS | Cours du 19 mars | Cours du 20 mars |
|---|---|---|
| Akai | 1 070 | 1 080 |
| Bridgestone | 1 420 | 1 370 |
| Canon | 1 440 | 1 400 |
| Fuji Bank | 3 120 | 3 100 |
| Honda Motors | 1 690 | 1 560 |
| Matsushita Electric | 1 910 | 1 880 |
| Mitsubishi Heavy | 911 | 895 |
| Sony Corp. | 7 400 | 7 330 |
| Toyota Motors | 2 100 | 2 070 |

## FAITS ET RÉSULTATS

□ **Roussel-Uclaf : bénéfice de 590 millions de francs.** – Le groupe pharmaceutique Roussel-Uclaf a annoncé, lundi 19 mars, qu'il avait réalisé en 1989 un bénéfice net consolidé de 590 millions de francs, un chiffre que le groupe présente comme *« non comparable »* avec celui de 1988. Dans un communiqué, Roussel-Uclaf *précise qu'à structure* comparable, hors plus et moins-values et éléments exceptionnels, le résultat net 1989 *s'établit* à *664* millions de francs, en hausse de 39,5 % sur 1988. La différence, selon un porte-parole du groupe, s'explique notamment par les impacts négatifs de 10 millions liés aux acquisitions et de 50 millions de provisions pour restructuration, dus essentiellement à des transferts de sites. Le chiffre d'affaires consolidé a crû de 16,8 % à 12,37 milliards de francs et la marge brute d'autofinancement de 23,1 % à *1,11 milliard* de francs.

□ **Courtaulds Textiles : introduction en Bourse.** – La scission en deux sociétés de Courtaulds, le groupe chimique et textile britannique, est devenue effective lundi 19 mars avec la première cotation de Courtaulds Textiles au Stock Exchange. Ces actions, qui ont été distribuées aux actionnaires existants de Courtaulds à *raison d'une pour quatre, ont fait* leur début à 250 pence, donnant une capitalisation de 251 millions de livres (2,33 milliards de francs) au nouveau groupe. Les titres Courtaulds ordinaires ont baissé de 67 pence, à 318 pence dans les premiers échanges, reflétant le détachement des nouveaux titres.

□ **Les AGF détiennent 5,3 % du capital de Paribas.** – Le groupe des Assurances générales de France (AGF) a franchi en hausse le seuil des 5 % dans le capital de la Compagnie financière de Paribas et détient 5,31 % des actions, a indiqué lundi 19 mars la Société des Bourses françaises. Cette augmentation de la participation des AGF dans Paribas intervient après l'OPA-OPE de cette dernière société sur le capital de la Navigation mixte.

□ **Bernard Tapie Finance reprend la SEDRI.** – *Le groupe Bernard Tapie Finance a annoncé lundi 19 mars qu'il reprenait à la Financière Beaulieu 59,20 % du capital de la SEDRI* (micro-électronique), inscrite au second marché de Paris. Cette société, qui a réalisé en 1988 un résultat net de 73 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1 milliard environ, possède un réseau de consoles chez les petits commerçants, proposant des images défilantes (petites annonces, publicité...). En guise de paiement de la transaction, *Bernard Tapie rembourserait en avril* 1993 la créance de 240 millions de francs contractée par la Financière Beaulieu auprès d'un pool de banques.

□ **L'IDI reprend à Astorg son activité capital développement.** – L'IDI va reprendre en direct l'activité capital *développement qu'elle détenait* auparavant dans Astorg après avoir répondu favorablement au rachat des actions de cette société par ses actionnaires. Depuis 1984, l'IDI était associée au sein d'Astorg à la Compagnie financière de Suez et à des investisseurs institutionnels. C'est à travers cette structure que l'IDI exerçait son activité de capital développement qui lui a procuré une rentabilité moyenne de 24 % l'an.

# PARIS :

## Second marché (sélection)

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| Arnault & Associés | .... | 414 | Int. Metal Service | .... | .... |
| Asystel | .... | 86 50 d | Le gd livre du mois | .... | 488 |
| B.A.C. | .... | 204 | Loca Investissement | .... | 285 |
| B. Demachy & Assoc. | .... | 580 | Locamic | .... | 136 |
| Banque Tarneaud | 188 | 188 | Matra Communication | .... | 207 |
| B.I.C.M. | .... | 840 | Metallurg. Minière | .... | 230 |
| Boiron | .... | 391 | Molex | 218 | 211 |
| Boisset (Lyon) | .... | .... | Navale-Delmas | .... | 1280 |
| Câbles de Lyon | .... | 2812 | Olivetti-Logabax | 240 | .... |
| Calberson | .... | 735 | Om. Gest.Fin. | .... | 585 |
| Cardif | .... | 811 | Pinault | .... | 520 |
| C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.) | .... | 1060 | Presbourg (C.In & Fin) | .... | 91 |
| C.D.M.E. | .... | 1910 | Présence Assurance | .... | 534 |
| C. Equip. Elect. | .... | 365 | Publicat. Filipacchi | .... | 770 |
| C.E.G.E.P. | .... | 280 | Razel | .... | 799 |
| C.F.P.I. | .... | .... | Rémy & Associés | .... | 379 |
| Ciments d'Origny | .... | 652 | Rhône-Alpes Écu (Ly.) | .... | 310 |
| C.N.I.M. | .... | 820 | St-Honoré Matignon | .... | 228 |
| Codetour | .... | 288 | S.C.G.P.M. | .... | 748 |
| Conforama | .... | 1140 | Segin | .... | 308 |
| Creeks | .... | 411 | Sélection Inv. (Lyon) | .... | 112 80 |
| Dalais | .... | 198 | S.E.P. | .... | 402 |
| Dauphin | .... | 600 | Serbo | .... | 525 |
| Devanlay | .... | 988 | S.M.T.Goupil | .... | 324 50 |
| Deville | .... | 475 | Sodiforg | .... | 76 50 d |
| Dolisos | .... | 175 | Supra | .... | 210 50 |
| Editions Belfond | .... | 233 | Thermador Hold. (Lyon) | .... | 315 |
| Elysées Investissem. | .... | 15 50 | TF 1 | .... | 316 50 |
| Finacor | .... | 192 o | Unilog | .... | 187 |
| Gamma | .... | 820 | Union Financ. de Fr. | .... | 539 |
| Gr. Foncier Fr. (G.F.F.) | .... | 426 50 | Viel et Cie | .... | 174 |
| Guerapgraph | .... | 232 | | | |
| Guintoli | .... | 885 | | | |
| I.C.C. | .... | 288 | | | |
| Idia | .... | 315 | | | |
| Immoux | .... | 145 | | | |
| I.M.S. | .... | 1188 | | | |
| IN2 | .... | 300 | | | |

**LA BOURSE SUR MINITEL**
**36-15 TAPEZ LEMONDE**

## Marché des options négociables le 19 mars 1990

Nombre de contrats : 15 198.

| VALEURS | PRIX exercice | OPTIONS D'ACHAT Mars dernier | OPTIONS D'ACHAT Juin dernier | OPTIONS DE VENTE Mars dernier | OPTIONS DE VENTE Juin dernier |
|---|---|---|---|---|---|
| Bouygues | 520 | – | – | 1 | 4 |
| CGE | 560 | 21 | 43,50 | 2,50 | 15 |
| Elf-Aquitaine | 560 | 78 | 93 | 0,15 | 4 |
| Eurotunnel SA-PLC | 50 | 3,50 | 8 | 1,20 | 4,20 |
| Euro-Disneyland SC | 100 | 1,50 | 7,50 | 4 | – |
| Havas | 1 300 | – | 225 | – | – |
| Lafarge-Coppée | 350 | 6 | 27 | 5,50 | 13,20 |
| Michelin | 140 | – | 9,50 | – | 9 |
| Midi | 1 300 | 8 | – | 64 | – |
| Paribas | 640 | 12 | 36 | 16 | – |
| Pernod-Ricard | 1 250 | – | 45 | – | 57 |
| Peugeot SA | 775 | 65 | 100 | 2 | 19 |
| Rhône-Poulenc CI | 440 | 17,01 | 35 | – | 12 |
| Saint-Gobain | 560 | 30 | 51 | – | 13,50 |
| Source Perrier | 1 700 | 1,90 | 45 | – | – |
| Société générale | 600 | 3,70 | 21 | – | – |
| Suez Financière | 440 | 14,50 | 32 | 3 | – |
| Thomson-CSF | 140 | 2,50 | 10,50 | 5 | 9 |

## MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 19 mars 1990
Nombre de contrats : 84 984.

| COURS | ÉCHÉANCES Mars 90 | ÉCHÉANCES Juin 90 | ÉCHÉANCES Septembre 90 |
|---|---|---|---|
| Dernier | 99,48 | 99,76 | 100 |
| Précédent | 100,08 | 100,26 | 100,42 |

Options sur notionnel

| PRIX D'EXERCICE | OPTIONS D'ACHAT Juin 90 | OPTIONS D'ACHAT Sept. 90 | OPTIONS DE VENTE Juin 90 | OPTIONS DE VENTE Sept. 90 |
|---|---|---|---|---|
| 99 | 1,70 | 2,29 | 1,09 | – |

## INDICES

### CHANGES

**Dollar : 5,70 F ↑**

Le dollar s'inscrivait en hausse le mardi 20 mars. A Tokyo, en dépit d'un relèvement de 1 point du taux directeur, la devise américaine a de nouveau fortement progressé. L'intervention de la Banque du Japon s'est révélée infructueuse. A Paris, le dollar s'échangeait à *5,70 francs* contre 5,6900 francs la veille à la cotation officielle. Le franc restait ferme, le mark s'échangeant à Paris à 3,3805 francs.

| FRANCFORT | 19 mars | 20 mars |
|---|---|---|
| Dollar (en DM) | 1,6820 | 1,6870 |
| **TOKYO** | **19 mars** | **20 mars** |
| Dollar (en yens) | 153,55 | 153,65 |

**MARCHÉ MONÉTAIRE** (effets privés)

Paris (20 mars) .... 10 1/8-10 1/4 %
New-York (19 mars) .. 8 3/16 1/4 %

### BOURSES

**PARIS** *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

| | 16 mars | 19 mars |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 95,5 | |
| Valeurs étrangères | 95,3 | |
| (SBF, *base 100 : 31-12-81*) | | |
| *Indice général CAC* | 526,5 | 523,6 |
| (SBF, *base 1000 : 31-12-87*) | | |
| Indice CAC 40 | 1 958,82 | 1 936,96 |

**NEW-YORK** *(Indice Dow Jones)*

| | | |
|---|---|---|
| Industrielles | 2 741,21 | 2 755,63 |

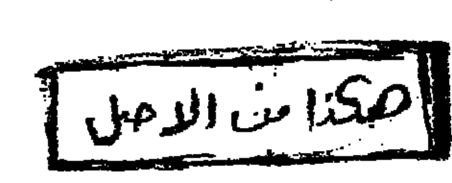
**LONDRES** *(Indice « Financial Times »)*

| | | |
|---|---|---|
| Industrielles | 1 789,4 | 1 759,9 |
| Mines d'or | 285,6 | 292,8 |
| Fonds d'Etat | 77,60 | 77,12 |

**TOKYO**

| | 19 mars | 20 mars |
|---|---|---|
| Nikkei Dow Jones | 31 263,24 | 30 807,19 |
| Indice général | 2 326,23 | 2 273,18 |





# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 19 MARS

Cours relevés à 17 h 38

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 3852 | C.N.E. 3% ★ | 3850 | 3811 | 3839 | − 0 29 |
| 1051 | B.N.P. T.P. | 1056 | 1056 | 1055 | − 0 09 |
| 1228 | C.C.F. T.P. | 1230 | 1230 | 1235 | + 0 41 |
| 1045 | Créd. Lyon. T.P. | 1055 | 1056 | 1056 | + 0 09 |
| 1690 | Renault T.P. | 1715 | 1706 | 1706 | − 0 52 |
| 2044 | Rhône-Poul. TP | 1935 | 1940 | 1935 | .... |
| 1220 | St-Gobain T.P. | 1215 | 1220 | 1220 | + 0 41 |
| 1180 | Thomson T.P. | 1220 | 1240 | 1240 | + 1 64 |
| 845 | Accor | 885 | 882 | 879 | − 0 68 |
| 610 | Air Liquide | 668 | 656 | 659 | − 1 35 |
| 2130 | Als. Superm. | 2100 | 2099 | 2099 | − 0 05 |
| 565 | A.L.S.P.I. ★ | 576 | 579 | 571 | − 0 87 |
| 2550 | Arjom. Prioux ★ | 2669 | 2660 | 2635 | − 1 27 |
| 615 | Asmedas-Rey ★ | 600 | 606 | 616 | + 2 67 |
| 975 | Aux. Entrepr. ★ | 1039 | 1033 | 1035 | − 0 38 |
| 525 | Av. Dassault ★ | 510 | 520 | 510 | .... |
| 300 | Axa Midi Assur. | 270 | 270 | 268 | − 0 74 |
| 340 | BAFIP ★ | 341 | 340 | 336 | − 1 47 |
| 325 | Bail-Equipem. ★ | 318 | 320 | 315 | − 0 94 |
| 990 | Bail Investiss. ★ | 951 | 951 | 952 | + 0 11 |
| 420 | B.N.P. C.I. ★ | 413 | 412 | 403 50 | − 2 30 |
| 885 | Bolloré Tech. | 870 | 865 | 866 | − 0 46 |
| 480 | Cie Bancaire ★ | 580 | 580 | 578 | − 0 34 |
| 730 | Bazar H.-V. ★ | 692 | 691 | 695 | + 0 43 |
| 750 | Béghin-Say ★ | 805 | 800 | 783 | − 2 73 |
| 1410 | Berger (Mé) | 1360 | 1373 | 1373 | + 0 96 |
| 655 | Bic ★ | 650 | 633 | 659 | + 1 38 |
| 960 | B.I.P. ★ | 918 | 920 | 920 | + 0 22 |
| 570 | B.I.S. ★ | 597 | 597 | 585 | − 2 01 |
| 2830 | Bongrain S.A. ★ | 2880 | 2800 | 2870 | − 0 35 |
| 1000 | Bon-Marché ★ | 1012 | 1006 | 995 | − 1 88 |
| 550 | Bouygues ★ | 596 | 590 | 590 | − 1 01 |
| 175 | B.P. France ★ | 176 | 176 | 174 50 | − 0 85 |
| 710 | B.S.N. ★ | 762 | 758 | 760 | − 0 27 |
| 810 | Canal Plus ★ | 819 | 821 | 812 | − 0 85 |
| 430 | Cap Gem. S. ★ | 472 50 | 472 | 470 50 | − 0 42 |
| 3100 | Carrefour ★ | 3354 | 3345 | 3335 | − 0 57 |
| 160 | Casino ★ | 154 | 153 90 | 153 | − 0 65 |
| 120 | Casino A.D.P. ★ | 122 50 | 121 | 120 40 | − 1 71 |
| 985 | Castorama D.L. | 1100 | 1100 | 1080 | − 1 82 |
| 150 | C.C.M.C. | 151 | 151 | 151 | .... |
| 665 | C.E.G.I.D. | 628 | 625 | 628 | − 0 16 |
| 245 | Centrest | 254 | 255 | 254 | .... |
| 565 | C.E.P. Comm. | 588 | 583 | 584 | − 0 70 |
| 405 | Cerus CER | 389 90 | 390 | 390 | + 0 03 |
| 490 | Cetelem ★ | 526 | 530 | 530 | + 0 76 |
| 680 | C.F.A.O. ★ | 591 | 588 | 582 | − 1 52 |
| 540 | C.G.E. | 580 | 581 | 578 | − 0 34 |
| 1520 | C.G.I. Informat. | 1600 | 1600 | 1571 | − 1 81 |
| 1190 | C.G.I.P. ★ | 1355 | 1365 | 1361 | + 0 44 |
| 600 | C.G.P. | 599 | 610 | 599 | .... |
| 1110 | Chargeurs S.A. ★ | 1164 | 1170 | 1153 | − 0 95 |
| 770 | Cica | 751 | 745 | 745 | − 0 80 |
| 1300 | Ciments franç. ★ | 1488 | 1470 | 1469 | − 1 28 |
| 700 | Club Méditerr. ★ | 678 | 681 | 676 | − 0 29 |
| 185 | C.M.B. Packag. | 173 | 171 | 166 | − 4 05 |
| 180 | Codetel ★ | 170 | 172 | 170 | .... |
| 410 | Coflexip ★ | 401 | 402 | 402 | + 0 25 |
| 470 | CPR (Par.-R.) ★ | 479 | 478 | 476 | − 0 63 |
| 665 | Colas ★ | 823 | 820 | 813 | − 1 22 |
| 280 | Cpt. Entrepr. ★ | 319 60 | 318 | 317 90 | − 0 50 |
| 970 | Compt. Mod. ★ | 1050 | 1050 | 1045 | − 0 48 |
| 390 | Concept S.A. | 383 | 383 50 | 380 50 | − 0 65 |

### Règlement mensuel

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 1240 | Créd. Foncier ★ | 1304 | 1299 | 1280 | − 1 84 |
| 495 | C. F. Internat. ★ | 500 | 500 | 498 | − 0 40 |
| 230 | C.C.F. ★ | 228 | 223 | 221 | − 3 07 |
| .... | Création U.A.P. | .... | 614 | 603 | − 2 58 |
| 706 | Cr. Lyon. (CI) ★ | 703 | 698 | 697 | − 0 85 |
| 1310 | Crédit Nat. ★ | 1315 | 1311 | 1307 | − 0 61 |
| 300 | C.S.E.E. ★ | 318 | 316 | 313 | − 1 57 |
| 3820 | Damart S.A. ★ | 3450 | 3501 | 3490 | + 1 16 |
| 1850 | De Dietrich ★ | 1800 | 1800 | 1820 | + 1 11 |
| 220 | Dév. P.d.C. (Li) | 215 | 209 50 | 210 | − 2 33 |
| 310 | Dév. R. Sud-Est | 320 | 312 | 312 | − 2 50 |
| 590 | D.M.C. | 567 | 585 | 574 | + 1 23 |
| 4600 | Docks France ★ | 4219 | 4217 | 4199 | − 0 47 |
| 820 | Dumez ★ | 900 | 904 | 875 | − 2 78 |
| 2030 | Eaux (Gén.) ★ | 2342 | 2340 | 2325 | − 0 73 |
| 500 | Ecco ★ | 547 | 547 | 535 | − 2 19 |
| 910 | Electrofinanc. ★ | 960 | 960 | 960 | .... |
| 400 | El. S. Dassault ★ | 372 | 380 | 370 | − 0 54 |
| 585 | Elf-Aquitaine | 637 | 633 | 635 | − 0 31 |
| 425 | − (certific.) ★ | 460 | 452 | 460 | .... |
| 1320 | Epeda B.-F. | 1300 | 1300 | 1340 | + 3 08 |
| 2700 | Essilor ★ | 2558 | 2558 | 2552 | − 0 23 |
| 1180 | Essil. Int.(DP) ★ | 1200 | 1210 | 1180 | − 1 67 |
| 690 | Esso S.A.F. ★ | 694 | 692 | 685 | − 1 30 |
| 2400 | Eurafrance ★ | 2301 | 2320 | 2306 | + 0 22 |
| 1810 | Eurocom ★ | 1875 | 1930 | 1919 | + 2 35 |
| 100 | Eurodisneyland | 100 50 | 100 | 99 | − 1 49 |
| 4300 | Euromarché ★ | 4195 | 4101 | 4100 | − 2 26 |
| 1230 | Europe n° 1 ★ | 1278 | 1250 | 1275 | − 0 23 |
| 56 | Eurotunnel ★ | 53 30 | 53 | 51 90 | − 2 63 |
| 1700 | Exor ★ | 1720 | 1710 | 1727 | + 0 41 |
| 1780 | Facom ★ | 1706 | 1745 | 1705 | − 0 06 |
| 1180 | Fichet-Bauche ★ | 1371 | 1350 | 1350 | − 1 53 |
| 199 | Financial ★ | 200 | 203 | 200 | .... |
| 420 | Fives-Lille ★ | 415 | 407 50 | 401 | − 3 37 |
| 2310 | Fromager. Bel ★ | 2460 | 2449 | 2460 | .... |
| 1780 | Gal. Lafayette ★ | 1680 | 1711 | 1711 | + 1 85 |
| 510 | Gascogne ★ | 510 | 509 | 509 | − 0 20 |
| 1530 | Gaz et Eaux ★ | 1575 | 1570 | 1560 | − 0 95 |
| 1120 | Géophysique ★ | 1130 | 1120 | 1100 | − 2 65 |
| 680 | Gerland ★ | 660 | 665 | 665 | + 0 76 |
| 720 | Groupe Cité ★ | 761 | 773 | 765 | + 0 53 |
| 1490 | Gr. Victoire | 1450 | 1461 | 1450 | .... |
| 1120 | − (certif.) | 916 | 903 | 910 | − 0 66 |
| 1300 | GTM-Entrep. ★ | 1320 | 1330 | 1297 | − 1 74 |
| 1160 | Guyenne-Gas. ★ | 1075 | 1080 | 1072 | − 0 28 |
| 370 | Hachette ★ | 381 90 | 372 10 | 366 10 | − 4 14 |
| 1420 | Havas ★ | 1490 | 1500 | 1482 | − 0 54 |
| 580 | Hénin (La) ★ | 580 | 585 | 571 | − 1 55 |
| 1130 | Hutchinson ★ | 1160 | 1176 | 1145 | − 1 29 |
| 270 | Imétal ★ | 305 | 302 | 296 10 | − 2 92 |
| 78 | Immobil. Phénix | 79 80 | 79 | 78 20 | − 2 01 |
| 136 | Ingénico ★ | 118 | 112 50 | 114 | − 3 39 |
| 5430 | Inst. Mérieux ★ | 5810 | 5690 | 5560 | − 4 30 |
| 510 | Interbail ★ | 505 | 507 | 502 | − 0 59 |
| 1600 | Intertechnique ★ | 1538 | 1541 | 1550 | + 0 78 |
| 1010 | J. Lefebvre ★ | 1100 | 1091 | 1075 | − 2 27 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 1100 | Labinal ★ | 1165 | 1156 | 1140 | − 2 15 |
| 2530 | Lab. Bellon ★ | 2546 | 2532 | 2575 | + 1 14 |
| 320 | Lafarge-Coppée | 350 10 | 350 | 349 50 | − 0 17 |
| 1310 | Lebon ★ | 1250 | 1250 | 1250 | .... |
| 3150 | Legrand ★ | 3620 | 3600 | 3598 | − 0 61 |
| 1780 | Legrand (DP) ★ | 1700 | 1700 | 1710 | + 0 58 |
| 510 | Legris Ind. | 585 | 585 | 589 | + 0 68 |
| .... | Leroy-Somer ★ | 2125 | 2125 | 2125 | .... |
| 770 | Locabail Im. ★ | 780 | 796 | 778 | − 0 26 |
| 530 | Locafrance ★ | 507 | 507 | 507 | .... |
| 845 | Locindus ★ | 850 | 850 | 842 | − 0 94 |
| 490 | Luchaire ★ | 522 | 510 | 510 | − 2 30 |
| 4660 | L.V.M.H. ★ | 4700 | 4700 | 4631 | − 1 47 |
| 525 | Lyonn. Eaux ★ | 590 | 590 | 586 | − 0 68 |
| 320 | Majorette (Ly) ★ | 334 90 | 335 | 332 | − 0 87 |
| 385 | Mar. Wendel ★ | 414 | 415 | 409 | − 1 21 |
| 345 | Matra ★ | 376 | 376 | 370 | − 1 60 |
| 4800 | Merlin-Gerin ★ | 4970 | 4990 | 4985 | + 0 30 |
| 205 | Metaleurop ★ | 225 | 219 80 | 219 | − 2 67 |
| 230 | Métrologie Int. ★ | 226 90 | 227 | 225 | − 0 84 |
| 131 | Michelin | 139 | 137 90 | 136 50 | − 1 80 |
| 1290 | Midi (Cie) | 1262 | 1251 | 1233 | − 2 30 |
| 174 | Midl. Bk. SA ★ | 175 | 175 | 174 | − 0 57 |
| 460 | Min. Salaig (Ma) | 440 | 440 | 440 | .... |
| 178 | M.M.B.M. ★ | 183 | 180 | 177 80 | − 2 84 |
| 123 | Moulinex ★ | 124 | 126 | 123 80 | − 0 16 |
| 1890 | Navig. Mixte ★ | 2240 | 2190 | 2205 | − 1 56 |
| 186 | Nord-Est ★ | 183 | 182 10 | 178 20 | − 2 62 |
| 430 | Nordon (Ny) | 450 | 450 | 458 | + 1 78 |
| 730 | Nouvelles Gal. ★ | 691 | 690 | 698 | + 1 01 |
| 790 | Occid. (Gén.) ★ | 847 | 840 | 822 | − 2 95 |
| 1670 | Omn.F.Paris ★ | 1700 | 1699 | 1650 | − 2 94 |
| 370 | Olipar ★ | 384 40 | 382 | 377 | − 1 93 |
| 4300 | Oréal (L') ★ | 4800 | 4800 | 4693 | − 2 23 |
| 620 | Paribas | 640 | 632 | 633 | − 1 09 |
| 1650 | Pechelbronn ★ | 1590 | 1588 | 1586 | − 0 25 |
| 285 | Pechiney CIP ★ | 288 | 286 | 279 | − 3 13 |
| 155 | Pechiney Int. | 172 | 171 40 | 171 20 | − 0 47 |
| 565 | Penhoet ★ | 561 | 551 | 560 | − 0 18 |
| 1340 | Pernod-Ricard ★ | 1202 | 1207 | 1209 | + 0 58 |
| 705 | Peugeot S.A. | 853 | 850 | 835 | − 2 11 |
| 405 | Plastic Omn. ★ | 444 | 436 | 428 | − 3 60 |
| 490 | Poliet ★ | 536 | 534 | 529 | − 1 31 |
| 1160 | Prétabail Sic. ★ | 1146 | 1145 | 1150 | + 0 35 |
| 880 | Primagaz ★ | 804 | 827 | 805 | + 0 12 |
| 600 | Printemps ★ | 634 | 632 | 625 | − 1 42 |
| 3780 | Promodès ★ | 4115 | 4100 | 4040 | − 1 82 |
| 640 | Radiotechn. ★ | 650 | 642 | 640 | − 1 54 |
| 200 | Raff. D. Total ★ | 217 | 218 | 213 | − 1 84 |
| 3150 | Redoute (La) ★ | 3220 | 3230 | 3240 | + 0 62 |
| 400 | R.-Poulenc CIP ★ | 445 | 444 | 454 | + 2 02 |
| 325 | Rober financ. | 320 | 320 | 320 | .... |
| 102 | Rochette (La) | 102 60 | 100 | 100 70 | − 1 85 |
| 1950 | Roussel-Uclaf ★ | 1965 | 1950 | 1950 | − 0 76 |
| 4600 | R. Impér. (Ly) | 4651 | 4650 | 4650 | − 0 02 |
| 185 | Sade | 183 | 183 90 | 183 50 | + 0 27 |
| 1440 | Sagem ★ | 1370 | 1370 | 1350 | − 1 46 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 535 | Saint-Gobain | 588 | 593 | 587 | − 1 84 |
| 1480 | St-Louis ★ | 1570 | 1565 | 1545 | − 1 59 |
| 2610 | Salomon | 2172 | 2170 | 2160 | − 0 55 |
| 545 | Salvepar | 559 | 552 | 560 | + 0 18 |
| 990 | Sanofi ★ | 1047 | 1048 | 1045 | − 0 19 |
| 1780 | S.A.T. ★ | 1605 | 1600 | 1595 | − 0 62 |
| 335 | Saul-Châtill. (B) ★ | 316 | 316 | 301 | − 4 75 |
| 1500 | Saupiquet (Na) | 1580 | 1550 | 1550 | − 1 90 |
| 880 | Schneider ★ | 948 | 945 | 941 | − 0 74 |
| 42 | S.C.O.A. ★ | 35 10 | 34 70 | 32 60 | − 7 12 |
| 1110 | S.C.R.E.G. ★ | 1115 | 1110 | 1110 | − 0 45 |
| 1040 | Seb ★ | 1110 | 1107 | 1091 | − 1 71 |
| 510 | Sefimeg ★ | 531 | 532 | 528 | − 0 56 |
| 585 | Sextant A. | 559 | 550 | 548 | − 1 97 |
| 1350 | S.F.I.M. ★ | 1470 | 1470 | 1470 | .... |
| 235 | S.G.E. ★ | 231 60 | 233 | 228 30 | − 1 42 |
| 830 | Silic ★ | 830 | 830 | 840 | + 1 20 |
| 565 | Simco | 610 | 610 | 608 | − 0 33 |
| 1040 | Sk. Rossignol ★ | 1008 | 1010 | 1010 | + 0 20 |
| 920 | Sligos ★ | 980 | 979 | 980 | .... |
| 540 | Société Génér. | 588 | 582 | 576 | − 2 04 |
| 142 | Sodexco | 139 | 139 | 139 | .... |
| 170 | Sodero (Na) | 176 | 175 | 175 | − 0 57 |
| 675 | Sodexho ★ | 690 | 689 | 680 | − 1 45 |
| 98 | Sogenal (Ny) | 100 | 99 10 | 99 10 | − 0 90 |
| 510 | Sogerap ★ | 511 | 510 | 522 | + 2 15 |
| 2150 | Somm.-Allib. ★ | 2297 | 2290 | 2259 | − 1 65 |
| 1600 | Source Perrier ★ | 1535 | 1522 | 1529 | − 0 39 |
| 645 | Sovac ★ | 738 | 725 | 735 | − 0 41 |
| 720 | Spie-Batignol. ★ | 786 | 787 | 782 | − 0 51 |
| 1190 | Strafor ★ | 1200 | 1231 | 1180 | − 1 67 |
| 420 | Suez | 453 50 | 450 30 | 447 80 | − 1 26 |
| 465 | Synthélabo ★ | 536 | 540 | 539 | + 0 56 |
| 133 | Thomson-C.S.F. | 140 60 | 141 | 136 20 | − 3 13 |
| 545 | Total (CFP) ★ | 643 | 634 | 632 | − 1 71 |
| 102 | − (certific.) ★ | 107 90 | 109 | 110 | + 1 95 |
| 405 | Truffaut (Fin.) | 396 | 397 | 398 | + 0 51 |
| 420 | U.F.B.-Locab. ★ | 394 | 394 90 | 396 50 | + 0 63 |
| 1060 | U.I.C. ★ | 1140 | 1140 | 1132 | − 0 70 |
| 650 | U.I.F. ★ | 690 | 695 | 694 | + 0 58 |
| 1010 | U.I.S. ★ | 980 | 977 | 990 | + 1 02 |
| 240 | U.C.B. ★ | 237 | 235 | 235 | − 0 84 |
| 910 | Unibail ★ | 880 | 871 | 871 | − 1 02 |
| 680 | Valéo ★ | 716 | 712 | 696 | − 2 79 |
| 410 | Vallourec ★ | 426 50 | 425 | 409 10 | − 4 08 |
| 375 | Via Banque ★ | 373 50 | 374 50 | 368 20 | − 1 42 |
| 1400 | Zodiac | 1349 | 1341 | 1345 | − 0 30 |
| 1180 | Elf-Gabon ★ | 1133 | 1120 | 1102 | − 2 74 |
| 130 | Amax Inc. | 143 | 147 80 | 149 | + 4 20 |
| 164 | Amer. Express | 162 90 | 160 50 | 160 50 | − 1 47 |
| 220 | Amer. Teleph. | 237 | 236 | 237 | + 0 71 |
| 205 | Anglo Amer. C. | 195 | 199 | 199 | + 2 05 |
| 600 | Amgold | 542 | 552 | 550 | + 1 48 |
| 260 | Banco Santander | 235 10 | 235 | 235 10 | .... |
| 1010 | BASF (Akt) | 1045 | 1050 | 1045 | .... |
| 1040 | Bayer | 1050 | 1065 | 1050 | .... |
| 101 | Buffelsfont. | 95 | 94 | 96 50 | + 1 58 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|---|
| 168 | Chase Manh. | 164 | 157 | 157 | − 4 27 |
| 95 | Echo Bay Mines | 94 | 93 50 | 94 | .... |
| 108 | De Beers | 129 | 128 | 129 | .... |
| 2680 | Deutsche Bank | 2670 | 2710 | 2705 | + 1 31 |
| 1390 | Dresdner Bank | 1438 | 1460 | 1450 | + 0 83 |
| 81 | Driefontein Cst | 75 60 | 76 60 | 76 | + 0 88 |
| 215 | Du Pont-Nem. | 222 | 223 | 223 | + 0 45 |
| 215 | Eastman Kodak | 221 10 | 222 | 220 10 | − 0 45 |
| 31 | East Rand | 28 | 28 60 | 29 | + 3 57 |
| 240 | Electrolux | 242 | 234 | 234 | − 3 31 |
| 780 | Ericsson | 780 | 765 | 765 | − 1 92 |
| 270 | Exxon Corp. | 267 50 | 270 | 269 60 | + 0 75 |
| 250 | Ford Motors | 273 60 | 276 | 275 | + 0 55 |
| 78 | Freegold | 74 60 | 74 50 | 74 50 | − 0 13 |
| 18 | Gencor limit. | 18 15 | 18 30 | 18 45 | + 1 65 |
| 350 | Gén. Electr. | 383 | 384 60 | 384 60 | + 0 44 |
| 510 | Gén. Belgique | 541 | 534 | 534 | − 1 29 |
| 245 | Gen. Motors | 271 90 | 270 | 270 | − 0 70 |
| 56 | Gd Metropolitain | 53 | 53 | 52 50 | − 0 94 |
| 63 | Harmony | 55 60 | 55 30 | 57 50 | + 3 42 |
| 245 | Hewlett-Packard | 255 | 255 | 255 | .... |
| 59 | Hitachi | 56 40 | 53 | 53 10 | − 5 85 |
| 1030 | Hoechst Akt. | 1040 | 1045 | 1043 | + 0 28 |
| 128 | Homestake | 118 | 118 | 120 | + 1 69 |
| 101 | Imp. Chemical | 107 90 | 105 10 | 105 10 | − 2 59 |
| 585 | IBM | 614 | 615 | 610 | − 0 65 |
| 300 | ITT | 311 | 306 | 306 | − 1 61 |
| 168 | Ito-Yokado | 139 10 | 132 20 | 132 50 | − 4 74 |
| 183 | Mac Donald's | 181 50 | 180 80 | 180 60 c | − 0 30 |
| 83 | Matsushita | 75 50 | 71 10 | 70 | − 7 28 |
| 20 | Maxwell | 18 20 | 17 70 | 17 70 | − 2 75 |
| 400 | Merck | 398 90 | 402 | 402 | + 0 78 |
| 465 | Minnesota M. | 466 50 | 470 | 470 | + 0 75 |
| 365 | Mobil Corp. | 354 | 358 | 358 | + 1 13 |
| 205 | Morgan J.P. | 209 60 | 206 | 206 | − 1 67 |
| 33820 | Nestlé | 32570 | 32950 | 32800 | + 0 71 |
| 825 | Nixdorf | 958 | 972 | 972 | + 1 46 |
| 172 | Norsk Hydro | 181 40 | 178 20 | 178 50 | − 1 60 |
| 189 | Ofsil | 187 | 188 30 | 188 30 | + 0 70 |
| 1780 | Petrofina | 1848 | 1833 | 1833 | − 0 81 |
| 216 | Philip Morris | 220 90 | 219 30 | 219 10 | − 0 81 |
| 125 | Philips | 129 | 128 | 129 50 | + 0 52 |
| 109 | Placer Dome | 106 40 | 107 10 | 108 90 | + 2 35 |
| 330 | Quilmès | 336 10 | 341 | 340 | + 1 16 |
| 465 | Randfontein | 418 | 422 | 426 | + 1 91 |
| 435 | Royal Dutch | 432 30 | 433 | 432 10 | − 0 05 |
| 50 | Rio Tinto Zinc | 50 | 50 | 50 10 | + 0 20 |
| 21 | Saat. & Saatchi | 13 50 | 13 05 | 12 95 | − 4 07 |
| 67 | St Helena Co | 58 90 | 63 10 | 64 | + 8 84 |
| 280 | Schlumberger | 285 | 285 50 | 284 90 | − 0 04 |
| 45 | Shell transp. | 44 90 | 43 | 43 | − 4 23 |
| 2540 | Siemens A.G. | 2637 | 2723 | 2690 | + 2 01 |
| 315 | Sony | 293 | 275 10 | 275 10 | − 6 11 |
| 130 | Sumitomo | 108 90 | 104 30 | 104 30 | − 4 22 |
| 45 | Telefonica | 45 | 44 80 | 44 70 | − 0 67 |
| 230 | T.D.K. | 225 50 | 212 | 212 | − 5 99 |
| 46 | Toshiba Corp. | 39 95 | 37 30 | 37 70 | − 5 63 |
| 435 | Unilever | 444 30 | 442 | 442 | + 0 39 |
| 290 | Unit. Techn. | 315 | 316 | 316 | + 0 32 |
| 650 | Vaal Reefs | 603 | 606 | 606 | + 0 50 |
| 345 | Volvo | 351 | 340 | 339 | − 3 42 |
| 275 | West Deep | 250 | 254 50 | 255 10 | + 2 04 |
| 280 | Xerox Corp. | 323 | 320 50 | 320 50 | − 0 77 |
| 131 | Yamanouchi | 99 95 | 95 20 | 95 50 | − 4 45 |
| 2 51 | Zambia Corp. | 2 54 | 2 50 | 2 50 | − 1 57 |

### Comptant (sélection)

| VALEURS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| **Obligations** | | |
| Emp. 8,80 % 77 | 118 | 7 233 |
| 9,80 % 78/93 | 98 65 | 8 712 |
| 10,80 % 79/94 | 100 10 | 5 799 |
| 13,25 % 80/90 | 100 38 | 10 491 |
| 16 % juin 82 | 100 95 | 12 405 |
| 14,60 % fév. 83 | 103 35 | 1 040 |
| 13,40 % déc. 83 | 108 70 | 3 231 |
| 12,20 % oct. 84 | 103 80 | 5 415 |
| 11 % fév. 85 | 104 35 | 0 784 |
| 10,26 % mars 86 | 99 77 | 0 197 |
| OAT 10 % 2000 | 99 76 | 8 110 |
| OAT 9,90 % 1997 | 99 95 | 2 604 |
| OAT 9,80 % 1996 | 98 22 | 1 289 |
| Ch. France 3 % | 146 | .. |
| CNB Bques janv. 82 | 99 48 | 1 863 |
| CNB Paribas | 100 40 | 1 863 |
| CNB Suez | 100 40 | 1 863 |
| CNI janv. 82 | 99 52 | 1 863 |
| PTT 11,20% 85 | 101 40 | 3 148 |
| CFF 10,30% 86 | 94 90 | 1 473 |
| CNE 11,50% 85 | 101 95 | 8 195 |
| CNT 9% 86 | 90 20 | 7 678 |
| CRH 10,90% déc. 85 | 100 60 | 2 123 |
| C.N.C.A. T.P. | .... | 111 |
| Cons 4% | 2105 | 210 |
| C.G.E. 6% janv. 89-98 | .... | 57 |
| Drouot Ass. Obl. conv. | .... | .. |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| **Actions** | | |
| Agache (Sté Fin.) | .... | .... |
| A.G.F. (St Cent.) | .... | 1144 |
| Alsthom | .... | .... |
| Applic. Hydraul. | .... | 1170 |
| Arbel | .... | 924 |
| Astorg | .... | 330 |
| Avenir Publicité | .... | 1790 |
| Bain C. Monaco | .... | 749 |
| Banque Hypoth. Eur. | .... | 355 20 o |
| Béghin-Say (C.I.) | .... | 565 |
| Blanzy-Ouest | .... | 4075 o |
| B.N.P. Intercontin. | .... | 300 |
| Bénédictine | .... | 4470 |
| B.T.P. (Compagnie) | .... | 106 70 |
| Calif | .... | .... |
| Cambodge | .... | 774 |
| C.A.M.E. | .... | 198 |
| Carbone-Lorraine | .... | 1085 |
| Caves-Pochain | .... | 27 90 |
| C.E.G.Frig. | .... | 440 |
| Cemad. Blanzy | .... | 606 |
| Centenaire | .... | 142 50 |
| Champex (Ny) | 150 | 150 |
| C.I.C. (Financ. de) | .... | 205 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| C.I. Maritime | .... | 849 |
| Citram (B) | 2340 | 2340 |
| Clause | .... | 870 |
| Cofradel (Ly) | .... | .... |
| Cogifi | .... | 366 |
| Comiphos | .... | 714 |
| Cie Industrielle | .... | 8350 |
| Comp. Lyon-Alem. | .... | 550 |
| Concorde (La) | .... | 1360 |
| C.M.P. | .... | 61 d |
| Créd. Gén. Ind. | .... | 485 |
| Cr. Universel (Cie) | .... | 719 |
| Créditel | .... | 140 |
| Darblay S.A. | .... | 680 |
| Degremont | .... | 976 |
| Delalande S.A. | .... | 1833 |
| Delmas Vieljeux | .... | 4300 |
| Didot-Bottin | .... | 1105 |
| Drouot Assurances | .... | 341 |
| Eaux Bass. Vichy | .... | 1770 |
| Eaux Vittel | .... | 5100 |
| E.C.I.A. | .... | 1617 o |
| Electro-Banque | .... | 360 |
| Elf-Antargaz | .... | 1392 |
| E.L.M. Leblanc | .... | 625 |
| Ennili-Bretagne | .... | 391 |
| Entrepôts Paris | .... | 1860 |
| Europe Soudure Indust. | .... | 67 20 o |
| Exernie | .... | 1900 |
| Finalens | .... | 208 |
| FIPP | .... | 220 50 |
| Fnac | .... | 1831 |
| Foncière (Cie) | .... | 825 |
| Fonc. Lyonnaise | .... | 948 |
| Foncina | .... | .... |
| Fougerolle | .... | 885 |
| France I.A.R.D. | .... | 1250 |
| France (La) | .... | 3100 |
| From. Paul Renard | .... | 2006 |
| GAN | .... | 2061 |
| G.F.I.I. | .... | 316 |
| Gaumont | .... | 1148 |
| Genefim | .... | 352 |
| Gévelot | .... | 513 |
| Gr. Fin. Constr. | .... | 430 |
| Gds Moulins Paris | .... | 1486 |
| G. Transp. Ind. | .... | 584 |
| Imm. Plaine-Monceau | .... | .... |
| Immindus | .... | .... |
| Immobail | .... | 426 |
| Immobanque | .... | .... |
| Immob. Marseille | .... | 8440 |
| Immofice | .... | 510 |
| Invest. (Sté Cent.) | .... | 3180 |
| Jaeger | .... | 212 |
| Lambert Frères | .... | 429 d |
| Lille-Bonnières | .... | 1880 |
| Loca-Expansion | .... | 277 50 |
| Locafinancière | .... | 386 |
| Locatel | .... | 348 |
| Louis Vuitton | .... | 1240 |
| Louvre (Sté) | .... | 4899 |
| Lucia | .... | 1850 |
| Machines Bull | .... | 77 50 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Magasins Uniprix | .... | 187 20 o |
| Magnant S.A. | .... | 342 50 d |
| Maritimes Part. | .... | 353 |
| Métal Déployé | .... | 806 |
| Mors | .... | 175 10 |
| Navig. (Nat. de) | .... | 240 |
| Nozal | .... | 294 90 |
| Optorg | .... | 434 |
| Oréal (L') C.I. | 2240 | 2250 |
| Origny-Desvroise | .... | 1260 |
| Palais Nouveauté | .... | 1100 |
| Patisel Marmonet | .... | 690 |
| Parfinance | .... | 228 |
| Paribas-CIP | 317 | 340 d |
| Paris France | .... | 245 |
| Paris-Orléans | .... | 280 |
| Partenia | .... | 458 |
| Patern. Risq. Div. | .... | .... |
| Pathé-Cinéma | .... | .... |
| Piper-Heidsieck | .... | .... |
| P.L.M. | .... | 514 |
| Porcher | .... | 715 |
| Promodès | 1700 | 1770 d |
| Publicis | .... | 980 |
| Rochefortaise S.A. | .... | 1412 |
| Rosario (Fin.) | .... | 670 |
| Rougier et Fils | .... | 435 |
| Rosières (usine de) | .... | 600 |
| Sacer | .... | 685 |
| SAFAA | .... | 530 |
| Safic-Alcan | .... | 889 |
| SAFT | .... | 2550 |
| Saga | .... | 220 |
| Salins du Midi | .... | 800 |
| Saturn | .... | 123 |
| Savoisienne (M) | 178 40 | 178 20 |
| SCAC | .... | 730 |
| Senelle Maubeuge | .... | 477 10 |
| S.E.P. (M) | 185 | 185 |
| Sicil | .... | 527 |
| Sinvar (Li) | .... | .... |
| Sirwin | .... | 580 |
| Siph (Plant. Hévéas) | .... | 495 |
| Sofal financière | .... | 820 |
| Soficel | .... | 1030 |
| Sofio | .... | 675 d |
| Soficomi | .... | 720 |
| S.O.F.I.P. (M) | 505 | 562 d |
| Sofragi | .... | 1430 |
| Sopagri | .... | 177 |
| Sophie-Bail | .... | 473 |
| Soudure Autog. | .... | 865 |
| Sovabail | .... | 620 |
| Suez (Fin. de)-CIP | .... | 245 |
| Sturni | .... | 694 |
| Taittinger | .... | 4821 |
| Télémécanique Elect. | .... | .... |
| Testut-Aequitas | .... | 745 |
| Tour Eiffel | .... | 314 |
| Ufimar S.M.D. | .... | 840 |
| Ugine A. Chat. Gueug. | .... | 400 d |
| U.A.P. | .... | 613 |
| U.T.A. | .... | 2600 o |
| Vicat | .... | 2910 |
| Vialpar | .... | 2250 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Virax | .... | .... |
| Waterman S.A. | .... | .... |
| Brass. du Maroc | .... | .... |
| **Étrangères** | | |
| A.E.G. | 1040 | 1080 |
| Akzo | 346 | 347 |
| Alcan Alum | 124 20 | 122 |
| Algemene Bank | 118 20 | 118 60 |
| American Brands | 373 | 373 20 |
| Arbed | 786 | .... |
| Asturienne Mines | 212 40 | 226 |
| Bco Pop Espanol | 410 | 410 |
| Banque Ottomane | 1950 | 1853 |
| B. Régl. Internat. | 40600 | 41000 |
| Br. Lambert | 625 | 636 |
| Canadian-Pacific | 112 60 | 115 |
| Chrysler corporation | 101 60 | 102 |
| CIR | 19 35 | 19 75 |
| Commerzbank | 982 | 1000 |
| Dart. and Kraft | .... | .... |
| De Beers (port.) | .... | .... |
| Dow Chemical | 373 | 373 |
| Gén. Belgique | .... | .... |
| Gevaert | 1250 | .... |
| Glaxo | 74 | 73 60 |
| Goodyear | 223 50 | .... |
| Grace and Co | 169 | 168 |
| GTE corporation | 358 | 369 20 |
| Honeywell Inc. | 505 | 500 c |
| Johannesburg | 84 90 | 84 70 c |
| Kubota | 36 | 36 |
| Latonia | 321 | 309 |
| Midland Bank Plc | 32 | .... |
| Mineral-Ressourc. | 93 | 92 30 |
| Noranda | 108 | 113 10 |
| Olivetti | 18 70 | 18 50 |
| Pakhoed Holding | 516 | 510 |
| Pfizer Inc. | 340 60 | 331 |
| Procter Gamble | 360 10 | 360 10 |
| Ricoh Cy Ltd | 41 10 | .... |
| Rolinco | 285 20 | 282 |
| Robeco | 293 70 | 291 40 |
| Rodamco | 235 80 | 234 |
| Selpam | 9 30 | 9 30 |
| Sema Group | 37 05 | 38 80 |
| Shell fr. (port.) | .... | .... |
| S.K.F. Aktiebolag | 129 | 119 |
| Steel Cy of Can. | 94 | .... |
| Tenneco | 375 | .... |
| Thorn EMI | 65 20 | 65 50 |
| Toray indust. inc | 31 80 | 31 |
| Vieille Montagne | .... | .... |
| Wagons-Lits | 1440 | 1437 |
| West Rand | 20 85 | 21 35 |
| Whitman Corporation | 140 | 140 |
| **Hors-cote** | | |
| American Petrofina | .... | .... |
| Banque Hydro-Energie | 315 | .... |
| Buitoni | 850 | .... |
| Calciphos | 165 10 | 170 |
| Chambourcy (M.) | 978 | .... |
| Cochery | 360 | .... |
| Cogenhor | 110 | 108 |
| C. Occid. Forestière | 180 | .... |
| Coparex | 410 | 454 |
| Europ. Accumul. | 71 50 | 66 10 |
| Gachot | 155 | 149 50 |
| Guy Degrenne | 490 | .... |
| Haribo-Ricqlès-Zan | 210 | .... |
| Hoogovens | 297 | .... |
| Marin Immobilier | 240 | .... |
| Nicolas | 321 | .... |
| Particip. Percier | 353 10 | .... |
| Rorento N.V. | 170 50 | 170 50 |
| St-Gobain-Emballage | 1890 | .... |
| Sema-Metra | 311 20 | 311 |
| S.E.P.R. | 1650 | .... |
| S.P.R. | 534 | .... |
| Sté Lecteurs du Monde | 430 | 425 |
| Ufinex | 380 | .... |
| Union Brasseries | 91 | 92 |
| Wonder | 976 | .... |

### SICAV (sélection) 19/3

| VALEURS | Emission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| A.A.A. | 1113 82 | 1086 65 |
| Actilion | 234 31 | 228 04 ◆ |
| Actions France | 605 94 | 584 04 |
| Actions sélectionnées | 690 18 | 665 23 |
| Aedificandi | 677 61 | 653 12 |
| A.G.F. Actions (ex-CIP) | 1206 24 | 1176 82 |
| A.G.F. 5000 | 708 32 | 691 04 |
| A.G.F. ECU | 1060 10 | 1049 60 |
| A.G.F. Foncier | 126 08 | 123 |
| A.G.F. Interfonds | 436 57 | 425 92 |
| A.G.F. Invest | 126 50 | 123 41 |
| A.G.F. OBLIG. | 1131 18 | 1125 55 |
| A.G.F. Sécurité | 11271 27 | 11271 27 |
| Agfimo | 721 83 | 704 22 |
| Altefi | 205 04 | 197 63 |
| A.L.T.O. | 177 18 | 170 78 |
| Ameri-Gan | 6414 38 | 6123 51 |
| Amplitude | 671 82 | 652 25 |
| Arbitrages court terme | 5860 16 | 5848 46 |
| Associc | 1070 55 | 1070 55 |
| Atout Futur | 373 55 | 361 27 |
| Avracic | 1452 33 | 1410 03 |
| Avenir C.I.C. | 104 93 | 101 87 |
| Avenir Alizés | 1540 39 | 1510 19 |
| Axa Europe | 124 94 | 119 27 |
| Axa Investissements | 129 44 | 123 57 |
| Axa N.P.I. | 110 21 | 105 21 |
| Axa Valeurs PER | 136 74 | 130 54 |
| Bred Associations | 2618 57 | 2610 74 |
| Capitacic | 1057 96 | 1042 33 |
| Capital-Monde (ex F.I.) | 430 57 | 420 07 |
| Capital Plus | 1676 10 | 1676 10 |
| Cacden-Pierre | 35 04 | 34 19 |
| CIP (voir AGF Actions) | ...... | ...... |
| Conscis | 1064 58 | 1048 85 |
| Comptavalor | 5743 27 | 5734 67 |
| Convertimmo | 425 92 | 409 54 |
| Cadinter | 511 20 | 496 31 |
| Crédit Mutuel Capital | 1051 38 | 1030 76 |
| Diese | 1175 51 | 1136 86 |
| Drouot-France | 877 41 | 837 62 |
| Drouot-Investiss. | 1067 71 | 1019 29 |
| Drouot-Sécurité | 248 84 | 237 56 |
| Drouot-Sélection | 146 90 | 140 24 |
| Ecucic | 1052 42 | 1036 87 ◆ |
| Ecureuil Capitalisation | 2083 93 | 2083 30 |
| Ecureuil Investissement | 417 36 | 405 20 ◆ |
| Ecureuil Monéprimaire | 54542 90 | 54542 90 |
| Ecureuil Monétaire | 32144 72 | 32144 72 |
| Ecureuil Trimestriel | 1951 68 | 1932 36 |
| Elicash | 2267475 | 2267475 ◆ |
| Energie | 287 21 | 274 19 |
| Eparcic | 2933 35 | 2933 35 |
| Eparcourt Sicav | 4383 28 | 4372 35 |
| Epargne Associations | 25936 90 | 25898 06 |
| Epargne-Capital | 8620 65 | 8535 30 |
| Epargne Court-Terme | 554 24 | 554 24 |
| Epargne Croissance | 1645 83 | 1601 78 |
| Epargne-Industr. | 95 69 | 93 32 |
| Epargne Inter | 601 94 | 585 83 |
| Epargne J | 57183 41 | 57183 41 |
| Epargne Long-Terme | 190 49 | 185 39 |
| Epargne Monde | 1322 45 | 1287 06 |
| Epargne Première | 11915 99 | 11827 28 |
| Epargne-Oblig. | 195 24 | 190 01 |
| Epargne-Quatre | 1085 61 | 1037 09 |
| Epargne-Unie | 1379 11 | 1329 26 |
| Epargne-Valeur | 458 12 | 445 86 |
| Epsilon | 1156 41 | 1144 96 |
| Eurocic Leaders | 1130 35 | 1087 43 |
| Eurodyn | 1165 84 | 1128 47 |
| Euro-Gan | 7589 22 | 7244 12 |
| Fonsicav (div. par 10) | 11679 43 | 11679 43 |
| Foncival | 265 97 | 257 60 |
| France Avenir | 116 68 | 116 68 |
| France-Gan | 9892 93 | 9444 32 |
| France-Garantie | 270 92 | 270 38 |
| France-Index Sicav | 117 19 | 114 39 |

| VALEURS | Emission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| France-Obligations | 481 28 | 466 71 |
| Francic | 495 76 | 481 32 |
| Francic Pierre | 119 84 | 116 35 |
| Francic Régions | 1343 83 | 1304 69 |
| Fructi-Associations | 29 26 | 29 26 |
| Fructi-Epargne | 29 41 | 28 69 |
| Fructicapi | 33 69 | 33 19 |
| Fructicourt | 116109 42 | 116109 42 |
| Fructidor | 231 57 | 228 15 |
| Fructifrance | 948 97 | 923 87 |
| Fructimmo | 31 85 | 31 17 |
| Fructivar | 4476 88 | 4485 72 |
| Fructi ECU | 544 30 | 536 26 |
| Fructi-Première | 10769 01 | 10808 88 |
| Futuroblig | 1160 76 | 1122 69 |
| Gestilion | 59673 18 | 59524 37 |
| Gestion Associations | 159 93 | 158 41 |
| Gest. France Sécurité | 10386 06 | 10386 06 |
| Horizon | 1249 66 | 1213 26 |
| Interépar | 105805 94 | 102530 04 |
| Interoblig. | 11622 86 | 11175 82 |
| Intersélect France | 549 28 | 533 28 |
| Japacic | 181 97 | 176 67 |
| Jeune épargne | 242 86 | 239 26 |
| Laffitte-Amérique | 219 47 | 209 52 |
| Laffitte Europe | 297 07 | 283 60 |
| Laffitte-Expansion | 286 76 | 273 76 |
| Laffitte-France | 382 83 | 348 38 |
| Laffitte-Immobilière | 261 30 | 249 45 |
| Laffitte-Japon | 434 67 | 415 15 |
| Laffitte-Oblig. | 134 89 | 128 77 |
| Laffitte—Rend. | 187 84 | 179 32 |
| Laffitte-Tokyo | 371 77 | 354 91 |
| Latitude | 5554 17 | 5546 85 |
| Lozai Court terme | 10373 77 | 10373 77 |
| Lozai Long terme | 5862 31 | 5497 39 |
| Lion-Associations | 10838 13 | 10838 13 |
| Lion-Institutionnels | 23692 29 | 23633 21 |
| Lionplus | 781 94 | 774 20 |
| Lion Trésor | 2171 97 | 2150 47 |
| Livret Bourse Investis. | 558 30 | 542 04 |
| Livret portefeuille | 723 84 | 702 70 |
| Méditerranée | 200 48 | 191 39 |
| Mensuel CIC | 10111 50 | 10010 39 |
| Mondiale Investissem. | 450 95 | 430 50 |
| Monacic | 5854 18 | 5654 18 |
| Monéden | 55086 60 | 55085 60 |
| Moné.J. | 59610 13 | 59610 13 ◆ |
| Mutualité Dépôts | 11028 | 11005 98 |
| Mutuelle Unie Sél. | 145 68 | 139 08 |
| Natio.-Epargne | 14360 04 | 14217 86 |
| Natio.-Épargne Retraite | 125 38 | 122 02 |
| Natio.-Épargne Trésor | 6425 16 | 6412 34 |
| Natio.-Court terme | 231070 | 231070 |
| Natio.-Inter. | 1149 42 | 1118 66 |
| Natio.-Immobilier | 1232 18 | 1198 20 |
| Natio-Monétaire | 20895 91 | 20895 91 |
| Natio.-Obligations | 493 22 | 480 02 |
| Natio.-Patrimoine | 1469 21 | 1429 89 |
| Natio.-Placements | 62733 63 | 62733 63 |
| Natio.-Revenu | 996 83 | 986 96 |
| Natio.-Sécurité | 11607 39 | 11607 39 |
| Natio.-Valeurs | 867 91 | 844 68 |
| Nippon-Gan | 6416 35 | 6125 39 |
| Nord-Sud Développ. | 1229 75 | 1227 30 |
| Normatif | 12486 19 | 12241 36 |
| Obli Associations | 122 69 | 121 47 |
| Oblicic Mondial | 2259 42 | 2225 04 |
| Oblicic Régions | 1043 83 | 1028 40 |
| Oblig. toutes catég. | 146 41 | 144 25 |
| Oblilion | 1080 45 | 1069 76 |
| Oblisécurité | 10517 55 | 10517 55 |
| Oraction | 1246 23 | 1204 28 |
| Orvalor | 6708 92 | 6484 50 |
| Paribas Epargne | 16926 57 | 16892 78 |
| Paribas Opportunités | 124 64 | 119 56 |
| Paribas Patrimoine | 565 35 | 532 71 |
| Paribas Revenu | 89 77 | 88 88 |

| VALEURS | Emission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| Patrimoine Retraite | 180 90 | 177 35 |
| Pervalor | 660 20 | 640 97 |
| Phenix Placements | 271 54 | 263 63 |
| Pierre Investiss. | 768 83 | 740 32 |
| Placement A | 1228 73 | 1204 64 |
| Placement crt-terme | 73446 94 | 73300 34 |
| Placement J | 5899 15 | 5887 38 |
| Placement Premier | 54272 36 | 54164 03 |
| Plénitude | 117 60 | 114 45 |
| Poste Gestion | 53464 22 | 53464 22 |
| Première Obligations | 11116 57 | 11105 46 |
| Prévoyance Ecureuil | 114 62 | 111 56 |
| Pri/Association | 24078 83 | 24078 83 |
| Quartz | 126 14 | 123 03 |
| Réalvalor | 1007 29 | 1007 29 |
| Rentacic | 159 12 | 156 77 |
| Revenus Trimestriels | 5220 57 | 5168 88 |
| Revenu Vert | 1126 06 | 1109 42 |
| St-Honoré Bio-aliment. | 898 32 | 855 68 |
| St-Honoré Global | 278 71 | 264 16 |
| St-Honoré Matignon Pl. | 238 98 | 228 14 |
| St-Honoré Pacifique | 603 42 | 576 06 |
| St-Honoré P.M.E. | 541 92 | 517 35 |
| St-Honoré Real | 12292 40 | 12243 43 |
| St-Honoré Services | 508 93 | 489 36 |
| St-Honoré Technol. | 794 42 | 758 40 |
| Sécuricic | 1441 46 | 1441 46 |
| Sécuri Taux | 11462 12 | 11462 12 |
| Sicaaden (Caaden BP) | 694 37 | 684 11 |
| Sicav-Associations | 1525 27 | 1522 99 |
| S.F.I. fr. et étr. | 711 18 | 690 47 |
| Sicav 5000 | 442 27 | 430 43 |
| Sivafrance | 698 27 | 680 55 |
| Sivam | 442 24 | 430 40 |
| Sivarente | 214 13 | 212 01 |
| Sivestar | 429 16 | 417 67 |
| S.N.I. | 1268 59 | 1231 64 |
| Sogepargne | 332 45 | 320 43 |
| Sogever | 1118 36 | 1067 65 |
| Sogister | 1397 65 | 1324 63 |
| Soleil Investissement | 570 14 | 544 29 |
| Stratégie Actions | 1192 32 | 1148 46 ◆ |
| Stratégie Rendement | 1180 67 | 1143 51 |
| Technocic | 1142 19 | 1108 92 |
| Techno-Gan | 6281 25 | 5996 42 |
| Thesora | 530 88 | 525 62 |
| Trésor Avenir | 112 86 | 109 57 |
| Trésor Plus | 1049 17 | 1038 78 |
| Trésor Réel | 11757 07 | 11757 07 |
| Trésoricic | 105331 14 | 105331 14 |
| Trilion | 5012 43 | 4982 80 |
| U.A.P. Investiss. | 488 40 | 470 75 |
| U.A.P. moyen terme | 112 12 | 108 07 |
| Uni-Associations | 112 71 | 112 71 ◆ |
| Unifrance | 614 74 | 592 52 |
| Unifoncier | 1499 55 | 1444 39 |
| Uni-Garantie | 1259 69 | 1234 97 |
| Uni-Régions | 1619 69 | 1561 15 |
| Unirente | 2333 73 | 2259 99 |
| Univer | 197 41 | 197 41 ◆ |
| Univers-Actions | 1294 40 | 1251 84 |
| Univers-Obligations | 1632 36 | 1578 68 |
| Valorem | 576 33 | 562 27 |
| Valorg | 1715 29 | 1713 58 |
| Valrel | 43760 54 | 43738 67 |
| Vauban | 23763 69 | 23739 93 |



### Cote des changes

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 19/3 | COURS DES BILLETS Achat | Vente |
|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis ($ 1) | 5 739 | 5 690 | 5 550 | 5 960 |
| ECU | 6 888 | 6 880 | .... | .... |
| Allemagne (100 DM) | 337 980 | 338 130 | 327 500 | 348 |
| Belgique (100 F) | 16 282 | 16 264 | 15 760 | 16 800 |
| Pays-Bas (100 fl.) | 300 010 | 300 120 | 290 | 310 |
| Danemark (100 krd) | 88 160 | 88 190 | 85 | 92 |
| Norvège (100 k) | 87 270 | 86 900 | 83 | 91 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 9 311 | 9 199 | 8 850 | 9 650 |
| Grèce (100 drachmes) | 3 535 | 3 538 | 3 400 | 4 200 |
| Italie (1 000 lires) | 4 578 | 4 573 | 4 350 | 4 850 |
| Suisse (100 fr.) | 378 820 | 377 330 | 365 500 | 389 500 |
| Suède (100 krs) | 93 340 | 92 970 | 90 | 98 |
| Autriche (100 sch) | 48 020 | 48 042 | 46 500 | 49 700 |
| Espagne (100 pes.) | 6 257 | 6 264 | 5 | 5 550 |
| Portugal (100 esc.) | 3 818 | 3 807 | 3 650 | 4 350 |
| Canada ($ can 1) | 4 866 | 4 803 | 4 620 | 5 020 |
| Japon (100 yens) | 3 788 | 3 706 | 3 580 | 3 810 |

### Marché libre de l'or

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 19/3 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 73200 | 73400 |
| Or fin (en lingot) | 73850 | 73850 |
| Pièce française (20 fr) | 426 | 426 |
| Pièce française (10 fr) | 400 | ..... |
| Pièce suisse (20 fr) | 446 | 450 |
| Pièce latine (20 fr) | 425 | 425 |
| Souverain | 540 | 538 |
| Pièce de 20 dollars | 2565 | 2560 |
| Pièce de 10 dollars | 1370 | 1380 |
| Pièce de 5 dollars | 900 | ..... |
| Pièce de 50 pesos | 2850 | 2800 |
| Pièce de 10 florins | 444 | 445 |
| Or Londres | ..... | ..... |
| Or Zurich | ..... | ..... |
| Or Hongkong | ..... | ..... |
| Argent Londres | ..... | ..... |

c : coupon détaché − o : offert − * : droit détaché − d : demandé − ◆ : prix précédent − ★ : marché continu

Le Monde

Les journées parlementaires du RPR

# M. Chirac n'est pas hostile à une confédération de l'opposition

**Comme il le fait à la veille de chaque session du Parlement, le RPR organise des journées d'étude. Elles se dérouleront du 21 au 23 mars à Arles, dont le maire est M. Jean-Pierre Camoin, sénateur des Bouches-du-Rhône, dont le député est M. Léon Vacher, également RPR.**

L'ordre du jour des travaux est *essentiellement consacré* à l'examen de textes de caractère social susceptibles d'être débattus lors de la session parlementaire qui s'ouvre le 2 avril .

Parmi ceux-ci figurent les projets de loi sur le travail temporaire, sur le financement de la retraite, sur les constructions universitaires par les régions, sur le code de la nationalité, ainsi que le texte de M. Pierre Joxe sur la décentralisation. Un débat est également prévu sur le thème cher aux gaullistes et que le RPR met de nouveau en avant : *l'avenir de la participation* dans les entreprises. Pour cela, les dirigeants des groupes parlementaires ont invité à prendre la parole des représentants syndicaux et patronaux appartenant à Force ouvrière, à la CFDT, à la CGC, à la CFTC et à la CGPME. Comme *il est de coutume en pareille circonstance*, les élus satisferont au tourisme éducatif en visitant l'exposition Goya d'Arles et quelques entreprises agroalimentaires de *Camargue*.

Mais l'intérêt politique d'organiser ces journées réside surtout dans le moment où elles se déroulent. M. Chirac y prendra la parole dès *l'ouverture*, et il en tirera les conclusions. Ainsi, le président du RPR pourra faire le point un peu plus d'un mois après les assises nationales de son mouvement, qui ont dégagé, le 11 février, une majorité des deux tiers en faveur de sa conception politique, mais aussi *une forte minorité* soutenant les points de vue de MM. Pasqua et Séguin. D'ailleurs, le président du groupe sénatorial, tout comme M. Bernard Pons, président du groupe à l'Assemblée nationale, prendront eux aussi la parole dès l'ouverture des travaux. Or, aussi *bien au Palais-Bourbon qu'au* palais du Luxembourg, l'autorité des deux présidents de groupe n'est plus aussi incontestée qu'elle le fut naguère. Les initiatives de M. Pasqua lors des assises, après le soutien qu'il avait apporté à M. Poher pour sa réélection à la présidence *du Sénat, ont provoqué bien* des remous dans le cénacle RPR sénatorial. A l'Assemblée nationale, les « rénovateurs », bien que quelque peu dispersés, continuent d'adresser à M. Pons des reproches divers.

### « Prends garde à la douceur des choses ... »

Mais si, depuis quelque temps, les critiques de M. Pasqua à l'encontre de M. Chirac sont moins vives et moins publiques, le sénateur des Hauts-de-Seine n'en demeure pas moins attentif à l'évolution de la direction du mouvement. M. Jacques Chirac a dû également *se garder sur sa « gauche »* avec la création de la « Force unie » par M. Michel Noir. Toutefois, lors du dernier bureau politique du RPR, le 14 mars, le maire de Lyon – qui sera l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde » dimanche 25 mars – l'a assuré que *son entreprise ne visait ni à créer* un parti nouveau, ni à provoquer rapidement la fusion des formations de l'actuelle opposition. M. Chirac estime que désormais le RPR a évité l'implosion dont il risquait d'être menacé et que le concept de rassemblement auquel *il se réfère tolère tout à fait l'existence* en son sein de sensibilités affirmées. Le président du RPR est donc maintenant soucieux de faire avancer l'union de l'opposition *dans laquelle le RPR devrait* occuper la place la plus importante. Il pourrait profiter de son intervention à Arles pour évoquer une solution qui se rapprocherait de la « *confédération* » que M. Edouard Balladur considérait comme une « *ardente nécessité* » et dont il avait avancé le principe dans nos colonnes (*le Monde* du 18 mars 1988 ).

Enfin, M. Chirac devrait, à Arles, réagir à l'évolution de la situation politique, non seulement en Allemagne, mais également au sein du Parti socialiste en France. En se souvenant de l'avertissement du poète Paul-Jean Toulet, qui recommandait : « *Prends garde à la douceur des choses* » – dans son poème dédié à « *Arles, où sont les Alyscamps* » – surtout « *quand l'ombre est rouge sous les roses et clair le temps* ».

ANDRÉ PASSERON

**SUR LE VIF** — CLAUDE SARRAUTE

## Aux armes, citoyens !

CE qu'il peut avoir mauvais esprit, Bigeard, le général, oui. Il y croit pas au service national à la carte. Il ricane, il se marre. Encore un gadget de ministre qui lève la patte et lâche sa *réformette* pour faire plaisir à *son maître*. Vous en voulez vraiment pas, M'sieur le président, de l'armée de métier ? Il a dit niet, mon Mimi, pas question ! La conscription, il y tient. C'est au peuple à défendre la patrie en danger. Aux armes, citoyens !

Faut donc leur apprendre à s'en servir et à crapahuter la nuit, sous la pluie, dans les fourrés, en faisant pan-pan et boum-boum pour *simuler* le son des fusils et du canon. Parce que c'est en ça que ça consiste, l'entraînement des appelés, à jouer à la guéguerre contre des copains déguisés en soldats soviétiques et à résister, stoïques, aux appels à la reddition : Déposez vos armes et vous aurez trois jours de permission ! Non, non, j'invente rien, demandez à vos enfants, ils vous le diront. Du moins ceux qui n'ont pas réussi à y couper. Ou qui, faute de piston, n'ont pas pu trouver une bonne planque à l'infirmerie du régiment ou au service de presse de Chevènement.

*La démocratie, parlons-en !* Remarquez, là, on va les réduire, les inégalités, on va installer des bornes informatiques dans les centres de recrutement avec un système de réservation – date, lieu, emploi – calqué sur celui de la SNCF. Si vous habitez Neuilly-sur-Seine, vous prenez un aller Versailles, retour tous les soirs, valable jusqu'au 1er avril 1998. Et si c'est Marseille, vous allez passer quatre jours par semaine, au volant de la voiture du colonel, à Aix-en-Provence. C'est pas tuant, c'est pas loin, et c'est très joli comme coin. A part les frontaliers, ils seront plus tellement nombreux à vouloir aller occuper l'Allemagne, mais bon ça, de toute façon, d'ici à la fin de l'année, la Gross Deutschland risque de les envoyer péter.

*Comment peut-on gérer cet* afflux de candidats maîtres d'hôtel dans les garnisons cinq étoiles ? On peut pas. J'en ai parlé à mon copain Isnard, impossible de concilier les demandes des conscrits et les besoins de l'armée. Alors autant la rendre plus attractive encore en servant le petit déjeuner au lit. Thé, café, chocolat, toast ou croissant, indiquez l'heure désirée et accrochez votre commande à la porte de la chambrée.

RFA : préparation du scrutin du 2 décembre

# M. Oskar Lafontaine sera l'adversaire social-démocrate du chancelier Helmut Kohl aux prochaines élections

**Le comité directeur Parti social-démocrate ouest-allemand (SPD) a désigné à l'unanimité, lundi 19 mars, le ministre-président de Sarre, M. Oskar Lafontaine, pour affronter le chancelier Kohl aux élections au Bundestag du 2 décembre.**

BONN

*de notre correspondant*

A l'origine, les sociaux-démocrates ouest-allemands avaient prévu un scénario de rêve : l'annonce, au lendemain d'une victoire du SPD en RDA, de la candidature de Oskar Lafontaine à la chancellerie contre un Helmut Kohl affaibli. Le verdict des urnes a quelque peu bouleversé ce schéma, mais il n'a pas remis en question l'attribution du rôle principal. Pour M. Oskar Lafontaine, il n'y a aucune raison de désespérer car « *après les élections en RDA, le SPD a une chance réelle de gagner les élections législatives. Il ne peut pas s'associer à une politique de course à l'unification rapide et à l'introduction du deutschemark au taux de un pour un en RDA. Le SPD présente une solution de rechange claire en proposant une politique allemande tournée vers l'Europe, ou les pas principaux sont effectués en concertation avec les voisins européens, et dans le respect des équilibres sociaux* » .

Cet optimisme de M. Lafontaine s'appuie sur une analyse des causes du triomphe de la CDU et d'Helmut Kohl en RDA. Les électeurs est-allemands ont, selon lui, été sensibles aux promesses inconsidérées faites au cours de la campagne électorale « *et qui ne pourront pas être tenues* ». Le SPD compte ainsi tirer un bénéfice électoral futur des difficultés que va rencontrer le gouvernement fédéral dans la mise en oeuvre concrète de son programme d'unification du pays. Il entend bien aussi s'appuyer sur les mécontentements déjà sensibles dans une partie *de la population ouest-allemande* relatifs au coût de l'unité. La persistance de l'exode des Allemands de l'Est vers la RFA crée dans certaines régions des tensions de plus en plus grandes sur le marché du logement et du travail, la crainte d'une augmentation des impôts pour financer l'intégration de la RDA se manifeste de plus en plus vivement chez les salariés. Si l'idée de l'unité du pays est accueillie favorablement par la majorité de l'opinion, on souhaite *cependant que les choses n'aillent* pas trop vite, et surtout, fassent le moins mal possible.

De tous les dirigeants sociaux-démocrates, M. Oskar Lafontaine est *celui qui à le moins été affecté* par le mediocre résultat du SPD de RDA. Son engagement dans la campagne à l'Est a été réduit au minimum décent et ses récents voyages à Paris et à Madrid, ou il a rencontré MM. François Mitterrand et Felipe Gonzalez lui ont fait prendre la mesure des inquiétudes suscitées par le « *cavalier seul* » du chancelier dans sa marche vers l'unité. Il se fait maintenant le champion de « *l'Allemagne européenne* » opposée à « *l'Europe allemande* » qui fait peur aux voisins.

Dans ce contexte, la décision du SPD de RDA de ne pas participer à *un gouvernement d'union nationale* avec les chrétiens-démocates ne peut que satisfaire le nouveau candidat-chancelier : une situation dans laquelle le SPD mènerait à l'Ouest *une lutte sans concession contre* la politique d'unification du chancelier se serait mal accommodée d'une coopération des camarades est-allemands avec les amis d'Helmut Kohl à Berlin-Est.

Oskar Lafontaine avait mis comme condition à sa candidature d'avoir la maîtrise totale de la conduite de la campagne et le soutien sans condition de tout le parti. Les hiérarques du parti, M. Hans Jochen Vogel en tête, n'ont pu faire autrement que d'accepter, en dépit des sueurs froides que provoquent *déjà M. Lafontaine par son goût de* la provocation, des déclarations à contre-courant et son verbe parfois dangereusement démagogique.

Mais face à un chancelier Kohl au sommet de sa forme, « Oskar » reste le principal atout d'une social-démocratie fatiguée de huit années d'opposition. Le premier test qui montrera si « *l'effet Lafontaine* » est efficace *en dehors de la Sarre* se déroulera le 6 mai en Basse-Saxe, ou il apportera son soutien au candidat SPD contre le ministre président sortant, M. Ernst Albrecht.

LUC ROSENZWEIG

## L'ESSENTIEL



La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » *daté 20 mars 1990* a été tiré à 597 723 exemplaires.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 20 mars

### Stabilité

La poursuite du mouvement de baisse à Tokyo (– 1,5 %) à la suite du relèvement du taux d'escompte nippon n'a pas fait vaciller la Bourse française. L'indice CAC-40 se maintenait à + 0,03 % en fin de matinée après avoir ouvert en baisse de – 0,12 %. Du côté des hausses figuraient Saulnes Châtillon (+ 3 %), OFP (+ 2,7 %) et Locindus (+ 2,1 %). Parmi les plus fortes baisses, on notait Ingénico (– 6,14 %), Galeries Lafayette (– 3,27 %) et MMB (– 3,26 %).

□ **Une nouvelle association de téléspectateurs.** – *La Ligue de l'enseignement* et l'Union nationale des associations familiales (UNAF) viennent de fonder une nouvelle association baptisée Média, télévision et téléspectateurs (MTT). Cette association a mis sur pied un « *observatoire critique de la télévision* », qui résumera et analysera les aspirations et propositions des téléspectateurs.